

Le Monde

étranger

L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE DE LONDRES SUR LE PROBLÈME RHODÉSIE

Les débats s'engagent dans un climat alourdi par les déclarations virulentes des Africains

Les Blancs espèrent que le Front patriotique fera un éclat et quittera la réunion

De notre correspondant

Londres. — La conférence constitutionnelle sur la Rhodésie — Zimbabwe — s'est ouverte ce lundi 10 septembre à Lancaster House, sous la présidence de lord Carrington, ministre britannique des affaires étrangères. La conférence se tient en effet à l'initiative du gouvernement britannique, prise à l'issue de la conférence du Commonwealth de Lusaka en août. La demeure historique de Lancaster House, où furent signés de nombreux accords de « déscolonisation » en Afrique, est transformée en forteresse. Les quatre principaux participants, l'évêque Muzorewa, MM. Ian Smith, Nkomo et Mugabe sont protégés chacun par douze policiers. Les cent vingt membres des délégations africaines et les ambassadeurs des pays africains ont été de première ligne pour l'ouverture de la conférence. M. Ian Smith, est arrivé à l'aéroport de Heathrow — où il a rencontré, par le plus grand des hasards, son ancien adversaire, M. Harold Wilson, qui lui a souhaité « bonnes chances » — des manifestants lui ont réservé un charivari aux cris de « Smith dehors ».

La conférence a pris un mauvais départ dans un climat assombri par les déclarations violentes et intransigeantes des dirigeants africains, s'insultant mutuellement, prétendant s'ignorer et n'acceptant de discuter qu'avec les seuls Britanniques. Des son arrivée, l'évêque Muzorewa, chef du gouvernement de Salisbury, a souligné qu'il était venu essentiellement pour écouter ce que Mme Thatcher avait à dire. « Nous allons écouter à un règlement avec le gouvernement britannique parce qu'il est le seul à pouvoir assurer la reconnaissance de notre pays », a-t-il dit. Rejetant la proposition d'un partage de pouvoir avec les « terroristes » du Front patriotique, il a ajouté que le peuple rhodésien « était déterminé à s'opposer à tout essai d'annexion qui voudrait lui enlever son droit à l'autodétermination ». Minimisant délibérément le rôle de M. Smith, il a qualifié l'ancien chef du gouvernement des colons de « pièce de musée ». Celui-ci avait été, sans doute à dessein, placé au centre du débat. Sa liste officielle de sa délégation. De son côté, M. Nkomo a souligné qu'il n'y avait pas un gouvernement à Salisbury, mais un « groupe de pouvoir ». Le pouvoir, a-t-il ajouté, est entre les mains du général Walls (le commandant en chef de la force armée rhodésienne), qui « représente la puissance coloniale britannique ». Selon le coprésident du Front patriotique, l'objet de la conférence devait être de trouver une procédure irrévocable pour le transfert de ce pouvoir. Enfin, M. Nkomo ne veut pas discuter avec l'évêque Muzorewa, mais

seulement avec la Grande-Bretagne, qui, a-t-il dit, « est derrière lui ».

Ces déclarations n'ont pas surpris les Britanniques. L'espérance sous-jacente que, après avoir exprimé des positions de départ apparemment irréconciliables et desdites, essentiellement à leurs opinions publiques respectives, les chefs des deux camps assombriraient leur attitude et seraient sensibles aux arguments avancés en coulisse par les « médiateurs », c'est-à-dire, d'une part, par le gouvernement britannique et, d'autre part, par les cinq États de première ligne (Tanzanie, Zambie, Botswana, Mozambique et Angola), dont les représentants sont présents dans divers hôtels londoniens.

Exploiter la « percée » de Lusaka

Le premier objectif du gouvernement britannique est d'obtenir un accord sur une nouvelle Constitution, principe qui est accepté avec beaucoup de réserves par l'évêque Muzorewa ainsi que par l'organisation de la période de transition. Mais la difficulté majeure, considérée au départ comme pratiquement insurmontable, tient à l'organisation de la période de transition. Les élections ainsi qu'au contrôle des forces de sécurité. Il semble inconcevable que l'évêque Muzorewa accepte que celles-ci soient remplacées ou même renforcées par les troupes du Front patriotique ou de membres du Commonwealth. A l'opposé, on ne voit pas comment les dirigeants du Front accepteraient que les élections soient supervisées par les forces de sécurité rhodésiennes ou même que les Britanniques, qu'ils suspectent de vouloir favoriser la victoire électorale de l'évêque. Tout au plus pour la présence temporaire d'une force des Nations unies, mais l'évêque et le général Walls restent déterminés à ne pas accepter la présence d'une force armée avant les élections.

Le gouvernement britannique compte sur l'appui des présidents africains « de première ligne » en échange de ses propres efforts pour « assouplir » le chef du gouvernement de Salisbury. Dans certains milieux africains, on déclare que le rattachement serait tranché si Mme Thatcher faisait clairement comprendre à l'évêque Muzorewa qu'il ne peut compter sur l'appui du gouvernement britannique. Mais, étant donné le contexte politique, cette suggestion n'a aucune chance d'être retenue. Mme Thatcher a pris des risques. Elle est déterminée à ne pas céder à la « percée » diplomatique de Lusaka, avec l'espoir de réussir là où ses

prédécesseurs ont échoué depuis quinze ans. Un échec de la conférence compliquerait sensiblement les relations avec de larges secteurs de son parti et même de l'opinion, qui lui reprochent sa « volte-face » dans la capitale zambienne. Un succès lui rallierait le plus grand nombre de ces mécontents, sans désarmer cependant la minorité des « durs » de son parti conduits par M. Amery. Ceux-ci s'opposent à un fiasco provoqué par l'insuccès du Front patriotique, qui permettrait alors à Mme Thatcher de reconnaître sans tarder le gouvernement de Salisbury et de lever les sanctions. Leur pression ne peut être entièrement ignorée par Mme Thatcher, qui, malgré l'appui qu'elle reçoit des travaillistes et bien que son autorité et son prestige se soient renforcés au cours de ses premiers mois de pouvoir, ne peut souhaiter provoquer une division dans les rangs conservateurs. Elle a conscience du malaise, comme en témoignent son attitude dans l'affaire de la tournée projetée des rugbymen sud-africains. Après le refus des fédérations britanniques de rugby d'annuler la tournée, elle hésitera à prendre une décision d'interdiction. Il lui est difficile de paraître défavoriser l'évêque Muzorewa en lui imposant des concessions, bref de s'engager, comme l'écrivent certains journaux, sur la voie d'un « Munich africain ».

HENRI PIERRE.

Salisbury. — A la frontière de Beltridg, ce sont deux officiers d'immigration blancs qui inspectent les passeports et dispensent les visas, les douaniers sont blancs eux aussi. A Salisbury, au ministère de l'information, les fonctionnaires nommés alors que M. Ian Smith dirigeait le gouvernement continuent d'accorder, ou de refuser, les accréditations et autorisations. Il faut vraiment chercher pour trouver dans l'immeuble un responsable africain. Il en va de même dans l'armée où, si 90 % des soldats sont noirs, les officiers, eux, sont toujours blancs. Malgré l'intégration de tous les blancs, des écoles, des quartiers d'habitation, et la disparition des lois raciales, il y a plus de Rhodésie que de Zimbabwe dans le « Zimbabwe-Rhodésie » de l'évêque Muzorewa. La mésaventure arrivée à un confrère rhétoricien de la réalité. Des lors de faire passer une requête à un ministre noir qu'il connaissait de longue date, il tenta, en effet, de joindre celui-ci à son bureau. Il se heurta à la secrétaire (blanche), à laquelle il demanda de transmettre un message. N'ayant pas obtenu de réponse au bout de quelques jours, il rappela : « Avez-vous transmis ma demande ? ». « Enquill », « Non », lui répondit la secrétaire, car ce que vous avez à dire ne concerne pas le ministre. Trop d'exemples de semblables « filtres » pourraient être cités.

De notre envoyée spéciale

Un enseignant africain nous fait part de son irritation lorsque, récemment, un Blanc ultra-conservateur fut nommé à un poste vacant de juge, alors qu'un Africain tout à fait compétent avait posé sa candidature. « Mais comment en serait-il autrement ? Interroge-t-il, la Constitution permet et favorise ce genre de situation en maintenant les postes-clés entre les mains des Blancs. J'espère bien que la conférence de Londres mettra au moins fin à cette anomalie. » En effet, la conférence représente une aubaine pour les Africains, qui se voient offrir la possibilité de secouer un joug sous lequel ils se sont eux-mêmes placés.

L'échec de l'amnistie

L'annonce de la réunion d'une « table ronde » avec toutes les parties au conflit fit l'effet d'une bombe chez les Blancs du Zimbabwe-Rhodésie. Presque tous avaient cessé l'espoir que Mme Thatcher se prononcerait en faveur du nouveau gouvernement de l'évêque Muzorewa en arrivant au pouvoir. Quelle ne fut pas leur déception, lors de la conférence du Commonwealth organisée le mois dernier à Lusaka (Zambie), en apprenant que la Grande-Bretagne ne faisait pas de la « table ronde » une condition préalable à l'amnistie à tous les combattants de la ZAPU de M. Joshua Nkomo ou de la ZANU de M. Robert Mugabe qui rendraient leurs armes.

On doit admettre que jusqu'à présent cela n'a pas été un succès. Au contraire, les attaques de la guérilla se sont intensifiées. La mort de cent quatre-vingt-trois membres du corps des auxiliaires de l'armée (censé être un cadre d'accueil pour guérilleros ralliés) dans des affrontements avec les forces de sécurité, en juillet, n'était pas de nature à encourager d'éventuels transfuges.

« Où voulez-vous que l'aille ? nous demande, résigné, un fonctionnaire de trois adolescents. Je suis de Belfast, l'avez-vous vu installer à Belfast aujourd'hui ? » — « Mon fils et moi, nous restons quoi qu'il arrive », affirme un fermier. Les travaux de modernisation (pour 30 000 dollars rhodésien) qu'il vient d'entreprendre dans sa ferme apaisent ses propos.

Certains, cependant, sont ébranlés. tel ce jeune soldat qui, après l'accession au pouvoir de l'évêque, le changement de drapeau, le projet de retirer la référence à la Rhodésie du nom du pays pour en faire simplement le Zimbabwe, et la tenue de la conférence, demande dans une lettre publiée par le quotidien Herald : « Quelqu'un peut-il me dire pourquoi je me bats ? Il a choisi de quitter le pays. »

« Je pars dans un état d'esprit positif plutôt qu'optimiste sur les chances de succès de la conférence », nous déclare M. Dennis Norman, président de l'Union des fermiers (C.F.U.). L'évêque Muzorewa lui a demandé d'accompagner sa délégation à Londres.

Chacun attend des résultats différents de la conférence. Un restaurateur résume bien la pensée de la plupart des Blancs et des Africains proches du régime en déclarant sans détour que tout ce qu'il désire c'est que le Front patriotique fasse un éclat à Londres et s'en aille en laissant la délégation gouvernementale en tête à tête avec la Grande-Bretagne. Il ne doute pas une seconde que les Britanniques livreront alors les sanctions et reconnaîtront son pays.

Lorsqu'on demande ce qui se passera si les combats continuent, certains Blancs n'hésitent pas à dire : « Les Sud-Africains viendront nous aider à les écraser. » Point de vue qui n'est pas partagé par un juriste aux idées libérales. Pour celui-ci, à moins que de nouveaux soutiens ne soient obtenus, il est impossible d'arrêter la guerre. Beaucoup d'Africains, se fondant sur la volonté des présidents tanzanien et zambien de parvenir à un règlement, pensent que, à Londres, se formeront de nouvelles alliances, et s'est alors une vaine de noms : Nkomo-Stihole, Muzorewa-Mugabe, etc.

Depuis l'arrivée de l'évêque Muzorewa, au lieu d'une désescalade, on assiste à une intensification des combats. Selon de nombreux témoignages, l'armée nationale africaine de libération du Zimbabwe (Zanla) de M. Mugabe a multiplié ses attaques. Le mouvement de M. Nkomo concentrait ses actions dans « l'éducation politique des populations ». En réplique, l'armée du Zimbabwe-Rhodésie a attaqué à plusieurs reprises les camps à Zambie et au Mozambique. Celle qui s'est achevée le samedi 8 septembre (le Monde du 9-10 septembre) a revêtu une ampleur sans précédent.

Les difficultés économiques

Les Noirs doivent à présent faire un service national ; l'ensemble (85 %) du pays est placé sous la loi martiale qui interdit la circulation des crépuscules à l'aube, et remet la justice et l'administration du territoire entre les mains de l'armée.

Le nombre des départs des Blancs reste stationnaire (mille par mois), on attend les résultats de la conférence. Pour les fermiers, le printemps est un mauvais moment pour partir. A moins d'événements très graves, ils n'abandonneront pas leur terre avant plusieurs mois.

La situation économique n'est pas brillante. Le vol de bétail s'amplifie à une vitesse foudroyante. Il est pratiqué par la guérilla autant pour se nourrir que pour ruiner les fermiers, et par des bandes qui profitent de la situation. Les exportations de bœuf, deuxième source de devises après le tabac, ont diminué, et les livraisons aux boutiques ont été réduites de 10 %. Dans l'agriculture, il existe des stocks jusqu'en 1980, mais à cette année, une fois de plus, la sécheresse sévit. Il n'y aura plus de réserves. Quant à l'industrie, seule la paix pourra la développer et la faire repartir.

Le rythme de vie du Blanc est affecté, mais c'est bien évidemment l'Africain qui pâtit le plus sérieusement de la guerre. Les réfugiés continuent d'arriver dans les grandes villes comme Salisbury et Umtali où les services ont du mal à répondre à la demande de la population.

Le petit fermier africain voit son bétail décimé par la maladie, volé, tué. Il vit dans la hantise que son village soit brûlé par l'armée s'il n'a pas signalé le passage des guérilleros ou simplement pour l'empêcher de fournir des vivres à ces derniers. Parfois ce sont des groupes incontrôlés qui le pillent, et il doit faire face aux exigences des maquisards. Il est perpétuellement pris en tenaille entre l'armée, les auxiliaires et les combattants de M. Nkomo et Mugabe.

Le gouvernement de l'évêque Muzorewa a lancé un slogan à travers tout le pays : « Le peuple veut la paix, voilà ce que veut le peuple. » Qu'il le veuille, cela ne fait pas de doute, mais à quel prix ?

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LE CONFLIT SAHARIEN

Conformément à son engagement Rabat retire ses forces de Mauritanie

Dans un message adressé au chef du gouvernement mauritanien, le premier ministre marocain, M. Maati Bouabid, a annoncé, dimanche 9 septembre, que, conformément aux engagements pris, l'ordre avait été donné d'évacuer, à partir de ce lundi, la totalité des forces de l'armée royale — soit environ quatre mille hommes — stationnées dans le pays voisin. Durant le repli en territoire mauritanien, le gouvernement marocain demande à Nouakchott, sur l'initiative Zoukate - Bir-Moghrein, d'assurer la sécurité du convoi qui incombe, en tout état de cause, aux autorités mauritaniennes.

Pour sa part, le président Bourguiba a invité, dans deux messages dont le teneur a été révélée dimanche, le président Chadli Bendjedid et le roi Hassan II du Maroc à se réunir à Tunis pour tenter d'y régler leur différend. — (A.F.P., A.P.)

De notre correspondant

Alger. — Les autorités n'ont pas réagi à la proposition formulée par le président Bourguiba de réunir à Tunis le roi Hassan II et le chef de l'Etat algérien pour tenter d'aboutir à un règlement de la crise du Sahara occidental. Une telle suggestion est irrecevable, dit-on ici, dans la mesure où l'Algérie a toujours affirmé n'avoir aucun contentieux avec le Maroc. Et le souverain chérifien dut mettre fin au conflit du Sahara, rappelle-t-on, il ne peut avoir qu'un seul interlocuteur, le peuple sahraoui lui-même représenté par le Polisario. C'est ce qu'a réaffirmé, dimanche 9 septembre, le quotidien El Moudjahid dans un éditorial intitulé « La mauvaise porte ».

Les succès diplomatiques remportés au sommet des non-alignés ne sont pas de nature à pousser l'Algérie à la conciliation. En quelques jours, près d'une dizaine de pays ont reconnu la République arabe sahraoui démocratique, parmi lesquels le Nicaragua, le Mexique, la Jamaïque et l'Uruguay. Au total, trente-deux Etats ont pris, à ce jour, cette décision. Après l'Organisation de l'Unité

africaine à Monrovia, le dixième sommet des non-alignés d'autre part, dans une déclaration, relevé que « le peuple du Sahara occidental n'a pas encore exercé son droit à l'autodétermination et qu'aucun transfert de souveraineté n'a eu lieu dans ce territoire ». Il s'est prononcé pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui. Se félicitant de l'accord de paix conclu entre la Mauritanie et le Polisario, la conférence de La Havane a déploré enfin « l'extension et l'occupation armée par le Maroc de la partie du Sahara occidental précédemment administrée par la Mauritanie ».

Les Nations Unies, l'Algérie, qui s'est toujours déclarée prête à faciliter une dialogue entre Rabat et le Polisario, estime, plus que jamais, que la balle est dans le camp marocain et que le roi Hassan II ne pourra pas éternellement dénier une communauté internationale de plus en plus sensibilisée au problème et qui exprime chaque jour davantage son soutien au Polisario.

D. J.

L'histoire



L'histoire de la peine de mort (Dossier)

Jeanne d'Arc au Pays des Images

par C. Ribéra-Perville

Le cas Philby par M. McConville

L'Inquisition espagnole

par B. Bennassar

Les Phocéens par J.-P. Morel

Les maîtres-verriers

au Moyen Age par C. Brisac

NUMERO 15 - LE N° 15 F

Offre d'abonnement 1 an 140 F au lieu de 165 F

Etranger 1 an 170 FF

Je souscris un abonnement d'un an (12 numéros) au prix de 140 F (170 FF) en plus de 165 F

Nom _____ Prénoms _____

Adresse _____

Je règle par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal (5 virements) ☐ mandat à l'ordre de L'HISTOIRE.

A retourner, accompagné de votre règlement à L'HISTOIRE, 57, rue de Solferino, 75006 Paris, CE

Abonnement Belgique : Société S.P.A. 28 avenue Marnix 1180 Bruxelles.

ASIE

Cambodge

Le prince Sihanouk repousse l'offre des Khmers rouges de prendre la tête de la résistance

Le prince Sihanouk a formellement rejeté les propositions faites par M. Kieu Samphan, chef de l'Etat du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges), de prendre la tête d'un nouveau front de grande union nationale patriotique et démocratique qui regrouperait toutes les forces cambodgiennes contre l'armée vietnamienne. Ces propositions, rendues publiques le 5 septembre à La Havane par M. Kieu Samphan (le Monde du 7 septembre), avaient déjà été communiquées par lettre au prince le 21 août. Dans un télégramme daté de Pyongyang, où il réside actuellement, l'ancien chef de l'Etat s'en est pris violemment à ses anciens alliés : « Je ne peux et ne pourrai pas accepter les grands honneurs que vous m'accordez (...) par respect pour la mémoire de tous les Khmers et Khmères innocents assassinés injustement par les Khmers rouges depuis le 17 avril 1975. Je dois respecter aussi la mémoire de mes enfants et petits-enfants, membres du FUNK, qui, spontanément, ont accepté de servir le régime khmer rouge — dit Kampuchéa démocratique — et qui ont été torturés et assassinés par les Khmers rouges. »

« Les Khmers rouges, poursuit le prince, ont toujours élevé les mensonges, les combats et la malhonnêteté intellectuelle au niveau d'une institution d'Etat. Entre 1970 et 1975, nous avons eu un Front uni (le FUNK) et un programme politique qui était authentiquement démocratique et libéral. Mais, à la victoire commune du 17 avril 1975, la plupart des membres non khmers

rouges ont été éliminés par les Khmers rouges, et le programme politique a été violé de A jusqu'à Z et considéré comme un chiffon de papier. Le nouveau front et le nouveau programme présentés par les Khmers rouges, conclut le prince Sihanouk, sont incontestablement une nouvelle tromperie. Il n'y a que les idiots et les imbéciles pour se laisser prendre au piège de ce nouveau miroir aux alouettes. »

Les Vietnamiens ont aussi, comme on pouvait le prévoir, condamné ce nouveau front, dans lequel le Nhat Dan, organe du P.C.V., a vu dimanche « le fondement d'un front conjugué à Pékin après la visite du vice-président américain Mondale en Chine. »

Les Chinois semblent se laisser pour leur part par les tergiversations du prince Sihanouk. C'est du moins ce qu'ils ont laissé entendre à l'ancien premier ministre conservateur britannique, M. Edward Heath, en visite en Chine. Selon lui, « les Chinois pensent que Sihanouk ne serait pas assez ferme face au Vietnam et qu'il serait tenté de passer à une forme d'accord avec eux qui ne serait pas satisfaisante. »

Soixante mille réfugiés de plus. Enfin, alors que les Khmers rouges déclarent le renforcement du corps expéditionnaire vietnamien au Cambodge et l'accentuation des opérations de nettoyage, on a annoncé à Bangkok qu'environ soixante mille Cambodgiens affamés se dirigeaient vers la Thaïlande, chassés par la famine et les offensives des préparations des Vietnamiens contre la résistance cambodgienne. Selon le maréchal Sithi Sawetasil, ministre et secrétaire général du Conseil national de sécurité, beaucoup sont malades et l'on compte parmi eux un grand nombre de femmes et d'enfants. « Si nous ne leur venons pas en aide, ils mourront », a-t-il dit. « Nous envisageons d'ouvrir la frontière en certains points, pour permettre aux Thaïlandais de commercer avec eux, sous le contrôle de l'armée, pour empêcher que les marchands n'exploitent ces pauvres gens. »

Certaines organisations internationales pourraient être aidées à leur tour. Les soixante mille personnes arrivent de la région de Pailin. Mais, de source diplomatique à Bangkok, des dizaines de milliers de Cambodgiens affamés sont regroupés autour de la ville de Sisophon et deux groupes, de dix à vingt mille personnes chacun se trouvent à proximité de l'« ville-terreur » d'Aranya-Prathet. (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

Népal

ENVIRON VINGT-CINQ MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ à l'appel du parti communiste pro-soviétique (Interdit comme toutes les formations politiques), dimanche 9 septembre, pour demander le retour au multipartisme et exiger la libération des prisonniers politiques. Le roi Birendra, qui a décidé de consulter la population par référendum (le Monde des 25 et 27-28 mars), n'en a toujours pas fixé la date. (U.P.I.)

Tchad

LE LIEUTENANT-COLONEL KAMOUQUE, chef des forces armées tchadiennes, a affirmé, dans une interview à Radio-Monrovia, le samedi 8 septembre, que le Sud participerait au nouveau gouvernement d'union nationale de transition prévu par les accords de Lagos sur la réconciliation nationale au Tchad, et qu'il n'y avait « pas de problème » à ce sujet. (A.F.P.)

Yougoslavie

M. VIDJE SMILEVSKI, président de la République de Macédoine, est mort dans la soirée du samedi 8 septembre, à l'âge de soixante-quatre ans, à la suite d'une défaillance cardiaque. (Reuters.)

CORRESPONDANCE

Quelle « union nationale » ?

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Jean-François Keller, professeur associé d'université, militant du parti socialiste : « Dans le Monde du 11 août, Lionel Jospin, secrétaire national du parti socialiste, suggère dans un Point de vue « Pour le Cambodge » la « création d'un gouvernement d'union nationale (auquel) pourraient participer les Khmers rouges (à l'exclusion des dirigeants : Pol Pot, Ieng Sary) ». Cette proposition méritait beaucoup. Quelqu'un pensait en 1945 et, pour reconstruire l'Allemagne, l'idée avait été avancée de former un gouvernement avec la participation des nazis (à l'exclusion des dirigeants : Hitler, Himmler...) ? »

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LES CORPS DE SIX RESCORTAISANTS OUEST-ALLEMANDS ont été retrouvés, le vendredi 7 septembre, à une quinzaine de kilomètres de Kaboul. Les résidents, deux couples d'enseignants, dont l'un avait deux enfants, ont été tués par balles alors qu'ils effectuaient une excursion près de la capitale. (A.F.P., Reuters.)

Ethiopie

M. KOSSYGUINE, président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., a quitté dimanche 9 septembre Moscou pour Addis-Abeba, où il se rend en visite officielle. (A.F.P.)

Guinée Equatoriale

UN COMMUNIQUÉ DU CONSEIL MILITAIRE, rendu public le 8 septembre à Malabo, a confirmé que l'ancien président de Guinée-Equatoriale, Francisco Macías Nguema, serait jugé le 24 septembre par un tribunal militaire, sous l'occupation de « génocide ». D'autre part, le gouvernement équato-guinéen, qui souhaite remettre en vigueur un accord conclu en 1970 sur la fourniture de main-d'œuvre par le Nigeria pour les plantations de cacao, a envoyé samedi une délégation à Lagos à cet effet. (A.F.P., Reuters.)

Mali

DANS UNE INTERVIEW PUBLIÉE PAR L'ESPIONNAGE DAIRYER JEUNE AFRICA, daté du 12 septembre, un citoyen malien résidant en Libye, M. Didi Demba Médina, assure mettre sur pied un

HYPOKHAÏNE SC-PO
d'octobre à juin, préparation à temps complet à l'examen d'entrée à SC-PO
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92120 Nanterre, 72.25.54, 74.52.19
Groupement libre de professeurs

Corée du Sud

EN FAISANT ANNULER L'ÉLECTION DES CHEFS DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATE

Le président Park confirme son intention de museler l'opposition au régime

De notre correspondant

Tokyo. — Le tribunal civil de Séoul a déclaré, samedi 8 septembre, « nulle et non avenue » l'élection en mai de M. Kim Young-sam à la présidence du Nouveau parti démocratique (N.P.D.), la principale force politique d'opposition au régime Park. Au terme du jugement, M. Kim et les quatre vice-présidents qu'il avait désignés sont « déchus de leurs fonctions ».

Cette affaire, qui va provoquer l'isolement du N.P.D., témoigne surtout de l'état de confrontation de plus en plus grave se développant entre le régime et l'opposition, situation qui pourrait conduire, selon les observateurs, à une véritable crise politique.

M. Kim Young-sam est devenu en quelques mois la personnalité politique la plus représentative et la plus populaire du pays. Avec le soutien moral de l'autre grand opposant, M. Kim Dae-jung, ancien président du N.P.D., rival de M. Park à l'élection présidentielle de 1971, qui fut enlevé à Tokyo en 1973 et est actuellement assigné à résidence à Séoul — il avait été élu en mai dernier à la tête de son parti. Passant autrefois pour une personnalité conciliante à l'égard du pouvoir, M. Kim Young-sam s'est révélé, ces derniers mois, particulièrement virulent dans ses attaques contre le régime. La réconciliation des deux Kim, autrefois rivaux, avait en outre donné une nouvelle force au N.P.D., sujet, comme les partis japonais, à une division entre clans. En décembre 1978, lors d'élections générales, il avait d'ailleurs obtenu un nombre de voix supérieur à celui du parti au pouvoir (37,2 % contre 36,1 %). Seul le système qui donne au président le droit de désigner un

tiers des membres de l'Assemblée nationale avait permis au parti républicain de M. Park de conserver la « majorité ».

M. Kim Young-sam n'en était pas moins devenu gênant. « Notre premier objectif », nous disait-il fin juin, est la tenue des élections d'urgence. Or ceux-ci, qui jugent l'opposition au régime en la qualifiant de « pro-communiste » dès que les autorités jugent qu'elle dépasse certaines limites, sont la plus sûre garantie du maintien de l'ordre social. « Si des élections libres avaient lieu actuellement, poursuivait M. Kim, nous aurions une majorité écrasante. »

A la lassitude que peuvent éprouver certains intellectuels et étudiants soumis à l'arbitraire du régime s'ajoute aujourd'hui le mécontentement d'une partie de la population, qui souffre des difficultés économiques et sociales que rencontre la Corée du Sud. La croissance de ces dernières années a fait apparaître une nouvelle génération plus exigeante dans ses revendications économiques, mais aussi plus difficile à satisfaire que ses parents, qui ont connu la détresse, les privations, la guerre et de la période qui suivit. Que puisse se cristalliser sur un parti un faisceau de mécontentements, que dynamisent dans l'ombre les organisations religieuses, est une situation inadmissible pour le pouvoir. Depuis quelques semaines, celui-ci s'est lancé dans des actions répressives contre la moindre manifestation d'opposition, frappant indistinctement politiciens, ouvriers ou chrétiens.

Sur le plan politique, le premier objectif était de faire taire le

voiciant Kim Young-sam. L'Assemblée nationale se réunit, en effet, à la fin de ce mois, et les universités, foyers de contestation, ont commencé à rentrer. Il fallait aller d'autant plus vite que le pouvoir, dans sa fébrilité à supprimer toute contestation, avait commencé à enrayer le mouvement. Les locaux du N.P.D., où deux cents jeunes ouvriers licenciés avaient organisé un sit-in (le Monde du 14 août), un suicide, des dizaines de blessés, des policiers molestés : l'affaire avait provoqué une protestation du département d'Etat américain.

Curieusement, c'est à cette époque, le 13 août, qu'une plainte était déposée par trois membres du N.P.D. contre leur président « du faux-légitimité », affirmant-il, « C'est une construction pour m'écarter, déclarait alors au New York Times M. Kim : le gouvernement a tout fait pour empêcher mon élection. Aujourd'hui, il me fait attaquer par trois membres de mon parti qui sont soumis aux pressions de la C.I.A. coréenne. » Que l'élection de M. Kim Young-sam, qui a été acquiescé à deux voix de majorité, ait été « libre » ou non, il est difficile de le savoir. En tout cas, deux faits sont acquis : d'une part, les autorités exercent des pressions croissantes pour qu'il ne soit pas élu, et, en outre, M. Kim est rapidement devenu une personnalité gênante. Son procès arrivait donc à point nommé.

Dans la semaine qui suivit l'affaire du sit-in, la police interdisait la publication par le N.P.D. d'un rapport sur celle-ci, affirmant qu'il contrevient au décret n° 5 concernant la « propagation de fausses nouvelles ». Aujourd'hui, en faisant rendre un jugement qui vise à saper la réputation de M. Kim Young-sam, le régime Park espère réduire ce dernier au silence.

Ce n'est pas évident. « Certes, nous dit par téléphone de Séoul, M. Kim Dae-jung, l'opposition va connaître une phase de désorganisation. Mais c'est aussi une occasion de nous renforcer, car les actions du gouvernement ont provoqué une indignation dans la population. » M. Kim Young-sam est en train de regrouper ses partisans pour former un nouveau parti. D'autre part, l'affaire du sit-in a provoqué un rapprochement entre le N.P.D. et une petite formation d'opposition, le parti pour l'émancipation démocratique qui s'étaient séparés en 1973. Sur tout, le pouvoir a, semble-t-il, mobilisé contre lui plusieurs catégories de la population : prêtres et pasteurs inquiétés, ouvriers accusés d'organiser des mouvements d'opposition.

Selon le président Park, les actions des chrétiens visent à découvrir les « organisations impures » qui pénètrent les milieux ouvriers et sont cause d'instabilité sociale. La première victime des actions de la police est la Mission en milieu industriel urbain, dont plusieurs membres ont été arrêtés. En même temps est viciée l'Association catholique des paysans.

Un prêtre et deux avocats ont été arrêtés et c'est pour avoir cautionné la rédaction d'un tract contre Mgr Dupont, évêque d'Andong, de nationalité française, a été expulsé le 18 août après vingt-cinq ans de séjour (le Monde des 19-20 août).

PHILIPPE PONS.

AMÉRIQUES

Nicaragua

Tomas Borge, chef historique du sandinisme et ministre de l'intérieur

De notre envoyé spécial

Managua. — « Karl Marx, je ne l'ai pas lu dans mon adolescence. Ensuite, je n'ai guère eu le temps de le lire. Je ne dis pas que nous soyons ignorants de cette littérature scientifique : quel révolutionnaire peut affirmer n'avoir pas été influencé par Marx ? Mais je ne dirai pas non plus que nous sommes très savants sur ce sujet. J'ai bien deviné Rousseau, mais Marx ? C'est une question que nous nous posons. »

Ministre de l'Intérieur, responsable d'une sécurité publique toujours menacée par des coups de main de « desperados », somatistes et de la réorganisation d'une armée pourtant encore ébranlée de la rapide débandade de l'ancienne garde nationale, M. Borge était, il y a moins de deux mois, un proscrit.

Se biologique officielle n'est pas encore publique, mais on sait de lui qu'il est le fils de petits commerçants espagnols, vendeurs de journaux ou peut-être libraires. Il aurait, toujours selon des informations glanées auprès de combattants sandinistes, suivi une ou deux années de droit. Rien, en tout cas, qui suffise à polir l'écorce rugueuse de ce petit homme trapu. Il est devenu un homme bon, lent dans ses gestes et son parler, que les paysans de son pays, en lesquels, violemment, il se reconnaît le mieux, les « campesinos » de Matagalpa, où il est né il y a quarante-neuf ans.

Ainsi s'explique sur sa formation intellectuelle M. Tomas Borge, peut-être le nouvel homme fort du Nicaragua, en tout cas, l'homme qui a su rassembler les symboles de la révolution qui vient de renverser Somoza. Un « monument national », comme nous le décrit un jeune universitaire qui s'apprête à quitter le baïle dres pour reprendre, le 17 septembre, ses cours de biologie à l'université nationale. « Tomas », comme l'appellent les guérilleros, dont il est le héros, et les gens du peuple, qui voient en lui le bon Dieu — celui qui peut multiplier les pains, abriter les sans-logis ou ressusciter un parent disparu.

Est-il marxiste ? La question ne préoccupe pas excessivement celui qui, il y a dix-huit ans, fonda, sous l'inspiration de Carlos Fonseca Amador et de Silvio Mayorga, son deux morts aujourd'hui, le Front sandiniste.

(1) Cesar Augusto Sandino, héros de la lutte contre les troupes d'occupation américaines du Nicaragua entre les deux guerres mondiales et vraisemblablement assassiné par Anastasio Somoza para, Carlos Fonseca Amador, un des fondateurs du Front sandiniste. Francisco Miranda, Vénézienien combattant de la guerre d'indépendance des États-Unis et de la Révolution française, précurseur de l'indépendance de l'Amérique latine. Simon Bolívar, le plus fameux des libérateurs. José Martí, chanteur de l'indépendance cubaine au dix-neuvième siècle.

(2) Avec une trentaine de guérilleros, M. Eden Pastora avait retenu pendant deux jours plus d'un millier de personnes en otages, dont plusieurs men-

de libération nationale. Peut-être, comme Fidel Castro, le devendra-t-il vraiment, sous la pression des événements... En attendant, M. Borge entend s'entourer, avec les hommes, d'un style propre à la révolution sandiniste.

Ministre de l'Intérieur, responsable d'une sécurité publique toujours menacée par des coups de main de « desperados », somatistes et de la réorganisation d'une armée pourtant encore ébranlée de la rapide débandade de l'ancienne garde nationale, M. Borge était, il y a moins de deux mois, un proscrit.

Se biologique officielle n'est pas encore publique, mais on sait de lui qu'il est le fils de petits commerçants espagnols, vendeurs de journaux ou peut-être libraires. Il aurait, toujours selon des informations glanées auprès de combattants sandinistes, suivi une ou deux années de droit. Rien, en tout cas, qui suffise à polir l'écorce rugueuse de ce petit homme trapu. Il est devenu un homme bon, lent dans ses gestes et son parler, que les paysans de son pays, en lesquels, violemment, il se reconnaît le mieux, les « campesinos » de Matagalpa, où il est né il y a quarante-neuf ans.

Torturé

par la garde nationale

La suite de sa biographie est mieux connue. C'est en 1968, nous a-t-il indiqué, qu'il participa aux premières actions de guérilla, et le 21 février 1969, sous l'inspiration de la révolution cubaine, que naquit le F.S.L.N. Le Front sandiniste n'eut d'existence que précaire pendant plusieurs années. Le 11 septembre 1969, quelques semaines avant la mort de Che Guevara en Bolivie, les guérilleros commencèrent à faire parler d'eux lors d'un violent affrontement avec les somatistes : le souvenir des héros de Pecosan a été célébré il y a quelques jours dans tout le pays comme la fête des forces armées populaires.

Lorsque, après une spectaculaire prise d'otages à Managua, en décembre 1974, Anastasio Somoza se lança dans une violente répression contre les sandinistes dans leurs réduits montagneux du Nord, certains

rebelle se demandèrent s'il ne convenait pas de changer de stratégie et de créer un parti, à dominante ouvrière et urbaine, plutôt que de s'en tenir à la guerre populaire prolongée dans les campagnes. Ainsi fut créée la tendance prolétarienne du F.S.L.N. En 1977, une nouvelle scission intervint au sein du Front : celle des « Insurrectionnels » ou « faroceros », favorables à l'union de tous les Nicaraguayens, y compris la bourgeoisie, dans un vaste mouvement anticomuniste, et à la recherche d'appuis auprès des forces socialistes et social-démocrates d'Amérique latine et d'Europe.

M. Borge, cependant, a été arrêté. Il passe neuf mois sous une cageule à la prison de Tipitapa. Les somatistes le torturent, le mutilent même, dit-on, pour lui faire découvrir le carnet d'adresses qu'il avait sur lui. En vain. On le croit mort. Pour démentir le rumeur, Anastasio Somoza le montre à la télévision. Celui qui, depuis la mort de Carlos Fonseca, en 1976, est le chef historique du sandinisme est libéré le 24 août 1978 après la stupéfiante prise d'otages au palais national de Managua. On murmure aujourd'hui que M. Borge aurait vivement reproché à M. Eden Pastora, le chef du commando, aujourd'hui vice-ministre de l'Intérieur, d'avoir eu des exigences trop modestes, compte tenu de sa position de force (2).

La suite est mieux connue : l'insurrection de septembre 1978, la création, le 8 décembre, d'une direction nationale du F.S.L.N. composée de neuf membres — trois pour chaque tendance, — où M. Borge représente la guerre populaire prolongée, la recherche d'appuis internationaux, financiers, politiques et militaires, et le soulèvement final, à partir du 28 mai, des discussions serrées, à San-José de Costa-Rica, avec des ambassadeurs de Washington en vue d'éviter une intervention militaire américaine et de hâter le départ du général Somoza, l'entrée triomphale à Managua le 20 juillet.

Au début, on ne voit que lui. C'est lui qui va accueillir, au lieu trépassé, le nouvel ambassadeur des États-Unis à l'aéroport de Managua. Il multiplie les

apparitions à la télévision, répétant inlassablement cette formule assez inédite en semblables circonstances : « Nous avons été impliqués dans le combat, nous serons misérablement dans la victoire. » Il dit aussi : « Notre révolution ne veut pas la mort du pêcheur, mais la destruction du péché. » Il s'oppose aux exécutions sommaires réclamées par le peuple, fait abolir la peine de mort. Il fait compenser devant lui l'officier qui l'a le plus sauvagement torturé et lui dit : « Ma vengeance, ce sera que je te pardonne. Tu seras jugé régulièrement. » Cette clémence ne se dément pas : après deux attentats contre lui, l'homme s'est fait aujourd'hui plus discret.

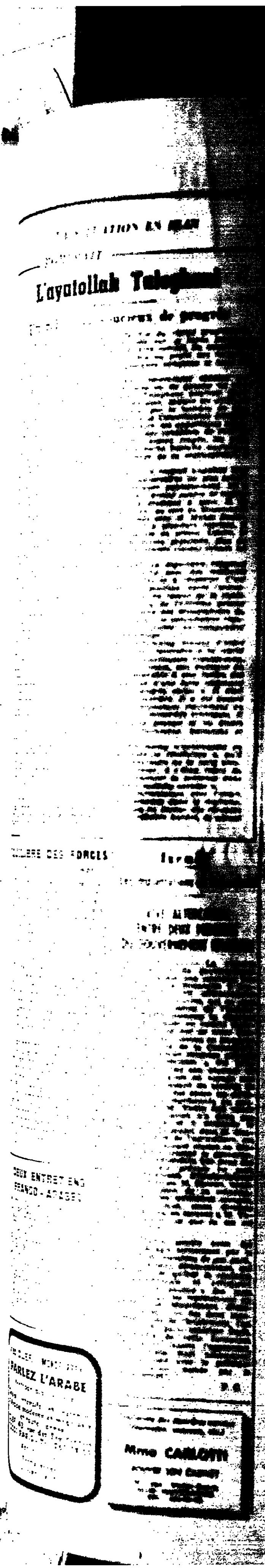
Le futur

Fidel Castro ?

M. Tomas Borge est-il le futur Fidel Castro du Nicaragua, comme le veut le peuple ? Si un homme, et un seul, doit un jour personnaliser le pouvoir à Managua, il est le mieux placé pour le faire. Ministre de l'Intérieur, membre de la direction nationale du Front sandiniste, commandant en second de l'armée populaire, premier dans l'ordre de « commandantes » de la révolution, dernier — chef historique — du F.S.L.N. : qui, dans la nouvelle équipe aujourd'hui chargée des destinées du Nicaragua, peut assigner autant de titres prestigieux, de fonctions décisives que le « Viejo » (Vieux), comme l'appellent affectueusement ses compagnons d'armes ?

Des dirigeants plus jeunes et influents ne manquent pas, comme M. Humberto Ortega, commandant en chef de l'armée, ou son frère Daniel, membre de la direction nationale du Front, dont il est un des idéologues écoulés. Mais lorsque l'heure des clarifications politiques, et peut-être des affrontements pour le pouvoir, la notoriété de M. Tomas Borge et le respect et la sympathie populaires qui l'entourent seront des éléments de poids face à des hommes, les uns plus radicaux et moins pragmatiques que lui, et d'autres peut-être plus tentés par les solutions social-démocrates.

JEAN-PIERRE CLERC.



DIPLOMATIE

LA FIN DU SOMMET A LA HAVANE

L'Égypte demeure membre du mouvement des non-alignés malgré la condamnation des accords de Camp David

De notre envoyé spécial

La Havane. — Le sommet des non-alignés s'est achevé, le dimanche 9 septembre, après une séance marathon de quatorze heures, par moments très tendues. La plupart des chefs d'Etat ou de gouvernement, qui n'avaient pas regagné leur pays, ont alors échangé avec M. Fidel Castro des accolades ou des poignées de mains dont la chaleur était à la mesure de leur affinité politique avec le chef de la révolution cubaine.

La séance de clôture fut marquée par un incident provoqué par le ministre des affaires étrangères et chef de la délégation du Sénégal, M. Moussatché Niasse. Il accusa M. Castro d'utiliser sa position de chef de l'Etat hôte et de président de la conférence « en faveur de ses intérêts et de ses options politiques ». Cette « sortie » peu protocolaire ranima la polémique. Mais le président zambien, M. Kaunda, homme d'Etat pondéré, disposant d'une grande autorité morale au sein du mouvement, prit la défense de

M. Castro en demandant à l'assemblée pourquoi Dakar avait « envoyé ce jeune homme insolent » à la conférence. Le ministre donna l'impression qu'il allait quitter la réunion, mais le président guinéen Sekou Touré devait quelques temps plus tard, lorsqu'il parla au nom de l'Afrique, présenter les « excuses officielles » du ministre. Celui-ci n'avait pas moins exprimé le point de vue de pays modérés afro-asiatiques et de la Yougoslavie. L'agence de presse yougoslave Tanjug s'empressa d'ailleurs de diffuser la déclaration sénégalaise. La Birmanie, elle, s'est retirée de la conférence parce qu'elle ne s'estimait pas satisfaite de la manière dont étaient conduits ses travaux. Il est vrai que les amis de Cuba mobilisèrent la tribune au début de la rencontre et que les Cubains usèrent en commission de procédures qui furent dénoncées par leurs adversaires.

« Un référendum international »

Or les documents de la conférence — déclaration finale, résolutions, — reflètent moins ce comportement que l'empreinte des délégations algérienne et indienne, mais aussi yougoslave, qui, pour l'essentiel, contribuèrent avec les Cubains à leur rédaction.

Certes, l'esprit de la première conférence cubaine de la déclaration de La Havane a été conservé, mais dans une moindre mesure la lettre. Le texte a été abondamment remanié, faisant un rapide bilan, voulant se

défendre des accusations portées contre son pays et expliquer dans quel esprit il envisage d'assumer la responsabilité de président du mouvement. M. Castro devait déclarer : « Malgré de sérieux écarts (...), nous avons adopté sur tous les problèmes traités des positions par consensus presque unanimes. Aussi bien pour nous déclarer que notre mouvement est plus uni et plus puissant que jamais, plus indépendant que jamais (...). En raison des responsabilités qui incombent à notre pays, nous tenons l'imposable pour appliquer les accords adoptés ici pour renforcer l'unité du mouvement. Le prestige et l'autorité de son président, nous ne l'utiliserons jamais à notre profit, mais entièrement pour lutter pour l'unité. Cuba ne tirera jamais aucun bénéfice du fait qu'il est à la tête du mouvement. L'adoption de la résolution

condamnant « énergiquement », les accords de Camp David et le traité égypto-israélien avait donné lieu auparavant à plusieurs délibérations à huis clos. Le Caire s'en tira à bon compte et certains membres de la délégation égyptienne ne semblaient pas trop inquiéter que cette nouvelle condamnation, après celles de Bagdad et de Moscou, soit endossée par la large communauté des non-alignés. En revanche, la résolution a été qualifiée de « référendum international » par M. Arafat. Quant à la suspension de l'Égypte du mouvement, la décision est renvoyée, comme le choix à faire entre les deux gouvernements cambodgiens, à la conférence ministérielle de New-Delhi en 1981, après examen du rapport d'un comité ad hoc sur les « dommages causés aux Palestiniens » par les accords. Ce comité est en fait le bureau de coordination du mouvement maintenant officiellement élargi à trente-six membres (Afrique dix-sept, Asie douze, Amérique latine et Caraïbes cinq, Europe un).

Le Maroc, qui faisait également figure d'accusé à La Havane a répliqué au rapport par les non-alignés du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, par un projet de résolution — rejeté — demandant carrément à la conférence de reconnaître sa souveraineté sur ce territoire.

Dans le domaine économique, les non-alignés ont étudié notamment les conséquences des hausses du pétrole pour les pays les plus pauvres, les perspectives de coopération Nord-Sud et le nouvel ordre économique international. Les pays producteurs de pétrole, membres de l'OPEP, représentés pour la plupart au sein du mouvement, n'ont pas accepté, comme le leur demandaient certains Etats fortement affectés par la renchérissement du pétrole, de consentir des conditions de vente

préférentielles. Ils ont même jugé qu'il était prématuré de débattre de cette question, mais ils se prêtèrent à un dialogue au début de l'année prochaine. Ils ont fait notamment valoir qu'un prix différentiel était difficilement applicable et que certains petits ou moyens producteurs devaient financer d'importants programmes de développement.

Depuis le 1^{er} juin et jusqu'à la fin de l'année, l'Irak indemniserait cependant les pays pauvres par des prêts à long terme. En revanche, et en faisant toujours l'écho des préoccupations des Etats sérieusement affectés (qui ont trouvé en Cuba et Madagascar des porte-parole), la Conférence a invité les pays pétroliers les plus prospères à consacrer une part croissante de leurs investissements aux pays en développement. Les pétrodollars répondraient à cet appel à la générosité entre non-alignés ? Ne s'agira-t-il pas là d'un vœu pieux de plus émis par le mouvement ?

Les non-alignés ont précisé le sens qu'ils entendaient donner à la coopération horizontale entre Etats du tiers-monde. Pour donner un caractère pratique à cette coopération, ils ont proposé que les Etats membres élaborent en commun des projets dans divers domaines (pétrole, industrie, transport, communications, assurances...).

Enfin, la conférence a fait sien la résolution algérienne, déjà avancée au sommet de Colombo en 1976, en vue d'une reprise du dialogue Nord-Sud. Les négociations ne devraient pas être limitées à certains produits de base, mais avoir un caractère mondial et global. Elles devraient intéresser la coopération économique internationale et le développement aussi bien que les questions monétaires et financières, les matières premières et l'énergie. Tous les pays du Nord comme du Sud devraient être invités à y participer.

GERARD VIRATELLE

Le document final

La « quintessence » du non-alignement reste la lutte contre la politique des « blocs »

Voici les principaux points du document final adopté par le sommet de La Havane.

● PRINCIPES FONDAMENTAUX

Soulignant que « le discours inaugural de Fidel Castro constitue un apport historique à la définition des objectifs du mouvement des non-alignés », le document rappelle que la « quintessence » du non-alignement la lutte contre les politiques de grande puissance ou de « blocs », ainsi que la « lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'apartheid, le racisme, y compris le stonisme, et toute forme d'agression, d'occupation, de domination, d'ingérence ou d'ingérence étrangère ». Le document demande le retrait des forces et bases militaires étrangères.

● PROCHE-ORIENT

La déclaration assure que les problèmes de la Palestine et du Proche-Orient constituent « un tout » et qu'il « ne peut y avoir de solutions ou de règlements partiels concernant seulement certaines des parties du conflit ». Le texte « reconnaît les droits du peuple palestinien à son autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant en Palestine ». Il signale qu'aucune paix ne pourra s'établir sans le retrait complet d'Israël des territoires arabes occupés et la restitution de tous les droits inaliénables du peuple palestinien. Le bureau de coordination est chargé de « promouvoir la convocation urgente d'une session extraordinaire des Nations unies sur la question de la Palestine ». Insistant sur le fait qu'il ne peut y avoir de paix séparée, le texte qualifie l'O.L.P. « d'unique représentant du peuple palestinien » et « dénonce » les Etats « Unis » qui continuent de fournir un armement sophistiqué à l'industrie militaire israélienne.

Le document poursuit : « La conférence condamne énergiquement tout accord partiel ou traité séparé constituant une violation flagrante des droits de la nation arabe et du peuple palestinien, des principes de la charte de l'Organisation de l'unité africaine, de celle des Nations unies et des différentes résolutions adoptées par les forums internationaux sur la question palestinienne, et qui s'opposent à la réalisation des aspirations du peuple palestinien à recouvrer sa mère-patrie, son territoire et sa souveraineté pleine et entière sur les territoires qui lui appartiennent. »

Attendu que les accords de Camp David et le traité israélo-égyptien du 26 mars 1979 constituent un accord partiel et un

traité séparé impliquant un abandon total de la cause des pays arabes, « étant qu'un acte de coopération dans l'occupation continue des territoires arabes et une violation des droits inaliénables du peuple palestinien », la conférence condamne les accords de Camp David et le traité existant entre l'Égypte et Israël. « Dans ce contexte, les chefs d'Etat et de gouvernement ont été satisfaits d'une proposition visant à suspendre le gouvernement de l'Égypte de son statut de membre du mouvement des non-alignés pour violation des principes et résolutions de ce dernier. »

La conférence a décidé de confier à son bureau de coordination, agissant en tant que commission ad hoc, la tâche d'étudier le tort causé au peuple arabe par la conduite suivie par le gouvernement de l'Égypte en signant les accords de Camp David et le traité de paix séparé israélo-égyptien.

La commission doit donc déposer ses conclusions devant la commission ministérielle, qui se réunira à New-Delhi et qui se prononcera sur le statut de l'Égypte au sein du mouvement. ● SAHARA OCCIDENTAL

Le document « déplore l'occupation illégale du Maroc de la partie méridionale du Sahara occidental antérieurement administrée par la Mauritanie », pays auquel il est « rendu hommage » pour sa décision de retirer du Sahara la région, et « appuie le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance ».

● AFRIQUE-AUSTRALIE

Le document exprime la « grande préoccupation » du mouvement face aux « manœuvres de la Grande-Bretagne et de certains éléments du gouvernement américain dans la perspective de la reconnaissance du régime illégal de Rhodesie ».

Le document « appuie la lutte anticolonialiste des peuples de Porto-Rico, Belize, la Guadeloupe, la Martinique, et la Guyane française ». Il demande aux Etats-Unis « la détermination de leurs bases militaires à Cuba et Porto-Rico qui constituent une menace pour la paix et la sécurité de la région », et la détermination de leur indépendance des peuples latino-américains. Il réitère l'appui du mouvement au droit de l'Argentine à la restitution des îles malouines (Falkland).

D'autre part, la conférence exprime « l'active solidarité du mouvement avec le peuple des Comores dans sa lutte légitime pour l'indépendance ». Les non-alignés réclament le rattachement de Mayotte aux Comores et celui des îles de l'océan Indien sous souveraineté française à Madagascar. — (A.F.P., Reuter.)

Le document « appuie la lutte anticolonialiste des peuples de Porto-Rico, Belize, la Guadeloupe, la Martinique, et la Guyane française ». Il demande aux Etats-Unis « la détermination de leurs bases militaires à Cuba et Porto-Rico qui constituent une menace pour la paix et la sécurité de la région », et la détermination de leur indépendance des peuples latino-américains. Il réitère l'appui du mouvement au droit de l'Argentine à la restitution des îles malouines (Falkland).

D'autre part, la conférence exprime « l'active solidarité du mouvement avec le peuple des Comores dans sa lutte légitime pour l'indépendance ». Les non-alignés réclament le rattachement de Mayotte aux Comores et celui des îles de l'océan Indien sous souveraineté française à Madagascar. — (A.F.P., Reuter.)

Le document « appuie la lutte anticolonialiste des peuples de Porto-Rico, Belize, la Guadeloupe, la Martinique, et la Guyane française ». Il demande aux Etats-Unis « la détermination de leurs bases militaires à Cuba et Porto-Rico qui constituent une menace pour la paix et la sécurité de la région », et la détermination de leur indépendance des peuples latino-américains. Il réitère l'appui du mouvement au droit de l'Argentine à la restitution des îles malouines (Falkland).

D'autre part, la conférence exprime « l'active solidarité du mouvement avec le peuple des Comores dans sa lutte légitime pour l'indépendance ». Les non-alignés réclament le rattachement de Mayotte aux Comores et celui des îles de l'océan Indien sous souveraineté française à Madagascar. — (A.F.P., Reuter.)

Le document « appuie la lutte anticolonialiste des peuples de Porto-Rico, Belize, la Guadeloupe, la Martinique, et la Guyane française ». Il demande aux Etats-Unis « la détermination de leurs bases militaires à Cuba et Porto-Rico qui constituent une menace pour la paix et la sécurité de la région », et la détermination de leur indépendance des peuples latino-américains. Il réitère l'appui du mouvement au droit de l'Argentine à la restitution des îles malouines (Falkland).

D'autre part, la conférence exprime « l'active solidarité du mouvement avec le peuple des Comores dans sa lutte légitime pour l'indépendance ». Les non-alignés réclament le rattachement de Mayotte aux Comores et celui des îles de l'océan Indien sous souveraineté française à Madagascar. — (A.F.P., Reuter.)

Le document « appuie la lutte anticolonialiste des peuples de Porto-Rico, Belize, la Guadeloupe, la Martinique, et la Guyane française ». Il demande aux Etats-Unis « la détermination de leurs bases militaires à Cuba et Porto-Rico qui constituent une menace pour la paix et la sécurité de la région », et la détermination de leur indépendance des peuples latino-américains. Il réitère l'appui du mouvement au droit de l'Argentine à la restitution des îles malouines (Falkland).

D'autre part, la conférence exprime « l'active solidarité du mouvement avec le peuple des Comores dans sa lutte légitime pour l'indépendance ». Les non-alignés réclament le rattachement de Mayotte aux Comores et celui des îles de l'océan Indien sous souveraineté française à Madagascar. — (A.F.P., Reuter.)

Le document « appuie la lutte anticolonialiste des peuples de Porto-Rico, Belize, la Guadeloupe, la Martinique, et la Guyane française ». Il demande aux Etats-Unis « la détermination de leurs bases militaires à Cuba et Porto-Rico qui constituent une menace pour la paix et la sécurité de la région », et la détermination de leur indépendance des peuples latino-américains. Il réitère l'appui du mouvement au droit de l'Argentine à la restitution des îles malouines (Falkland).

En bref...

● ERRATUM. — M. Carlos Moore, auteur du « point de vue » sur Cuba et les non-alignés publié dans le Monde du 9 septembre, est rédacteur en chef adjoint du mensuel politique nigérian (et non nigérien) *Afroscope*.

● A Washington, le département d'Etat a annoncé vendredi soir 7 septembre que les Etats-Unis accepteraient la présence sur leur territoire de représentants du régime de Somocho, mais que ces derniers ne bénéficieraient d'aucun statut officiel. Le porte-parole du département d'Etat a également jugé « particulièrement regrettable » l'atta-

EUROPE

Union soviétique

DANS UN ARTICLE INSPIRÉ PAR M. SOUSLOV

La revue théorique du comité central insiste sur l'importance de la collégialité

De notre correspondant

Moscou. — « L'une des sources de la sagesse du parti communiste soviétique, de sa très haute sagesse dans les messages, de sa force puissante, inspiratrice, mobilisatrice, qui unit et guide les masses, réside dans la collégialité de sa direction ». Le dernier numéro de *Kommunist*, revue théorique du comité central, contient cette pétition de principe dans un article intitulé « Le principe suprême de la direction du parti ».

L'intérêt de ce texte tient essentiellement au moment où il est publié : quelques semaines avant le quinzième anniversaire du plénum d'octobre 1964, qui mit fin au règne de Khrouchtchev et porta au secrétariat général M. Brejnev, et dans une période aussi où la direction de l'Etat et du parti est, selon toute apparence, une question à l'ordre du jour. L'auteur rappelle implicitement que la collégialité est la règle dans l'exercice comme dans la dévolution du pouvoir.

L'article attire d'autant plus l'attention que le seul dirigeant soviétique actuel cité, à la fin du texte, est M. Souslov, membre du bureau politique, secrétaire du comité central, gardien de l'orthodoxie idéologique, qui, s'il ne revendique pas pour lui-même la succession, passe toujours pour le « faiseur de rois », après avoir été l'organisateur de la chute de Khrouchtchev.

Après un rappel historique, où Marx et Lénine sont largement mis à contribution, l'auteur cherche à démontrer que la collégialité a toujours été « la règle absolue du fonctionnement du parti et de sa direction ». Il y a eu certes des périodes où « la démocratie a été limitée au sein du parti pour des raisons objectives et subjectives ». Le culte de la personnalité de Staline et le « stalinisme » de Khrouchtchev sont renvoyés dos à dos. « Le vingtième congrès du parti, le plénum d'octobre 1964 et tous les autres plénums du comité central, écrit *Kommunist*, ont tous en grand rôle dans la liquidation de ces attitudes à la démocratie. »

La collégialité se manifeste par le fait que, « à la tête des organisations du parti, se trouvent non des individus, mais des collèges représentatifs, élus par les communistes ». Ce principe vaut aussi au plus haut niveau puisqu'il s'agit de la direction du parti. « Les dirigeants du parti », écrit l'auteur, « ont une haute responsabilité de confiance et d'exigence mutuelles ont atteint leur plus haut développement au sein du bureau politique. »

Outre la détermination de retour à la collégialité en 1964, ce texte a valeur de constat et d'avertissement. Dans la situation actuelle, l'auteur rappelle que M. Brejnev, élu secrétaire général en 1962, n'a pas été élu seul, mais par un collège collectif, que le secrétaire général n'est qu'un premier intermédiaire, qu'il tient son pouvoir non de sa personnalité, mais de ses capacités, mais du collège auquel il appartient. Direction collégiale implique aussi responsabilité collégiale dans le parti et dans l'application des décisions en politique intérieure qu'extérieure.

L'article de *Kommunist* indique d'ailleurs que « la conception du socialisme développée et le programme de paix ont été mis au point par la raison collective ». — (A.F.P., Reuter.)

Irlande du Nord

La politique du premier ministre vis-à-vis de l'Ulster crée des dissensions dans le parti gouvernemental

De notre correspondant

Dublin. — Les événements des deux derniers semaines et l'entrevue, le 5 septembre à Londres, entre les premiers ministres irlandais et britanniques ont créé des dissensions au sein du parti gouvernemental, le Fianna Fail, à en juger par un discours prononcé, dimanche 9 septembre, par un député de cette formation, Mlle Sile de Valera. Celle-ci a rejeté l'idée d'une administration interconfessionnelle régionale à Belfast et ne veut pas d'un conseil de l'Irlande auquel participeraient des représentants des deux partis de l'île.

Selon Mlle de Valera, âgée de vingt-quatre ans, la plus jeune députée du Dail (Parlement), membre de l'Assemblée européenne et petite-fille de l'ancien président, la réunification de l'île avec un gouvernement unique est la seule bonne solution à la crise irlandaise, et doit demeurer l'objectif de son parti. En une phrase que l'on pourrait interpréter sinon comme une justification, du moins comme une explication de la campagne de violence de l'IRA provisoire, le député dublinois a estimé que « si ces aspirations républicaines ne peuvent pas être satisfaites

Ce rappel ne doit pas être compris comme une critique adressée à M. Brejnev : malgré certains signes antérieurs du culte de la personnalité, le secrétaire général a toujours pris soin d'associer ses pairs aux décisions et de faire approuver par le bureau politique ou par le comité central les actions menées en tant que chef du parti ou de l'Etat, que ce soit après des consultations avec des dirigeants occidentaux ou après des entretiens avec les chefs des « partis frères ».

D'autre part, la collégialité paraît peu compatible avec la concentration du pouvoir. C'est pourquoi M. Brejnev n'aura peut-être pas un, mais deux successeurs. Rien n'oblige le secrétaire général du P.C. à être en même temps le président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire le chef du pouvoir exécutif. Au moment où M. Brejnev a cumulé les deux fonctions, en 1971, les Soviétiques ont justifié cette démarche par les qualités « personnelles » du dirigeant et se sont bien gardés d'introduire le cumul dans la nouvelle Constitution, comme c'est le cas dans d'autres pays socialistes.

DANIEL VERNET.

AFFLUENCE EXCEPTIONNELLE DANS LES MAGASINS POUR RÉSIDENTS ÉTRANGERS

(De notre correspondant)

Moscou. — Les magasins berlinois réservés aux étrangers accablés à Moscou ont connu à la fin de la semaine dernière une affluence exceptionnelle. Cette frénésie d'achats de produits alimentaires aussi bien que d'appareils de radio et de caducats, a été dénotée par la présence de hautes dignités nées pas provoquée par la crainte d'une pénurie, mais par la décision des autorités de changer les règles-coupons qui avaient cours dans les magasins. Ces coupons-coupons ne peuvent être obtenus que par les étrangers possédant un compte en devises convertibles à la Banque soviétique du commerce extérieur.

L'opération d'échange des coupons qui datait de 1978 pourrait avoir pour but d'éponger une partie de cette masse monétaire et de « geler » les « ex-coupons ». Certains étrangers qui sont payés en roubles « ordinaires » (c'est le cas de certains ressortissants des pays du tiers-monde) et de quelques citoyens soviétiques qui se procurent des coupons d'une manière pas tout à fait légale ont, en effet, hésité à se présenter à la banque pour échanger leur avoir. Ils ont préféré les dépenser jusqu'au dernier moment : ces coupons sont périmés à partir de ce lundi 10 septembre.

De plus, l'échange s'est accompagné du rumeur — pas tellement injustifiée — sur des hausses brutales de prix. Ainsi le cognac français a-t-il augmenté de 10 % du jour au lendemain. Il est vrai qu'il était vendu dans ces magasins pour étrangers privilégiés à des prix défilant toute concurrence.

D. V.

La fin de la visite de M. Gierek en France

PARIS ET VARSOVIE PRÉPARENT ENSEMBLE LA CONFÉRENCE DE MADRID

« J'ai tenu à ce que les honneurs militaires soient rendus à M. Gierek et à ce que l'hymne polonais retentisse sur le sol français en commémoration du quarantième anniversaire de l'agression hitlérienne », a déclaré M. Giscard d'Estaing en quittant, samedi 8 septembre, le « numéro un polonais » à la base aérienne d'Evreux.

Le président de la République a poursuivi : « Il y a donc quarante ans, la Pologne et la France entrèrent en même temps et côte à côte dans la guerre. Aujourd'hui, nous avons travaillé ensemble pour servir la cause de la détente, de la paix et de la limitation des armements. Je n'ignore pas les difficultés qui existent dans ce domaine, mais je pense que la France et la Pologne peuvent travailler utilement à la consolidation de la paix et à la limitation des armements en Europe. »

Le communiqué commun publié à l'issue des entretiens (le Monde daté 9-10 septembre) réaffirme la volonté des deux pays de « conjuguer leurs efforts » pour assurer le succès de la réunion de Madrid, en novembre 1980, sur la mise en œuvre de l'Acte final d'Élisabinsk sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). À cette fin, les consultations entre Paris et Varsovie vont s'intensifier, « notamment en vue de définir des modalités ou initiatives susceptibles de favoriser le succès de cette rencontre ».

CORRESPONDANCE

La Pologne et les origines de la guerre

M. Georges Mond, à propos des articles de M. Henri Michel sur la guerre (le Monde des 28, 29 et 30 août), nous adresse la lettre suivante :

M. Michel écrit : « Ainsi la France avait signé en 1934 un traité d'amitié avec l'Allemagne... » En réalité, la Pologne a signé en novembre 1934 un pacte de non-agression avec l'Allemagne, dont le texte était similaire au pacte de non-agression signé avec l'Union soviétique en 1921. Dans le premier comme dans le second cas, il n'était pas question d'amitié. Il s'agissait de normaliser les relations entre voisins et d'assurer la paix. D'ailleurs, ces traités de non-agression ont été tous sur pieds en 1939 par les signataires aussi bien allemands que soviétiques.

Enfin, M. Michel a écrit : « Il ne restait plus qu'à lancer quelques Panzerdivisionen dans la plaine polonaise pour parachever la tâche. » Ces quelques Panzerdivisionen, c'était la quasi-totalité de l'armée allemande : 3 200 chars d'assaut et 4 650 avions.



22 Août 79. Raymond B. ... le seul drop ... pour ...

PAS TRES UNPO

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

EUROPE

Union soviétique

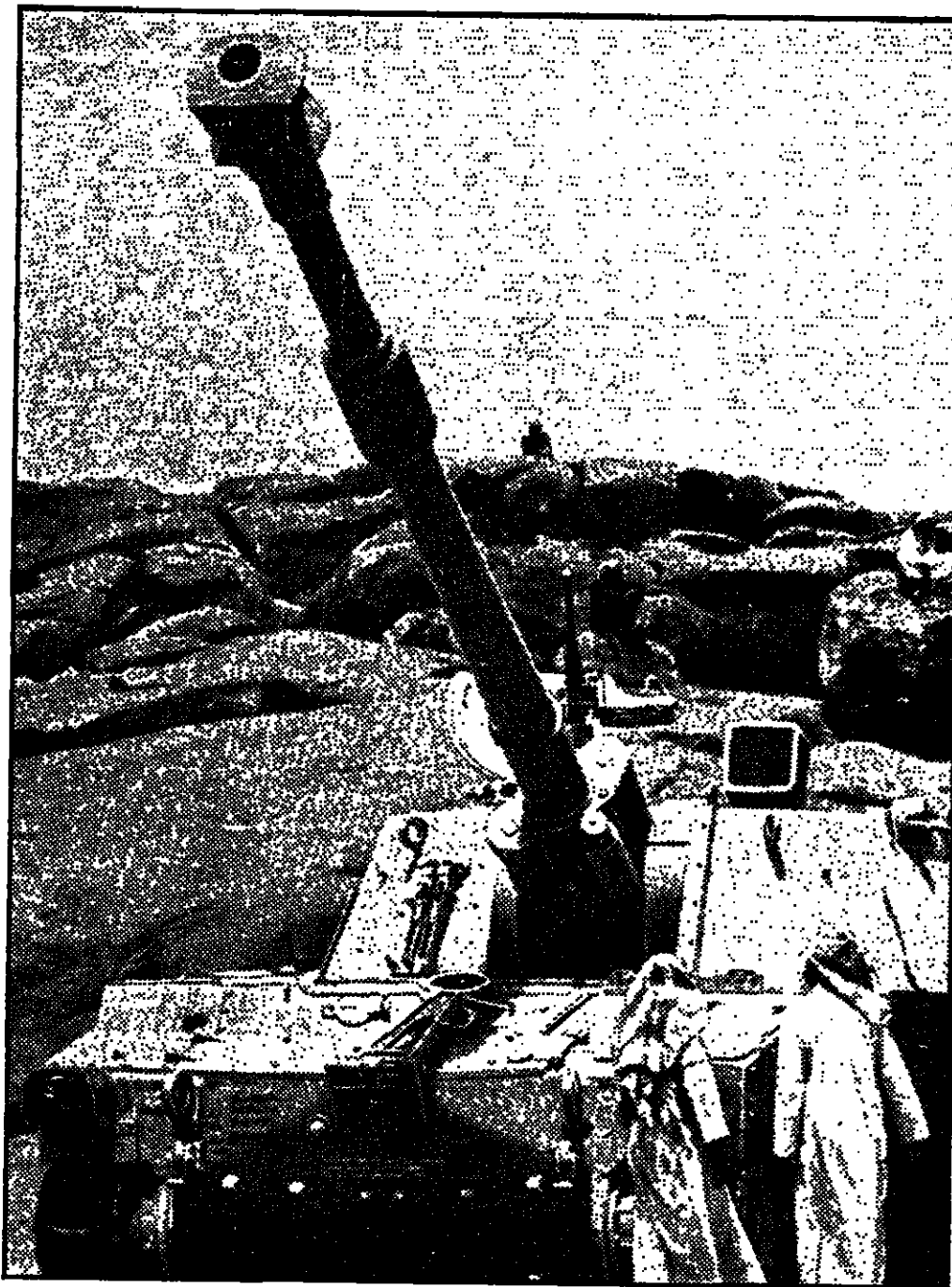
La revue théorique du comité central insiste sur l'importance de la collégialité



22 Août 79.

Raymond Barre : "Je suis trop vieux pour fêter mes anniversaires".

PAS TRES IMPORTANT.



7 Septembre 79.

L'Expansion page 77: "L'Arabie va-t-elle exploser?"

TRES IMPORTANT.

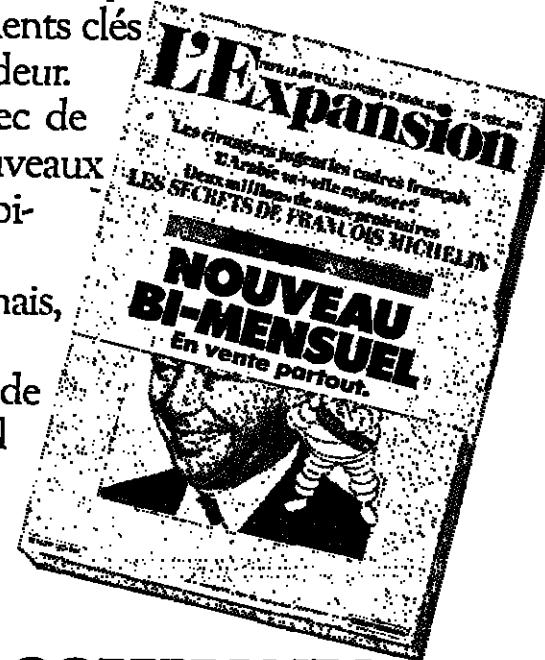
Le gouvernement Barre vient d'avoir 3 ans. Tous les média commentent et polémiquent. Est-ce très important? Pas vraiment. Beaucoup plus important est de savoir si notre pays risque d'être paralysé faute de pétrole. Il suffirait que l'Arabie Saoudite cesse de produire. "L'Arabie va-t-elle exploser?" C'est le titre de la première enquête de l'Expansion nouvelle formule.

Très important aussi, les performances des entreprises françaises à l'étranger, cruciales pour notre équilibre économique; l'Expansion révèle, à ce sujet, les secrets de François Michelin.

Autre enquête importante, comment les étrangers jugent les cadres français. Vous verrez, c'est plutôt dur. Désormais, deux fois par mois, l'Expansion nouvelle formule, sélectionne les événements clés pour les analyser en profondeur.

Tout en couleurs, avec de nouvelles rubriques et de nouveaux collaborateurs, l'Expansion bi-mensuel vient de sortir.

Parce que, plus que jamais, l'économie commande, vous avez besoin, pour mieux agir, de l'Expansion, le premier journal économique français.



**L'ECONOMIE COMMANDE,
L'EXPANSION CHANGE.**

Le Monde

politique

La Fête de « l'Humanité »

Au cours du meeting central de la fête de « l'Humanité », dimanche 9 septembre, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C.F., a mis en garde les communistes contre toute « illusion » au sujet de la rencontre prévue pour le 20 septembre entre le P.C.F. et le P.S. « Plus que jamais, ce qui reste décisif, c'est de multiplier les efforts pour développer l'action dans l'union », a-t-il déclaré, afin d'éviter que les dirigeants socialistes ne « refassent le coup de septembre 1977 ». Samedi, sur TF 1, M. Georges Marchais avait de nouveau reproché à M. François Mitterrand de ne penser qu'à l'élection présidentielle de 1981, et il avait souligné la nécessité d'une « voie nouvelle pour construire une union nouvelle ».

La fête de « l'Humanité », qui, selon le quotidien du P.C.F., a accueilli cette année un million de visiteurs, est présentée par les dirigeants communistes comme la preuve que leur parti a surmonté, pour ce qui le concerne, les difficultés nées de l'échec

de mars 1978, et que leur politique est bien comprise dans les secteurs de la population qu'ils influencent. Les débats qui ont eu lieu au stand de « l'Humanité » et au village du livre ont fait apparaître, de la part de la direction, la volonté de laisser s'exprimer les critiques, étant entendu que la politique du parti, entérinée par le dernier congrès, ne saurait être remise en cause.

Parmi les intellectuels qui avaient critiqué les positions de la direction et qui ont participé aux débats, M. Etienne Balibar a fait valoir, dans une discussion sur la philosophie, que l'appel à participer à la réflexion du parti n'a de sens que si les travaux des intellectuels sont pris en compte dans l'élaboration de la politique du parti. Autre attitude, celle de M. Michel Barak, membre du comité de ville d'Aix-en-Provence, qui est intervenu, depuis la salle, dans les débats organisés au stand de « l'Humanité », pour poser, sans grand succès, des questions relatives au comportement du P.C.F. vis-à-vis des employés de certaines de

ses entreprises de presse et d'édition, et d'autres concernant l'exclusion de dirigeants communistes de la Résistance, comme M. Charles Tillon.

D'autres militants critiques étaient présents, en marge des manifestations officielles, invités par leurs éditeurs aux stands loués par ceux-ci au village du livre. M. Jean Kéhayon et Mme Nina Kéhayon, auteurs de « Rue du prolétaire rouge » (1), qui n'avaient pu présenter leur livre à la fête de « la Marseille », en novembre 1978, ont eu cette fois de nombreuses discussions, de même que d'autres auteurs publiés par le Seuil comme MM. Gérard Belloin et Raymond Jean (qui participait à un débat sur l'écriture politique), et les animateurs de la revue « Dialectiques ». Ceux de la revue « Positions » ont pu diffuser sans difficulté un numéro spécial de leur publication.

PATRICK JARREAU.

M. Marchais : François Mitterrand a déjà subi deux échecs cinglants

M. Georges Marchais, interrogé au cours du journal de la mi-journée, samedi 8 septembre, sur TF 1, a déclaré qu'il « ne peut sortir grand-chose » de la rencontre entre des délégations socialistes et communistes prévue pour le 20 septembre. « Pour faire l'unité sur des bases claires, a-t-il dit, il faut être deux. Or, les communistes sont seuls. Les socialistes ne veulent pas l'unité dans la lutte contre le pouvoir. François Mitterrand n'entend que maintenir l'image qu'il s'est créée sur certaines personnes attachées à l'unité en vue des élections présidentielles ».

M. Marchais a ajouté : « Le P.S., François Mitterrand en particulier, ne pense qu'à sa présidence, et il a déjà par deux fois subi des échecs cinglants. Il ne se détermine qu'en fonction de cela. Par contre, le P.C.F. veut l'unité à la base pour imposer les revendications conformes aux intérêts des travailleurs, et c'est à partir de là que s'imposent en leur temps — je ne pourrais dire quand — les conditions d'une unité nouvelle ».

M. Marchais a illustré la démarche des communistes en déclarant : « Nous sommes des constructeurs. Nous construisons les murs de la maison, et le moment viendra où on pourra mettre le toit. » Il a rappelé que, à l'élection de 1981, il y aura un candidat communiste et que le parti « mettra tout en œuvre pour qu'il recueille le plus grand nombre de voix possible ». M. Marchais a ajouté que, jusqu'à cette date, les communistes ne vont pas « rester inactifs, en ne pensant qu'à cela ». « La question capitale, a-t-il déclaré, c'est l'organisation de l'unité d'action en bas ».

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez également L'APPARTEMENT que vous recherchez.

M. Claude Poperen met en garde les communistes contre toute « illusion »

M. Claude Poperen, après avoir salué la présence de « plus de soixante-quinze journaux » des partis communistes et des « mouvements démocratiques et nationaux », a rappelé que, pour le P.C.F., la politique de MM. Giscard d'Estaing et Barre n'est pas un échec, mais « une politique délibérée, cynique, froidement calculée ».

« Le premier ministre n'a pas assez de mots pour s'auto-féliciter, étaler son mépris du peuple », a déclaré M. Claude Poperen. Et pourtant, jamais la rentrée n'a été aussi dure pour la majorité des Français et des Françaises, alors qu'une minorité vit dans le luxe et que les grandes entreprises réalisent des profits en hausse ».

M. Claude Poperen a réaffirmé la détermination des communistes « d'intensifier l'action pour satisfaire les besoins des travailleurs et de leurs familles, pour faire payer les profits, les gaspilleurs et les riches ». Il a ajouté : « La semaine d'action organisée par la C.G.T. a connu le succès

et nous nous réjouissons. La grande organisation syndicale des travailleurs a relevé le défi gouvernemental. Elle a eu raison ».

Affirmant que les mesures sociales annoncées par le gouvernement « ne résultent pas de son bon vouloir, ni de la pensée des stratèges du contre-pouvoir syndical et de l'inaction, pas plus que de ceux qui traitent avec mépris la lutte, des travailleurs et de « combats d'arrière-garde », mais « prouvent que les luttes unies et résolues sont le seul moyen de se faire entendre, qu'elles sont efficaces et qu'il est possible de faire reculer l'adversaire ».

M. Claude Poperen a déclaré : « C'est dans ce sens qu'il faut poursuivre les efforts, celui de l'action déterminée dans tous les domaines, sur toutes les questions qui font le quotidien de millions de femmes et d'hommes, celui de la nécessité de se rassembler, de s'unir dans la lutte. »

Il a poursuivi : « Alors que nous travaillons à l'union consciente, résolue, sans exclusion, de toutes celles et de tous ceux qui

subissent la politique de Giscard, il n'est pas aujourd'hui de dirigeant syndical ou politique qui réclament, comme nous le faisons, dans la lutte pour imposer des reculs ».

« Il leur est difficile d'ignorer l'aspiration des travailleurs et de ne pas tenir compte de la volonté unitaire des communistes. Mais, derrière la paille des déclarations ronflantes, se dissimule le grain

de l'inaction. C'est le refus de condamner dans le fait la politique actuelle et de s'engager résolument, comme nous le faisons, dans la lutte pour imposer des reculs ».

« De « oui mais » en « oui car », il apparaît que pour les dirigeants socialistes qui ont pris la responsabilité de l'échec en 1978, la seule préoccupation réside dans les élections présidentielles ».

Ne pas attendre 1981

« Loin de sous-estimer celles-ci, nous affirmons qu'attendre 1981, c'est laisser le pouvoir et le grand patronat agir à leur guise et nous nous mettons en garde contre tout attentisme ».

« C'est avec le souci de ne rien négliger dans nos efforts de riposte au pouvoir giscardien que nous rencontrerons le parti socialiste, mais nous avons tiré les enseignements de l'expérience passée et nous ne perdons pas de vue les positions de la politique actuelle. C'est pourquoi nous nous mettons en garde contre toute illusion ».

« Plus que jamais, ce qui reste décisif, c'est de multiplier les efforts pour développer l'action dans l'union. C'est pourquoi nous vous appelons à déterminer vos revendications, vos objectifs de lutte, les formes de celle-ci, démocratiquement, sur le lieu de travail, la cité, le village, pour arracher tout ce qu'il est possible d'arracher ».

C'est l'union solidement enracinée dans la lutte, multiples, diversifiées, qui peut imposer de nouveaux reculs à l'adversaire et permettre au mouvement populaire d'aller aux changements nécessaires. Et pour cela, le langage unitaire ne soit pas en permanence contredit par la passivité dans les faits ; pour que les dirigeants socialistes ne vous refassent pas le coup de sep-

tembre 77, il n'est pas d'autre solution que de vous demander de prendre l'union et l'action « à bras le corps », d'en faire votre affaire ».

« C'est cela l'union « à la base », ce à quoi nous consacrons toutes nos forces. Elle est prioritaire parce que c'est vous, travailleurs, démocrates, patriotes de France qui êtes intéressés à faire échec à la politique de Giscard ».

« UNE ANNÉE RECORD »

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., directeur de « l'Humanité », dimanche 9 septembre, a déclaré, 603 607 « vignettes » donnant accès à la fête du quotidien communiste avaient été payées à la trésorerie du journal. « En 1978, a-t-il précisé, au même moment, nous étions à 513 230 et, en 1977, à 601 969. Par conséquent, il s'agit bien d'une année record ».

Aux « vignettes », bons de soutien au journal, sur lesquelles aucun impôt n'est acquitté, il faut ajouter, pour connaître le nombre des entrées, les billets vendus aux portes de la fête. Selon « l'Humanité », un million de personnes au total se sont rendues cette année à La Courneuve.

La fête ou le bonheur d'être là

« C'est la chance à l'adhérent ici. On ne peut pas faire un pas sans se faire acrocher », dit Alain, dix-sept ans, venue de Rennes tout spécialement pour la fête de « l'Humanité ». « Mais, au bout d'une heure, on les oublie », tempère son copain Jean-Marc. « On apprend à s'aimer pour les éviter ».

La « racolage » par les militants communistes est effectivement intense. Le temps malsade pose aussi des problèmes. Malgré cela, tous disent leur bonheur d'être là, de fonder une foule dense, de perdre ses amis et d'en retrouver d'autres. La fête, comme l'on dit, bat son plein. Des jeunes — la présence massive des trize-seize ans surprend — se valent avec plaisir dans cet immense parc de La Courneuve. Ils sont venus des quatre coins de France par cars spéciaux et se rassemblent principalement autour du podium.

Les « sympathisants » cherchent, en plus de la musique, un certain climat, une « complicité de pensée » avec la foule qui, inlassablement, se déverse de buvette en allée, et vice versa. Grâce à eux, le stand de la République démocratique du Vietnam fait recette. Ses brochures de porc s'arrachent et

de gros badges jaunes — « Touchez pas au Vietnam ! » — s'arborescent ostentatoirement.

En revanche, les « fauchés », comme dit Alain, n'ont pas la part belle. Les tentations sont omniprésentes de goûter à tout ce qui se bolt et se mange, et l'argent file vite. D'autres, venus là sans autorisation pour faire des affaires, sont rembarqués énergiquement par le service d'ordre. « Et dire que le vote P.C. », maugrée un vendeur de badges multicolores dont la marchandise est emballée rudement (et lui aussi) dans une camionnette où se trouvent déjà plusieurs Africains avec leurs sacs de colifichets. Sous les arbres, un peu à l'écart de la cohue, des tentes sont plantées, serrées, où il fait bon se retirer.

Dans un chapiteau quasi désert, où se déroule mollement un débat sur le sport — « Camarades, la position du parti communiste... » — des couples jeunes, parfaitement indifférents, sont enlacés sur l'herbe. Dehors, un match de catch attire beaucoup de monde. Sur le chemin du retour, l'air est chargé d'effluves qui signent, de façon indéniable, toutes les fêtes de « l'Humanité », ceux de la marmelade grillée. — Y. M.

Pour la rentrée : Atout carreau



ROBE
lainage 90% acrylique
et 10% polyamide
à carreaux noir/prune, noir/bleu
ou noir/moutarde.
125F

KILT
lainage écossais
(60% acrylique, 35% polyester
et 5% autres fibres).
Echarpe assortie,
dominante bordeaux,
bleu ou moutarde.
150F

PULL
col roulé 100% acrylique
prune, marine, niéleze ou béton
35F

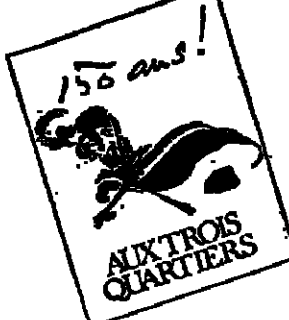
GILET
manches longues assorti **40F**

Les deux pièces **150F**

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELINE - PARIS

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER



GAP WAGRAM
25 rue CARDINET - 75017 PARIS - 267-31-00
CONCESSIONNAIRE
CHOIX EXCEPTIONNEL DE VOITURES NEUVES DISPONIBLES

Imanité

En garde les communistes
note : illusion

AVANT LA RENCONTRE P.C.-P.S.

M. Jean Poperen (P.S.) : nous retrouverons le mouvement en marchant

Les responsables socialistes, instruits par les déclarations successives des dirigeants communistes, n'attendent pas de grands résultats de la rencontre qui doit avoir lieu le 20 septembre entre délégations des deux partis, conduites par MM. Charles Fiterman (P.C.F.) et Pierre Bérégovoy (P.S.). M. Jean Poperen (frère de M. Claude Poperen, du P.C.), membre du secrétariat national du P.S., se réjouit de cette rencontre, qu'il estime être un « fait positif », à partir duquel la possibilité peut être créée « de faire un certain nombre de choses ensemble ». De son côté, M. Gaston Defferre, membre du bureau exécutif et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, parle de « processus de la reconstruction de la gauche », et il ajoute : « J'espère que ces pourparlers aboutiront soit à des actions à la base, soit à d'autres formes d'action ». Devant le refus des dirigeants du P.C.F. de voir cette réunion se conclure par une déclaration commune, les socialistes s'interrogent sur l'attitude qu'adopteront les communistes pendant la rencontre et dans les jours qui suivront.

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du parti socialiste, a souligné dimanche 9 septembre à Saint-Omer (Pas-de-Calais), que l'union de la gauche devait se faire sans tarder et « sans préalable ». Manifestant sa satisfaction qu'un accord soit intervenu entre le P.C. et le P.S. pour une rencontre le 20 septembre, il a indiqué : « Nous nous réjouissons, quelles qu'aient été les réserves des uns ou des autres, et quelles que soient la mauvaise humeur et l'acidité verbale. Nous n'allons pas à la rencontre du 20 septembre avec l'idée d'y négocier ce que nous ne saurions pas nous accorder politiquement, nous y allons en considérant que cette rencontre est déjà par elle-même un fait positif, un fait d'importance, et qu'à partir de là, la possibilité peut être créée de faire un certain nombre de choses ensemble, et nous retrouverons le mouvement en marchant ».

Évoquant la perspective des élections présidentielles de 1981, M. Poperen a également déclaré : « Nous ne croyons pas que les socialistes se résignent à attendre cette échéance. Ils ne succomberont pas au crépuscule présidentiel et, en vérité, au train où vont les choses, au rythme où se déroule la situation, il est possible, et d'ailleurs il apparaît de plus en plus sensible, qu'une certaine politique interviendra avant l'échéance ».

M. MITTERRAND REFUSE LES « POLEMQUES MARGINALES »

M. François Mitterrand, qui séjourne aux Antilles avec le conseil général de la Réunion, dans le cadre de la tournée présidentielle, a déclaré dimanche 9 septembre, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), sur FR 3, qu'il veillera à ce que le P.S. « ne se laisse pas entraîner dans des polémiques marginales et à ce que l'on ne soit pas constamment dans une situation qui finisse par désespérer ceux qui croient à la gauche ».

Le premier secrétaire du P.S. a réitéré que son parti n'est pas responsable de la rupture de l'union de la gauche et qu'il « ne passe pas son temps à essayer de faire des comptes et de dresser les uns contre les autres, d'entamer des procès historiques ou pas ».

M. François Mitterrand a indiqué, d'autre part, que le parti socialiste est favorable à la création d'assemblées départementales élues au suffrage universel et à la représentation proportionnelle. Au sujet des désaccords provoqués par le cyclone David, M. Mitterrand s'est déclaré choqué de l'attitude des représentants du gouvernement, qui, a-t-il dit, « ont tenté de profiter politiquement de ces cyclones pour essayer de montrer, à mon avis à tort, que c'est à lui, gouvernement de la France, que serait dû, ou qu'il faut y avoir eu, le fait qu'il y ait un effort de solidarité nationale », a-t-il ajouté.

M. Mitterrand, en précisant que le conseil général de la Réunion avait décidé de contribuer financièrement au redressement de la Martinique et de la Guadeloupe, « il le fera de façon modeste, a-t-il dit, mais pour donner l'exemple ».

● M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste, a indiqué, dimanche 9 septembre, sur Europe 1, que M. Defferre « a toujours eu peur de la base ». « Dès aujourd'hui, a-t-il affirmé, l'union à la base n'est pas un pré-aller en attendant des jours meilleurs, c'est le ressort de la stratégie du parti communiste ».

● M. Charles Hernu, député du Rhône, membre du comité directeur du P.S., a déclaré, dimanche 9 septembre, en réponse aux propos tenus la veille par le secrétaire général du P.C.F. : « Pourquoi faut-il que Georges Marchais veuille faire croire que, pour les communistes, il s'agit d'une union à la base, alors que pour les socialistes, ce ne sont que des idées préconçues ? Veut-il dire qu'il faut perdre l'élection présidentielle, comme il a fallu, n'est-ce pas, perdre les élections législatives ? Et qu'il faut donc annoncer la présence d'un candidat communiste en 1981, sinon Georges Marchais ? »

de 1981. Quand la crise atteint un tel degré, a-t-il ajouté, les calendriers officiels volent en éclats. Naturellement, après tout ce qui s'est passé à gauche depuis tout juste deux ans, nous savons bien, et c'est quelle que soit l'urgence, que nous ne réussirons pas d'un coup ».

Dans le bulletin Synthèse Flash, dont il est l'animateur, le secrétaire national du P.S. estime d'autre part que le parti communiste français n'est hanté par l'échéance des présidentielles, car c'est à lui que se pose un problème de détermination politique majeur. « La direction du P.C.F. écrit-il, voudrait bien que les choses restent en l'état jusqu'en 1981, la gauche toujours divisée, le P.C. travaillant à se renforcer en poursuivant ses efforts de démolition du parti socialiste, dans l'espoir d'acquiescer à la fois à la démission, le 13 juillet, du maire de la localité, M. Emile Rousseau, en démission, la majorité de son conseil municipal ».

M. DEFFERRE (P.S.) : sans esprit tactique.

M. Gaston Defferre a évoqué samedi 8 septembre à Marseille, au micro d'Europe 1, la prochaine rencontre entre M. Defferre et M. Fiterman, le 20 septembre : « Avec ces premiers contacts, nous entrons dans une phase moins négative que les précédentes et qui, j'espère, permettra de faire un certain nombre de choses ensemble, car la cassure actuelle est avant tout un gouvernement qui connaît de graves difficultés ».

« Imaginer que, dans ces circonstances actuelles, avec les échecs répétés et aggravés de la politique gouvernementale, la gauche soit une comédie elle « fait en 1974 », a-t-il déclaré, « à-t-elle ajouté, que nous serions la solution de rechange, l'intérêt de la France et des travailleurs, c'est donc que la gauche s'unisse ».

« Je pense que, dans ces circonstances, nous ne pourrions aboutir soit à des actions à la base soit à d'autres formes d'actions mais que nous n'aurons plus le spectacle désolant d'une gauche démentie par ses dirigeants ».

Quant aux communistes, qui ne sont pas ce qu'ils pensent, je ne les ai pas vus et nous ne saurons ce qu'ils veulent que quand la rencontre aura eu lieu ».

● RECTIFICATIF. — Dans le compte rendu du sondage Sores-Popar, paru dans le Monde daté 9-10 septembre, l'omission d'une ligne a rendu incompréhensible une phrase qui doit être rétablie ainsi : « En juillet, les chiffres de confiance et de non-confiance » (pour le président de la République) étaient respectivement de 54 % et de 41 % ».

● Le M.R.A.P. peut intensifier ses campagnes contre le racisme. — Le Mouvement pour le racisme et pour l'antiracisme des peuples (M.R.A.P.) annonce que pour développer sa lutte contre « l'inquisition offensive du racisme », il va adopter « de nouvelles formes de lutte », des la rentrée, pour sensibiliser le grand public. M. Albert Levy, secrétaire général du mouvement, a rappelé, le jeudi 8 septembre, « deux succès récents » : l'ajournement du débat sur les deux projets de loi relatifs à l'immigration et la prise de position du gouvernement contre la tournée en France des Springboks. Il a indiqué d'autre part que le M.R.A.P. avait adressé une lettre, le 20 juillet, au président de la République, s'interrogeant sur « la multiplication des actes arbitraires » au moment où la France met en place une politique d'accueil pour les réfugiés du Sud-Est asiatique.

LES CONVENTS DE SEPTEMBRE

● M. Roger Leray succède à M. Michel Baroin à la tête du Grand-Orient de France ● M. de Just réélu à la Grande Loge

M. Roger Leray, ancien grand-maître adjoint (affaires intérieures) du Grand-Orient de France, a été élu à la tête de cette obédience, où il succède à M. Michel Baroin qui n'était pas éligible cette année (le Monde du 6 septembre). M. Leray a obtenu dès le premier tour, du Conseil de l'Ordre dont le conseil avait été renouvelé il y a deux ans, 111 sur 231, 17 voix contre 11 à M. Georges Fontès, et 5 à M. Edmond Corcos.

Ces deux derniers candidats, comme le nouveau grand-maître, appartiennent au parti socialiste. Ils se situent dans la mouvance des courants minoritaires de MM. Michel Rocard et Pierre Mauroy. M. Leray, lui, est le représentant du courant, actuellement majoritaire au sein du P.S. Proche de l'ancien grand-maître Jacques Mitterrand, il a voté au congrès de Metz la motion de M. François Mitterrand (qui n'a aucune parenté avec l'ancien grand-maître).

Un « socialiste de gauche » succède donc à trois grands-maîtres modérés. M. Baroin, Bédier et Baroin. La tradition maçonnique ne permet pas d'écarter, toutefois, de changement susceptible dans l'orientation de l'obédience. Il faudra attendre plusieurs mois pour

juger du degré d'inféclissement du G.O.D.F. vers une participation plus directe à la vie politique de la gauche française.

Agé de cinquante-huit ans, M. Roger Leray est entré au Conseil de l'Ordre du G.O.D.F. à trois reprises. Il y a siégé pour la première fois en 1969. Il a encore deux ans à faire dans cette instance, ce qui lui permettra de briser l'ancien record d'un mandat de grand maître. Il s'était présenté l'an dernier contre M. Michel Baroin et avait obtenu treize voix contre dix-huit à son prédécesseur. M. Leray a récemment quitté la société Auer dont il fut le directeur technique.

À la Grande Loge de France, M. Michel de Just a été réélu à la tête de l'obédience, la seconde par l'importance de ses effectifs (quinze mille membres environ) et deux cent cinquante loges. Le G.O.D.F. revendiquant vingt-cinq mille adhérents groupés dans quatre cent cinquante loges. M. Michel de Just, âgé de quarante-cinq ans, avait succédé l'an dernier à M. Jacques Marcon. Professeur de philosophie, critique cinématographique, auteur de revues Europe, auteur de plusieurs ouvrages de littérature comparée, M. de Just est le fils d'un ancien ministre du gouvernement espagnol. Il n'appartient à aucun parti politique. — A. G.

Deux élections municipales...

MAINE-ET-LOIRE : Plessis-Macé (2^e tour).

Inscr. 325 ; vot. 217 ; expr. 194. M. Christian Cotteneau, ex-élu, 95 voix, E.L.U. M. Emile Rousseau, ancien maire, div. g., 98.

Trois autres personnes non candidates ont recueilli, au total, 13 voix, dont 10 pour M. Cotteneau.

[Cette élection partielle avait été rendue nécessaire à la suite de la démission, le 13 juillet, du maire de la localité, M. Emile Rousseau, en démission, la majorité de son conseil municipal.]

M. Cotteneau, contremaître dans une usine locale, est élu conseiller municipal sans avoir été candidat. Aucune candidature n'avait été déposée, en effet, ni au premier ni au second tour de scrutin. Le dimanche 3 septembre, au premier tour, cinquante-deux électeurs s'étaient exprimés, dont 23 pour M. Cotteneau et trente-neuf pour l'ancien maire.]

NORD : Tourcoing (1^{er} tour). Inscr. 55 987 ; vot. 27 331 ; expr. 25 465. M. Patrick Bernard (P.S.), candidat d'union de la gauche, 11 933 voix ; Stéphane Dermanx (C.N.P.), conse. gén. candidat de la majorité, 10 728 ; Edmond Leboucq (T. Tourcoing, ex-élu, 1 297 ; Michel Calvès, ex-élu, 1 268 ; Joseph Renard, ex-élu, 705 ; Hervé Lepoutre (div. m.), 474. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir le siège de conseiller municipal devenu vacant depuis le décès, le 28 juillet, du maire de la commune, Guy Chastelles (P.S.).

At premier tour des élections municipales de 1977, les résultats avaient été les suivants : Inscr. 54 638 ; vot. 45 297 ; expr. 41 346. Liste d'union de la gauche, 23 533 voix ; M. Chastelles, 18 775 voix ; liste du R.P.F. conduite par M. Biary, ancien député, 15 232 ; liste centriste conduite par M. Leboucq, 7 533. Le nombre des votants, nettement plus faible qu'en 1977 (48,73 % contre 52,62 %) rend difficile les pronostics pour le second tour, où les abstentions de premier tour pourraient faire la différence. Le recensement 45,19 % des suffrages exprimés, le candidat d'union de la gauche, M. Bernard, a réalisé, toutefois, un meilleur score (près de 3 points de mieux) que la liste d'union de la gauche.

● PRECISION. — Le titre de la collection pour laquelle les éditions du Seuil avaient demandé une insertion publicitaire dans l'Humanité est : « J'écris mon nom, liberté » (et non « Communisme en liberté », comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 8 septembre). Interrogé à ce sujet, samedi 8 septembre, à la fête de l'Humanité, M. Roland Leroy, directeur du quotidien du P.C.F., a déclaré que, « agréablement étonné » par la proposition du Seuil, « qui donne plus de visibilité à la France-soir ou au Monde », les responsables de l'Humanité ont « demandé la confirmation sur la signature d'un contrat qui porterait sur trois ans ».

LE MONDE
maison de la presse
20 rue de Valenciennes
75001 PARIS Cedex 02
LES BUREAUX
de la presse

Maurras et la « nouvelle droite »

L'hebdomadaire royaliste Aspects de la France consacre, dans son numéro du 6 septembre, un article de sa rubrique « La culture des idées » au débat sur la « nouvelle droite ». Sur le thème « Charles Maurras, ancêtre de la « nouvelle droite », et en réponse à un article de Catherine Clément paru dans les colonnes du Monde les 28 et 29 juillet, Michel Fromentoux écrit : « La « nouvelle droite » est surtout marquée par l'individualisme idéologique, par l'idéal du « condottiere » hérité du bouillonnant siècle, par l'optimisme total des « philosophes » du dix-huitième siècle : la science, en de telles mains, risque fort de l'être qu'un service d'une volonté de puissance. Maurras, lui, est venu des garanties contre une telle « barbarie ». Et il ne trouvait ces garanties que dans la grande tradition civilisatrice du catholicisme romain. Voilà encore un point sur lequel Catherine Clément a omis de se renseigner ».

« La vérité est donc que le prétendu « païen » Charles Maurras (qui a toute sa vie voulu pouvoir croire au dieu chrétien) admirait par-dessus tout l'ordre catholique, au sein duquel les hommes, égaux devant Dieu, rendent complémentaires et protectrices leurs nécessités inégales ».

« Sur ce plan-là, la « nouvelle droite » s'inscrit tout à fait à l'opposé de la pensée maurrassienne. Et Catherine Clément se ridiculise en voyant un paganisme certain chez Maurras, comme chez Mistral, dans leur sensibilité au vieux fonds provençal qui leur enseignait « l'ample conseil de la nature ». Il faut se souvenir que le christianisme n'a nullement abolé la nature, qu'il l'a, au contraire, assumée et enveloppée et que, par conséquent, il n'y a aucune contradiction entre les vérités chrétiennes et les lois immuables découvertes par la sagesse antique ».

« Surtout, cette sagesse antique, qui de sa Provence natale le reliait à Rome et à la Grèce, Maurras en connaissait les limites : elle ne doit d'être parvenue jusqu'à nous qu'au fait d'avoir été décaisée, transfigurée et orientée par les vraies finalités de l'existence humaine par deux mille ans de christianisme ».

ANCIENS COMBATTANTS

Au congrès des combattants volontaires de la Résistance

M. PLANTIER : avoir le droit ne signifie pas avoir tous les droits.

Les combattants volontaires de la Résistance (C.V.R.), qui tiennent leur congrès national à Lyon les 8 et 9 septembre, ont affirmé, dans une motion, leur attachement au droit à réparation et leur vigilance pour que l'insupportabilité des crimes contre l'humanité se concrétise par des jugements.

« Ils ont aussi exprimé leur espoir de voir redonner au mal leur véritable signification symbolique, particulièrement auprès de la jeunesse, et ce dès l'an prochain à l'occasion d'un trentième-cinquième anniversaire de la victoire ».

M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a répondu qu'il ne se déroberait pas au devoir de défendre les droits légitimes des anciens combattants, « ce qui ne veut pas dire que je me suis la pour consacrer les abus ou pour épouser des causes dont je ne serais pas convaincu de la justice et de la légitimité. Avoir le droit ne signifie pas avoir tous les droits ».

M. Plantier a ensuite mis l'accent sur l'héritage et le souvenir de la Résistance et la place qu'elle doit tenir dans la vie de la nation. Il partage le souci de « vigilance » des C.V.R.

Samedi matin, dans le centre de Lyon, une plaque à la mémoire de Marcel-Gabriel Rivière, résistant et rédacteur en chef du Progrès, a été dévoilée dans la rue de l'Hôpital, qui portera désormais le nom de cette personnalité lyonnaise, qui fut également président de l'Union des combattants départementaux des combattants volontaires de la Résistance.

« Les difficultés que nous savons viennent d'être couronnées par un train de mesures décidées par le chef de gare de Maitignon, qui nous ont permis de faire de la locomotive nationale qu'il conduisait au déraillement. On a souvent reproché à M. Barre sa façon de faire les choses, et cela est plus grave, son insécurité ».

DÉFENSE

Le nouveau groupement de parachutistes professionnels participe à un exercice franco-zaïrois au Shaba

Des éléments de la 11^e division parachutiste participent, du 12 au 19 septembre, à des manœuvres communes avec l'armée zaïroise dans la province du Shaba où déjà, en mai 1977 et en mai 1978, l'armée française avait eu à intervenir à la demande du général Mobutu, le chef de l'Etat zaïrois.

Baptisée « Porc-épic », cette manœuvre comprend, du point de vue français, un transport par avion (Transal) sur 8 000 kilomètres, une opération aéroportée à plus de 1 600 kilomètres depuis la base intermédiaire de Kinshasa jusqu'au Shaba, et l'acheminement d'unités de renfort. A cette occasion, la France exprime son soutien au commandement de la 11^e division parachutiste. On sait (le Monde du 8 juin 1979) que le gouvernement a décidé de créer un groupement aéroporté au sein de la 11^e division parachutiste, qui réunit les trois régiments professionnels de cette unité, aux ordres du général de brigade Jacques Guichard.

Ce sont précisément des éléments de ce groupement parachutiste qui participent à l'opération franco-zaïroise : une compagnie du 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine, basé à Cassanone, et une compagnie du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine cantonné à Castres.

De leur côté, les Zaïrois ont décidé d'aligner, à l'occasion de l'exercice « Porc-épic », leurs 311^e et 312^e bataillons de parachutistes, qui ont été formés et entraînés par des instructeurs militaires français. Des avions de combat Mirage aux couleurs de l'armée zaïroise participent à cette manœuvre.

Jusqu'en juin dernier, des contingents marocains, togolais, sénégalais et ivoiriens ont constitué une force africaine d'intervention stationnée au Shaba pour y assurer la sécurité aux côtés de l'armée régulière zaïroise. Ce dispositif international a, depuis, été démantelé et remplacé par la seule armée zaïroise.

LE MONDE diplomatique

Numéro de septembre

(Les mutations économiques, la démocratie, les militaires et le développement démocratique, le rôle de l'Eglise, les incertitudes de la diplomatie, les enjeux de la guerre municipale, l'autonomie...)

L'ESPAGNE DE DEMAIN

NICARAGUA : Une « modération » radicale

(enquête de Régis Dabry)

Le numéro : 7 F.

Publication mensuelle du Monde à rue des Italiens, 75121 PARIS Cedex 02. (En vente partout)



Le Monde

Société

Un colloque au Festival de Tabarka (Tunisie)

Le silence des femmes maghrébines

De notre envoyée spéciale

Tabarka (Tunisie). — Le Festival de Tabarka, dont la publicité invite à « ne pas bronzer idiot », a réservé au mois d'août une semaine de son université d'été à un colloque sur « La femme maghrébine : liberté et libération ». Étaient invitées à ce débat, outre des femmes marocaines, algériennes et tunisiennes, plusieurs Françaises (1).

Il est difficile de savoir si les organisateurs du festival, après avoir fixé le thème du colloque, en furent soudain effrayés ou si certains incidents de dernière heure ne furent que le fait du hasard. À la veille de la première conférence, l'échec semblait inévitable. Le cycle des débats devait avoir lieu à Bordj-Ménas, site archéologique à l'écart de la ville, d'accès difficile, et suivant un horaire (18 heures à 19 h 30) qui garantissait l'absence des femmes de Tabarka, occupées, en période de Ramadan, à préparer le repas pour la rupture du jeûne. Les participantes françaises obtinrent, après négociations, que les discussions aient lieu dans le théâtre en plein air, au cœur de la ville, et à 20 h 45.

De toutes les femmes maghrébines parait-il invitées, aucune ne vint, à l'exception d'une Tunisienne, M^{lle} Nazha Lakhal-Ayat, qui se retrouva seule avec quatre Européennes. Outre que ce déséquilibre provoqua la colère du public, la prestation de M^{lle} Lakhal se réduisit, chaque soir, à répéter que la loi tunisienne reconnaissait aux femmes de nombreux droits (2), sans insister sur leur caractère formel.

Bien qu'elle s'en défendit, on se prenait à penser qu'elle exprimait une position officielle; qu'elle témoignait de ce que les autorités avaient voulu faire de ces rencontres : une occasion de donner un satisfecit au pouvoir, « grâce auquel la situation des femmes est meilleure en Tunisie que dans les autres pays maghrébins ».

Les réunions se résument à une succession d'incidents. Dès la première intervention de M^{lle} Lakhal, plusieurs femmes venues de Tunisie lui reprochèrent son « langage feutré ». « Nous ne sommes pas là pour entendre dire ce qu'il en est dit, expliquait l'une d'elles, mais pour discuter ensemble de la réalité de la vie des femmes dans ce pays. Que les Tunisiennes aient plus de droits que les autres femmes maghrébines ne démontre pas leur enlèvement, celui de parler et de lutter. » Puis, sous le regard consterné de M. Habib Marsuki, directeur de l'université d'été, plusieurs participantes ont tenté de dire leur « expérience de la lutte, qui, contrairement à ce qu'on dit, n'a pas commencé avec les réformes octroyées par le pouvoir, mais dès les années 20 et 30, lorsque fut posé le problème du vote ».

Pas question de sexualité

Le colloque a réuni, régulièrement, deux à trois cents personnes. Pour les hommes (majoritaires dans l'assistance), qui essayaient de confisquer la parole, l'intervention des femmes paraissait scandaleuse. La tension ne cessait donc de monter dans la salle. À tel point que lorsque M^{lle} Lakhal eut dit bon de préciser qu'il était « hors de question de parler ici de la sexualité, même si le thème du jour était le droit de disposer de soi-même, car en Tunisie hors du mariage il n'y a pas de sexualité », elle fut violemment interrompue. La jeune femme, fille d'un ancien ministre, qui s'empara du micro prit le risque d'affirmer : « Moi je n'ai pas de problème, je suis libre et libérée dans ma vie, y compris sexuelle. Je peux même être libre parce que je suis une privilégiée. Mais qui viendra parler de l'émancipation et de la soumission, qui sont encore la règle pour la plupart des femmes tunisiennes, essentiellement dans les campagnes ? » Elle fut longuement applaudie.

On s'embrassa un peu dans la confusion au moment de conclure le cycle de conférences, lorsque M. Lakhal Belhassine, l'inventeur du Festival de Tabarka, se retrouva devant une table vide, les invitées ayant rejoint le public à

(1) M^{lle} Ghislaine Hallimi, présidente de l'association Chloé, née en Tunisie, où elle a passé son enfance et son adolescence; le docteur Monique Petit, secrétaire nationale de Chloé; Mme Jacqueline Nonon, responsable du bureau de l'emploi féminin aux Communautés européennes; et Mme Claudine Rulliau, journaliste, qui a vécu plusieurs années en Algérie.

(2) Voici les étapes de la législation : 13 août 1956, code de la famille; interdiction de la polygamie; divorce judiciaire ouvert aux deux conjoints; 29 février 1958, âge minimum du mariage fixé à dix-sept ans (au lieu de quinze ans) pour les femmes. Abolition du mariage sous coart verbal; 1^{er} juillet 1963, vote du livre des produits anticonceptionnels. Droit à l'avortement médical gratuit et sans que soit exigée l'autorisation maritale; 1966, la garde de l'enfant, en cas de divorce, est accordée uniquement en considération de l'intérêt de celui-ci; mai 1967, droit de vote et d'éligibilité accordés aux femmes; mars 1968, en cas d'adultère, l'homme et la femme se voient infliger la même peine.

LA REMISE DES PRIX DE L'ALPHABÉTISATION

Huit cents millions d'illettrés dans le monde

Les prix pour l'alphabétisation devaient être décernés au siège de l'UNESCO, à Paris, ce lundi 10 septembre, au cours de cérémonies qui marquent chaque année la Journée internationale de l'alphabétisation. Le prix Nadejda Kroupaïka a été attribué au Conseil suprême de la campagne nationale d'alphabétisation d'Irak, pour sa campagne massive contre l'analphabétisme dans le pays (1), et à l'Union populaire des femmes péruviennes, qui a organisé la participation des femmes aux activités de développement grâce à des cours d'alphabétisation. Ce prix n'avait pas été décerné en 1977, parce que les efforts avaient été estimés en deçà de ce que l'UNESCO espérait. Cette année, les deux prix ont été attribués « en raison de la valeur et de la diversité des vingt-sept candidatures ».

Le prix de l'Association internationale pour la lecture, qui remplace le prix Mohamed-Reza Pahlavi, a été attribué à la filiale de l'Institut linguistique d'été de Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui a consacré plusieurs années au développement de l'usage des langues nationales, et formé sur place un personnel capable d'enseigner dans ces langues. Des mentions d'honneur ont été décernées à la direction de l'alphabétisation et de la presse rurale du Bénin, qui a mis en œuvre un programme systématique de post-alphabétisation par la presse rurale; au programme d'éducation fonctionnelle de la division de l'éducation des adultes en Thaïlande; à la commune de Cat-Hanh, dans la République socialiste du Vietnam; au professeur Mario Guzman Molina, de Bolivie, dont les efforts ont permis la mise en place d'une éducation populaire utilisant la radio; à la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes.

L'Agence pour le développement de l'éducation du district de Malang, en Indonésie, qui a fait participer des étudiants et des scouts à ses programmes en milieu rural.

Les Nations unies montrent ce que sont les talents de la culture et de la science aux armements peut entraîner en faveur de l'alphabétisation : « J'attends encore l'initiative du premier gouvernement qui voudra offrir à l'UNESCO le prix d'un engin de guerre moderne pour le consacrer à une grande campagne d'alphabétisation », a écrit M. M'bow, dans un message.

A l'occasion de l'année de l'enfance, le directeur général de l'UNESCO a tenu, contrairement aux autres années, à mettre l'accent sur l'analphabétisme des moins de quinze ans, qui représentent huit cents millions des deux milliards d'habitants des pays en voie de développement. « Si les tendances actuelles se confirment, les deux tiers seulement des enfants de six à onze ans seront scolarisés en 1985. » A cela s'ajoutent les méfaits des scolarités incomplètes. « Mots de quatre enfants sur dix accomplissent, dans ces pays, une scolarité primaire complète », devait-il ajouter. Le problème est d'autant plus grave que ces générations de jeunes viennent à manquer le flot des adultes alphabètes.

Si les enfants sont inscrits par leurs parents en première année d'école primaire, un grand nombre ne vient pas à l'école la deuxième année pour participer aux travaux des champs ou exercer des petits métiers à la ville. D'autres quittent l'école, de dix à quinze ans, par un enseignement qui ne leur est pas adapté. Si un jeune Tchadien apprend plus que ces années étaient des années, on ne lui enseigne pas moins que « le soleil fait mûrir des grappes de raisin vermeilles » et le Corbeau et le Renard.

Les études de l'UNESCO constatent à cet égard : « Une école simplement transférée de l'étranger ou qui ne tient pas compte de la diversité des conditions et des besoins nationaux ne peut avoir de bons rendements et ne contribue pas autant qu'il serait souhaitable à la diminution de l'analphabétisme des adultes. » Si l'on tient compte des conditions souvent désastreuses de l'enseignement (des effectifs souvent supérieurs à soixante, voire à cent élèves par classe, des moyens matériels souvent dérisoires), on comprend mieux qu'en moyenne seulement 30 % des enfants qui commencent un cycle primaire le terminent. Eux-mêmes souvent alphabètes, les parents ne favorisent guère le « climat scolaire ». Surtout le taux de femmes illettrées est toujours plus important que celui des hommes, alors qu'on a pu vérifier, en Inde par exemple, que c'est l'instruction des mères de famille qui joue le rôle le plus important pour une scolarité sérieuse des enfants.

(1) Deux expositions sont présentées à l'UNESCO, consacrées à la campagne tunisienne d'alphabétisation et à l'alphabétisation en général. 7, place Fontenay, 75007 Paris.

JUSTICE

FAITS ET JUGEMENTS

Les protestations au sujet de l'arrestation de M^{re} Graindorge en Belgique.

Le Syndicat des avocats (S.A.F.) demande « que toute la lumière soit faite sur l'incrimination qui pèse sur M^{re} Graindorge et que les garanties dont bénéficient tous les citoyens devant la justice lui soient accordées ». L'avocat bruxellois est accusé d'avoir aidé son client François Besse à évasion du palais de justice de Bruxelles le 26 juillet dernier. Le S.A.F. indique « que, contrairement au principe de présomption d'innocence dont doit bénéficier tout inculpé et au secret de l'instruction, le parquet de Bruxelles a donné à l'arrestation de M^{re} Graindorge une publicité inacceptable, livrant complètement à la presse le détail des incriminations requises et des sanctions encourues en cas de condamnation, sans révéler si des charges sérieuses (...) permettaient de jeter une telle suspicion sur un avocat jusqu'alors irréprochable et estimé de tous. La Ligue belge des droits de l'homme s'est, d'autre part, associée à l'appel de deux cent cinquante avocats au procureur du roi dénonçant la procédure officielle « qui accablait le sentiment que la culpabilité de M^{re} Graindorge serait irréversible ».

De son côté l'Association européenne de défense (A.E.D.) dont le bureau s'est réuni à Paris et qui regroupe une centaine d'avocats européens dénonce la « pré-accusation » avec laquelle a été effectuée l'arrestation de M^{re} Graindorge. Elle dénonce aussi « la tenture du parquet d'une conférence de presse visant à accablée d'emblée aux yeux de l'opinion publique la thèse de la culpabilité de M^{re} Graindorge qui comme tout accusé doit bénéficier d'un traitement d'innocence et d'un droit de défense ».

L'A.E.D. considère que « l'arrestation de cet avocat dans un lieu où il se trouvait pour se rendre à la défense des libertés constituait une réelle attaque d'une rare violence contre les droits de la défense ».

Empoisonnement et patrimoine

M. Régis Lagarde, trente-cinq ans, a été inculpé et écroué, samedi 8 septembre, à la prison du Havre, après avoir reconnu plusieurs tentatives d'empoisonnement commises contre son père, M. Jean Lagarde, soixante-dix ans, président-directeur général des teintureres Lagarde au Havre. Ce dernier avait dû être hospitalisé à plusieurs reprises, et les médecins n'arrivaient pas à trouver l'origine des troubles dont il souffrait jusqu'au jour où, analysant le contenu d'un bocal à perfusion, ils découvrirent de l'atropine que le fils introduisait au moyen d'une seringue.

Selon les policiers, M. Régis Lagarde avait tenté d'empoisonner son père en raison d'un conflit à propos de la gestion de l'entreprise qui connaissait des difficultés. Le père, autoritaire, ne laissait à personne d'autre le soin de gérer les affaires de la famille, avait l'intention de vendre certains biens pour se procurer des liquidités et, notamment, un petit bois près d'Étretat auquel le fils était très attaché. C'est ce qui, semble-t-il, a tout déclenché.

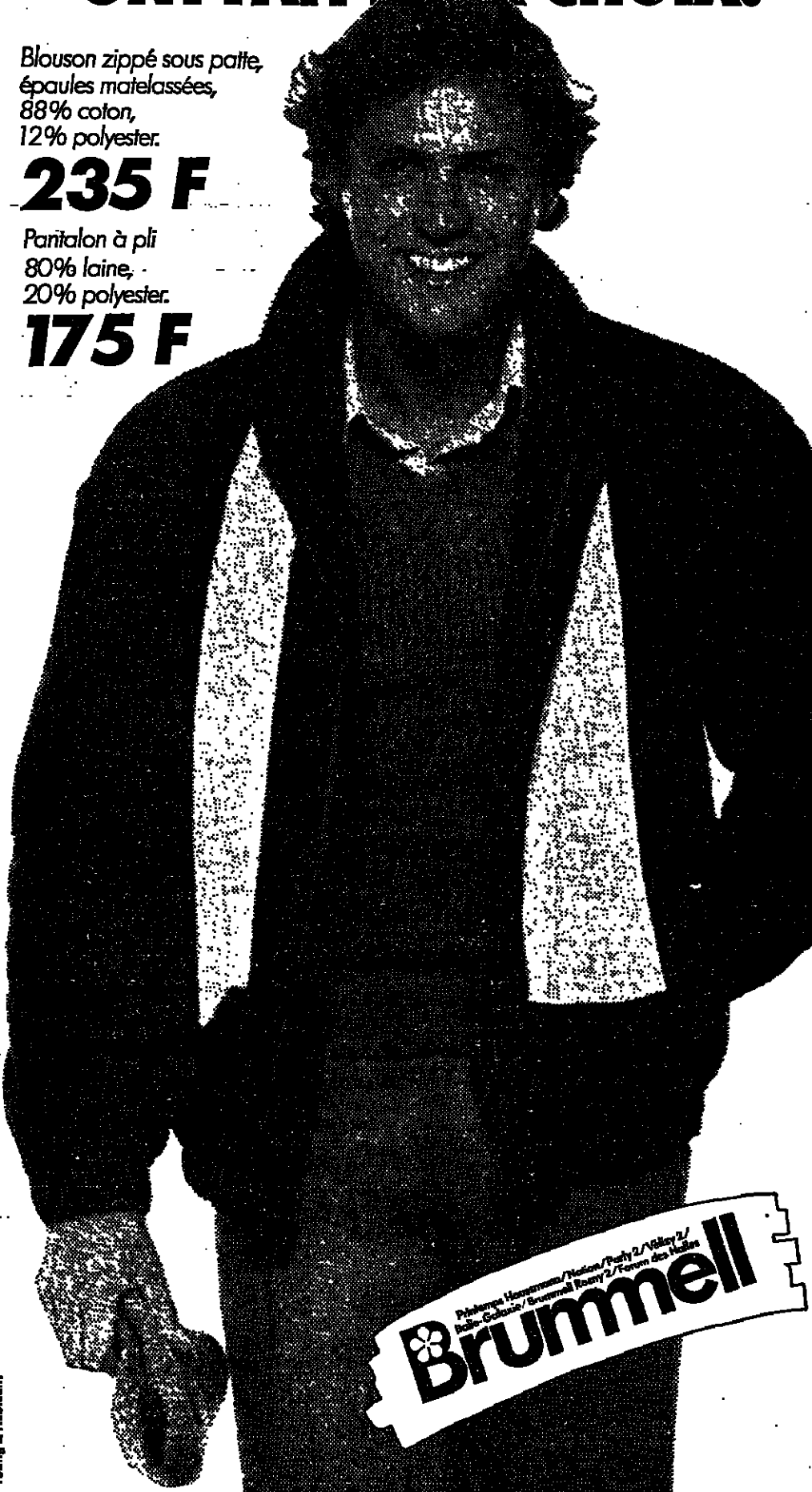
Pour tenter de démasquer l'auteur de l'empoisonnement, les policiers du S.R.P.J. de Rouen ont duré se déguiser en infirmiers. L'état de santé de M. Lagarde, jugé sérieux, s'est amélioré et ses jours ne sont pas en danger.

● Un jeune handicapé mental de seize ans a tué, le vendredi 7 septembre, un de ses camarades de classe, le jeune Gauthier Michel, dix-huit ans, pour des raisons de jalousie. Le drame a eu lieu une semaine après le meurtre, dans la colonie de vacances de ce même institut, à Saint-Jouin-Bruneval (Seine-Maritime), par le cuisinier, un jeune homme de vingt-trois ans, d'un handicapé mental de onze ans.

NOS 100 BOUTEILLES DE L'ANNÉE
Comment se consoler d'une année si courte ? Pour un long et bon repas, nous vous proposons nos 100 bouteilles de l'année. Elles sont toutes de qualité, de grands vins, de grands crus, de grands producteurs. Elles sont toutes de l'année 1979, de septembre à septembre. Elles sont toutes de l'année 1979, de septembre à septembre. Elles sont toutes de l'année 1979, de septembre à septembre.

LES NOUVEAUX ÉLÉGANTS ONT FAIT LEUR CHOIX.

Blouson zippé sous poile,
épaules matelassées,
88% coton,
12% polyester.
235 F
Paraiton à pli
80% laine,
20% polyester.
175 F



JUSQU'AU 22 SEPTEMBRE QUINZAINES DE BRUMMELL

LE MONDE diplomatique

Numéro de septembre

INCERTAINE AMÉRIQUE :

- UN CAPITALISME DIVISÉ (Thomas Fergusson et Joel Rogers)
- CRISE DES INSTITUTIONS SCEPTICISME DES CITOYENS (Marie-France Toinet)

NOUVELLE RÉFORME ÉCONOMIQUE EN UNION SOVIÉTIQUE

(Marie Lavigne)

Le numéro : 7 F.
Publication mensuelle du Monde
5, rue des Italiens,
75007 PARIS Cedex 09.
(En vente partout)

Discredit

Les protestations au sujet de l'arrestation de M^{re} Graindorge en Belgique. Le Syndicat des avocats (S.A.F.) demande « que toute la lumière soit faite sur l'incrimination qui pèse sur M^{re} Graindorge et que les garanties dont bénéficient tous les citoyens devant la justice lui soient accordées ». L'avocat bruxellois est accusé d'avoir aidé son client François Besse à évasion du palais de justice de Bruxelles le 26 juillet dernier. Le S.A.F. indique « que, contrairement au principe de présomption d'innocence dont doit bénéficier tout inculpé et au secret de l'instruction, le parquet de Bruxelles a donné à l'arrestation de M^{re} Graindorge une publicité inacceptable, livrant complètement à la presse le détail des incriminations requises et des sanctions encourues en cas de condamnation, sans révéler si des charges sérieuses (...) permettaient de jeter une telle suspicion sur un avocat jusqu'alors irréprochable et estimé de tous. La Ligue belge des droits de l'homme s'est, d'autre part, associée à l'appel de deux cent cinquante avocats au procureur du roi dénonçant la procédure officielle « qui accablait le sentiment que la culpabilité de M^{re} Graindorge serait irréversible ».

LES NOUVEAUX ÉLÉGANTS ONT FAIT LEUR CHOIX.

Blouson zippé sous poile, épaules matelassées, 88% coton, 12% polyester. 235 F. Paraiton à pli 80% laine, 20% polyester. 175 F.

الطريق إلى الجنة

FAITS ET JUGEMENTS

Une infraction à laquelle toujours échappé à la rigueur procédurale du délit : les violences policières. Il ne faut donc pas s'attendre que la lumière soit, par les voies judiciaires, rapidement et utilement faite sur les agissements dont se plaint l'éditeur Alain Moreau.

Il est vrai aussi que chaque violence policière, c'est un peu de l'honneur de l'Etat qui est en jeu. Un Etat se caractérise autant par le rôle qu'il assigne, ou laisse jouer, à ses policiers que par son système économique.

Il n'y aurait donc pas lieu de se scandaliser de la prudence apportée à l'instruction des violences policières si cette prudence n'avait pas trop souvent abouti à un enlèvement des procédures ou à l'inculpation des victimes avérées. Les précédents sont en trop grand nombre.

L'interminable instruction à propos des deux adolescents victimes de sévices dans une rue parisienne, la justice, publiquement soumise à juger — par voie d'huisserie — après les brutalités subies par le journaliste Alain Jaurès, le non-lieu étonnant prononcé après la razzia du café le Thélème ; les audiences escamotées à la nuit tombante, en début de week-end, quand des policiers y sont impliqués ; sans parler des acrobaties juridiques que l'on constate pour le Canard enchaîné lors de cette autre violence que représentent les écoutes téléphoniques ; sans parler non plus de ce contrôleur général de la police, officiellement reconnu, sans conséquence pour lui, coupable de graves négligences (on ne saurait dire plus) à propos de razzia de tableaux.

Ce n'est pas que la réalité des faits soit impossible à établir. Elle est, le plus souvent, très vite connue, et par la police elle-même.

JUSTICE Les violences chez l'éditeur Alain Moreau **Discrédit**

L'inspection générale de la police nationale (et sa variante parisienne, l'inspection générale des services) n'a plus à faire la preuve de son efficacité. Non plus que de son talent à cacher ce qu'elle a découvert. Au public, cela va sans dire, mais aussi à la justice qui, alors, de son côté, cahin-caha, va son train de chanoine, épousa toutes les pétitions, encourage toute confiance.

Imaginons que, pour une fois, il pourrait en aller autrement : que, dans le délai de quelques mois, les thèses, peu conciliantes aujourd'hui, de M. Alain Moreau et de la police soient remplacées par une incontestable vérité judiciaire qui s'imposera à tous, y compris aux antagonistes de la semaine passée. Nul ne trouverait à redire que, pour une affaire de cette importance, la barline judiciaire mit un tigre dans son moteur.

Car ce n'est tout de même pas une entreprise sans importance que de raser les collaborateurs d'une maison d'édition. Or tel est bien l'accusation publiquement et clairement formulée.

Laisser molester un éditeur par des policiers — même si au début les figures sont floues, c'est, pour l'Etat, s'attaquer au droit, à l'éthique, à la pensée. Au même titre que l'assaut conduit contre les locaux du parti socialiste après la première émission de Radio-Riposte était une attaque contre la démocratie et les débats qui en sont l'une des bases.

Les mésaventures socialistes ont soulevé peu d'indignation, y compris dans les rangs de ce parti. Il ne faut pas songer à plus de bruit après les malheurs de M. Alain Moreau. Mais un tel constat est un discrédit de plus apporté à la confiance sans laquelle la police ne peut légitimement assurer sa fonction.

PHILIPPE BOUCHER.

LE MAIRE DE BRÉTIGNY PROTESTE CONTRE LA DÉTENTION D'UN JEUNE HOMME ARRÊTÉ LORS D'UN BAL DU 13 JUILLET

Le maire de Brétigny-sur-Orge (Essonne), M. Alain Bili (P.C.F.), vient de protester contre le fait qu'un de ses jeunes administrés, arrêté après une bagarre déclenchée dans un des bals de quartiers organisés par la commune, le 13 juillet, soit toujours détenu à Fleury-Mérogis. Le jeune homme, René Dias, âgé de vingt ans, est, selon M. Bili, « victime d'une provocation policière dirigée contre la jeunesse ».

Le soir du 13 juillet, les forces de l'ordre, apparemment alertées par un appel téléphonique anonyme, sont intervenues sans aucune raison, affirme le maire

TROIS TORTIONNAIRES

Trois jeunes gens ont été interpellés, dimanche 9 septembre, à Valence (Drôme), par la police après avoir touché, la veille, Mme Monique Bertrand, une inconnue civile âgée de quarante ans, mère de cinq enfants, Jean-Claude Lefebvre, âgé de vingt-sept ans, manutentionnaire, Gérard Ngo Van, âgé de vingt-deux ans, et son amie, Marie-Josée Bourkhouff, âgée de vingt-trois ans, ces deux derniers sans emploi, se sont introduits, par effraction, selon les policiers, dans l'appartement de leur victime.

Mme Bertrand a été frappée à plusieurs reprises au visage. Elle a subi des sévices sexuels avant d'être plongée dans sa baignoire pleine d'eau et saupoudrée de lessive. Ses agresseurs lui ont aussi fait signer une procuration pour tenter de s'approprier le montant de son livret de caisse d'épargne, puis ont dérobé divers objets. En quittant l'appartement, laissant leur victime bâillonnée et ligotée sur son lit, ils ont placé une pancarte sur la porte indiquant : « Je suis absent samedi et dimanche ». Mme Bertrand a été secourue par un voisin.

Elle connaissait très bien ses agresseurs, en fait ses voisins de palier dans l'immeuble de la cité de transit de Valence. Les trois jeunes gens ont expliqué aux policiers que Mme Bertrand leur avait promis des rumeurs sur leur compte. Ils devaient être présentés au parquet du tribunal de Valence, ce lundi 10 septembre, pour y être inculpés de « coups et blessures, séquestration, attentat à la pudeur avec violence, extorsion de signature avec violence et vol avec effraction ».

ÉDUCATION JOURNÉES D'ÉTUDES DU PARTI SOCIALISTE SUR LA « DÉSERTIFICATION » SCOLAIRE **« L'école, terrain privilégié pour des actions unitaires »**

Carcassonne. — Pendant deux jours, les 8 et 9 septembre, une centaine de responsables fédéraux à l'éducation et d'élus du parti socialiste se sont rassemblés dans le département de l'Aude pour participer à des journées d'études sur la « désertification scolaire en milieu rural ». Le P.S. avait choisi d'organiser ces journées dans un département particulièrement touché par les

Tout ce samedi 8 septembre, le village de Laredor, un millier d'habitants, étiré à une trentaine de kilomètres de Carcassonne, est en effervescence. Devant la petite mairie ornée de drapeaux tricolores, se rassemblent les habitants, les militants du P.S. venus d'autres agglomérations du département et les participants aux journées d'études. Tous sont là pour la manifestation contre la désertification scolaire en milieu rural. Les députés MM. Jacques Cambolive, Pierre Guindon et Joseph Vidal, les sénateurs MM. Raymond Courrière et Marcel Souquet et de nombreux conseillers généraux et maires, certains de l'échiquier tricolore vien-

nent grossir les rangs des manifestants.

Avec un peu de retard, le cortège se met en marche derrière deux banderoles : « Vivre, travailler, s'instruire au pays ! », « Avec le P.S., une école dans chaque village ! ». Exit cent personnes, souvent accompagnées d'enfants, parcourent les petites rues désertes de la cité. Premier arrêt au « Terrain des fêtes », où une estrade a été dressée à l'ombre des saules pleureurs qui bordent le canal du Midi. Les manifestants écoutent le maire, M. Louis Solé, expliquer que deux

des cinq classes de Laredor seraient fermées à la rentrée. Avec son accent chantant, il félicite « les enseignants, qui se heurtent au mur et non à la grille Gidehard », et se demande comment la seule classe maternelle qui reste pourra fonctionner avec trente-six élèves. « Si ces enfants partent handicapés, ils le seront toute leur vie ».

Un responsable fédéral de l'Aude du P.S. souligne que, dans ce département viticole, les causes de la « désertification » sont à rechercher auprès des responsables de la politique économique, « qui n'ont pas permis aux jeunes de s'installer dans le village ». Le président du conseil général parle de l'attachement « quasi viscéral des villages du département à l'école », cette école qui « nous a donné les moyens de vivre et le courage d'espérer ». Puis on fait référence à Jean Jaurès : « Un peuple est fort quand il sait lire ; quand il sait lire, un peuple est grand ». Il sera beaucoup mis à contribution au cours de cette journée.

« C'est le brouillage »

Peu après le cortège arrive dans la grande salle des fêtes Jean-Jaurès. M. Louis Mézard, député du Calvados, responsable des questions d'éducation au P.S., dénonce « les agressions qui subissent l'école publique ». « Pour la première fois en 1979, explique-t-il, le nombre d'enseignants actifs est en diminution sur l'année précédente ». Contre cette politique qui mène au chômage, le P.S. appelle

tous ses militants à prendre des initiatives pour s'y opposer : « Le terrain de l'école doit être un terrain privilégié pour des actions unitaires ».

Midi un quart : tout le monde se tait dans la vaste salle. Un technicien essaie de régler un poste de radio sur 101 MHz. Une sorte de bouillie sonore sort des haut-parleurs. La tension monte un peu dans la salle. Finalement, le long sifflement se fait entendre. « C'est le brouillage », disent avec des airs de spécialistes les militants du nord de la France. Tous les participants sont un peu déçus que « leur » émission de radio n'ait pas pu être audible. Sauf dans la ville de Carcassonne, pendant trente secondes.

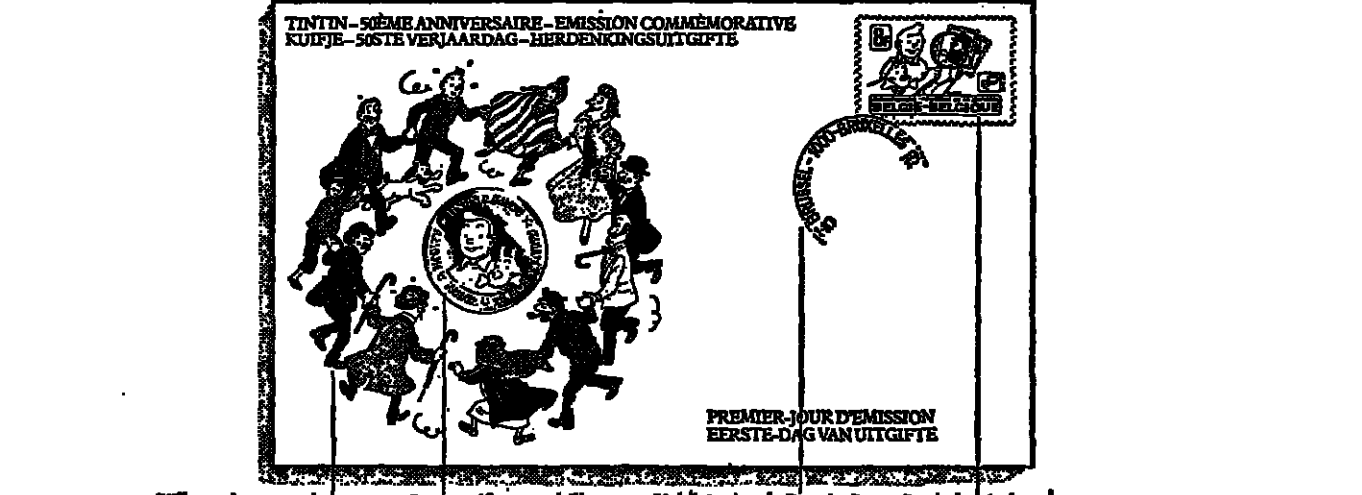
Pour M. Mézard, il ne s'agit pas de porter atteinte au monopole mais de protester contre la « confiscation scandaleuse » de certains moyens d'information par le pouvoir. « L'absence de la télévision régionale à cette manifestation en est un exemple ».

SERGE BOLLOCH.

● Elections de parents dans les établissements scolaires. Deux circulaires publiées au Bulletin officiel du ministère de l'éducation du 6 septembre précisent les dates et les dispositions générales concernant la préparation et le déroulement des élections de parents d'élèves. Dans les écoles maternelles et élémentaires ces élections auront lieu du 10 au 17 novembre, à une date fixée par le directeur d'école. Dans les lycées et les collèges elles seront organisées au cours de la sixième semaine après la rentrée et jusqu'au 27 octobre inclus.

En l'honneur du 50^e Anniversaire de l'immortel Tintin, Hergé et le Médailleur Franklin vous présentent

L'Enveloppe Timbre-Médaille Premier Jour **émise pour le 50^e Anniversaire de Tintin**



Revêue du Timbre "Tintin" oblitéré à la main à Bruxelles, Premier Jour d'Émission, le timbre, la médaille et l'illustration décorant l'enveloppe s'ornent de reproductions de dessins originaux d'Hergé, créateur de Tintin

Le LUNDI 1^{er} octobre sera un jour mémorable pour les philatélistes et ceux qui, depuis de nombreuses années, suivent les aventures de Tintin. Ce jour-là, en effet, l'Administration des Postes de Belgique lancera la médaille officielle représentant Tintin, le plus célèbre héros de bandes dessinées. Tintin et Milou nous apparaîtront regardant à la loupe deux timbres d'un représentant le Capitaine Haddock, son irascible ami, et l'autre le Professeur Tournesol, discret comme à son habitude.

Une émission commémorative véritablement digne de Tintin

A l'intention des philatélistes et des admirateurs de Tintin, une Enveloppe Timbre-Médaille Premier Jour sera émise, en une édition limitée à 100 000 exemplaires, par le Médailleur Franklin. Cette enveloppe réunira une médaille de 32 mm, en argent massif, frappée en qualité Épreuve et le timbre émis par l'Administration des Postes de Belgique, officiellement oblitéré à la main Premier Jour d'Émission.

L'aventure de la médaille s'ornera d'un magnifique portrait de Tintin et Milou à partir d'un dessin original réalisé par Hergé lui-même. Autour du portrait, les noms du héros et de son chien s'inscriront en français, en néerlandais et en anglais. Le revers de la médaille portera la légende « 50^e Anniversaire-1929-1979 », entourée d'une guirlande créée par Hergé.

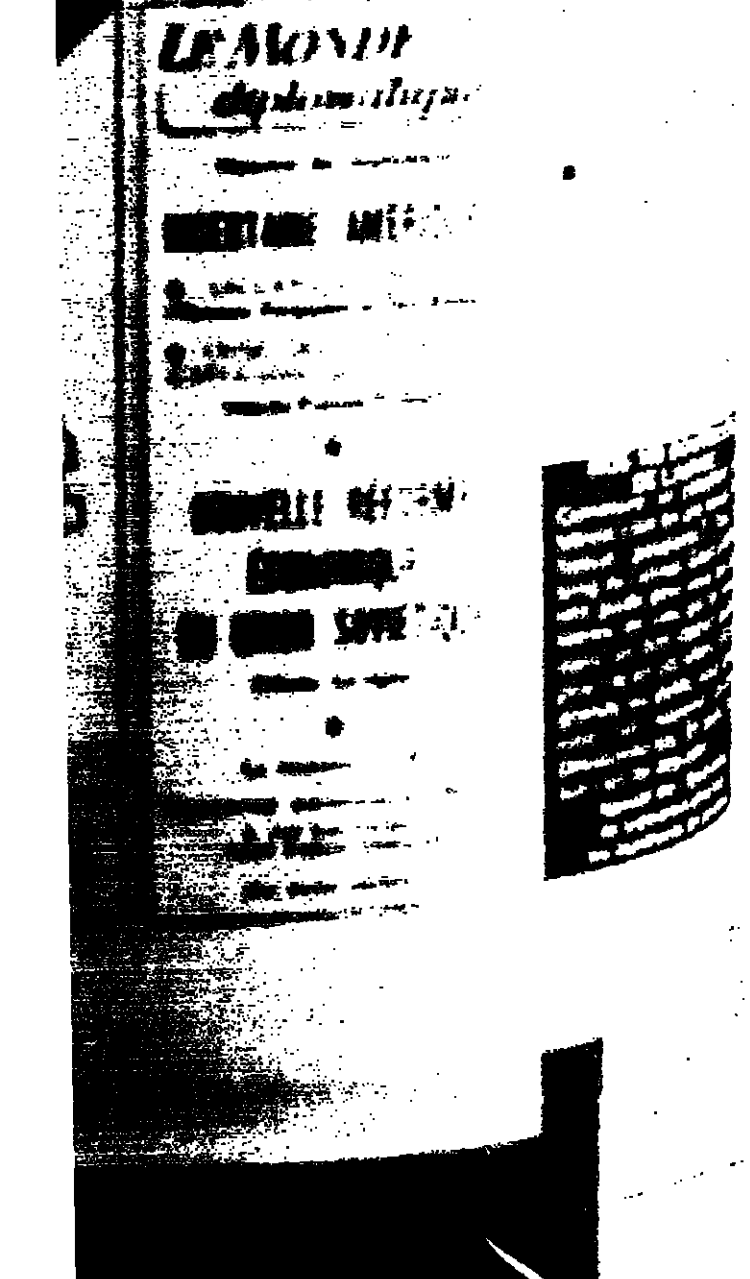
Quant à l'enveloppe commémorative, elle s'ornera, elle aussi, d'une œuvre d'art originale d'Hergé. Cette illustration en couleur représentera les compagnons du célèbre reporter-détective : Dupont et Dupond, coiffés de leur inévitable chapeau melon, le Professeur Tournesol, Bianca Castafiore, l'inspecteur Ben Kallash Bash, le valet Nestor, le Capitaine Haddock, Tintin et Milou seront lucra sûrs également représentés.

Sur le revers de l'enveloppe, un Certificat d'Authenticité revêtu des signatures d'Hergé et du Médailleur Franklin, attestera le caractère unique de l'émission. Le prix d'émission de l'Enveloppe Timbre-Médaille Premier Jour émise pour le 50^e Anniversaire de Tintin a été fixé à 195 F.B.T. Ce prix comprend la médaille en argent massif, la reproduction de l'illustration originale décorant l'enveloppe, le timbre oblitéré Premier Jour d'Émission et un étui destiné à protéger et à vous permettre d'exposer l'Enveloppe Timbre-Médaille Premier Jour. De plus, un commentaire fascinant, écrit par Hergé en personne et retraçant l'histoire de Tintin, sera joint à cette émission commémorative.

Daté limite des souscriptions : le 30 septembre 1979, minuit

Seules les souscriptions qui seront postées au plus tard le 30 septembre 1979 à minuit pourront être acceptées. Il existe en outre une limite supplémentaire d'une seule Enveloppe Timbre-Médaille par personne. L'édition totale sera définitivement limitée à un nombre exact de souscriptions postées avant cette date. Les souscriptions postées après le 30 septembre devront, à notre grand regret, être refusées.

LE MÉDAILLEUR FRANKLIN
4, avenue de l'Esplanade - 95200 Sarcelles
Date limite des souscriptions : le 30 septembre 1979, minuit.
L'adresse : une Enveloppe Timbre-Médaille par personne.



LA RENTRÉE SCOLAIRE

Tableaux noirs sur fond gris



Quelques innovations

Quelques innovations marquent cette rentrée. La plus importante concerne la formation des enseignants. Dans les écoles primaires et les collèges, la réforme Haby continue à se mettre en place. Dans les lycées, aucune modification n'est envisagée pour l'instant, la réforme ne devant pas y intervenir avant 1981.

Dans les collèges

En classe de 4^e. La réforme du « collège unique » progressivement mise en place depuis 1977 s'applique cette année aux classes de quatrième, qui sont « indifférenciées », c'est-à-dire que, comme en sixième et en cinquième, tous les élèves suivent le même enseignement, un « soutien » (voir ci-dessous) étant prévu pour ceux qui ont des difficultés.

L'horaire hebdomadaire est pour tous les élèves de 24 h. 30, ainsi réparties : français, 5 h.; mathématiques, 4 h.; première langue, 3 h.; histoire-géographie, économie-civique, 3 h.;

sciences expérimentales, 3 h.; éducation artistique, 2 h.; éducation manuelle et technique, 1 h. 30; éducation physique et sportive, 3 h. Chaque élève doit en outre choisir au moins une option parmi les disciplines suivantes : latin, grec, deuxième langue vivante, première langue vivante renforcée, technologie.

Les nouveaux programmes ont entraîné un renouvellement des manuels, qui sont distribués gratuitement.

Toutefois, contrairement aux dispositions prévues par la réforme Haby, tous les élèves n'ont pas encore en classe de quatrième indifférenciée : 10 à 20 % de ceux qui étaient en cinquième l'an dernier devaient être orientés en lycée d'enseignement

professionnel, 5 à 12 % vers l'enseignement pré-professionnel, 10 à 12 % devaient être admis à redoubler.

Le « soutien ». La réforme des collèges a prévu depuis 1977 une heure hebdomadaire de soutien en français, mathématiques et langues vivantes pour les élèves en difficulté. Les séances de soutien, qui s'appliquent maintenant aux classes de sixième, cinquième et quatrième, peuvent être solennelles ou demi-séances d'une demi-heure « bien réparties » dans la semaine. La recherche du « contact » et la « qualité du dialogue » doivent être privilégiées, précise une circulaire récente, qui demande au professeur de « diversifier le voca-

bulaire qu'il utilise, le rythme qu'il emploie » pour aider les élèves en difficulté.

De l'entrée en 6^e

Pour faciliter le passage des élèves de l'enseignement primaire au collège, une expérimentation sera entreprise en vue de « rechercher les conditions d'une meilleure harmonisation entre le niveau du cours moyen deuxième année et les exigences d'un bon déroulement de la scolarité en sixième ».

Dans les lycées d'enseignement professionnel

Séquences éducatives en entreprise

Vingt à trente mille élèves de deuxième et troisième année feront cette année des stages en entreprise d'un ou deux mois — inclus dans le cursus scolaire. Encore appelées « éducation concertée », ces stages sont placés sous la responsabilité des professeurs et d'un « tuteur » dans l'entreprise. Ils impliquent une modification de la pédagogie, qui doit s'ouvrir davantage sur la vie, afin notamment de freiner l'« évaporation » des élèves de LEP en cours d'études. A terme, tous les élèves de ces établissements seront concernés.

De l'école au lycée

Les projets éducatifs et culturels spécifiques

Cette notion, créée par la mission d'action culturelle du ministère de l'éducation, est destinée à relancer et à élargir les « 10 % » (temps scolaire libéré pour des activités originales) en

intégrant leur esprit à toute l'activité éducative. Pour la mise en place des projets éducatifs et culturels, les établissements — collèges, lycées et LEP — pourront recevoir des subventions du ministère.

Journées et années scolaires

Les départs en vacances d'été devraient être étalés sur une période de deux semaines (du 27 juin au 11 juillet), les académies étant regroupées en cinq zones. La date de la rentrée de 1980 n'a jamais été évoquée, ce qui ne répond toujours pas à la question de la durée des grandes vacances. A la fin de l'année 1979 toutefois, le calendrier des vacances scolaires devrait être fixé pour trois ans.

Les centres de documentation et d'information

Non seulement bibliothèques mais aussi lieux de rencontres où les élèves peuvent pratiquer des travaux de recherches, préparer des exposés, les centres de documentation et d'information (C.D.I.) seront plus nombreux. Il y aura à la rentrée deux cent cinquante C.D.I. pourvus de documentalistes dans les LEP et mille quatre cent quatre-vingt-dix dans les lycées et collèges, deux types d'établissements où le nombre de C.D.I. était encore faible.

LANGUES VIVANTES : L'ANGLAIS DOMINE TOUJOURS

La répartition des effectifs dans les principales langues vivantes enseignées montre une prédominance de l'anglais comme première langue (81,1 %). La progression de l'enseignement de l'anglais est continue depuis plusieurs années. L'allemand est choisi par 15,7 % des élèves; ensuite vient l'espagnol avec 2,4 %. En ce qui concerne la deuxième langue vivante, l'espagnol arrive en tête (38,8 %), dépassant l'allemand, qui semble perdre de nombreux adeptes depuis quelques années.

TÉMOIGNAGES

LES AFFECTATIONS DES ENSEIGNANTS

En cette période d'été, beaucoup de professeurs ignorent encore où ils vont enseigner à la rentrée, notamment lorsqu'ils ont été mis à la disposition des recteurs.

M. Yves Béla, de Suresnes (Hauts-de-Seine), professeur certifié de lettres modernes, nous a adressé ce témoignage :

Ce n'est pas encore cette fois que je toucherai le but. Après avoir attendu plus d'un mois le résultat de ma demande de mutation, j'apprends que je suis mis à la disposition du recteur de Versailles pour la seconde fois consécutive. Cette situation, aussi pénible soit-elle, ne serait pas aussi intéressante pour être exposée publiquement si elle n'était le lot de beaucoup de mes collègues.

Depuis quelques années, la pratique des mises à la disposition d'un recteur s'est généralisée pour pallier le nombre insuffisant de postes dans le second degré. Ici, il faut expliquer ce que le procédé peut avoir de pénible : d'une part, les professeurs concernés doivent attendre le mois de septembre pour connaître l'établissement du recteur qui va les accueillir (on rectorent recouvre le plus souvent plusieurs départements), d'autre part, ils sont contraints de déposer une demande de mutation pour l'année suivante, sans avoir la

garantie d'obtenir un poste : dans de nombreux cas, la mesure est reconduite au grand dam des professeurs.

Quels sont ceux qui sont touchés ? Il s'agit des nouveaux certifiés, qu'ils viennent d'être promus grâce à leur réussite aux épreuves du CAPES ou qu'ils aient bénéficié de la promotion interne. Ce sont ces premières affectations en tant que certifié qui se traduisent le plus souvent par des mesures que je viens d'évoquer. (..)

Il semble qu'on soit dans un bourbier dont il semble difficile de s'extraire. La baisse des effectifs scolaires a permis de prendre quelques mesures à bon compte qui déguisent mal le souci d'économiser les heures d'enseignement dans les postes, ce qui conduit à jongler savamment avec le recrutement, les départs à la retraite, les dérogations rectorent, les mises à la disposition d'un recteur et l'emploi des maîtres auxiliaires.

J'avais cru naïvement en entrant dans l'enseignement, il y a quinze ans, que les fonctionnaires avaient vocation à occuper un emploi permanent en application du statut de la fonction publique, mais il est vrai qu'à cette époque, on ne parlait pas encore de la « crise », de la mobilité, du redéploiement et de la navigation à vue.

Le décevant retour de l'étranger

Pour leur part, les enseignants rentrant en France après avoir occupé un poste à l'étranger, ont parfois de mauvaises surprises, comme M. Jean-Philippe Jugand, qui nous écrit de Pékin :

Désirez-vous aller enseigner à l'étranger ? Pas de problème, vous dit l'administration. Au contraire. Que vous parties en coopération ou que telle université vous sollicite directement, vous bénéficiez (?) d'un détachement administratif auprès de monsieur le ministre des affaires étrangères, qui vous garantit que tous vos droits seront sauvegardés. Tout le monde y trouve son compte : l'éducation nationale, qui voit ainsi se libérer en métropole un certain nombre de postes, ce qui, par les temps qui courent, n'est point négligeable; le gouvernement qui, pour les non-coopérants, ne dépense pas un sou, ce qui n'est point non plus négligeable.

Seulement voilà. Il se peut bien

que, quelques années plus tard, la nostalgie du pays ou du beau-jour, ou la socialisation de vos proches, ou les affaires de famille, ou l'administration elle-même, vous invitent à revenir sur le sol de vos ancêtres. C'est ce qu'on appelle la réintégration. Vous avez donc bien demandé d'un coup de jeu : vos années à l'étranger comptent double, vous a-t-on dit. Pour le nombre de points, vous êtes donc bien placés pour trouver un poste plus ou moins convenable, géographiquement et professionnellement parlant. Vous avez de plus acquis une précieuse expérience que vous brillez de mettre au service de vos élèves. Parfait.

Vous attendez quelques mois votre nomination qui, depuis que nous disposons de ces merveilleux ordinateurs, ne saurait vous parvenir avant le 14 juillet de façon, n'est-ce pas, que vous ayez simplement le temps de déménager, de trouver un nouveau logement, d'emménager, de préparer vos cours, de trouver un lycée pour vos gosses et un emploi pour votre conjoint, tout cela avant la rentrée. Les vacances, c'est pour l'année prochaine. Très bien.

Le seul problème est que l'administration, Jupon des temps modernes, a décidé de vous poursuivre de sa vindicte et de vous faire payer très cher vos pérégrinations au service de la France et de sa culture. On va donc vous envoyer là où personne ne veut aller, et surtout pas vous. Moi, par exemple. Certifié, huitième échelon, douze ans à l'étranger, deux grands enfants, matrimonial, j'aurais dû m'attendre à ce que l'administration me propose de m'occuper de la partie la moins accessible de la Nièvre. Je suppose que le plus proche lycée doit se trouver à une bonne trentaine de kilomètres.

Si j'étais resté en France, au lieu d'aller travailler pour la France à l'étranger, j'aurais maintenant une situation dans quel que établissement de mon choix, dans la ville de mon choix. J'ai autant d'ancienneté que le collègue resté en France, de fort bonnes notes administratives, beaucoup plus de ces fameux points. Conclusion : je suis pénalisé, pour ne pas dire persécuté, puisque je suis traité comme un professeur d'enseignement général de collège débutant.



*IST

INSTITUT SUPERIEUR DE TOURISME

Préparation aux carrières du Tourisme et des Loisirs

- guides animatrices
- guides interprètes
- accompagnateurs
- responsables de produits voyages
- responsables de camps
- responsables de l'animation
- attachés de relations publiques
- responsables de marketing

Formation sanctionnée par diplôme d'Etat : BTS de Tourisme

- niveau Bac ou classes terminales
- durée des études : 2 ans

Programme

- Enseignement vivant par études de cas réels avec la participation de professionnels de ces disciplines
- Jeux d'entreprises
- Travaux de groupe
- Enseignement des langues en laboratoire par magnéscope et vidéo-cassettes
- Enseignement en situation : stages, études, études, etc.
- Rapport de stage considéré comme une première expérience professionnelle

Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre enseignement.

nom _____
prénom _____
âge _____
profession _____
tel. _____
adresse _____

*IST

Enseignement Privé Supérieur du Groupe IPSA
71, Fg St-Henri - 75008 PARIS
266.66.82 - 266.40.70

DE LA MATERNELLE A L'UNIVERSITE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS

propose

- Une réflexion collective sur tous les problèmes de l'enseignement de la langue et des textes.
- Sa revue :

Le français aujourd'hui

N° 46 (juin 79) et N° 47 (sept. 1979) : Fenêtre sur la presse ; N° 48 (déc. 79) : Deux ou trois choses pour la classe de français ; N° 49 (mars 80) : L'Histoire dans la classe de français.

Pour tous renseignements : Secrétariat administratif de l'AFEF B.P. 32 - 92310 SEVRES.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

Les cours par correspondance, les cours privés, conférences et séminaires de formation à PARIS de l'

ÉCOLE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE FONDÉ EN 1953 régi par la loi du 12-7-1971

Vous permettront de découvrir les sciences humaines et la graphologie et de vous y perfectionner

Prépare à la profession de graphologue inscriptible depuis l'année

Certifications de formation permanentes

Documentation gratuite

L.-M. CHAMBLAY
12, villa Saint-Pierre, B. 2.
92220 CHARENTON
Tél. : 376-72-01.

Analyses et sélections par professeurs

7.000 élèves en moins dans les maternelles

Le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

La diminution est due à la baisse des naissances et à la suppression de certaines classes.

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que le nombre d'élèves dans les maternelles a diminué de 7.000 unités en 1978-1979.

Supplément

Dans les lycées d'enseignement professionnel

De l'école au lycée

L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS

ACHETEUR

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANCAIS

assistant-réalisateur

scripte

monteur-monteuse

ELCF

éducation

Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) organisera, dès les premiers jours de la rentrée, une action « rentrée-vérité », invitant les parents à constater sur place la situation de l'enseignement. Il appelle ses sections à l'action unitaire la plus large. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), lui, prendra le 20 septembre « les dispositions nécessaires pour accentuer la dimension nationale des actions engagées par ses sections ». Tandis que le parti communiste, qui annonce des distributions de tracts à la rentrée, apportera son soutien aux actions locales éventuelles. Quant à la puissante Fédération de l'éducation nationale, elle se félicite de la lettre du ministre assurant d'offrir un emploi à tous les maîtres auxiliaires. Estimant qu'il n'y a pas lieu de faire du « catastrophisme », son secrétaire général a même mis en garde contre les actions « sauvages ».

D'ores et déjà, la situation, pour le moins imprécise, des maîtres auxiliaires est l'objet d'une polémique, plus

sieurs syndicats annonçant, au contraire, le licenciement d'au moins cinq mille auxiliaires.

La politique de « redéploiement des moyens », qui a mobilisé des milliers de manifestants... à la veille des élections cantonales, est aussi, désormais, entourée de discrétion.

Le ministre annonce que quatre mille classes ont été formées et quatre mille autres ouvertes. Il faudra attendre les premiers jours de la rentrée pour apprécier les conséquences de cette politique sur le terrain, où les parents d'élèves sont de plus en plus vigilants. D'autant que l'école n'est pas épargnée par l'aggravation de la situation économique et sociale : les travailleurs, dont le pouvoir d'achat diminue, et les chômeurs sont souvent des parents d'élèves. C'est dans cette ambiance d'austérité, qui n'incite guère à l'enthousiasme, que les enfants retrouveront les tableaux noirs.

C. A.

L'aide aux familles

Les manuels scolaires

La gratuité des manuels, déjà mise en place en sixième et en cinquième, est étendue aux classes de quatrième (176 F par élève pour l'achat de huit livres), aux classes préparatoires de niveau (131 F par élève, crédit porté à 133 F et une langue vivante est enseignée), en troisième année de section d'éducation spécialisée (107 F par élève).

Les parents doivent souvent cependant acheter des livres supplémentaires et diverses fournitures.

Les bourses

La part de bourse passe à 188,30 F. Le taux moyen des bourses s'élève à 538,50 F dans le premier cycle et à 1.346,40 F dans le second cycle. Une part supplémentaire de bourse sera accordée aux élèves préparant un diplôme de formation professionnelle.

L'allocation de rentrée

Portée à 400 F (soit une augmentation d'environ 200 F par enfant de six à seize ans, elle est versée, aux familles ayant des ressources inférieures à 28 900 F par an pour un enfant, 34 700 F pour deux enfants, 40 500 F pour trois enfants. Cette mesure concerne 2,3 millions de familles et 5 millions d'enfants.

Pour les enseignants

Une nouvelle formation des instituteurs

Les nouvelles modalités de la formation des instituteurs s'appliquent dès la rentrée. Cette réforme se caractérise par un allongement de la durée des études (trois ans au lieu de deux), la mise en place d'unités de formation (U.F.) comportant des cours et des stages pratiques, et la participation d'enseignants des universités à cette formation. Les élèves-instituteurs doivent être capables de « prendre en

charge en totalité les enseignements et les activités correspondantes à tous les niveaux de l'école maternelle et élémentaire ». Le sport et les activités artistiques, qui font partie des épreuves obligatoires au concours d'entrée dans les écoles normales, ne sont pas absents de la formation. Les études seront sanctionnées par un diplôme d'études universitaires générales (DEUG). La formation continue des instituteurs concernera en 1979-1980 près de vingt-cinq mille maîtres.

Les stagiaires d'enseignement général de collège pendant huit semaines.

Initiation ou « collège unique »

Des stages seront organisés à l'intention de plusieurs milliers de professeurs de collège afin de les sensibiliser aux caractéristiques du « collège unique » : liaison école primaire-école de sixième, évaluation, pédagogie différenciée.

DES PROFESSEURS JEUNES

La pyramide des âges des professeurs de lycée fait apparaître que c'est vers les enseignants de 30-34 ans qui sont les plus nombreux si l'on considère l'ensemble des disciplines. Cependant, chez les professeurs de sciences physiques, les 35-39 ans dépassent les autres classes d'âge. En sciences naturelles, ce sont les 40-44 ans qui dominent. Enfin c'est seulement chez les professeurs de mathématiques que les 20-29 ans sont les plus nombreux.

57.000 élèves en moins dans les maternelles

Le nombre total des jeunes Français scolarisés dans l'enseignement public va connaître cette année une nouvelle baisse. A la rentrée de 1979, et pour la première fois, les effectifs des élèves auront diminué de 0,13 % : cette année, la chute s'élève à 0,25 %. La baisse des naissances, constatée depuis 1974, qui est à l'origine de cette évolution a provoqué l'enlèvement des effectifs et, surtout, entraîné de nombreuses fermetures de classes et des regroupements d'écoles. Cette diminution des effectifs est importante dans l'enseignement pré-élémentaire (1), où l'on comptera près de 57 000 élèves en moins. Le ministre de l'éducation n'a pas profité de cette chute pour abaisser le nombre maximum d'élèves par classe, qui, selon les régions et les quartiers, risque encore d'être élevé.

Dans l'enseignement élémentaire, la variation est faible (1 000 élèves en plus). Elle n'est pas uniforme : dans certains départements, le taux d'encadrement à la rentrée est de 21 élèves par classe (sud du Massif Central et sud des Alpes), tandis qu'il était toujours supérieur à 24 dans les grandes métropoles urbaines.

Les élèves voient leurs effectifs diminuer, essentiellement en sixième et en quatrième. L'allègement du nombre d'élèves par classe devrait être sensible en

quatrième, puisque, selon les prévisions du ministère, 50 % des classes ne dépasseront pas le seuil des 24 élèves.

Les lycées connaissent encore une progression importante des effectifs dans les classes de seconde et dans les L.E.P. Cet « afflux d'élèves », qui avait provoqué de nombreuses difficultés l'an dernier (18 662 élèves au lieu des 16 000 prévus), risque d'en créer de nouvelles cette année.

Pour accueillir ces élèves, 3 629 emplois nouveaux sont créés dans le second degré (1 850 dans les lycées d'enseignement général et 1 779 dans les L.E.P.). Une partie de ces créations a été rendue possible, explique le ministère, « par la suppression d'emplois de surveillants dans les lycées ». Plus d'un millier de postes de surveillants ont ainsi disparu. Ces auxiliaires de l'éducation nationale seront-ils remplacés par des agrégés ou des certifiés mis à la disposition des recteurs, par des adjoints d'enseignement, ou la fonction de surveillant disparaîtra-t-elle dans les lycées ? Il s'agit sans doute, dans le cas de ces suppressions de postes, d'une illustration des propos de M. Bouillon, qui déclarait à Saint-Pol-de-Léon le 30 août : « Le problème n'est pas tant d'ajuster à ce qui existe que de mieux le répartir, quitte, dans certains domaines et au prix d'un effort financier et humain qui demeure considérable, à le transformer. »

(1) Une académie fait exception : la Corse.

LES EFFECTIFS DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC...

NATURE DES ENSEIGNEMENTS	PREVISIONS POUR 1979-1980	VARIATIONS PAR RAPPORT A 1978-1979
MATERNELLES	2 181 290	- 36 747 (1,70 %)
ELEMENTAIRE (1)	4 197 200	+ 2 446 (0,05 %)
ENSEIGNEMENT SPECIALISE	113 000	- 4 035 (3,50 %)
TOTAL PREMIER DEGRE	6 491 490	- 38 336 (0,59 %)
(1) A ce chiffre s'ajoutent environ 58 000 élèves des instituts médico-éducatifs.		
PREMIER CYCLE (collèges de la 6^e à la 9^e)	2 608 690	- 15 542 (0,60 %)
SECOND CYCLE COURT (lycées à enseignement professionnel, ex-C.E.T.)	622 700	+ 4 748 (0,80 %)
SECOND CYCLE LONG (lycées, de la 1^{re} à la terminale)	866 500	+ 32 005 (3,80 %)
ENSEIGNEMENT SPECIALISE	125 000	+ 7 474 (6,30 %)
TOTAL SECOND DEGRE	4 223 890	+ 28 685 (0,70 %)
CLASSES SUPERIEURES DES LYCEES	72 400	+ 2 061 (2,90 %)
TOTAL GENERAL	10 615 380	- 37 810 (0,35 %)

...ET DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Les statistiques du ministère de l'éducation ne prennent pas en compte l'enseignement privé, pour lequel aucune prévision d'effectifs n'est faite. En 1978-1979, le nombre d'élèves de l'enseignement privé était de quelque 2 944 364, qui se répartissaient ainsi : préscolaire : 338 704 ; élémentaire : 2 044 364 ; enseignement spécial : 7 735 ; second degré : 1 028 554.

Comment choisir une assurance

Le choix d'une assurance scolaire fait partie des casse-tête et des dépenses de la rentrée. Plusieurs formules sont possibles pour bien assurer l'enfant qu'il soit victime ou auteur d'accidents.

Pas obligatoire mais indispensable

Pas obligatoire. — Une loi du 10 août 1943 prévoit l'obligation de l'assurance scolaire. Mais aucun texte d'application n'étant jamais paru, la loi n'est jamais entrée en vigueur. Si certains chefs d'établissement exigent que les élèves soient assurés, ils ne peuvent, en aucun cas, refuser d'inscrire un enfant qui ne le serait pas.

Moins indispensable. — En effet, les parents sont juridiquement et financièrement responsables des accidents dont leurs enfants pourraient être les auteurs ou les victimes.

Après de quoi souscrire une assurance ?

Après des associations de parents d'élèves. — Le plus souvent, au début de l'année, l'établissement fait parvenir aux parents des formulaires d'inscription à une assurance proposée par des associations de parents d'élèves (1). Celles-ci souscrivent un contrat collectif dans une compagnie d'assurance ou qui leur permet de pratiquer des tarifs modestes. Si certaines fédérations de parents ne subordonnent pas l'adhésion à leur association pour bénéficier de l'assurance (Fédération Corneil), d'autres, comme la Fédération Logère, l'exigent.

Après de l'établissement scolaire. — Lorsque le chef d'établissement a souscrit un contrat collectif.

Par contrat individuel. — Après d'une compagnie d'assurance.

Les différents types d'assurances

Les garanties scolaires auxquelles on souscrit par l'intermédiaire des associations de parents d'élèves sont de deux types : — La garantie « scolaire et trajet » couvre les dommages occasionnés ou subis pendant les activités scolaires ou pendant le trajet, même à bicyclette entre l'école et la maison.

Le montant de la cotisation s'échelonne entre 8 francs et 15 francs. Cette assurance ne couvre toutefois pas un trajet qui n'est pas strictement celui qui le mène de l'école à son domicile et inversement. Il est nécessaire pour cela de souscrire une assurance plus complète. De même pour les trajets à cyclomoteur ou à moto, une assurance spécifique est indispensable.

La garantie « scolaire et extra-scolaire » : elle couvre les accidents dont l'enfant est l'auteur ou la victime, en principe au cours de toutes les activités, vingt-quatre heures sur vingt-quatre même pendant les vacances. Les prix sont de l'ordre de 20 francs à 30 francs. Si certains

sports en sont parfois exclus (judo, karaté, alpinisme, deltaplane), cette assurance reste valable en classe de neige ou en classe verte.

L'assurance scolaire rembourse toujours les frais médicaux, pharmaceutiques ou d'hospitalisation, en complément de la Sécurité sociale. Elle paie quelquefois des frais de remise à niveau, si l'enfant doit suivre un cours de rattrapage après un accident. Un capital est versé en cas de décès ou d'incapacité permanente totale ou partielle. Une catégorie supérieure d'assurance (dont le montant varie entre 35 francs et 50 francs) permet, en général, de recouvrer des sommes plus importantes en cas d'invalidité. En matière de responsabilité civile (dommages causés aux tiers) la garantie est, en général, illimitée pour les dommages corporels et limitée à un capital élevé pour les dommages matériels.

Les contrats individuels. — Le plus souvent les parents sont déjà garantis par une assurance responsabilité civile chef de famille qui couvre les accidents dont leurs enfants sont les auteurs. Mais une assurance individuelle, accident est nécessaire pour couvrir les accidents dont sont victimes les enfants lorsque les familles n'ont pas souscrit une assurance par l'intermédiaire des associations de parents.

A. T.

(1) Fédération des Conseils de parents d'élèves des écoles publiques. Président : M. Jean Cornet, 208, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ; Fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement public. Président : M. Antoine Lagarde, 91, boulevard Berthier, 75017 Paris ; Fédération nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement public. Présidents : M. Jacques Demaret (anciennement Girardeau), 27, rue du Faubourg-Poissonnière, 75008 Paris ; Union des associations autonomes de parents d'élèves. Président : M. Pierre Cristallin, 46, rue de la Tour, 75016 Paris.

gratuit

sur

simple demande

notre catalogue

1979

"SPECIAL

ENSEIGNEMENT

SECONDAIRE"

ADRESSEZ VOTRE DEMANDE A

LA

DOCUMENTATION

FRANCAISE

29, quai Voltaire - 75040 Paris Cedex 07

L'enfance et la jeunesse dans la société française

1800-1950 par Maurice Grubellier

Histoire de l'enseignement en France

1800-1967 par Antoine Prost

ARMAND COLIN

LA DIFFERENCE

L'École des Secrétaires de Direction

C'EST NOTRE RÉPUTATION AUPRÈS DES CHEFS D'ENTREPRISE

15, rue Soufflot - cédex 05 - tél. 325.44.40

ENSEIGNEMENT PRIVE

ECOLE

INTERNATIONALE EUROPEENNE DE PARIS

Établissement Privé d'Enseignement Primaire et Secondaire, agréé par l'Office du Baccalauréat International

- Préparation au bilinguisme dès les classes élémentaires
- Préparation au baccalauréat français (A.B.C.D.) et au baccalauréat international
- Sections franco-étrangères (anglais, allemand, néerlandais)
- Laboratoires (sciences et langues)
- Activités sportives et culturelles

Situation exceptionnelle en bordure de la forêt de Sénart

Château des Bergeries - 91210 DRAVEIL - Tél. 903.70.03

INTERNAT — DEMI-PENSION — EXTERNAT

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1979

ENFANTS AU TRAVAIL

LES SUJETS DU BAC EN FRANÇAIS ET EN PHILO

- PARENTS : LE VADE-MECUM DE LA RENTRÉE
- LES MÉTIERS DE LA PHARMACIE

En vente partout - Le numéro : 7 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous envoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 70 F pour onze numéros au lieu de 77 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ GRATUITEMENT l'un des numéros suivants :

- ☐ « Orientation : quel bac choisir », n° 50, mai 1979.
- ☐ « La psychanalyse et l'école », n° 49, avril 1979.
- ☐ « Les conseils de classe », n° 48, mars 1979.
- ☐ « Les enfants et la nourriture », n° 47, février 1979.
- ☐ « Les lycéens », n° 43, octobre 1978.
- ☐ « Les jeunes parents », n° 38, avril 1978.
- ☐ « La politique au lycée », n° 35, janvier 1978.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander en plus de votre numéro-cadeau d'autres numéros. Il suffit que vous rajoutiez à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM

Prénom

Adresse

Je vous règle la somme de 70 F pour mon abonnement d'un an (onze numéros) au Monde de l'éducation, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Monde », au « Monde de l'éducation », serv. abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 08 - Téléphone : 246-72-23,22

et génétique

retenant, fort arbitrairement, ceux qui ne changent pas d'un individu à l'autre. Or ces caractères obéissent presque toujours à une hérédité complexe; et surtout, ils sont façonnés, en grande partie, par les conditions de milieu. En d'autres termes, leur réalisation dépend souvent davantage de l'acquis que de l'inné et ne permet guère de se faire une idée précise de la structure génétique de l'individu ou du groupe.

Tout change dans les années 55-60, grâce aux techniques d'électrophorèse (1), qui permettent d'identifier un grand nombre de protéines et d'enzymes présentes dans les cellules ou les liquides interstitiels, et qui consistent le produit, quasi direct, de l'activité des gènes. Désormais, on peut définir les individus et les groupes, non en termes macroscopiques, mais en termes moléculaires. Et cette définition concerne des caractères purement génétiques, qui échappent totalement à un modelage du milieu.

Les résultats que l'on obtient sont étonnants. Non seulement les populations naturelles ne sont pas uniformes, mais toutes présentent une grande variété génétique. En d'autres termes, la sélection naturelle ne retient pas toujours les mêmes gènes chez tous les individus d'un même groupe, mais des gènes très variés. Certains sujets portent le gène sauvage, d'autres des mutations; et cela est vrai pour tout le système étudié, aussi bien enzymatique qu'immunologique. Cette diversité est telle qu'en dehors des jumeaux vrais, il ne doit exister dans aucune espèce deux individus portant exactement le même équipement génétique, et qu'il n'en existera sans doute jamais.

L'espèce humaine a été bien étudiée. A ce jour, et seulement avec les techniques limitées dont on dispose, il apparaît qu'au moins 6 % à 7 % des gènes présentent des mutations; mais l'ensemble est loin d'être terminé, et le nombre de gènes polymorphes doit être bien plus élevé.

Supposons que l'homme porte dix mille gènes capables d'assurer différentes synthèses (gènes de structure) : chiffre sans doute très sous-évalué; le nombre de combinaisons possibles dans l'espèce humaine serait de 2¹⁰⁰⁰, soit environ 10³⁰⁰, ce qui dépasse largement le nombre d'atomes présents dans l'univers connu, qui est de l'ordre de 10²⁶. Aujourd'hui, pour évoquer de très grands nombres, on devrait parler non pas de « chiffres astronomiques », mais de « chiffres génétiques ». Cette diversité est rencontrée dans tous les groupes: même ceux qui

vivent dans les conditions écologiques les plus dures (faune des déserts hyper-arides, des hautes altitudes, du cercle polaire, ou faune cavernicole, etc.) et qui subissent donc les contraintes les plus sévères. Comment expliquer ce polymorphisme intense?

Son importance, sa généralisation à tous les groupes, le nombre de mécanismes mis en œuvre par la nature pour le maintenir ou l'élendre, montrent qu'il ne s'agit pas d'un hasard, mais d'une donnée conforme à la sélection naturelle. Le monde que nous habitons ne présente pas de conditions écologiques stables. Elles varient dans le temps, du matin au soir, de l'été à l'hiver, et au cours des millénaires des phases de réchauffement aux « pulsations » glaciaires. Elles varient aussi dans l'espace: l'animal qui se déplace, même sur des courtes distances, subit des contraintes différentes: pour un insecte, il lui suffit de passer d'une face à l'autre d'un rocher (c'est-à-dire du soleil à

l'ombre), pour l'homme d'aller de la campagne à la ville ou simplement de sa maison dans la rue.

Si les conditions d'environnement étaient rigoureusement stables, un gène, et un seul, répondrait le mieux à un facteur sélectif invariant. Mais elles changent sans cesse. Aussi les individus ou les groupes qui présentent un large polymorphisme génétique portent dans leur patrimoine héréditaire, un nombre de réponses beaucoup plus élevé que les sujets monomorphes. Ils sont capables de s'adapter à des situations plus variées, et présentent donc des possibilités d'activités beaucoup plus larges, dans l'espace comme dans le temps.

Prenez un exemple simple. Chez la plupart des organismes supérieurs, les caractères héréditaires sont conditionnés par deux gènes portés au même emplacement (locus) sur deux chromosomes semblables (chromosomes homologues), l'un venant du père, l'autre de la mère.

L'histoire des trois touristes

rosyrote, porte des francs dans la poche droite, des pesetas dans la poche gauche: il peut manger en tout lieu. Son avantage sélectif est évident.

L'avantage des hétérozygotes constitue un phénomène très général. Il explique la luxuriance (ou hétéroclase) des hybrides bien connus des éleveurs, et donc génétiquement très polymorphes, sont presque toujours avantageux sur des sujets issus de lignées pures (et donc très monomorphes). De grands secteurs de l'agriculture moderne sont fondés sur l'hybridation. On voit par là tout ce

qu'a de fallacieux la notion de bon ou de mauvais gène postulée par les néo-darwiniens et reprise par Wilson: tout dépend des circonstances. Un gène plutôt défavorable dans un endroit et en un temps donné deviendra très favorable dans un autre lieu ou un autre temps.

Les généticiens des populations ont longtemps utilisé le concept de valeur sélective d'un gène qui mesure son caractère avantageux. En vérité, on pourrait dire de ce paramètre ce que le docteur Knock disait de la santé, « un état provisoire et qui ne présage rien de bon ». La théorie de Wilson est difficilement compatible avec le polymorphisme colossal des populations; elle se situe dans le droit fil de la pensée typologique; elle en constitue l'avant le plus récent, et sans doute pas le dernier.

Aujourd'hui, on ne peut plus évaluer la « valeur biologique » d'un groupe à son habileté à récupérer et à diffuser les meilleurs gènes et à éliminer les autres. Sa richesse est dans sa variété: c'est-à-dire dans son aptitude à répondre avec efficacité aux plus grands nombres de contraintes écologiques. Au temps présent, la vision typologique du monde fondée sur le monomorphisme génétique des espèces n'est plus soutenable. On doit lui substituer une vision « populationnelle », seule compatible avec l'extraordinaire diversité de chaque groupe vivant.

JACQUES RUFFIE

Prochain article:
LA VRAIE NATURE
DES GÈNES

Pour la première fois depuis plus d'un siècle

La France vient en tête de l'Europe de l'Ouest pour le nombre des naissances

Pour la première fois depuis plus d'un siècle, la France vient en tête des pays européens (U.R.S.S. et Turquie exclues) pour le nombre annuel des naissances. C'est le bulletin mensuel (septembre) d'Informations démographiques, économiques et sociales de la revue *Population et sociétés*, organe de l'Institut national d'études démographiques, qui dresse ce constat dans son numéro de septembre à partir des statistiques de la population mondiale pour l'année 1978.

La baisse de la fécondité depuis 1965, commune à tous les pays occidentaux, a, en effet, été un peu plus modérée en France. Avec sept, cent vingt-cinq mille naissances en 1978, dont quatre-vingt mille de parents étrangers, la France dépasse l'Italie de vingt mille unités environ. Elle n'a que soixante-dix mille naissances de moins que les deux Allemagne réunies. La France avait dépassé l'Allemagne fédérale en 1970 et le

Royaume-Uni en 1972, note encore *Population et sociétés*. En dehors de la C.E.E., les pays les mieux placés sont l'Espagne (six cent soixante et un mille en 1977) et la Pologne (six cent soixante-dix mille en 1978).

Population et sociétés indique qu'au dix-huitième siècle, les naissances en France représentaient le quart de toutes celles qui étaient recensées dans l'ensemble de l'Europe occidentale (Europe des Neuf actuelle, moins le Danemark, mais en y ajoutant l'Espagne, le Portugal et la Suisse). Cette proportion est tombée à moins du dixième pendant la première guerre mondiale et remonte aujourd'hui au voisinage de 18 ou 19 %. Le bulletin mensuel de *Population et sociétés* rappelle d'ailleurs que la France se situe au trentième rang mondial pour la population et pour le chiffre annuel des naissances, mais au huitième rang pour le nombre de personnes de plus de soixante-cinq ans.

LIVRES POLONAIS

et livres français
sur la Pologne

LIBELLA
12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (6^e)
Tél. 338-31-39

LES OLYMPIADES GAULT-MILLAU DU VIN

États-Unis, Allemagne, Italie, mais aussi Australie, Chili et Chine: 34 pays et 300 vins jugés par 62 experts de 10 nationalités différentes et Gault et Millau. Un test jamais réalisé pour répondre à la question: les vins français sont-ils les meilleurs au monde?

Special Vin: Gault-Millau de septembre chez tous les marchands de journaux

Communiquer : C'est connaître toutes les nuances du français moderne

LES USUELS DU ROBERT vous aident à déjouer les embûches de la langue française et à découvrir ses trésors.

Une assistance permanente.

Plus que jamais, la réussite appartient à ceux qui s'expriment avec aisance et brio. On les écoute avec attention. On les lit avec intérêt. La réponse que vous devez faire à une lettre est-elle importante pour votre avenir professionnel? Avez-vous à formuler une demande administrative? Vous n'avez pas le temps de vous rendre dans un bureau d'adresses? Vous faut-il aider l'un de vos enfants, qui "peine" sur une rédaction? Aimeriez-vous briller davantage dans une réunion, convaincre vos interlocuteurs avec plus de force?

Dans ces cas - et dans des milliers d'autres - Les Usuels du Robert vous apportent aide et conseils. Pour exprimer clairement une idée, retrouver le mot qui vous échappe, la référence qui vous manque, pour éviter l'un de ces pièges redoutables de notre orthographe ou faire face à un délicat problème de syntaxe, Les Usuels du Robert vous donneront la bonne solution, le conseil judicieux.

Neuf livres-outils indispensables...

... pour écrire avec facilité, parler de façon vivante, aider vos enfants dans leurs études, et aussi jouer avec les mots, les idées, les grands auteurs...
Sachez-vous que le "Français moyen" n'utilise pas plus de 1800 mots? C'est pourquoi on remarque immédiatement ceux qui abordent la vie active avec un vrai bagage culturel. Les Usuels du Robert, conçus selon des méthodes modernes par les meilleurs linguistes de notre temps, seront vite vos conseillers culturels, capables de "dépanner" en permanence toute la famille. Avec leur complicité, vous approfondirez votre culture, vous maîtriserez parfaitement la langue française. Voilà neuf livres qui vous deviendront bientôt indispensables!

GRATUITEMENT

consultez chez vous pendant 10 jours
le 1^{er} volume de cette série: le
Dictionnaire des Difficultés du Français.

EN CADEAU,

CETTE BIBLIOTHÈQUE-LUTRIN

Un élégant support en plastique fumé qui vous permettra d'avoir toujours vos "Usuels du Robert" sous la main (exclusivement réservé aux souscripteurs).

POUR 32 F PAR MOIS

Des conditions de souscription très intéressantes pour acquérir ces 9 volumes (voir le bon ci-dessous). De format 12 x 23,8 cm, ils sont luxueusement reliés, et d'une qualité parfaite d'impression.

BON D'EXAMEN GRATUIT

à compléter et à retourner dès aujourd'hui:

aux Éditions Robert Laffont - B.P. 35 - 95122 SANNES CEDEX

OUI, envoyez-moi pour un examen gratuit de 10 jours et sans obligation de ma part le Dictionnaire des Difficultés du Français, premier des Usuels du Robert. Je recevrai en même temps la bibliothèque-lutrin, cadeau réservé aux souscripteurs.

Si cet examen m'a convaincu, je garderai ce volume et le régalierai en 3 mensualités de 32 F seulement (+ 2,40 F de participation aux frais d'envoi par mensualité).

Je recevrai alors le second volume que je régalierai aux mêmes conditions exceptionnelles. Il en sera ainsi pour les 7 autres livres de la collection.

GARANTIE: Bien entendu, si ce premier volume venait à me décevoir, je vous le renverrais avec la bibliothèque, dans les 10 jours, sans rien payer ni vous devoir.

*Selon tarif des postes et des taxes en vigueur au 1.09.79. 089 AIRS 1.8880

Signature indispensable pour tous (pour les mineurs, signature des parents) ☐ Nom (majuscules) _____ Prénom _____ Adresse complète _____ Code postal _____ Ville _____

PRIX TOTAL: 928,80 F PORT ET TAXES COMPRIS. R.C. PARIS B 562 008 755

LA CHUTE DES CHEVEUX

est-elle
un phénomène
irréversible?

Vous avez des pellicules? Votre cuir chevelu vous démange? Vos cheveux tombent? N'attendez pas de les avoir tous perdus, car personne ne pourra les faire repousser. Les spécialistes sérieux vous diront qu'il n'existe pas de remède miracle contre la calvitie.

Mais des spécialistes peuvent vous dire comment garder une belle chevelure. Ils peuvent vous conseiller, après examen, les produits dont l'application locale permet dans bien des cas de favoriser la croissance naturelle de vos cheveux.

Chaque chevelure demande un traitement adapté. N'utilisez pas d'importer quel, n'importe comment, adressez-vous à des spécialistes qui vous diront ce qu'il est possible de faire pour votre chevelure, mais ne vous cacherez pas ce qu'ils ne peuvent pas faire.

Ces spécialistes vous attendent à l'Institut Capillaire EUROCAP à PARIS, 4, rue de Castiglione, Tél. 339-35-61

dont les installations sont à votre disposition pour l'application du traitement. Si vous habitez hors ville, ils prépareront à votre intention un traitement à domicile.

Revenez ou téléphonez pour un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption tous les jours de 11 h. à 20 h., le samedi de 10 h. à 14 h.

INSTITUT CAPILLAIRE
EUROCAP
Soins et hygiène du cuir chevelu
75001 PARIS
4, rue de Castiglione,
Tél. 339-35-61

CATASTROPHES

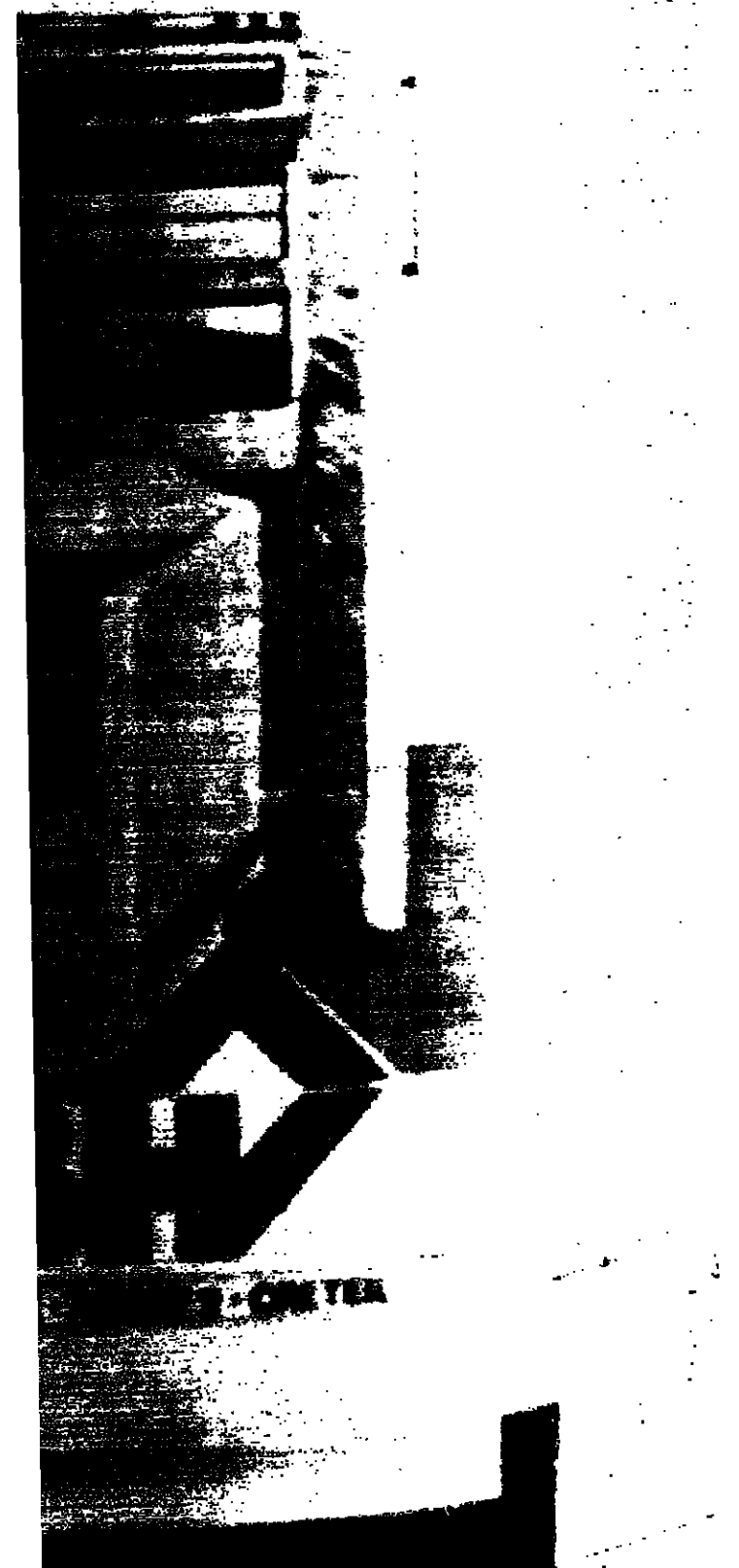
Après le passage
du cyclone David

SAINT-DOMINGUE SOUFFRIRA
DE PÉNURIE ALIMENTAIRE
PENDANT CINQ À SIX MOIS

Une équipe de première urgence de la Médecine sans frontières est partie, samedi 8 septembre, à destination de l'île de Saint-Domingue (Caribbes) où, selon l'ambassadeur de l'île en France, quatre mille personnes auraient trouvé la mort lors du passage du cyclone David. Cette équipe conduite par le docteur Jannerot, sera aussi chargée de la mission de faire un état des besoins sanitaires nécessaires à Saint-Domingue. Une équipe de renfort pourrait en effet être envoyée sur place.

Selon l'ambassadeur à la population et sans eau potable, sans vivres, sans médicaments, sans moyens de communications. Saint-Domingue sera, à-t-il déclaré, en situation de pénurie alimentaire pendant encore cinq ou six mois car les destructions causées à l'agriculture sont immenses: 80 % du café, du cacao et de la canne à sucre, éléments essentiels de l'économie dominicaine, seraient perdus.

D'autre part, à Roseau, capitale de la Dominique, où le cyclone a tué quarante personnes et où soixante mille sans-abris ont été dénombrés sur une population de soixante-quatre mille personnes, le couvre-feu a été décrété pour lutter contre le pillage qui s'est accru au cours de ces quatre derniers jours. Enfin, la marine néerlandaise vient d'annoncer que le cyclone Frédéric a tué onze personnes dans l'île Saint-Martin (Antilles néerlandaises).



SCIENCES

AU CONSEIL DE L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

Les discussions sur la future société chargée de commercialiser la fusée Ariane s'annoncent serrées

Le premier tir de la fusée européenne Ariane devrait avoir lieu à la fin de novembre ou au début de décembre. Développé pour le compte de l'Agence spatiale européenne, sous la maîtrise d'œuvre du Centre national d'études spatiales (CNES), le lanceur aura un marché potentiel de plusieurs dizaines d'exemplaires. Les Français, principaux promoteurs du projet, estiment donc qu'il faut maintenant mettre en place une structure industrielle qui aurait plus de souplesse dans ses décisions.

Le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) se réunit ce lundi 10 septembre à Paris pour une session entièrement consacrée à la production du lanceur Ariane. La phase de développement est proche de son terme, puisque l'exemplaire qui servira au premier tir doit être embarqué au Havre le 14 septembre et arriver en Guyane une dizaine de jours plus tard. Le lancement

des images pourraient en être retransmis en direct par le satellite franco-allemand Symphonie — est prévu fin novembre ou début décembre. La phase de développement prendra fin après le quatrième lancement, en décembre 1980.

Pour la suite, la France a proposé à ses partenaires de l'ESA la création d'une société industrielle qui prendrait en charge la commercialisation du lanceur, qui passerait commande aux industriels pour la fabrication et qui aurait la responsabilité des opérations de lancement (le monde du 8 juin 1979). Initialement, la société s'appellerait Transpace, la société s'appellerait en fait Ariane-Espace. Les principaux industriels constructeurs d'Ariane ont signé, au salon du Bourget, un protocole fixant leur contribution au capital d'Ariane-Espace (150 millions de francs). Le Centre national d'études spatiales (CNES), maître d'œuvre du développement du lanceur, devrait avoir la minorité de blocage.

Saisi des propositions françaises, le conseil de l'ESA a adopté,

fin juillet, à la quasi-unanimité des Onze Etats membres (1), une résolution acceptant que la production soit confiée à une structure industrielle avant la fin de l'année. La Belgique, l'Italie, la Suède étaient prêtes à accepter en la forme la proposition française, sous réserve de quelques garanties. D'autres Etats ont fait diverses objections et la discussion de fond a été renvoyée à ce lundi.

La responsabilité du lancement

Les principaux points du débat sont la politique des prix et la responsabilité des lancements. Pour le premier, il est entendu, et même explicitement précisé, que les Etats membres donneront la préférence à Ariane pour leurs programmes européens ou propres et acceptent un surcoût par rapport au prix qu'Ariane-Espace consentira aux pays tiers lorsque la société sera soumise à une sérieuse concurrence américaine. Certaines délégations préféraient un alignement des prix, accompagné d'une subven-

tion; la France est peu favorable à des subventions, estimant qu'Ariane-Espace doit avoir la maîtrise de sa gestion et faire en sorte d'équilibrer son compte d'exploitation.

Un autre sujet de discussion est la responsabilité des lancements. La question se pose aussi de savoir quel sera l'interlocuteur du client: Ariane-Espace ou l'ESA. L'étude de ce point a conduit à dégager plusieurs notions de responsabilité. Des points d'accord apparaissent: la responsabilité des opérations sera confiée à Ariane-Espace; une bonne part de la division des lancements du CNES serait d'ailleurs transférée à la nouvelle société. L'ESA garderait un certain contrôle de la responsabilité politique. On peut prévoir que la discussion sera vive sur la définition précise de ce contrôle.

Il existe aussi un problème juridique: dans la proposition initiale, la production d'Ariane est entreprise hors du cadre de la convention de l'ESA. La délégation française admet qu'une fois réglés les problèmes de fond que sont la politique des prix et

celle des lancements, la phase de production pourrait être placée dans le cadre de la convention de l'ESA, comme le souhaitent certains Etats. Sur d'autres sujets, comme le financement du centre spatial de Kourou (Guyane) ou la transition entre la production du modèle actuel d'Ariane et la mise au point de versions améliorées, l'accord ne devrait pas être non plus très difficile.

Toute la session du conseil ne sera sans doute pas de trop pour aboutir sinon à des décisions du moins à un accord de principe, qui ne nécessiterait plus que des clarifications mineures et permettrait la création d'Ariane-Espace avant la fin de l'année. On insiste beaucoup, du côté français, sur le climat de compréhension mutuelle qu'a établi la campagne d'explication menée à l'égard des gouvernements étrangers et qui devrait permettre d'aplanir les difficultés. Dès la création de la société, un de ses premiers actes sera la commande d'une nouvelle série de lanceurs.

D'autre part, le lanceur de dissuasion que l'Europe a décidé

de construire en 1973 pour ne pas être complètement dépendante des Etats-Unis et qui fallût être abandonné en 1974 pourrait bien à la fois devenir une affaire rentable et un outil important du développement des sociétés européennes. Cela explique les difficultés des négociations actuelles.

MAURICE ARVONNY.

(1) Onze Etats européens sont représentés au sein de l'ESA: Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse, et trois autres participent à ses réunions avec un statut d'observateur: Autriche, Canada et Norvège. La plupart d'entre eux participent au financement du programme de développement du lanceur européen Ariane. Pour 1979, leurs parts respectives d'établissement sont: 11,25 % pour l'Allemagne, 4,82 % pour la Belgique, 0,93 % pour le Danemark, 2,54 % pour l'Espagne, 60,28 % pour la France, 3,05 % pour l'Irlande, 1,66 % pour les Pays-Bas, 1,08 % pour la Suède et 0,72 % pour la Suisse. La contribution du Royaume-Uni (2,50 % environ) fait l'objet d'accords directs entre la France et le Royaume-Uni.



DIRECTEUR GÉNÉRAL

190.000 F

Appareils de régulation et de mesure — Une entreprise française fabricant et commercialisant des appareils de régulation et de mesure, filiale d'un puissant groupe, recherche pour renforcer un taux de croissance exceptionnel un Directeur Général pour sa filiale enregistreurs et systèmes d'acquisition de données. Rendement compte au Président du groupe, dans le cadre d'une très large autonomie de gestion (politique commerciale, prévisions, budget, animation forces de vente) il sera responsable du développement des ventes d'une large gamme d'appareils auprès d'une clientèle diversifiée (laboratoires, industries, grandes entreprises du secteur para-public). Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien ayant acquis chez un constructeur une solide expérience commerciale. Il aura été confronté aux problèmes posés par les applications industrielles de ce type de produit. Il en maîtrisera les techniques et saura d'expliquer à leur évolution rapide et constante. Après sur ses résultats commerciaux, il sera doté d'un véhicule et d'un appartement. Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Paris. Écrire à H. ZEBROWSKI à Lyon. Réf. A/3480BM

CHEF DES VENTES

180.000 F

Département collectivité — Une société française de distribution en pleine expansion (chiffre d'affaires: 40 millions de francs), située en banlieue parisienne, recherche un Chef de Ventes pour prendre la responsabilité d'un département qui commercialise une gamme spécifique de produits d'entretien principalement auprès des collectivités et des entreprises de nettoyage. Responsable à part entière devant la Direction Générale, de la politique et de la gestion commerciale, il sera chargé de définir les objectifs et la stratégie des ventes, d'organiser la promotion et de développer de nouveaux marchés et produits. Il animera et renforcera l'équipe d'inspecteurs commerciaux chargés de visiter les revendeurs et les entreprises de nettoyage sur le territoire national et traitera lui-même directement d'importantes affaires. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, possédant une solide expérience de la vente et de la gestion commerciale, acquise de préférence auprès d'une clientèle de «collectivités». La rémunération annuelle, composée d'un fixe et d'un intéressement sur objectifs, pourra atteindre 180.000 francs. Il s'y ajoutera une voiture de fonction. Écrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2811BM

INGÉNIEUR GESTION DE PRODUCTION

150.000 F

Strasbourg — Une importante société multinationale recherche pour l'une de ses unités de production employant 500 personnes et fabriquant des biens d'équipement industriels, un ingénieur expérimenté pour lui confier la gestion de la production et des matières, sous l'autorité immédiate du Directeur d'Usine. Il animera un service d'une cinquantaine de personnes chargés des approvisionnements, de l'ordonnement-lancement, des magasins (réception, expédition France et export), qu'il devra organiser et adapter aux besoins de l'entreprise. Il sera plus particulièrement responsable de l'utilisation optimale des moyens de production, du contrôle des inventaires à tous les stades, des délais de livraison, des frais de transport et de stockage. Il travaillera avec l'informatique un nouveau système de contrôle de gestion de production et créera chaque fois que cela sera nécessaire les outils de contrôle et d'information les plus fiables. Le candidat devra être un ingénieur mécanicien (formation AM ou ENSI) de 32 ans au moins, ayant une expérience de plusieurs années dans un poste similaire ou en production, et habitué à l'utilisation de l'informatique. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable pour réussir dans la société. Écrire à D. HATT à Strasbourg. Réf. A/6014M

DIRECTEUR TECHNIQUE

130.000 F

Oyonnax — Une moyenne entreprise de l'industrie des matières plastiques, leader sur son marché, recherche son Directeur Technique. Rendement compte au Président-Directeur Général, membre du Comité de Direction, il aura la responsabilité de deux petites unités de production, du planning et du laboratoire. Ses principales missions seront l'organisation et l'optimisation des moyens de production, le développement de nouveaux produits, et les contacts techniques à haut niveau. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur chimiste de 30 ans maximum, possédant d'excellentes connaissances des matières plastiques et ayant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un poste de recherche et développement et/ou de production dans ce secteur d'activité. La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle, fonction de l'acquis professionnel du candidat, pourra atteindre 130.000 francs. Écrire à R. DAUDIN à Lyon. Réf. A/3500M

CONSEIL EN RECRUTEMENT

120.000 F

Lyon — PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants dans le monde) poursuit son développement régional (Paris, Lyon, Lille, Nantes, Strasbourg) et recherche pour Lyon de nouveaux consultants. Après une période d'intégration dans l'équipe actuelle, comportant une formation théorique et pratique, ils mèneront des actions de conseil en recrutement de cadres auprès des entreprises de la région Rhône-Alpes. Ils seront chargés d'opérations complètes et assureront eux-mêmes, de façon autonome, la gestion de leurs «clients». Ces postes conviendront à des diplômés d'enseignement supérieur, âgés de 28 ans au moins, praticiens de la fonction personnel et possédant une expérience du recrutement des cadres acquise en entreprise ou en cabinet. Les possibilités d'évolution sont nombreuses dans une société en expansion continue. La rémunération annuelle de départ, liée à l'expérience acquise pourra atteindre 120.000 francs. Écrire à R. DAUDIN à Lyon. Réf. A/062RM

DIRECTEUR COMMERCIAL

180.000 F

Emballages cosmétiques — Une société industrielle française, employant environ 800 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 250 millions de francs hors taxes, filiale d'un groupe international, recherche le Directeur Commercial de sa division Emballages Cosmétiques. Dépendant du Directeur Général Adjoint, il sera responsable de l'évolution de la stratégie commerciale de la division afin de renforcer le positionnement et la vente des produits existants. Il dirigera une équipe d'une quinzaine de personnes comprenant les ventes France et Export, la gestion commerciale et une cellule marketing (études des marchés et produits). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESC... ou équivalent) justifiant d'une solide expérience commerciale (vente et marketing), de préférence dans la vente de produits à une clientèle industrielle. La connaissance du secteur des cosmétiques ou de la para-pharmacie serait un atout supplémentaire. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, de l'ordre de 180.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Ce poste est à pourvoir en banlieue Sud-Est de Paris. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2410BM

DIRECTEUR COMMERCIAL

180.000 F

Services — Une entreprise réalisant un chiffre d'affaires de 130 millions de francs, connaissant une croissance de l'ordre de 15 % par an, leader dans son marché sur les régions Sud de la France, recherche son Directeur Commercial. Rendement compte au Directeur Général, à la tête d'un service employant 25 personnes, dans le cadre d'une direction participative par objectifs, il sera responsable de la définition des politiques commerciales. Homme de terrain, il sera chargé de la mise en œuvre de ces politiques et de l'animation de la force de vente. Il bénéficiera de toute une logistique extrêmement bien rodée qui permet d'offrir des services de qualité à une clientèle très diversifiée. Enfin, il sera le dépositaire d'une excellente image de marque auprès de cette clientèle. Ce poste doit motiver un responsable commercial ayant une solide expérience des problèmes posés par la vente de services. Agé d'une quarantaine d'années, il sera de préférence doté d'une formation commerciale supérieure, mais aura surtout de solides qualités de meneur d'hommes à l'écoute des réalités et capable de prendre du recul pour innover et bâtir de nouvelles stratégies. De réelles perspectives d'avancer sont offertes à un homme qui saura d'abord consolider, puis développer l'existant. Le poste est basé à Lyon. Écrire à H. ZEBROWSKI à Lyon. Réf. A/3505M

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

140.000 F

Une société américaine, leader mondial dans sa spécialité, recherche pour sa filiale européenne en progression rapide (chiffre d'affaires doublé en trois ans), basée en France et distribuant des biens d'équipement légers destinés à l'industrie, un Directeur Administratif et Comptable. Relevant directement du Président et en liaison permanente avec la maison mère, il sera responsable de tous les aspects de la gestion de la filiale: comptable, fiscal, administratif, de personnel (15 personnes) et de gestion des stocks. Il aura également en charge la préparation des budgets et l'établissement des états financiers mensuels. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'enseignement supérieur (ESN, DECS ou équivalent) et âgé d'au moins 30 ans. Il devra justifier d'une expérience confirmée et réussie de la fonction acquise au sein d'une société de services ou de distribution dans un contexte international. La pratique courante de l'anglais ainsi qu'une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne sont exigées. La rémunération de l'ordre de 140.000 francs sera fonction du niveau de compétence atteint. Le poste est à pourvoir à 70 kilomètres au Sud de Paris. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2825M

CHEF DE PRODUCTION

130.000 F

Ouest — Une société française (280 personnes, 65 millions de francs de chiffre d'affaires) de renom international dans le secteur artistique (enseignement et loisirs), recherche le Chef de Production de son usine située dans une grande ville de l'Ouest. Dépendant de la Direction Générale, il sera responsable de la réalisation des objectifs d'une production caractérisée par un nombre élevé de références, par l'importance du conditionnement et par une activité très saisonnière. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation technique supérieure, ayant une bonne expérience des problèmes de gestion et d'organisation de production. Ses qualités humaines et son bon sens seront déterminants. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2826M

RESPONSABLE BUREAU D'ACHAT

120.000 F

Chaîne de grands magasins — Une des plus importantes chaînes américaines de grands magasins recherche le Responsable de son bureau d'achat en France. Basé à Paris et rendant compte à la Direction Centrale des Achats aux États-Unis, il supervisera l'ensemble des opérations concernant les différentes lignes de produits destinées aux magasins. Pour ce, il animera une équipe (environ 15 personnes) chargée de la prospection des marchés et des fournisseurs, de la sélection des produits et de leur achèvement ainsi que de la négociation des contrats. Ce poste sera confié à un candidat âgé d'au moins 28 ans et possédant une expérience de la distribution acquise, si possible, au sein d'un bureau d'achat ou d'une société de commerce international. Des qualités de gestionnaire et de négociateur sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 120.000 francs pour un candidat de valeur. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2831M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à:

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Handre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82

3, quai Kléber, 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

Chéma

La mort de Jean Seban

Le premier tir de la fusée européenne Ariane devrait avoir lieu à la fin de novembre ou au début de décembre. Développé pour le compte de l'Agence spatiale européenne, sous la maîtrise d'œuvre du Centre national d'études spatiales (CNES), le lanceur aura un marché potentiel de plusieurs dizaines d'exemplaires. Les Français, principaux promoteurs du projet, estiment donc qu'il faut maintenant mettre en place une structure industrielle qui aurait plus de souplesse dans ses décisions.

La mort de Jean Seban

Le premier tir de la fusée européenne Ariane devrait avoir lieu à la fin de novembre ou au début de décembre. Développé pour le compte de l'Agence spatiale européenne, sous la maîtrise d'œuvre du Centre national d'études spatiales (CNES), le lanceur aura un marché potentiel de plusieurs dizaines d'exemplaires. Les Français, principaux promoteurs du projet, estiment donc qu'il faut maintenant mettre en place une structure industrielle qui aurait plus de souplesse dans ses décisions.

Le Festival de Denerville

Le premier tir de la fusée européenne Ariane devrait avoir lieu à la fin de novembre ou au début de décembre. Développé pour le compte de l'Agence spatiale européenne, sous la maîtrise d'œuvre du Centre national d'études spatiales (CNES), le lanceur aura un marché potentiel de plusieurs dizaines d'exemplaires. Les Français, principaux promoteurs du projet, estiment donc qu'il faut maintenant mettre en place une structure industrielle qui aurait plus de souplesse dans ses décisions.

La mort de Jean Seberg

Le rêve féminin d'une génération

En 1972, Jean Seberg apparut dans *L'Attentat*, d'Yves Boisset, et se maria une troisième fois avec un jeune cinéaste, Dennis Berry, qui ne réussit pas, dans le Grand Défilé (1974), à rattraper d'elle une vedette. On dit qu'elle écrivait des poèmes sur la drogue, la folie, la mort. Il y avait en elle, sans doute, un autre monde. Le destin de la Patricia d'A bout de souffle nous rend triste.

Jean Seberg sur elle-même fait, à quarante et un ans, une « rentrée » remarquée dans *Opération Léopard*, qu'elle avait commencée de tourner en août avec Raoul Coutard ? Sa disparition a mené le film au naufrage.

JACQUES SICLIER.

JACQUES SICLIER.

(Suite de la première page.)

sur le marché américain, dotée de personnalités ayant fait leurs preuves, elle a pu réunir les trois traits essentiels que les organisateurs, Das Initiatives sont ennoqués pour l'avenir : pendant de Deauville, une semaine de cinéma français à Philadelphie, organisée avec l'éclat approprié ; à partir de l'année prochaine à Deauville même, une semaine de cinéma américain, attribué simultanément à un jeune Français et à un jeune Américain sortis des écoles de cinéma. Nous touchons là à la grave (seule de ce panorama : l'ignorance presque complète de l'autre versant de la montagne, c'est-à-dire un cinéma hors industrie, hors normes, aux ambitions plus limitées, certes, commercialisées, mais très perspicaces comme le révélait Shirk Clark, l'auteur de *The Connection*, présentée à Deauville. Face encre cachée de l'histoire, mais qu'on ne saurait plus longtemps masquer derrière un paternalisme de mauvais aloi.

LOUIS MARCORELLES.

Cynthia Raim couronnée à Vevey

Une nouvelle Clara Haskil ?

Une jeune Française, Marie-Paule Siryquet (troisième prix), bordée de prix d'écriture au Conservatoire du P. S., remporte le premier prix de piano au concours musical dans le Concerto en sol de Beethoven avec un air allant et une maîtrise technique remarquable. D'ailleurs, elle a obtenu la médaille d'argent cependant, que peut-être a une technique trop digitale, une interprétation un peu scolastique.

Le jury a également remarqué la maîtrise intérieure de cette grande œuvre, maintenant qu'elle n'a pas encore atteint à la pleine maturité.

Dirigé par René Klotenstien, l'orchestre de chambre de Prague donnait aux concurrents une réplique très soignée, et l'ensemble instrumental de cet ensemble d'excellents solistes, qui a donné une belle prestation dans les deux dernières œuvres, les autres belles sont le Boston Symphony Orchestra, le Beaux Arts Trio, les Concerto de la Philharmonie de Montréal, et le Quatuor Italiano Consorti.

JACQUES LONCHAMPT.

L'enfance ? La vieillesse

La liberté geste retrouvée

Plusieurs rabous et à priori ont été levés à l'ry : celui du grand âge que l'on veut être improductif, celui d'une expression sans normes, celui encore qui voudrait que cette expression soit hors normes ne fût que d'invidieux auto-mêmes hors des normes (là reste que les découvreurs de l'art moderne pour dire qu'il se agit toujours d'huit cent sans doute grandement méritent notre attention sur orléans inattendues). Faut-il, enfin, mentionner le fait que, au peu d'exceptionnelles près, les auteurs des peintures et dessins présentés sont d'origine modeste : hospice oblige. Mais on ne peut guère dire ici qu'un verrouillage social est en cause car il n'y aurait pas eu de possibilité avec des gens d'origine plus aisée ou plus polie du culte traditionnel ?

Ils s'appellent Marguerite Tullier, François Sabel, Henri Sarot, Anicolas, Marcel Thomas... On peut aussi connaître leur visage et leur œuvre, grâce à un itinéraire de la peinture française vidéo et, du temps à autre, sur écran de la grande salle voisine.

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

■ La cantatrice noire américaine Grace Bumbry ne participera pas au concert de réouverture de l'Opéra de Paris, prévu le 11 septembre. Le programme, consacré à Berlioz, sera donc modifié et comportera deux symphonies : « Harold en Italie » de « Roméo et Juliette », ainsi que la « Marche hongroise » et l'ouverture du « Carnaval romain ».

L'Opéra de Paris a repris ses activités le vendredi 7 avec le spectacle chorégraphique de Carolyn Carlson « Writings in the Wall ».

A PARTIR DU 12 SEPTEMBRE

La Vedette

REINHARD HAUFF
le réalisateur de "COLTEAU DANS L'EAU"

TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN
d'un empire

ISSEC

formation continue des cadres

Comptabilité et finance

Plus de 900 personnes ont participé ces deux dernières années aux cours de comptabilité et de finance de l'ISSEC.

COMPTABILITÉ - CONTRÔLE DE GESTION

1. L'ISSEC enseigne les cours de base en comptabilité générale et comptabilité analytique pour tous les gestionnaires appelés à utiliser les informations économiques et financières d'origine comptable à l'intérieur de l'entreprise.
2. Le cours de contrôle de gestion permet à tous les gestionnaires au niveau de la direction d'une unité décentralisée d'étudier les différents aspects du contrôle de gestion et du processus de planification.
3. Le cours de Pratique et audit des informations comptables concerne dans l'entreprise tous les utilisateurs des documents comptables, les cadres administratifs et financiers de même que les responsables de l'audit.
4. Les cadres veulent se familiariser avec les mécanismes et problèmes fiscaux suivent avec profit à l'ISSEC le cours de fiscalité des entreprises.

FINANCE

L'enseignement de la finance à l'ISSEC comprend cinq cours de perfectionnement :

1. Le cours de Techniques de gestion financière, qui permet de se familiariser avec le vocabulaire, les concepts et les schémas d'analyse spécifiques à la fonction financière de l'entreprise. Il concerne les cadres qui souhaitent confronter leur expérience aux modèles théoriques modernes.
2. Évaluation des sociétés et analyse financière. Ce cours propose l'analyse du mécanisme des opérations de bourse et les méthodes d'évaluation de la valeur des entreprises.
3. Financement des entreprises. Le cours de financement des entreprises est destiné aux cadres qui prennent les décisions de types financier et bancaire et qui souhaitent se perfectionner dans les plans de trésorerie, plans de financement et montage de crédits.
4. Le cours Décisions et politiques financières est destiné aux responsables fonctionnels de gestion financière et comptable d'entreprise.
5. Le cours Aspects économiques et financiers des opérations internationales concerne les cadres financiers des firmes multinationales et des firmes exportatrices et importatrices. Il permet de se familiariser avec les sources de financement particulières aux opérations internationales.

Personnel et formation

Depuis deux ans, 430 cadres, de tous les secteurs de l'économie, ont participé aux cours de la fonction Personnel et de la fonction Formation à l'ISSEC.

A partir du 1^{er} octobre 1979, les cours qui sont proposés par groupes de quinze personnes environ sont les suivants :

1. Techniques de base de la fonction Personnel : — Proposer la maîtrise des techniques essentielles de la fonction Personnel et leur intégration opérationnelle.
2. Structures et Communications : — Analyser les comportements humains qui résultent de l'organisation et de la structure de l'entreprise.
3. Relations industrielles : — Étudier et comprendre les situations de relations et de travail en groupe dans l'entreprise.
4. Droit du Travail : — Faire prendre conscience aux cadres, non juristes, de l'importance des problèmes juridiques dans les rapports du travail.
5. Les politiques d'amélioration des conditions de travail : — Étudier les principales méthodes d'analyse et de choix des politiques d'amélioration des conditions de travail ; entraîner à leur mise en œuvre et à leur évaluation.
6. Bilan social et politiques sociales : — Établir le diagnostic social de l'entreprise, à partir des données du bilan social et des autres outils d'analyse et se familiariser à la mise en œuvre d'une politique sociale.
7. Méthodes et pratiques en Formation permanente : — Proposer les méthodes disponibles pour tout formateur ainsi qu'un ensemble d'outils pédagogiques.
8. Expression orale et communication : — Proposer un entraînement à l'expression orale et à la communication.
9. Travail en groupe et négociation : — Proposer un entraînement pratique à la conduite de réunion et au travail en groupe.
10. Organisation et gestion de la formation : — Permettre aux responsables de formation de déterminer les orientations de leurs fonctions et établir une structure de fonctionnement.

AUTOMNE 1979 A partir du 1^{er} octobre

LA FORMATION ISSEC

- Les cours de l'ISSEC sont enseignés à la fois par les professeurs du Groupe ESSEC et des praticiens renommés pour leur talent pédagogique.
- Les ENSEIGNEMENTS proposés deux fois par an à l'ISSEC, outre les cours de comptabilité et finance, personnel et formation, sont : MARKETING - COMMERCE INTERNATIONAL - MARKETING DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES - ORGANISATION - PRODUCTION - SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE DÉCISIONS - SECRETARIAT GÉNÉRAL ET PROBLÈMES JURIDIQUES - GESTION DE LA P.N.E.
- Chaque cours représente 9 journées de 8 h. réparties sur quatre mois selon deux formules :
— 1 journée tous les quinze jours ;
— 2 ou 3 jours bloqués une fois par mois.
- Ces formules sont particulièrement bien adaptées aux cadres en activité. Elles évitent une absence prolongée et permettent l'application immédiate et progressive dans l'entreprise de la formation reçue.
- Ceux qui participent aux cours de l'ISSEC y trouvent non seulement une possibilité de se perfectionner, mais aussi une ouverture sur des disciplines ou méthodes nouvelles.
- Le diplôme de spécialité ISSEC, homologué par l'État depuis 1976, est délivré dans les 6 fonctions suivantes : PERSONNEL - FORMATION - MARKETING - CONTRÔLE DE GESTION - FINANCE - PRODUCTION - SECRETARIAT GÉNÉRAL - ORGANISATION. Il est réservé aux sessionnaires ISSEC qui, après avoir suivi 6 cours de perfectionnement avec succès, ont soutenu un mémoire.

LES CYCLES ANNUELS ISSEC

Deux cycles, réservés aux dirigeants et cadres, managers d'unités opérationnelles, ont pour objectif d'améliorer leur efficacité en développant leurs aptitudes à appréhender et à résoudre dans leur globalité les problèmes auxquels ils sont confrontés.

MANAGEMENT GÉNÉRAL : programme intensif de 36 journées (18 journées + 6 séminaires de 3 jours) réparties sur 9 mois.
EXECUTIVE PROGRAM FOR EUROPEAN MANAGERS : 3 semaines, du 21 juin au 11 juillet 1980. Langue de travail : anglais.

Un enseignement intensif, pratique, sans absence prolongée hors de l'entreprise

I.S.V.P.C.

Institut Supérieur de la Vente Par Correspondance

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE, établissement du groupe ESSEC, a pour vocation l'initiation, la formation, le perfectionnement des cadres et des dirigeants d'entreprises aux nouvelles techniques ainsi qu'aux méthodes de la vente par correspondance, et d'une façon générale du marketing et de la vente directe.

Avec 34 millions de catalogues, 107 millions de paquets et 800 millions d'imprimés transmis par la poste française l'année dernière, la vente par correspondance connaît aujourd'hui un développement considérable, inférieur dans notre pays cependant à celui de l'Allemagne ou de l'Angleterre où la part de la VPC dans le commerce traditionnel est déjà plus du double de celle de la France.

Depuis 1978, 240 sociétés ont participé à l'une ou plusieurs des activités de l'ISVPC qui présente pour 1979-1980 un large programme d'enseignement des techniques du marketing direct, à la disposition des très nombreuses entreprises, désormais concernées par ces nouvelles méthodes de commercialisation.

CYCLES DE FORMATION DE BASE

Le cycle de formation de base aux techniques du marketing direct débute ce mercredi 12 septembre jusqu'au mercredi 19 décembre 1979, à raison d'une journée tous les quinze jours.

CYCLES POUR DIRIGEANTS

Le prochain cycle pour dirigeants aura lieu du vendredi 4 janvier au vendredi 19 février 1980, à raison d'une journée tous les quinze jours.

TROIS AUTRES SÉMINAIRES SPÉCIALISÉS ONT LIEU DE DÉCEMBRE 1979 À MAI 1980

- Le marketing direct dans le secteur bancaire et les compagnies d'assurances ;
- Les techniques de recrutement et de renouvellement d'abonnements aux magazines ;
- Initiation et découverte de la vente par correspondance.

VOYAGE D'ÉTUDE AUX U.S.A.

Du 1^{er} au 8 décembre 1979, l'Institut Supérieur de la Vente par Correspondance organise un voyage d'étude à New York afin d'étudier sur place les dernières évolutions des méthodes et techniques du marketing direct aux États-Unis. (Inscriptions reçues jusqu'au 30 septembre 1979.)

INSTITUT SUPÉRIEUR DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE 35, bd de Sébastopol, 75001 PARIS - Tél. : 233-21-88.

Etablissement privé de formation continue

Centres de langues
Langues enseignées : ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, ARABE,
RUSSE, BREITON.
APPELÉZ ISSEC CENTRE DE LANGUES - 233-21-88

ISSEC

formation continue des cadres

(Groupe ESSEC)

Session d'automne 1979

M., Mme

Société

Adresse

..... Tél.

☐ Je désire un programme de perfectionnement ISSEC et un dossier de candidature.

☐ Je désire un rendez-vous au Centre d'orientation de l'ISSEC

☐ Je désire recevoir les programmes :

○ Management général

○ E.P.E.M.

☐ Je désire recevoir les programmes de l'ISV.P.C.

A retourner à :

ISSEC, Etablissement privé de formation continue

35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS - Tél. : 233-21-88

Une rentrée froide | Retour au fisc romain

Le projet de loi de finances pour 1980 comprend un nouvel alourdissement de la charge fiscale, très sensible pour les contribuables du haut de l'échelle. Mais il n'est pas que les impôts d'Etat, les impôts locaux augmentent beaucoup plus vite. C'est le cas, notamment, des taxes foncières et d'habitation. Quant à la taxe professionnelle, son sort reste en suspens. Les groupes de la majorité doivent se rencontrer le 18 septembre pour discuter des transformations à lui apporter, ou de son remplacement. Selon quels principes devrait être conduite une réforme dans ce vaste domaine ?

Sans doute, avant d'entrer dans le détail du dispositif de rationnement du mouton, qui semblent remonter avec les délices de l'économie de guerre, il faut rappeler que la France, mieux informée qu'on pourrait le croire, ne manquera pas de s'inquiéter de ce que nous confie le rapport de l'Institut de la statistique de la France, soit par son caractère de mode de gestion rationnelle, qui connaît de si terribles effets consécutifs lors de la guerre, soit par son caractère même : n'est-il pas, nous dira-t-on, de nos derniers mois, comparé à une belle pagaille, tout au moins, par rapport à l'énergie, le pays, qui, pour les Français, est le pays des Français et pays socialistes, se sont confiés à lui ? Mais, au-delà de ces effets à court terme, les Français ont-ils oublié que, pendant la deuxième guerre mondiale, n'est pas si lointain dans la mémoire des peuples), savent le rationnement, qui a été appliqué, par exemple, en France, pendant la guerre, et que, en ce sens, qui tend à supprimer toute incitation individuelle à prendre en compte la situation économique, la France, en lui substituant des incitations, ne tenait compte que des futurs textes administratifs réglementaires, sans aucun respect.

Par conséquent, le rationnement appliqué aux Français qui ont réduit

leur chauffage l'année dernière et qui cette année doivent se contenter de 90 % de leur consommation passée ! Ils vont répondre que, la prochaine fois, on ne les y prendra pas : ils consommeront le plus possible. C'est la logique qui pousse à adopter un comportement de gaspillage classique. En d'autres termes, le rationnement est une politique qui présente cette caractéristique redoutable : elle entraîne la réaction opposée à la première minute de son instauration, sous peine de déclencher des effets secondaires à court et à long terme qui ont des conséquences dramatiques sur les relations de confiance entre un Etat et les citoyens.

Certes, nous diront les auteurs de ces dispositions, nous savons tout cela. Ce que nous voulons, ajouteront-ils, c'est obtenir, malgré les risques encourus, une baisse des quantités importées au titre du fuel domestique pour cette année de chauffage 1978-1980, tout en maintenant autant que possible les prix et en assurant la plus grande égalité possible entre les Français. Voyons donc les moyens employés par les dispositions pour atteindre ces trois objectifs.

LES taxes foncières sur les propriétés bâties et les taxes d'habitation ont doublé en cinq ans, de 1974 à 1978 compris. Le poids de ces impôts, prélevés indépendamment des revenus et sur des grandeurs non mesurables, a donc augmenté très fortement depuis cinq ans si on le compare à celui de l'impôt direct ou de la T.V.A.

a emprunté. Troisième observation : l'Etat ne peut se désintéresser du bon ordre local, ni utiliser la puissance répressive de son fisc pour lever des impositions disproportionnées par rapport aux facultés contributives des assujettis. Il y aurait là de la part de l'Etat une démission, un abaissement de son rôle, et un retour vers le pouvoir des féodalités locales, qui représenteraient, aux siècles de l'Ancien Régime, la pire des tyrannies.

Or, ce retour à des pouvoirs locaux indépendants est en train de se produire sous nos yeux quand nous voyons telle municipalité imposer deux ou trois fois plus que telle autre et, plus encore, quand ces impositions sont effectuées sans référence aux facultés contributives, aux flux financiers réels, revenus, bénéfices aux chiffres d'affaires des contribuables.

DANS un article en date du 26 octobre 1978, nous estimions entre 13 % et 14 % le niveau que devrait atteindre les taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis avant que ne soit renversé le puissant courant inflationniste. Les banques américaines viennent de porter leur « taux de base » à 12,75 % — un record absolu — afin d'ajuster les conditions de leurs prêts à l'élévation générale du coût de l'argent. Nous nous fondions à l'époque sur l'idée que la dégradation de la situation financière des Etats-Unis (entreprises, particuliers, Etat) était globalement plus forte qu'en 1974, mais sans doute moins que celle dont avait souffert la Grande-Bretagne en 1976, qui avait entraîné la hausse d'angle du taux de base au minimum de 15 %. Cette appréciation d'ensemble nous paraît encore plausible, mais il convient de préciser que l'analyse (à réviser, dans les circonstances actuelles, presque quotidiennement) doit s'appuyer sur l'observation attentive du fait suivant : dans quelle mesure les autorités monétaires continuant-elles à fournir à discrétion (ce qu'elles n'ont toujours pas cessé de faire) le marché en liquidités supplémentaires ?

Faut-il penser que le taux de l'intérêt est désormais très haut à New-York, puisqu'il avoisine les précédents sommets historiques (mais, pendant l'été de 1974, on avait vu certains jours le taux des « fonds fédéraux » (1) monter jusqu'à 18 %) ? Il est bien clair que la référence au passé est insuffisante pour porter un jugement en la matière.

M. Raymond Barre a plusieurs fois formulé une règle très simple, selon laquelle il n'est pas sérieux de maintenir le taux d'intérêt au-dessous du « taux d'inflation ». Lui-même serait, sans doute, prêt à reconnaître le caractère très approximatif de la formule. Sa principale, sinon sa seule, vertu est de parler à l'Imagination et, partant, de pouvoir servir de bon argument politique. Sur le plan scientifique ou strictement technique, la formule est fautive. Elle se fonde sur le procédé d'un défaut de construction (théâs) fréquent dans les raisonnements économiques) qui consiste à rapprocher deux séries de chiffres de nature hétérogène, en l'occurrence le coût du crédit et le taux d'inflation. On ne peut pas, en effet, rapprocher, par exemple, le prix calculé par les statisticiens, de l'autre.

Il est plus important de constater qu'on ne se réjouit pas aux Etats-Unis de ce coût la demande de crédits sur le contraire. C'est au moins un signe pour considérer qu'il n'est peut-être pas encore « trop cher ». Mais si les banques sont en mesure de répondre à la boulimie d'argent frais de leurs clients, c'est qu'apparemment elles sont en état de se procurer les ressources nécessaires. En dépit de la prétendue « sévérité » de sa politique, le Fed de la réserve fédérale (la « Fed ») continue à « injecter des liquidités » dans le système bancaire américain. (Ceci se fait sous la forme de titres de la dette sur le marché monétaire), soit en escomptant — dans les limites autorisées — des effets aux banques. Or les fonds ainsi fournis le sont encore à un taux inférieur à celui qui s'établirait librement sur le marché en l'absence d'intervention de la « Fed », ce qui est manifeste pour le cas de l'escompte dont le taux est de 0,5 % le 16 août, reste avantageux par rapport aux conditions faites par le marché. Aussi la grande machine à inflation est-elle toujours en marche.

PAUL FARRA

(1) Fonds que les banques se prêtent entre elles pour des

Un débat faussé par les partis pris

QUE dans l'ensemble les crises financières n'emportent pas les lauriers, après trois ans d'application du plan Barre, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. L'instant que l'Inventaire serait complet et le bilan précis et équilibré. Mais là on le sait bien, c'est la partie la plus délicate, à part quelques très rares exceptions, la nature même de l'économie française, une économie que l'on ne peut ni geler ni décongeler. Cette fois encore, nous sommes confrontés à un problème qui n'est pas technique, mais de désinformation économique des Français. Il paraît de plus en plus évident que le pays doit s'accorder à une méthode qui ne minimise d'analyse commune des faits économiques, simples à saisir, mais qui ne déforment pas l'information économique va toujours croissant, et cela veut dire une position que nous ne pouvons gouverner.

par
HENRI BOURGUINAT (*)

étrangers, endettement, exté-
rieur, etc ? En fait, y a e
anesthésie du premier tran-
sfer, et surtout, et surtout,
il n'était pas encore
réalisé quand surgit la vague
de hausse de 1979. Si bien que cet
fois le problème est de savoir
si l'on pourra encore — et ju-
qu'à quel point — transférer
théoriquement la charge ou s'il faut
gérer l'austérité sans compro-
mettre les chances de redémar-
rage ultérieur. La facture pe-
sante d'environ 54 milliards
de francs en 1978, va passer à
65,2 milliards en 1979 et pou-
voir atteindre 80 milliards au
moins. 85 milliards en 1980.
Mais n'est-il pas vrai, comme
nous l'avons dit, toujours dans
le Monde du 24 mai, que l'on
dit que « la crise est la traduction
d'un système économique
condamné qui apparaît le plus
grand nombre » ? Admettons
qu'il y ait une crise, mais un
minime néo-marxiste et non
fonder sur l'exploitation des
salariés ; admettons même
qu'il y ait une crise, mais un
bien incorrect rôle de la
nationalisation, de celui de l'Amé-
rique du président Carter et du
sort du fonctionnaire communis-
te. Mais, si l'on admet que le système
pourquoi, apparaît-il, en
France, et pas ailleurs, par
exemple en R.F.A. ou au Japon
Et, surtout, est-il acceptable
d'admettre que le système
fortifié de la population fran-
çaise ? Qu'il y ait accroissement
du nombre de ceux qui souffrent

Du côté de l'opposition, les deux articles publiés récemment dans le *Monde* sous la forme de « Points de vue » à propos de ce troisième anniversaire du plan Barre nous paraissent à cet égard révélateurs. Sous la plume de Ph. Hervé, on peut lire en substance que « l'aggravation de la situation de la France à l'extérieur nous ne doit rien à la décadence du prix du pétrole » (la *Monde* du 23 août 1979). Qu'il y ait d'autres causes que celle du prix de l'énergie dans nos difficultés récentes quel économiste le nie-

(*) Directeur du laboratoire d'analyse et de recherche économique de Bordeaux.

I. - La baisse des

Une des caractéristiques essentielles de textes parus est que l'on n'en est pas resté à un rationnement à 30 % de la consommation, mais qu'on a introduit un rationnement *mensuel*, ou plus exactement trimestriel pour les consommateurs et mensuel pour les commerçants. Les mêmes ceux-ci ont vite fait d'aligner le statut des consommateurs sur le leur. Les quinquante pourcents d'été représentent le pourcentage des consommations mensuelles dans la demande totale de l'année passée ; les parts dévolues aux mois de juillet, août et septembre sont, respectivement, de 3,8 %, 6 % et 3 %, soit un total de 10,8 % pour le trimestre d'été de la consommation annuelle à venir, qui est donc le tiers de la consommation de l'année passée. Ainsi, par exemple, si vous avez acheté 1.000 litres de fuel entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 1977, vous aurez droit à la moitié du choix de la période de référence, qui élimine le dernier hiver rigoureux à partir du début-1978, et donne une forte réduction de consommation en 1978, quelle qu'elle soit (substantielle !), vous n'avez droit qu'à 600 litres pour l'année à venir ; mais, en tout état de cause, vous aurez droit à 1.000 litres jusqu'au 30 septembre 1979 ! Il convient de noter la précision, pour ne pas dire plus, de la réglementation sur les droits de consommation : les droits sont complètement alignés sur les droits d'approvisionnement qui seront ouverts pour les mois suivants, ces droits devant être utilisés avant le 30 septembre 1979, le ministre de l'Industrie... Voilà un point qui ne manquera pas d'être fréquemment souligné dans les impasses.

Certes, le service des hydrocarbures, à qui le Français confiera ses bouffées d'angoisse, estimera-t-il comme « plausible » le quatrième trimestre 1979 se monter à 30 % ou 35 % de la consommation annuelle. Dans ces conditions, les dispositions peuvent-ils espérer que les Français commanderont leur fuel au même rythme qu'en 1978 ? Il est évident que non, le double odeur de pétrole mondiale de pétrole et d'un rationnement en France, deux facteurs qui, à eux seuls, ont un effet psychologique est considérable ? Il est pas besoin d'être grand psychologue pour imaginer que les gens qui ont subi un hiver difficile de chauffage (les loca-

quantités importées

salaires et propriétaires de chauffage individuel) vont être demandeurs aussi vite que possible de la totalité de leurs parts. Créé par le marché, le rationnement ne fera que les exacerber : au début de chaque dizaine du mois (notamment à Noël), il y aura un « trimestre », une demande exorbitante apparaîtra selon toutes probabilités ce qui aura pour effet de créer, et de maintenir, pendant des années, un problème connu des automobilistes américains et qui fera que chaque Français, après avoir obtenu son permis, devra attendre autorisation, se procurera aussitôt de les remplir encore et toujours, se portant éternellement acquiescent, selon le sacro-saint principe d'« économie » (et qui peut le blâmer et l'en empêcher, compte tenu de cette rationalité imprévisible ?).

Tout cela permet de penser que quand on voit les comptes d'importations de fuel domestique, vers avril 1980, deux résultats pourront se présenter. Le premier sera celui d'une victoire, la victoire, c'est-à-dire le respect de ce rationnement à 90 % ; mais il est clair qu'il s'agira vraisemblablement d'une victoire temporaire, car si elle n'a pas eu lieu, il aura fallu un temps suffisamment clément pour contrebalancer ce stockage de présomption et donc pour que le pays ait pu passer de se livrer dans le lutin contre la nature, l'OPEP et les dispositions ! Mais qui ne comprendra que dans ces conditions l'économie de rationnement aurait, sans doute, amené des économies égales ou supérieures ? L'autre résultat sera vraisemblable, est-ce que le rationnement sera un échec en ce sens que les économies de fuel qu'il aura réalisées ne seront pas suffisantes pour compenser les coûts énergétiques (ne considérons qu'aux seuls de sa mise en œuvre) de ce système de rationnement de dépendance énergétique globale se sera détériorée. À titre d'exemple de ces coûts énergétiques, nous pouvons dire que les distributeurs devront livrer plus souvent les plus petites quantités autorisées, ce qui accroîtra leur coût de transport, ce qui augmentera aussi et aussi la facture pétrolière nationale : un calcul très approximatif peut laisser penser que le coût domestique partiel de fuel transporté, et autre

Or - le système des tailles réelles existe toujours dans la France de 1979 avec notre système de taxe d'habitation, qui a remplacé de nom, mais uniquement de nom, la taxe des portes et fenêtres que la Grande Révolution avait substituée à la taille réelle.

La première conséquence de cette taxation, indépendante des personnes, donc des revenus, est que les habitations sont taxées sur le même pied, que leurs possesseurs soient riches ou pauvres, comme le soulignait déjà Domst, il y a quelque trois siècles.

L'évolution qui s'est produite depuis une dizaine d'années a considérablement renforcé le caractère arbitraire et dangereux d'une telle taxation. Très nombreuses sont aujourd'hui les personnes pour qui les taxes sur le logement représentent une part importante de leurs impositions directes. En ce qui concerne ceux dont la situation se renverse pratiquement, par exemple les veuves, et actuellement les chômeurs, on aboutit à une imposition du logement plus forte que l'imposition directe des revenus.

A la limite, quelqu'un peut se trouver imposé en l'absence du revenu minimum nécessaire pour le paiement de l'impôt.

A ces critiques contre les taxes réelles sur les logements, on répond que les municipalités doivent être libres de décider de leurs dépenses et de lever les impositions nécessaires. On ajoute que la décentralisation est une nécessité pour redonner vie aux institutions locales.

Les remèdes

Première observation : Il se produira inévitablement des abus contre lesquels les contribuables auront le plus grand mal à se défendre. Seconde observation : c'est l'Etat qui reste responsable et garantit les emprunts des villes et des départements. La facilité de New-York est honteusement impossible en France. Mais, si l'Etat est responsable, il doit de ce fait même contrôler. Ce contrôle n'est pas toujours parfait, loin de là, qu'il suffise de dire, par exemple, qu'une importante autorité locale a emprunté... en francs suisses et doit le rembourser en francs suisses en capital, traduit en francs français, plusieurs fois ce qu'elle

Institut de Gestion de Personnel

DECLASSIFICATION BY: PROMOTION TO C

L'INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL
est un programme spécialisé d'insertion professionnelle
développé par l'Institut de Gestion Sociale.

25 diplômés: niveau DUT, DEUG, BAC + 2

seront sélectionnés,
pour suivre un cycle de formation technique de 2 ans,
organisé en alternance (entreprises-école)
avec les milieux professionnels et débouchant
sur les carrières
de relations sociales et de gestion des hommes.

La sélection se fera en septembre
Renseignements et inscriptions:
25, rue François 1^{er} - 75008 PARIS

Un tel état de choses ne peut se maintenir que si les dépenses de la phase sociale à l'égard de la phase productive ne dépassent pas la limite de la phase productive elle-même. Mais ce n'est pas tout. Il faut aussi que la phase productive soit capable de supporter la charge de la phase sociale. Or, c'est précisément là que se trouve le point faible de la phase productive. C'est pourquoi, dans la phase productive, il y a une limite à la charge de la phase sociale. Cette limite est d'autant plus élevée que la phase productive est plus développée. C'est pourquoi, dans la phase productive, il y a une limite à la charge de la phase sociale. Cette limite est d'autant plus élevée que la phase productive est plus développée.

Il est clair que, du côté de ceux qui sauraient à défendre la politique du gouvernement, un grand silence paraît aussi s'établir. L'abstention stupide d'autant plus qu'elle succède à une longue période qui fut non celle de l'explication qui eût convenu à ces temps difficiles, mais plutôt celle de la réiteration permanente d'arguments mal reliés entre eux, insuffisamment explorés au point de vue théorique pour pouvoir en faire apparaître les lignes de force.

II - Le frein

Ce second objectif n'apparaît pas plus vraisemblable que le premier, et même tout compte fait, l'est encore moins. Supposons, tout d'abord, que certains Français aient besoin, maintenant, de remplir leur cuve pour assurer leur can chaude de septembre, par exemple. Comme pour reprendre le modèle chiffré déjà vu, ils n'ont droit qu'à quelque 300 litres, ils devront acquitter un prix plus élevé pour raison de petite commande de 130 F environ, au lieu

Age des prix

des 120 F dus si l'achat porte sur 1 000 litres. La hausse des prix, elle est de 10 % ! Alors même que ces acheteurs de septembre, on n'imaginait pas en juin, ont, marginalement sans doute, vu un marché s'équilibrer (toujours à la marge), aidé à la baisse des prix du fuel du début de l'été. Sans doute les auteurs des dispositions ont-ils pensé que ce serait là un phénomène passerager, ce qui paraît erroné, comme nous allons le voir maintenant.

(*) Chargé de conférences, université de Paris-XII.

(Lire la suite page 24.)

(Lire la suite page 26.)

Retour au fisc romain

(Suite de la page 23.)

Quels remèdes envisager ?
A court terme, et dans le seul sursis de plus de justice sociale, imposer un plafond aux taxes d'habitation et foncières sur l'habitation principale — si celle-ci est conforme aux normes d'habitation habituelles — en fonction de l'impôt direct dû. Une péréquation nationale permettrait de compenser les pertes de recettes.

Ces plafonds pourraient être fixés à un pourcentage de l'impôt direct. Ils seraient calculés par les perceptions, et ces taxes sur les habitations principales pourraient désormais faire partie du processus de paiement mensuel de l'impôt.

Une mesure de ce genre représenterait un élément important d'une politique familiale active, d'une part, en favorisant directement le logement des familles et, d'autre part, en assurant, en cas de décès du chef de famille ou de baisse profonde des ressources due à une autre cause, le maintien des impositions à proportion des seules possibilités contributives réelles.

Sur le fond, et à moyen terme, il paraît nécessaire de rapprocher l'ensemble des taxes sur l'habitation principale de la situation réelle des contribuables. Il pourrait en être de même de la taxe d'habitation pour une résidence secondaire. En ce qui concerne l'impôt foncier, en dehors des habitations principales, le contribuable pourrait se voir proposer le choix entre la taxation actuelle et un impôt global de quelque 2 à 4 pour mille, par exemple, sur une valeur en capital déclarative qui pourrait ultérieurement, en

tenant compte de l'inflation, lui être opposée.

Ce qu'il faut se garder d'oublier dans ce domaine est qu'un impôt sur le capital, à moins qu'il n'ait un but manifestement spoliatif, ne peut être payé que sur un revenu. Par ailleurs, toute augmentation de l'impôt foncier se répercuterait inévitablement sur les loyers.

Quant à la taxe professionnelle, dont les jours paraissent comptés dans un pays où une part importante des activités industrielles sont en difficulté, elle ne pourra longtemps rester liée aux salaires et à une valeur locative estimée.

Où l'on introduit, pour une part importante, l'élément bénéfique de l'entreprise, et alors la taxe professionnelle pourra réellement être payée en trésorerie, ou une majoration des taxes indirectes viendra compenser les pertes de recettes, moins les économies de recouvrement, dues à la suppression de cette taxe. Des considérations électorales auraient fait renoncer à la première solution. La simplification que représenterait la seconde la fera probablement adopter un jour ou l'autre.

Aux taxes réelles de l'ancien régime, ou de l'Ancien Régime, aux impôts de répartition du dix-neuvième siècle, qui frappaient sans distinction les ressources réelles et les situations personnelles, il faut substituer des impôts modernes liés à une grandeur mesurable, revenus, chiffres d'affaires, bénéfices. Mais cette réforme doit avoir le caractère d'une substitution et non de l'adjonction d'un nouvel impôt sur le revenu s'ajoutant aux taxes actuelles.

CHRISTIAN BORROMÉE.

Une rentrée froide

(Suite de la page 23.)

En effet, se superposant à ce premier facteur, il y a ce fameux échelonnement des droits à l'achat de fuel qui se révèle être une information maîtresse que l'on donne aux pays producteurs de pétrole : ceux-ci savent exactement le degré d'indépendance de notre demande de chaque mois à venir. En fait, nous transformons, avec cette information, le monopole de l'OPPEF en un monopole discriminant. Certes, l'OPPEF serait-elle constituée d'Etats homogènes et du type des Emirats arabes, il y aurait fort à parier qu'elle négocierait le profit à court terme. Mais nous savons que certains pays de l'OPPEF (et non des moindres quant à notre approvisionnement) ne sont pas de ce type et risquent fort d'apprécier ces occasions de profit : ils auront, du fait de l'échelonnement prévu par les dispositions, moins de raison de craindre qu'en augmentant leur prix, sur le marché libre ou ailleurs, la demande ne fléchisse ; il y a donc de sérieux chances pour que l'échelonnement, contrairement à ce que nous espérons, ne déclenche des hausses de prix marginales certes pendant quelque temps, mais décisives puis-que, encore une fois, le marché s'équilibre à la marge.

Enfin, à plus long terme, il y a le plus grave : les dispositions établissent une cartellisation officielle de la profession, en France, et dans les autres pays, elles créent des droits d'approvisionnement auprès de leur seul fournisseur de référence (entendez par là le seul distributeur de l'année civile précédente). En d'autres termes, les dispositions fixent les parts de marché de tous les distributeurs de fuel domestique et peuvent donc être considérées comme la matérialisation du cartel du fuel domestique cautionné par l'Etat. Que l'on ne s'y trompe point : le marché des produits pétroliers n'a jamais été un marché de concurrence ; mais la caution de l'Etat enlève tout espoir pour longtemps de pouvoir changer cet état de choses. A tout hasard (mais il vaut mieux dire plutôt en ce pays), le cartel se définit comme un monopole collectif : nationaliser le cartel de distribution maintiendrait tout à fait ces caractéristiques de monopole, et l'on sait maintenant qu'un monopole public est, avant d'être public, un monopole.

Reste, bien sûr, l'éternel espoir d'attendre le jour où l'éternelle illusion ? Je le crois de la part des distributeurs et de les surveiller : ce fragile espoir repose sur quelque quatre-vingt-dix cartes par département. Que peuvent-elles face aux quelques réseaux de distribution, dont les habitudes de collusion sont vraisemblablement anciennes, et donc bien rodées, et que l'on vient d'élever à la dignité d'agents rationnels ? Face aux périodes de demande excédentaire, combien de temps (et avec quel avantage) les « autorités de tutelle » de ce cartel — à savoir les directions départementales des hydrocarbures, les douanes et de la concurrence et le ministère de l'Industrie — pourront-elles résister aux sollicitations visant à augmenter les prix ?

III. - La justice dans la répartition

Cet argument est le dernier : il est acquis que le rationnement fait peser plus équitablement le fardeau des économies de fuel que, par exemple, les hausses de prix. Cette impression de plus grande équité du rationnement est certainement une des plus grandes impostures et un des plus grands pièges tendus à ceux qui sont tentés par n'est pas a priori plus ou moins juste que la hausse des prix : il ne possède pas cette qualité en soi.

Pour en être bien persuadé, recourons au premier point suivant : l'échelonnement autoritaire des achats dans le temps crée des attentes, des queues. En ce cas, la règle du « premier arrivé, premier servi » s'applique. Voyons les premiers arrivés (autres que les distributeurs et les autorités chargées de la surveillance de ce rationnement). Ils sont numériquement désignés par les dispositions : « Etablissements sanitaires, sociaux, publics ou privés, d'enseignement, entreprises industrielles, agricoles et commerciales de toute nature auxquelles l'interruption momentanée des livraisons de fuel domestique causerait des perturbations graves ». Il est immédiat que les trois premiers types d'établissements auront peu l'occasion d'utiliser, dès maintenant, leur avantage, ou s'ils le font, les effets en seront sans doute limités, vu leurs faibles capacités techniques et financières de stockage supplémentaire.

Il n'en est pas du tout de même pour les trois derniers types de « priorités ». Ceux-ci se voient, tout d'abord, reconnaître un taux de rationnement global de 100 % (et non pas 90 %). Cette différence de traitement est-elle justifiée ? Certes, on en devine aisément les raisons : les auteurs des dispositions ont anticipé le chantage à l'arrêt des machines et au chômage technique. Mais constatons, tout d'abord, que cette mesure n'est guère une incitation aux économies pour les firmes qui n'en ont pas encore fait. Constatons ensuite que ce taux de 100 % introduit une distorsion entre firmes et consommateurs particuliers qui ont déjà réduit leur consommation de fuel l'année passée, puisque les consommateurs sont pénalisés, comme nous l'avons vu, alors que les firmes ne le sont pas. Mieux encore, ce taux assure une rémunération non négligeable aux entreprises qui ont engagé des actions d'économies de fuel réparties sur plusieurs années puisque ces firmes sont autorisées (incitées ?) à stocker cette année plus qu'il leur serait strictement nécessaire au vu de leur programme d'économies ; notons, au passage, que ce bénéfice privé (meurtrier à l'égard de la prime d'achat qui permet le stockage) est, en même temps, un coût social puisque ces stocks supplémentaires devront être importés.

Mais le point le plus important est, sans conteste, que ces « priorités » sont relativement (c'est un euphémisme) délaissées.

Les contraintes de l'échelonnement des achats dans le temps. Il n'est pas difficile de penser qu'ils devront faire preuve de vertu hors du commun pour résister à la tentation du « stockage de spéculation ». Reste l'argument (entendu), d'une belle fraîcheur, que personne ne peut songer à acheter du fuel pour le stocker, compte tenu de son prix actuel ! Pourtant, il est évident qu'au moment même où les dispositions créent des acheteurs potentiels et disposant d'un pouvoir d'achat (par exemple ceux devant se limiter à l'achat des 300 litres au lieu des 1 000 ou 2 000), elles créent des offreurs potentiels (agriculteurs et industriels libérés des contraintes de l'échelonnement et disposant de moyens de stockage) : les conditions d'un marché noir, avec la rémunération-rente du stockage, sont réunies, surtout lorsque l'acheteur et l'offreur sont une même personne physique, comme, par exemple, un entrepreneur individuel ou agriculteur et la même personne, mais cette fois-ci consommateur final dans sa maison.

Enfin, mais cela est bien connu et prend des formes si multiples qu'il est vain de vouloir les esquisser, le rationnement va introduire de multiples distorsions ; et donc des inégalités aussi, entre les consommateurs particuliers eux-mêmes : dans le cas présent, la plus importante est sans doute celle entre les particuliers ayant la maîtrise effective de leur achats de fuel domestique (et donc disposés à

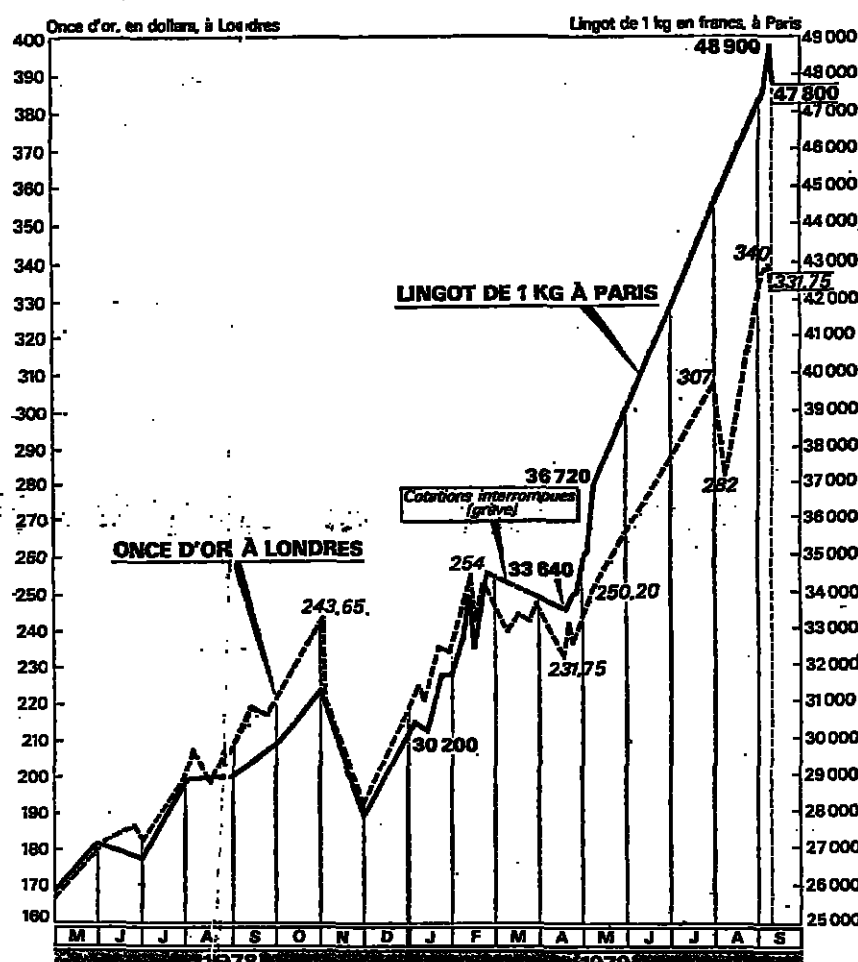
payer de leur temps pour lutter contre les effets défavorables des dispositions) et les autres. Cigares que le problème des charges locatives n'en sera pas facilité.

Quelles que soient les intentions, ces dispositions aboutissent à ajouter, à l'impôt que chaque Français doit payer à l'OPPEF, un impôt à payer à ces prioritaires, essentiellement sous la forme suivante : le Français non prioritaire, obligé d'acheter l'essence de son fuel, du fait de l'échelonnement, à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine, le fera à des prix « producteurs » plus élevés. Quelle que soit sa forme, cet impôt ne paraît pas répondre aux normes de la justice.

Il reste que l'on peut se poser la question suivante : pourquoi un gouvernement qui a eu l'opiniâtreté courage de se battre pour faire entrer dans les mœurs économiques françaises le respect de la discipline des prix a-t-il laissé passer ces malheureuses dispositions ? Avec la liberté (c'est-à-dire, il ne faut pas le cacher, la hausse) des prix du fuel domestique, il aurait disposé d'un moyen d'économie d'énergie infiniment supérieur au rationnement imposé par les dispositions ; et, sans nul doute, il aurait pu accompagner cette hausse de mesures de justice qui, pour un coût moindre, auraient été bien meilleures que ce qui a été prévu par les textes du 30 juin 1979.

PATRICK A. MESSERLIN.

En 16 mois, le prix international de l'or a doublé



C'est au mois d'avril 1978 que le Trésor américain avait annoncé son intention de procéder à « au moins six enchères mensuelles » d'or à partir du 23 mai suivant, ce programme étant destiné officiellement à contraindre au fonctionnement du marché commercial. Depuis lors, les enchères ont eu lieu sans interruption, seules ayant varié les quantités sur lesquelles elles portaient. Personne n'a jamais mis en doute que l'objectif réellement visé était de peser sur les cours du métal précieux (les ventes du Trésor américain s'ajoutant, rappelez-le, à celles, mensuelles aussi, du Fonds monétaire). Selon toutes apparences, l'objectif n'a pas été atteint. Depuis le mois de mai de l'année dernière, le cours de l'or sur le marché international, libéré en dollars, a pratiquement doublé, passant de 170 dollars l'once (soit 31,03 grammes à quelque 320 dollars à la fin de la semaine dernière (après avoir dépassé les 340 dollars au cours de la journée du jeudi 6 septembre).

est de 330 dollars, le prix en francs converti en dollars correspond à quelque 355 dollars). Cependant, il convient de tenir compte d'un autre facteur : la dépréciation de la devise américaine intervenus entre-temps. En mai 1978, le dollar valait plus de 4,60 F, il ne vaut plus aujourd'hui que 4,22 F. Le cours international du métal précieux étant coté en dollars, il en résulte que la hausse sur le marché de Londres s'est trouvée plus ou moins amortie dans tous les pays dont la monnaie a pris de la valeur par rapport à la devise américaine. C'est la raison pour la-

quelle, jusqu'au début de 1979, le prix de l'or était resté pratiquement stable à Zurich (et avait peu monté à Francfort).

Ironie du sort : l'extraordinaire flambée des cours constatée jeudi dernier a été provoquée par l'annonce des résultats de la dernière vente aux enchères du F.M.I. faite à un prix moyen record de 333,24 dollars l'once. La spéculation a pris une telle ampleur que l'arme traditionnellement utilisée pour la briser ou en atténuer les effets (l'augmentation des cessions officielles d'or — semble se retourner désormais contre ceux qui la brandissent.

du 20 au 24 septembre 1979 de 10 h à 19 h

Grand Pavois de la Rochelle

Port des Minimes Tel. (05) 44 45 39
Salon Nautique de la Vierge
Villiers de Cruze à la Vierge
A terre : miradors, échelle-promenade, douches et tous les équipements.
Renseignements : ressources hôtelières, sites A.T. et tout renseignements Paris et Lyon) navette centre ville.
Les Minimes (40) 44 45 39.

POUR LOUER UN VEHICULE 10 POSSIBILITES MILLEVILLE

Vous réservez, éventuellement par téléphone, vous arrivez à la station MILLEVILLE de votre choix et vous prenez, sans attendre, le volant du véhicule que vous avez choisi à :

ASNIÈRES
790.31.31
35, rue de Charzy

AULNAY SOUS-BOIS
866.07.55
138, route de Mity

BOBIGNY
844.18.34
165, avenue de Paris

BOULOGNE
604.68.63
20, Bd Jean-Jaurès

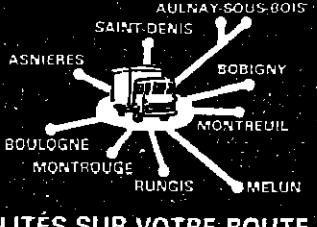
MELUN
439.03.09
6, rue de la Rochette

MONTREUIL
808.13.95
4, rue Didier

MONTROUGE
656.14.18
34, rue de la Vierge

RUNGIS
686.90.15
14, rue des Roulours

SAINT-DENIS
820.92.43
170, Bd Anatole France



EN PROVINCE, 107 POSSIBILITÉS SUR VOTRE ROUTE

MAITRISE DE GESTION

CYCLE FORMATION CONTINUE

2 CYCLES «ÉTUDIANTS»

- Un centre par région.
- 2 séminaires de 3 jours par mois/2 ans.

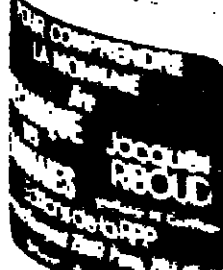
- Comptabilité : 2 ans plein temps.
- Informatique : 3 ans alternance.

Université Paris Val-de-Marne - 58, avenue Didier, 94-SAINT-MAUR - Tél. : 886-11-79 (Mme BOUCHEL)

LOTO

c'est facile,
c'est pas cher,
ça peut rapporter gros

Clôture des jeux demain après-midi



Les Soviétiques mettent « en principe » l'accent sur la modernisation des entreprises

actuellement de 45 % (et de 50 % pour les profits hors plan), pourrait être augmentée ; mais aucun chiffre n'a été cité. Les entreprises qui font des économies d'énergie, de matières premières, de main-d'œuvre, celles qui fabriquent des produits nouveaux de haute qualité pourraient être favorisées. Enfin, une plus grande liberté de manœuvre leur sera laissée dans la fixation des prix des produits nouveaux.

● La résolution du comité central prévoit un renforcement de l'autonomie comptable des entreprises, déjà instituée par la réforme de 1965. La part de profits nets laissés à l'entreprise, qui est

pensé la quantité de ciment requise). Malgré la hausse constante des investissements dans ce secteur, la situation y devenait catastrophique. La part des capitaux investis dans des constructions inachevées avait tendance à augmenter constamment et rapidement : elle représentait 69 % des investissements du bâtiment en 1963, 75 % en 1975 et 85 % en 1979.

● Le seizième thème revient comme un leitmotiv dans tous les discours des dirigeants soviétiques : il faut concentrer les investissements sur un petit nombre de secteurs de pointe, la modernisation des entreprises existantes par rapport aux extensions de capacité ou aux nouvelles constructions. Plusieurs programmes d'investissements à l'échelle nationale ont été attribués de préférence à la modernisation sans favoritisme et dans le contrôle de l'accomplissement du plan on ne tienta plus du compte du volume global de la production. Les nouvelles constructions, les investissements mis en service, l'achèvement, l'entreprise du bâtiment est considérée comme ayant accompli le plan, quelle ait ouvert trois chantiers ou qu'elle en est restée une.

Les primes individuelles seront à calculer sur les fonds de stimulation des entreprises qui, à leur tour, détermineront les primes versées directement aux salariés et les subventions sociales. De plus, les normes régissant le calcul de ces fonds resteront stables au cours du quinquennat, afin que les chefs d'entreprise puissent faire les prévisions nécessaires.

Les stimulants matériels (primes, avantages sociaux, etc.) seront augmentés, mais M. Kossyguine croit bon d'ajouter que l'on n'abandonnera pas pour autant les stimulants « moraux » : meilleure organisation du travail, hygiène, discipline et l'émulation sociale.

De notre envoyé spécial

rapidement réalisés. Mais ce qui sera consacré à l'amélioration de la condition d'une force de travail qui s'accroît de 1,6 million de personnes par an dans l'ensemble du pays le sera au détriment de la compétitivité économique de l'alcool.

Les autorités de Brasilia ont aussi mis au point un plan d'économies d'énergie — notamment pour les cimenteries qui consomment 16 % du pétrole — et pris quelques mesures restrictives pour la distribution du carburant. Mais la substitution de l'alcool à l'essence reste, à court terme, le principal objectif du gouvernement du président Figueiredo.

ment doit nécessairement signer avec l'Association de l'industrie automobile un contrat par lequel celle-ci s'engagera à construire trois cent mille véhicules à alcool en 1990. En 1985, le tiers du parc devrait ainsi être équipé. Les autorités estiment que la distribution suivra et fera, si l'on peut dire, tâche d'huile.

L'engouement pour ces véhicules est immense : le président Figueiredo roule dans une automobile à alcool, des courses sont organisées pour des véhicules de ce type et lors du premier rallye international du Brésil, au mois de juillet, la FIAT 147 à alcool a terminé à la troisième place.

La demande est donc importante, mais ne peut être satisfaite faute d'une production suffisante et de circuit de distribution d'éthanol. Il ne doit guère y avoir plus de dix pompes à alcool dans tout le pays. Aussi l'administration seule est-elle amenée jusqu'à présent à séquestrer de ces automobiles, et il faut disposer d'une autorisation pour faire le plein.

POUR COMPRENDRE
LA MONNAIE
lire
MECANIQUE Jacques
DES RIBOUD
MONNAIES préface H. Guitton
Editions de la RPP
17 avenue Gourgaud 75017 Paris 267.05.43
D.H. 10.000 - Argent Colza

Est-ce à dire que l'alcool est la solution de rechange énergétique d'avenir pour la consommation automobile? Rien n'est moins sûr. La production d'alcool trouve au Brésil des conditions particulièrement favorables. Le climat y étant propice à la culture de la canne à sucre, le Brésil est le premier producteur de l'éthanol (canne sucrière, manioc, sorgho...). Or, malgré cela, le coût économique du programme est loin de concurrencer l'essence. Un baril d'alcool revient aujourd'hui à 37 dollars* (2). Le reconnaît le

ministre de la communication sociale, M. Saïd Farhat. « Mais les gains technologiques possibles sont énormes, alors que, en matière de pétrole, la technologie est aujourd'hui bien connue. De plus, le calcul économique ne prend pas en compte le soulagement ainsi obtenu de la balance des paiements et l'économie de devises. Il n'en reste pas moins qu'une différence durable de coût entre l'essence et l'alcool pourrait entraîner une baisse des exportations et un ralentissement de l'activité économique.

Le « programme alcool » semble aussi fondé sur plusieurs postulats. D'abord que l'on ne trouvera guère de pétrole au Brésil. Ensuite que la main-d'œuvre sur les plantations de canne à sucre restera très bon marché. *E Pas du tout*, rétorque M. Farah, *muisque des gains de*

productivité qui compenseront largement le relèvement des coûts de main-d'œuvre seront

BRUNO DETHOMAS.

(1) 100 cruzeiros = 15 F.
(2) Un baril (159 litres) de pétrole coûte 20 dollars en moyenne.

**directeur
administratif
et financier**

PARIS 160.000 F+

Importateur de biens électroniques d'équipement, notre société a réalisé, avec un effectif de 35 personnes, un C.A. de 20 M de Francs en 1978 en progression de 20% par an.

Elle souhaite confier les responsabilités administratives, juridiques, financières, du contrôle de gestion et du personnel à ce futur Directeur qui sera directement rattaché au Président Directeur Général.

De formation supérieure, le candidat retenu aura l'expérience pratique du contrôle de gestion et de la mise en place de procédures administratives. Il saura en outre poser et résoudre les problèmes juridiques, budgétaires, fiscaux et douaniers. Il aura une bonne habitude de la vie des affaires et parlera anglais. Déplacements de courte durée.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite
et prétentions sous réf. W2.579 à

STRUCTURES
31, avenue de l'Opéra - 75001 Paris

JOËL PICARD SA

CONSEILLER DE DIRECTION
de personnel - Formation - Recherche

JEUNES INGÉNIEURS

65.000 F

BANLIEUE LYON. — Une société, filiale d'un groupe industriel français très diversifié, fabriquant des ensembles électro-mécaniques renommés, est en place des Jeunes ingénieurs diplômés X. Centrale, Sup. Elec., A.M. Dans le cadre des unités de production, ils se verront confier des missions ponctuelles préparant ainsi leur intégration et leur évolution dans l'entreprise. (Rég. 73.)

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats
Adresser curriculum vitae en rappelant la référence à :

JOËL PICARD
(S.A. en cours de formation)
67, avenue Maréchal-Foch, 68008 LYON.

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

● LE QUÉBEC. Pierre GEORGES.

Notre grand géographe, tous azimuts, est, un moment, refait historique, sans abandonner, pour autant, son culte profond pour la géographie humaine. Posséder d'immenses richesses n'est rien ; il faut savoir les répandre autour de soi et le faire, sans déploiement excessif de forces et d'effort.

Succédant à Pierre Blanchard, l'auteur de « la Ville » s'est attaché au Québec, sans doute en raison de l'ampleur des transformations récentes et de l'intensité politique. Climat, flore, faune, préparent logiquement le terrain à l'histoire, l'avenir, le drame, la renaissance. Et le bouleversement le plus étonnant, sans doute, qu'ait jamais connu un pays démocratique, en vingt ans, a porté

sur tout, religion, mœurs, économie et, ce qui est plus grave, démographie. La description s'achève sur le grand point d'interrogation politique actuel, mais les Indiens ne sont pas oubliés pour autant.

Un regret, toutefois : que le Québec soit bien distinct de l'Acadie, nous le savons bien, mais l'exclusion de ce pays, plus curieux encore, dans sa conscience vive, nous donne à penser — et à espérer — que l'auteur et la collection reprendront le sujet, nous rappelant l'inspiration de Longfellow et l'étrange rage de vivre de Chénier.

* Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 17 cm, 127 pages.

● LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL ET LES ENTREPRISES MULTINATIONALES P.K.M. THAKARAN

et symposium du C.E.E.I.M.

Le Centre européen d'études et d'information sur les sociétés multinationales (C.E.E.I.M.) a organisé à Bruxelles, les 1 et 2 juin 1978, sur ce thème, aussi délicat techniquement que politiquement, un colloque qui a réuni cent dix-sept participants de divers pays non socialistes. L'ouvrage contient un résumé des débats, rédigé par M. J. Robinson, rédacteur en chef de Multinational Service à Bruxelles, et l'analyse des théories et bilan des données empiriques existantes, par le professeur universel P.K.M. Thakaran.

Ce ne sont pas seulement le Nord et le Sud qui sont en conflit, mais les traditionnels adversaires, morales et idéologiques. Les transnationales sont sur la sellette, qu'elles soient « multinationales » ou non.

Soutenu, plus explicitement, par M. A. Bencherouf, d'Algérie, M. L. Echeverría, ancien président du Mexique, a rappelé que les entreprises doivent mettre au premier plan le souci de respecter la trame sociale et culturelle des pays où elles investissent. Le réajustement, plus prononcé contre les multinationales, par le professeur de Bandi (de Nanterre) a été trop systématique pour emporter la conviction. Il semble d'ailleurs qu'en l'absence d'un dialogue préalable, l'échange international.

La contrepartie est venue surtout de K. Fibbs, de Rotterdam, et de D. Katschull, directeur de l'Institut

d'études économiques de Hambourg. Reprenant, à l'opposé, l'argument de M. Echeverría, il a estimé qu'il appartient aux pays en développement de créer les conditions préalables nécessaires au bon fonctionnement du secteur privé. Dans l'un et l'autre cas, des exemples précis et bien étudiés auraient été les bienvenus.

Après avoir affirmé qu'aucun conflit d'intérêts n'opposait les travailleurs des pays industrialisés à ceux des pays en développement, M.M.A. Bencherouf et G. Fonteneau (Confédération mondiale du travail) ont proposé un modèle de développement tout nouveau, à base d'interventions publiques qui risquent d'être considérées en évidence des conflits latents.

Sans être stérile, loin de là, la forme trop affective de ces antagonismes reste peu efficace et suggère qu'à l'échelle mondiale, comme, depuis un siècle, à l'échelle nationale, le manque de réalisme des données contribue à faire le jeu du conservatisme.

An débat, parfois vif, succède la sérénité : le professeur Thakaran présente les diverses écoles ou théories (y compris marxiste, radicale, libérale) sur la mobilité internationale du capital et présente ensuite des résultats sur les investissements directs à l'étranger (méthodes et statistiques, parmi lesquelles une intéressante comparaison des investissements directs des pays riches et des pays pauvres) et même sur les coûts et bénéfices, non sans quelques ingénuités classiques sur les balances de paiement.

Document de grande portée, vivant et peut-être coloré, avec le regret que les ouvrages français et espagnols aient été presque exclus de la bibliographie.

* Presses universitaires de France, Paris 1978. 22 cm. 195 pages.

● GÉOGRAPHIE DE LA POPULATION. Daniel NOIN.

Il est des démographies pures qui manient, de façon magistrale, la comptabilité d'hommes, mais qui sont quelque peu désempées dès qu'il s'agit de la géographie humaine. L'atmosphère écologique et sociale, l'environnement est alors un facteur exogène gênant. Il y a aussi des géographes purs, géologues, écologistes, pour lesquels c'est au contraire l'homme qui est l'intrus, toujours en nombre excessif, toujours destructeur du désordre établi. Entre les deux extrêmes, une espèce de mieux en mieux représentée, les « géographes de la population », s'efforcent de relier le tout, s'attachent aux relations réciproques, sans penser nécessairement à une harmonie idéale. Parmi eux figure M. Daniel Noin, professeur à Paris I, auteur d'une « Géographie démographique de la France » très remarquable.

Cette science de la géographie de la population, qui fait pendant à la démographie historique, voire préhistorique, nouvelle elle aussi, nous la tenons ici entre nos mains, dans notre champ. C'est d'abord l'exposé de sources, recensements, « instantanés », plongés dans les enquêtes, état civil, etc., accompagné de résultats tels que répartition spatiale, religion, langue, trois mille groupes ethnolinguistiques dans la Babel mondiale et six mille dialectes dérivés, instruction ou non-instruction, activité. L'exposé sur la fécondité cède un peu trop à la sirène Bastien-Léon, qui, dans notre siècle de lois, fait un peu oublier que le vingtième siècle a été traversé par deux grandes guerres et une crise, appelée grande dépression. Et l'on se demande toujours pourquoi les auteurs français recourent si souvent aux publications américaines et aux déplorables rapports du Club de Rome, qui est, dit M. Noin, « le Club de Rome », dit M. Noin, même pour des données publiées par les Nations unies.

Quoi qu'il en soit, la croissance du nombre d'hommes sur la planète croît toujours, en dépit de la faible signification, un grand attrait, et, du moins, le mérite de permettre une vue rétrospective sur le paléolithique et au-delà. Quant à la vue prospective, elle est à l'an 2000, année déjà « écrite » pour les démographes, alors que de remarquables projections de M. L. Tabah ont mis les feux sur le vingt et unième siècle.

Œuvre de grande valeur, dans l'ensemble, qui, pour la prochaine édition, sera accompagnée, nous l'espérons, d'une bibliographie.

* Editions Masson, Paris 1978. 35 cm. 324 pages.

● L'ESPACE OUVRIER.

Michel VERRET avec la collaboration de Joseph Creusen.

Les deux mots du titre rarement associés, à l'exception du surpeuplement des taudis, ont suffi à inspirer un puissant ouvrage : nous devrions plutôt dire deux ouvrages, car au cours des multiples développements nous trouvons des passages consensuels, assis sur l'observation scientifique, et d'autres où tout s'enfonce, où les sentiments l'emportent, sympathie, révolte, indignation, etc. On est passé, en vif langage, d'alternances entre le cœur et la raison.

Tous les aspects de la vie ouvrière en dehors du travail défilent en tête : le logement, dont nous suivons l'histoire pitoyable et les logiques féroces, jusqu'à une date peu éloignée. Et cependant, dès qu'est abordé le déroulement proprement économique, nous redoublons dans les ombres les plus classiques, les anathèmes remplaçant les chiffres. Il est, à tout le moins, utile de distinguer la rente proprement dite, sans mériter, et les bénéfices en profits de construction, aux aventures plus ondulantes. L'animosité déformante contre les promoteurs aurait gagné à être égayée sur la rumeur, plutôt que sur la rumeur. D'ailleurs nous revenons vite à l'observation pénétrente à propos d'une sélection quasi automatique et déformante des statistiques des quartiers pauvres.

Des lacunes classiques au sujet des trajets journaliers, bien décrits, mais sans mention des deux causes principales, la cristallisation des logements dans une vie sociale non vivante (que l'on se reporte aux évaluations des dommages par M. Mailgnac) et la carte à la semaine, parées de meilleures intentions et responsables de la congestion urbaine en tous pays.

Quitte à ces points scabreux, tout s'éclaircit à nouveau, dans les remarquables pages sur le droit à l'espace, la « beauté ouvrière », l'esprit de famille, cet « Hot non marchand », les relations de voisinage, etc. La poésie est toujours à fleur de texte ou même explicitement citée.

Et en conclusion, bien sûr, un idéalisme plus libéral, peut-être, que libéral.

* Armand Colin, Paris 1978. 23 cm. 232 pages.

● PAYSANS ET COLLECTIVISME.

Georges FRECASTRE.

Après la brillante présentation du célèbre agronome, qui nous réajuste largement, tout en nous instruisant, nous plongeons dans ce domaine redoutable, qui a déconcerté tant de doctrinaires socialistes, même avant Marx. Les données fournies ici sur l'organisation dans les pays dits de l'Est sont d'autant plus précieuses que difficiles à trouver rassemblées, surtout dans leur aspect social.

En Pologne, il a fallu revenir largement à la propriété privée, mais il y a encore 27 % de cultivateurs dans la population active. Tout en s'appuyant sur les mêmes textes doctrinaux que les autres, la Yougoslavie en est venue à un « pragmatisme idéologique », qui s'exprime notamment par le statut savant des OUB et des OUBR, organismes autogérés. Quant à la Roumanie, attardée et facilement indocile, elle a bien plus de coopératives que de fermes d'État, et a encore gardé environ 5 % de propriétés privées.

Plus doutes, la Bulgarie encourage les lopins individuels, notamment pour l'élevage, tout en s'efforçant d'unifier les entreprises agro-alimentaires et de les rapprocher du monde industriel.

Une attention spéciale à la fièvre et mal connue Albanie, marxiste-léniniste, sans compromis, qui, dans sa soif de nivellement, songe même à la répression, tout au moins — aux montagnes. Quel qu'il en soit, en douze ans, la production a triplé. « Monnaie marxiste », dit-on. L'après-Hodja nous donnera peut-être la réponse, mais l'exemple mérite attention.

De non moins remarquables pages suivent, sur la Tchécoslovaquie (où se poursuit rapidement la concentration des coopératives et où l'exode est plus aggrégé que rural), sur la Hongrie, où la réussite égale celle de l'industrie et la dépense même, puisqu'elle rapporte des devises occidentales, enfin, en vedette, américaine, sur la R.D.A. aussi sérieuse dans l'organisation de la culture des terres que dans la formation des athlètes olympiques.

* Editions Cujas, Paris 1977. 285 p.

La désinformation économique

(Suite de la page 23.)

Au niveau de l'emploi des médias, à commencer par celui qui devient le plus puissant, la télévision, on occupe — à part quelques trop rares éclairés — entre la pénétration et le prime-sautier, l'assens du dogme et le sautillant des jeux de société. Pour expliquer l'aggravation récente des taux d'inflation et l'approfondissement du chômage, on ne sut dès lors que reprendre la complainte du « c'est la faute au prix du pétrole », mais en l'utilisant de façon et exclusive et si manifestement à contre-temps, qu'on risque de ne plus vraiment convaincre personne.

Comment s'étonner dès lors qu'à la répétition et à la simplification des uns répondent la grosse artillerie de la mise en cause sans nuance du « système » et, par corollaire, de « ceux qui l'ont en charge » ?

Au lieu de faire apparaître les déterminants de l'extrême diffi-

culté actuelle, on persuade chacun de ce que la crise, c'est l'autre ? Est-ce donc là ce qu'on souhaite ? La vérité est pourtant que la crise mêle des éléments qui nous échappent mais beaucoup aussi auxquels nous pouvons commander : qu'elle comporte des risques considérables, mais qu'elle est également porteuse de certains signes positifs (économie de ressources, style de vie moins dispendieux, activités de substitution, etc.). Il faut dire et redire, si on veut expliquer, qu'il y a dans la difficulté actuelle plusieurs séries de déterminants d'origine différente. De l'extérieur sont venus des changements : celui d'abord du prix relatif des produits primaires, somme toute normal eu égard au retard antérieur ; simultanément, les premiers effets d'une montée de la concurrence des nouveaux producteurs, elle-même « fatale » et dont il va bien falloir s'accommoder. « Trade and not aid »,

disait-on il y a vingt ans. Nous y sommes.

Mais à l'intérieur, que d'adaptations d'une économie française qui a fait, il faut bien le dire, un peu illusion, tant que tout était gommé par la haute conjoncture et qui, aujourd'hui, doit purger ses humeurs.

Une économie où les zones d'improductivité sont trop nombreuses et où trop de distorsions tendent à susciter des régulations, mais à des niveaux sous-optimaux. Moins pêle-mêle qu'il n'y paraît, citons : l'inertie qui sert à éviter les rigidités de l'embauche permanente, l'optique de la recherche de l'emploi qui prévaut sur celle du travail, les trop nombreuses professions libérales encore bardées de protections, les ententes de producteurs presque partout présentes, le jeu de cache-cache presque permanent au sein de l'entreprise entre le pouvoir patronal et le pouvoir syndical, le réflexe

d'assister de trop d'entreprises et de groupes le va-et-vient par pantoufle ou retraite entre l'administration et le privé, qui, ensuite, passe commande, etc. La liste serait trop longue. Mais partout, l'esprit est le même, chaque entorse suscite une contre-force et l'ensemble se régularise et s'ajuste dans la durée mais à un coût social élevé. Le résultat est que la sphère des « vrais » producteurs se rétrécit toujours davantage. Quand fera-t-on ici, comme l'avait fait Marx au temps des manufactures, une théorie du travail productif ? Qui croira en effet que la sinécure doit être aujourd'hui mise au rang de l'emploi qui produit réellement la richesse ? Or n'est-ce pas là ce qui se passe, au point de vue du revenu obtenu, du statut social, de la garantie de l'emploi ?

Au lieu de s'attacher à cette exploration permanente, on préfère, en France, à tous les ri-

veaux, désigner à chacun son groupe cible. Le milieu patronal oublie ses propres problèmes pour ne s'attacher qu'à ceux des mœurs syndicales. Les organisations de salariés ne voient en eux que les capitalistes exploités, et ainsi de suite. Le phénomène, pour ne pas être nouveau, va croissant, et, à notre sens, il prend, en matière d'information et de communication économiques, un tour plus aigu en France qu'à l'étranger. Encore un peu et il n'y aura plus demain d'indépendants ou de comptes de la nation admis par tous. Nul, pas plus le gouvernement que l'opposition, ne se soucie de la réalité et les chiffres du chômage, n'est partiellement innocent. Mais lorsqu'on en revient à l'explication de la crise actuelle, alors, tout devient possible.

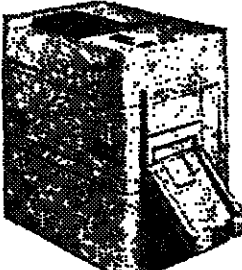
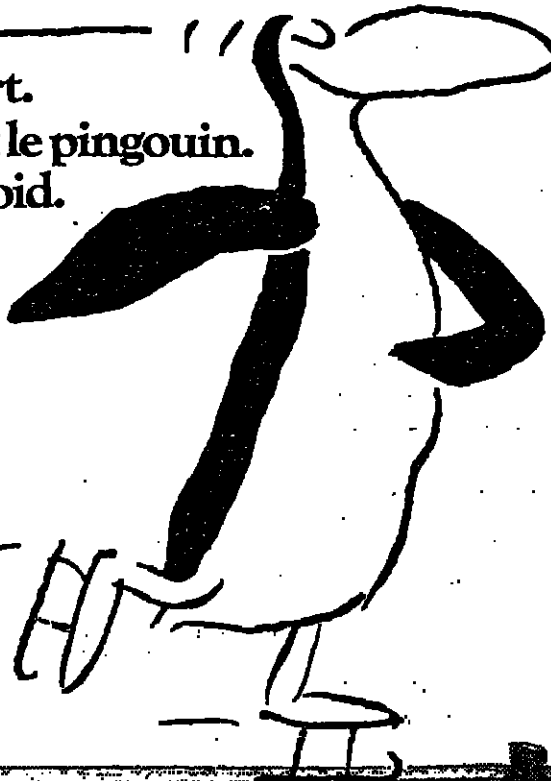
La sphère du diagnostic commun se rétrécit de plus en plus. Parce que ceux qui renvoient, pour

toute l'explication de la crise présente, à l'environnement extérieur, alors que les autres prétendent tout imputer au « système » et à ceux qui l'ont en charge, le dialogue se bloque dès le point de départ. Mais alors comment voudrait-on que le citoyen de ce pays, par sa formation bien peu au fait des problèmes de l'économie, y trouve son compte ? Au-dessus de ces explications partielles et trop ressassées pour rester crédibles des uns, ou discours véhéments et accusateurs des autres, on se place de plus en plus à rêver d'un véritable magistrature de l'information économique. D'un ou de quelques centres de diagnostic qui ne seraient pas des organismes à mi-chemin entre les autres, qui aient les moyens d'étudier, de confronter, puis de communiquer.

Que sont donc devenus, à cet égard, les centres naturels de formation de l'opinion en matière économique et sociale ? On est, à ce point de vue, le rôle d'antan du Plan ? Même si ses analyses sont plus d'une fois pertinentes, n'est-il pas lui aussi, contre son gré, devenu suspect parce que l'exécutif n'a pas su s'y faire plus d'un an ? Qu'en est-il du Conseil économique et social, de sa composition et de ses avis, qui trop souvent, au moment des votes, ne font que reproduire le cours de la France en deux ? Peut-être faudrait-il — et cela devient urgent — rééquilibrer, mieux définir les missions de ce qui existe, sans doute aussi innover en créant des centres de diagnostic indépendants avec un lustre et des moyens suffisants. Mais que de profondes conversions de mentalité seraient nécessaires : celle de la haute administration française, qui n'est peut-être pas aussi commise que le croient certains de ses membres lorsqu'il s'agit de penser les transformations longues ; celle des économistes universitaires, qui, même lorsqu'ils ne sont pas entrés en politique, doivent encore et toujours aller avec humilité vers l'observé. Et que dire de l'accès aux données dans les pays où ce qui, partout ailleurs, est banalité est au moins dit ici « confidentiel » ? Il conviendrait ensuite de savoir mettre au point des groupes d'information pluralistes chargés de débiter et de faire passer le message. Tant que cela ne sera pas, qu'une dépolitisation voire une certaine dépublisation de l'information et de la communication économiques n'interviendront pas, craignons que les conflits ne s'avèrent et que le Français moyen n'en vienne à un « ras-le-bol » bien regrettable à un moment où l'intelligence de la chose économique est plus que jamais nécessaire.

HENRI BOURGUINAT.

Agfa-Gevaert.
Notre copieur X 21, c'est le pingouin.
Il travaille à froid.



La principale caractéristique de notre photocopieur X 21 est de travailler à froid. C'est pour cela que nous l'avons baptisé « le pingouin ».

Le Gevafax X 21 photocopie par flashes électroniques, un procédé exclusif Agfa-Gevaert.

Pas besoin, chaque matin, de faire chauffer la machine. Pas besoin non plus de ventilateur : ses éléments électroniques restent de glace même quand le rythme s'accroît.

Le X 21 est très robuste. Il consomme peu d'électricité et sans système de ventilation, court moins de risques de surchauffe et donc de panne.

Enfin, le X 21 est très silencieux et peut donc rester près de vous, même dans votre bureau.

La photocopie confortable, c'est un photocopieur qui garde son sang-froid.

AGFA-GEVAERT
Toute une gamme de photocopieurs confortables.

GEVAFAX X-21 universal

Agfa-Gevaert Division Équipements des Entreprises, 8, rue Ampère, 78390 Bois d'Arcy, Tél. 01 1 25 10 00

الجامعة الجزائرية

OFFRES D'EMPLOI	Le 10/9	Le 10/9
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,1
IMMOBILIER	35,00	41,6
AUTOMOBILES	35,00	41,6
AGENDA	35,00	41,6
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCLAVÉES	Le 10/9	Le 10/9
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Schlumberger recherche de Jeunes Ingénieurs dynamiques et ambitieux pour une vie à l'étranger

Les ingénieurs Schlumberger réalisent des mesures géophysiques dans les sondages pétroliers. Ces mesures indispensables à la recherche du pétrole et du gaz, font appel à des techniques avancées.

Vous êtes : jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, Arts & Métiers, Supélec...) - dégagez des obligations militaires - âgé de moins de 28 ans - vous avez de bonnes notions d'anglais.

Nous vous proposons de participer activement à la découverte, à l'évaluation et à la production des réservoirs naturels d'hydrocarbures. Pendant les 5 premiers mois vous recevrez, dans nos centres d'entraînement puis sur le terrain, une formation théorique et pratique intensive. Après cette formation initiale vous serez affectés à une équipe ainsi qu'une unité-laboratoire Schlumberger.

Nous vous intégrerons dans un plan de développement qui débouchera sur des postes offrant de larges initiatives et des responsabilités importantes. Vous serez appelé à exercer votre activité de l'antique norvégien aux jungles du Bornéo, des déserts arabes à la Mer du Nord. Nous préférons, au départ, des candidats célibataires. Après les 15 premiers mois, nous offrons aux ingénieurs mariés toutes les conditions nécessaires à une vie de famille. Nous recherchons de jeunes ingénieurs ayant une forte personnalité, le goût d'une vie active et des contacts humains. Ils viendront s'insérer dans une Société pour qui les promotions internes, responsabilité, équipe, efficacité ont un sens et où la rémunération et les avantages sont importants. Au début les salaires se situent entre 7.000 et 12.000 FF par mois, selon l'affectation géographique.

Adresser demande de candidature, C.V. et photo à ST Schlumberger, Département Recrutement, 42, rue St-Dominique 75007 Paris.

Schlumberger

TRAVAUX ROUTIERS gestion matériel MAROC

Un important Groupe national de travaux routiers recherche pour sa filiale marocaine, dont l'activité s'étend sur l'ensemble du Maroc (général et routes), un Responsable du Matériel. Comme Adjoint au Directeur de Filiale, et après une formation initiale en liaison avec le responsable actuel qui envisage sa retraite, il aura la responsabilité complète de la direction et de la gestion d'un parc important (400 matériels) ainsi que la supervision d'un effectif de 80 personnes. Son rôle sera de mettre en place les structures de fonctionnement matériel (système et procédures de gestion), d'organiser les ateliers et d'assurer la maintenance et le dépannage des matériels sur chantiers. Ce poste, basé à Casablanca, nécessitera d'un ingénieur (AN, ESME, TP...), âgé d'au moins 30 ans, détenteur de son permis de conduire, ayant 3 ans d'expérience professionnelle dans la gestion de parc acquis si possible dans les travaux publics ou routiers. Aux conditions d'expatriation habituelles, s'ajoute une rémunération de l'ordre de F 130 000 essentiellement fonction de la personnalité du candidat.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 58-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP.



EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 93420 Villetaneuse.

PARIS

LONDRES

HOUSTON

LAUSANNE

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Construction Electrique - Electronique - Télécommunications

recherche Candidat

haut niveau

Formation technique adaptée. Pratique courante langue russe.

pour diriger sa

DELEGATION PERMANENTE A MOSCOU

Envoyer C.V. à no 22308 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

COMPAGNIE DE RECHERCHES GEOPHYSIQUES

FILIALE IMPORTANTE GROUPE AMERICAIN

recrute

pour travailler à l'étranger (AFRIQUE DU NORD - MOYEN ORIENT)

CALCULATEURS SISMQUES

Position cadre Ingénieur, spécialité : Travaux Publics, Electronique ou Mines. Connaissances de sismologie, réflexion et réfraction souhaitées.

Position non cadre Niveau Math. Sup. Math. SPE. Connaissances de la langue Anglaise (niveau secondaire minimum). Dégagé des obligations militaires. Permis de conduire tourisme exigé. Les candidats retenus pourront être affectés : - sur Mission - Travail : 5 semaines en France. - Congés : 3 à 4 semaines en FRANCE.

- en Ville - Vie de famille possible. - Fréquentes déplacements sur Missions. - Congés 5 semaines par an en FRANCE. Salaire de base + indemnité géographique + avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé et photographie à n° 9031 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01

16, rue Volney 75002 PARIS

INGENIEUR MECANICIEN ESPAGNE

Vous avez un diplôme d'ingénieur grande école et vous avez déjà été confronté à des problèmes de production, d'entretien ou de bureaux d'études.

Vous connaissez l'espagnol.

Vous êtes l'homme que nous souhaitons rencontrer pour assurer la première technique française auprès de notre filiale espagnole (160 personnes région Madrid) qui fabrique des produits industriels destinés en majeure partie à l'automobile.

Notre groupe a de nombreuses implantations en France et à l'étranger qui permettent d'assurer une évolution de carrière intéressante.

Adresser C.V. et prétentions sous No 24401 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

FRIDA LE FONDS DE RECHERCHE ET D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

recherche

pour engagement immédiat

CHEF DE PROJET NIGER

- Chargé de la mise en place de centres d'artisanat du cuir dans le cadre d'un contrat financé par la Banque Mondiale. Il aura la responsabilité commerciale, administrative et comptable du projet sous la supervision de la Direction des Etudes de FRIDA Paris.

- Expérience de la gestion et de la conception de projets de développement en Afrique.

- Formation économique, administrative et comptable de haut niveau requise.

- Age : 30 ans minimum.

25, avenue Franklin-D.-Roosevelt - 75008 PARIS.

Env. C.V. + photo + lettre manuscrite à FRIDA.

THE CLEM CORPORATION S.A.

recherche

pour Industrie Pétrolière en Afrique du Nord

UN INGENIEUR SECURITE PETROCHIMIE

PLUSIEURS INGENIEURS MECANICIENS 15-20 ans d'expérience équipements tournants et statiques (résines et sulfur).

UN INGENIEUR PROCÉDÉ

15-20 ans d'expérience traitement gaz et pétrole brut

UN INGENIEUR ELECTRICIEN D'ETUDES

distribution BT MT

UN INGENIEUR INSTRUMENTATION

10 ans d'expérience

UN INGENIEUR PROTECTION CATHODIQUE

10 ans d'expérience

PLUSIEURS MECANICIENS TECHNIENS

5-10 ans d'expérience machines tournantes

UN CONTREMAITRE CHAUDRONNIERE LOURDE

10-15 ans d'expérience

UN CONTREMAITRE ou TECHNICIEN ELECTRICIEN

5-10 ans d'expérience

UN CONTREMAITRE ou TECHNICIEN MECANICIEN

5-10 ans d'expérience

UN CONTREMAITRE ou TECHNICIEN INSTRUMENTISTE

5-10 ans d'expérience

pour Raffinerie en Afrique Centrale

UN COMPTABLE

agent l'expérience de mouvement de produits pétroliers

Rémunération élevée, nette d'impôts. Logement ou indemnité de logement.

Ecrire : The Clem Corporation S.A. 20, avenue du Général-de-Lorraine, Bte 14 1150 Bruxelles - Belgique.

CHEF DE BUREAU COMPTABILITE

8.500.000 CFA

Une compagnie minière (4.000 p.) implantée en Afrique Equatoriale recherche un Chef de Bureau Comptabilité Adjoint au Chef des Services Comptables. Il sera chargé de la comptabilité analytique, de l'établissement des comptes mensuels, du suivi des immobilisations, des déclarations fiscales et sociales. Il participera à l'élaboration du bilan annuel. Il aura la responsabilité de la comptabilité des économats. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation DSCG, BP comptable, possédant une dizaine d'années d'expérience dans un poste semblable, à la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation. Ecrire sous réf. 294/M à :

G. R. H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Compagnie Minière Afrique Equatoriale

Délégué général export

200 000 +

SAINT-MAURICE ENTREPRISE

Notre société spécialisée dans l'agencement et la décoration d'ensembles immobilières (résidences de très haut standing, hôtels, magasins de luxe, etc.) connaît un développement très important sur les marchés extérieurs et plus particulièrement en ARABIE SAOUDITE.

Soit jusqu'à 200 000 \$ par an pour notre Direction Générale nous implantons dans ce pays nous amenons à rechercher un Délégué Général de haut niveau.

Le cadre de formation technique devra posséder :

- La maîtrise des langues du bâtiment (arabe et français).

- Une expérience réussie à l'exportation (la connaissance du Moyen-Orient sera un atout déterminant).

- Une maîtrise parfaite de l'anglais.

- La maîtrise parfaite de l'arabe.

Après une période de formation d'un mois au siège de la société, le représentant sur place l'entreprise avec la plus large autonomie et assurée :

- La maîtrise des relations avec les clients et les fournisseurs.

- La maîtrise des relations avec les autorités locales.

- La maîtrise des relations avec les entreprises locales sous-traitantes.

Besoin d'immédiat, il bénéficiera d'un salaire mensuel de l'ordre de 200 000 Francs et d'avantages liés à sa fonction (logement, etc.).

Documentation sur poste aux candidats professionnels.

APPROPRIATION REMISE APRES PREMIER ENTRETIEN

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (récent), sous réf. 2609 P 36, rue Étienne-Marcel, 75001 PARIS

PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND

Société recherche

AGRONOME

expérimenté, spécialiste riziculture

AGRO-ÉCONOMISTE

pour séjour en AFRIQUE TROPICALE

Env. C.V. et photo n° T 015-228 M. ROQUE-P. 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

en précisant numéro de téléphone.

Société industrielle installée en Afrique francophone recherche

COLLABORATEUR

ayant au moins 10 ans d'expérience et connaissant bien les questions de personnel, d'organisation et service général.

Adresser curriculum vitae à :

CCH S.P. 48.000, 75364 PARIS CEDEX 08.

Société industrielle installée en Afrique francophone recherche

COMPTABLE EXPERIMENTE

Comptabilité générale, Comptabilité analytique. Adr. C.V. à G.C.H. B.P. 48-00, 75364 PARIS CEDEX 08

CADRE EXPORT

140.000 F +

L'UPAC, leader français en alimentation animale, recherche une personne de caractère pour ouvrir et développer, principalement en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, les marchés de l'alimentation animale et des produits vétérinaires.

L'anglais est indispensable, l'espagnol reste souhaitable. Des connaissances en biologie et nutrition animale seront appréciées.

Une très large liberté d'action sera laissée au collaborateur retenu. Le poste comporte des possibilités d'avenir intéressantes.

Env. lettre manuscrite et C.V. précis à réf. I.I.M. ABOUVENTE, 14, rue Berthollet, 75005 PARIS.

INGENIEUR SENIOR TRAVAUX ROUTIERS

Une Société de Conseil et d'Assistance technique recherche, pour une intervention de longue durée en Afrique noire francophone, un ingénieur expérimenté ayant une expérience confirmée en travaux de construction routière.

Il est familiarisé avec l'Afrique où il a déjà exercé des responsabilités dans le domaine routier.

Avec l'obligation d'écrire (joindre C.V.) et de mentionner votre dernière rémunération. Présenter sur l'enveloppe la réf. 1312 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui tr.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LES LABORATOIRES CIBA-GEIGY

4ème rang mondial.

un des plus importants services de Recherche, vous proposent si vous êtes JEUNE DIPLOME (E) (BAC MINIMUM, si possible début d'études scientifiques ou commerciales) :

— de devenir de véritables professionnels de la

VISITE MEDICALE

— ou de PROGRESSER dans ce métier si vous le pratiquez déjà.

Après une formation rémunérée de 3 mois, vous apporterez aux médecins de ville et des hôpitaux les informations scientifiques et techniques dont ils ont besoin pour l'utilisation des spécialités de haute valeur thérapeutique.

Vous deviendrez rapidement des gestionnaires d'un secteur dont vous aurez la responsabilité.

Nous offrons : — Salaire en relation avec l'importance du poste + Frais
— Possibilité voiture Société
— Réelles possibilités d'évolution dans un groupe favorisant la promotion interne.

Secteurs à pourvoir : — CHARENTE MARITIME — OISE
— ILLE-ET-VILAINE — REGION PARISIENNE
— FINISTERE — STRASBOURG
— LOIRET + CHER — ITINERANT (FRANCE)
— MANCHE + MAYENNE

Adresser lettre manuscrite précisant le secteur désiré, curriculum vitae et photographie récente au Docteur CORRIOL - Laboratoires CIBA-GEIGY - 2/4, rue Lionel Terray 92506 RUEIL-MALMAISON. Téléphone : 749.02.02.

jeunes ingénieurs

PROVINCE

La Compagnie Générale des Matières Nucléaires COGEMA (Groupe CEA) recherche, dans le cadre de son expansion, pour son Etablissement de La HAGUE (proximité de Cherbourg) plusieurs jeunes ingénieurs.

Rattachés au Directeur de Production, ils se verront confier, en relation avec les Chefs de Groupe et après une période de formation d'environ une année, la responsabilité des équipes de production travaillant en quart (opérateurs, spécialistes, ouvriers d'entretien, ...).

L'aptitude au travail posté et de réelles qualités d'animation des hommes sont indispensables.

Les conditions financières sont intéressantes et de larges perspectives de carrière sont offertes au sein du groupe.

Les Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP examineront rapidement votre candidature. Ecrivez sous référence 57-M.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vaucresson

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

Maison de Santé (Provence),
chirurgie
INFIRMIERE D.E.
Les Hôpitaux, 93630 Bargemon.

Urgent - Recherchons Un CHEF de PRODUITS, société multinationale, fabrication électronique, implantée dans Sud-Est. De formation Ingénieur ou niv. technique équivalent. Connaissances indispensables marketing (enquêtes, analyse de populations, marketing mixte, techniques de communication). Anglais soigné. Mission : élaboration des cahiers des charges, lancement des produits, suivi économique des produits. Capable de s'insérer dans équipe jeune, dynamique. Souci de son efficacité et de sa rentabilité. Rémunération mutuelle. - Envoyer C.V. détaillé et précis à : SAF S.A., 35, rue Clémence, 92010 NANTERRE, chargé de la sélection.

ORGANISME REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

INGENIEUR ECONOMISTE de formation supérieure, possédant exp. de l'entreprise si possible PME pour l'intégrer dans une équipe chargée de participer à des études et actions économiques régionales. Env. C.V., photo, sal. et prêt. à : C.R.C.A.M. SUD-EST, 54700 Pont-de-Mousson. Téléphone : (83) 81-40-38.

Jeunes Diplômés

Enseignement Supérieur

Pour faire face à son développement, et en particulier pour assurer l'industrialisation des périphériques d'ordinateurs à support magnétique, l'établissement industriel de CII HONEYWELL BULL à Belfort (2000 personnes) propose différents postes évolutifs à des ingénieurs récemment diplômés.

Secteur d'activités

FABRICATION
• contrôle de qualité
• procédés de fabrication
• choix des équipements de production
• achats

INFORMATIQUE

• Ingénieur Système sur 66/60

Formation souhaitée

• magnétisme - électronique -
• physico-chimie
• automatisation + notions d'économie
• électronique - électromécanique
• notions d'économie + anglais courant

• Informatique appliquée à la gestion

En outre nous recherchons des techniciens supérieurs pour les services techniques de fabrication : qualité - méthodes - achats.

— Formation permanente assurée
— Horaire personnalisé
— Cadre de vie et de travail agréables.

Adresser C.V. au : Service Recrutement
6, Avenue des Usines - 90001 BELFORT
Téléphone : (84) 22.82.00

Cii Honeywell Bull.

un chef de projet à Lyon

Nous sommes un important laboratoire pharmaceutique de la région lyonnaise. Le responsable de notre service informatique (30 personnes) propose à un chef de projet de concevoir et de réaliser, avec une équipe de trois à cinq analystes-programmeurs, des applications de gestion en télétraitement autour d'un réseau d'ordinateurs de la série IBM 4300.

Il est ingénieur informaticien (MFG, INSA...) et a une première expérience d'analyste ou de chef de projet pour avoir développé, par exemple, des applications sous CICS.

Notre consultant, P. BUCCAI vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 524 LM) "Carrières de l'Informatique".

CCMC à Orléans cherche un spécialiste en mini-informatique

La jeune Division d'Informatique Répartie de cette SSC installe en clientèle des minis connectés, ou non, à ses trois gros centres de production (3032/OS...); elle vous propose d'orienter ses choix de matériels (minis et périphériques associés), d'en suivre les performances et de former/informer les techniciens chargés des installations et de faire ainsi de vous son responsable équipement.

Vous êtes ingénieur, avez acquis une expérience de quatre à cinq ans chez un constructeur, éventuellement chez un gros utilisateur, et savez suffisamment l'anglais pour visiter avec profit la NCC.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3613 LM) "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTec

DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT

Contrats de haut niveau pour occuper des problèmes administratifs, financiers, réglementaires, relatifs à la réhabilitation des logements anciens et de leur environnement.

Ce poste nécessite de nombreux contacts avec les élus. Il conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur de lettres, économie, droit... du niveau de l'agrégation ou du doctorat, ayant quelques années d'exp. professionnelle.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à Direction régionale de l'Équipement, B.P. 1021, 57036 METZ CEDEX.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

REGION OUEST
recherche
CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL
Expérience fiscalité des entreprises en Cabinet ou administration indispensable.
Adresser C.V. manuscrit, photo, références à HAVAS, RENNES, n° 42 M.

CENTRE D'ACTION SOCIALE ET CULTURELLE

14, rue des Salomonnettes
45140 ST-JEAN-DE-LA-RUELLE
recherche
pr centre social des Salomonnettes
Téléphone : 43-27-32
UN DIRECTEUR
Pour Centre social des Chabes
Téléphone : 43-07-23
1 animateur adolescents
Envoyer C.V. détaillé à Monsieur le Préfet
Centre social
14, rue des Salomonnettes
45140 ST-JEAN-DE-LA-RUELLE

emplois régionaux

TRANE

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

un jeune cadre financier

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



un jeune cadre financier

Rattaché au Directeur de la comptabilité, il sera chargé :

- de gérer la trésorerie à court terme
- de gérer les positions de changes
- d'analyser les répercussions financières dues aux décisions d'investissement
- d'établir les bilans et les cash flow
- d'améliorer les systèmes comptables et financiers.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (I.E.P. Sup. de Co., HEC, ESSEC, etc.), avez une expérience probante d'au moins deux ans dans les services financiers d'une entreprise anglo-saxonne, en France et parlez couramment l'anglais, alors envoyez nous votre C.V. photo et prétentions, sous la référence F.F.41.

un responsable de la gestion du personnel

Rattaché au Directeur des relations sociales, il participera à la définition de la politique sociale et sera chargé notamment :

- de l'élaboration des politiques sociales et de leur suivi
- de procéder à l'évaluation des fonctions et à l'étude des postes de travail
- d'améliorer et de suivre les procédures de recrutement et d'accueil pour le personnel ETAM et ouvrier
- d'élaborer le tableau de bord social de l'entreprise
- de suivre les demandes individuelles du personnel
- d'établir les procédures nécessaires au bon fonctionnement du service
- d'assurer le suivi de la législation sociale
- superviser les enquêtes administratives

Vous êtes un homme de « terrain », à l'esprit concret pouvant imaginer de nouveaux rapports à l'intérieur de l'entreprise, diplômé de l'enseignement supérieur ayant une première approche de la fonction, alors envoyez nous votre C.V. photo et prétentions, sous la référence R.S. 03.

un ingénieur

Rattaché au Directeur de notre division « échangeurs thermiques » il sera chargé :

- de procéder aux calculs de dimensionnement des échangeurs
- de rechercher de nouvelles applications pour nos produits
- de participer aux négociations techniques et commerciales auprès de nos clients européens

Vous êtes ingénieur diplômé (même débutant) spécialisé en thermodynamique et en mécanique des fluides, parlant couramment l'anglais et connaissant l'allemand, intéressé par les produits de haute technologie, alors envoyez nous votre C.V. photo et prétentions sous la référence AL 09.

Nous sommes la filiale européenne d'une société internationale spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel de conditionnement d'air. Nous employons en Europe 1300 personnes et réalisons un chiffre d'affaire de 300 millions de francs.

Pour notre siège social situé à Epinal, nous recherchons :

un ingénieur coordinateur du service après vente

Rattaché au Responsable du service après-vente, il sera chargé :

- d'apporter les supports techniques à nos bureaux allemands afin de les aider à résoudre les problèmes liés à l'après-vente
- d'assurer la formation du personnel de ces bureaux
- de coordonner les actions d'après-vente au Moyen-Orient
- de traiter d'un point de vue technique et financier les réclamations en liaison avec notre maison Mère aux Etats-Unis

Vous êtes à la fois gestionnaire et technicien ingénieur diplômé (même débutant) intéressé par la vente de service et par la diversité des tâches, parlant impérativement l'allemand ainsi que l'anglais, alors envoyez nous votre C.V. photo et prétentions sous la référence C121.

un ingénieur étude

Rattaché au Directeur technique et assisté d'une équipe de dessinateurs, il sera chargé :

- de concevoir une gamme d'équipement de conditionnement d'air à partir des résultats d'enquête de marché
- de suivre les programmes de développement des nouveaux produits
- d'élaborer et de suivre des programmes de réduction des coûts.

Vous êtes ingénieur diplômé (même débutant) ayant de bonnes connaissances en électricité et en mécanique avec une spécialisation ou une expérience dans le domaine de la climatisation et connaissant l'anglais, alors envoyez nous votre C.V. photo et prétentions sous la référence T 98.

un ingénieur méthode

Rattaché au Directeur des méthodes et assisté d'une équipe de préparateurs, il sera chargé :

- des méthodes de fabrication d'une unité de fabrication d'échangeurs thermiques
- de la justification et de la sélection des équipements et outillages
- de l'implantation des équipements en fonction de l'évolution de la production
- du lancement des prototypes

Vous êtes un jeune ingénieur diplômé intéressé par les problèmes de fabrication, vous avez le sens des rapports humains et les aptitudes d'un bon organisateur et connaissez l'anglais, alors envoyez nous votre C.V. photo et prétentions sous la référence M 17.

Les candidatures doivent être adressées avec la référence du poste demandé à



SOCIETE TRANE
Département des Relations Sociales
B.P. 127 - 88004 EPINAL CEDEX

Le Centre Régional d'Informatique Hospitalière de Picardie recrute :

UN INGENIEUR SYSTEME DES ANALYSTES

niveau ingénieur débutant ou confirmé pour développer des applications de gestion sur mini-ordinateurs.

Ecrire à : C.R.I.H. de Picardie
1, boulevard Maignan-Larivière - 80000 AMIENS.

LES FILIALES D'UN GROUPE INTERNATIONAL

commercialisant des systèmes de traitement de la COMMUNICATION et de l'INFORMATION recherchent pour leur GIE à LYON un

CHEF DE PRODUITS INFORMATIQUES DE GESTION

Missions : • Elaboration et mise en place de la politique commerciale informatique du groupe (produits/marchés) • Coordination et optimisation de l'action commerciale • Recherche et développement de nouveaux marchés et produits logiciels • Négociation des achats.

Profil : • 30 ans minimum • Expérience de la commercialisation et de la mise en route de mini et micro-systèmes informatiques de gestion • Formation supérieure spécialisée, technique si possible • Fréquente appréciation de l'orientation d'une agence commerciale.

Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé, photo et prétentions sous référence 8307 A, à :

AVISO conseil
11, rue Raymond 69002 LYON
RÉPONSE ET DISCRETION ASSURÉES

Importante Sté de Transports des Pays de Loire recherche :

UN (E) INGENIEUR INFORMATIEN

• Minimum 2 ans d'expérience - Age : 30 ans - Sera chargé(e) du département informatique : analyse, programmation, exploitation et gestion. Ce poste offre des perspectives de carrière dans un Groupe en pleine expansion.

Adresser curriculum vitae et photo avec prétentions sous le n° 5.830 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75437 Paris Cedex 06, qui transmet.

Pour son équipe PRESSE INFORMATION située à

Marseille, important groupe français (1.500 pers.) recherche un

rédauteur

Il prendra une part active à toutes les étapes de la rédaction de documents d'information - générale ou spécialisée - destinés soit à la diffusion interne, soit au grand public, soit à des publics spécialisés (documents édités sous forme de journaux, brochures, articles de grande presse, films vidéo, etc.). Ce poste (éventuel) qui fait appel au dynamisme, à la créativité, requiert également une grande disponibilité, des capacités de contact à tous niveaux et une excellente maîtrise de l'expression écrite et orale.

Agé au moins de 28 ans, de formation supérieure, le candidat devra justifier d'une expérience journalistique solide.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 013 M à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Cabinet en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS



Première société régionalisée de service informatique

Nous sommes une société en pleine expansion. Nos objectifs sont ambitieux. Pour soutenir notre développement à Paris et en province, nous recherchons :

INGENIEURS COMMERCIAUX

Il faut :

- une première expérience dans la vente de "Services" informatiques de préférence (ou matériel de gestion)
- connaître la PME, savoir dialoguer avec ses responsables
- avoir un niveau culturel universitaire
- être disponible très rapidement

Nous vous parlerons de nous au cours d'un premier entretien que nous fixerons après réception de votre CV détaillé avec photo.

LES POSTES A POURVOIR SONT SITUES A :
PARIS, LILLE, LYON, MARSEILLE, NANTES, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG.

Adresser C.V. à Mme CHARLEUX avec référence DIF pour PARIS et PROV. pour la Province.

NATEL
4, rue Neupont
78140 VELIZY - 946.96.30



responsable service comptable et administratif

Le Chambre de Commerce et d'Industrie d'ANGERS recherche le Responsable de son service comptable et administratif.

Chargé de la préparation des budgets, de l'analyse des écarts et des coûts, de la gestion de la trésorerie, de l'établissement de la paie et de la comptabilité générale en liaison avec un service extérieur, il sera également responsable du suivi de certaines questions administratives et de personnel.

Ce poste conviendrait à un (e) candidat (e) de formation comptable, pouvant justifier au minimum d'une première expérience professionnelle et soucieux de son évolution.

Adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous référence 0161 à :

Le Terc au Jau - B.P. 2291 - 49022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'avec l'accord des candidats.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION CONSTRUCTION

dépendant groupe industriel international recherche pour sa filiale

SUD - EST

DIRECTEUR DE DÉVELOPPEMENT

Agé de 30 ans minimum.

De formation commerciale supérieure et expérimenté en matière immobilière.

Il sera notamment chargé, en relation directe avec le P.D.G., de l'élaboration et du montage d'opérations nouvelles, ainsi que des contacts avec les administrations et collectivités locales.

Adresser curriculum vitae avec photo, n° T 015255 M REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Beaumais, 75002 Paris.

VILMORIN

crée un poste de

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

dans le cadre du service Finances, le candidat sera responsable de :

- La réalisation d'études de gestion telles que coût des transports, budget de main d'œuvre...

qui l'amèneront à être en contact et à négocier avec différents interlocuteurs intérieurs ou extérieurs à l'entreprise.

• Suivre les budgets d'exploitation et d'investissements avec les responsables concernés.

Ce poste basé à ANGERS conviendrait à un candidat de formation universitaire ou école supérieure de commerce, éventuellement débutant et justifiant de réelles qualités de contact humain et de rigueur.

Les personnes intéressées feront parvenir un dossier détaillé à Société Vilmorin, La Ménitrie 49250 Beaufort en Vallée sous référence 117.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SUD-EST distribuant du matériel de notoriété mondiale pour le climat recherche

pour MARSEILLE

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

IL SERA RESPONSABLE :

- du Bureau d'Etudes - pour la détermination des besoins
- pour l'élaboration des besoins
- du Service Commercial
- de la négociation des gros marchés.

Le candidat, Ingénieur d'une Grande Ecole, aura acquis, après au moins 5 ans d'expérience, une formation de frigoriste IFTI ou équivalent.

Il sera, d'autre part, rompu aux négociations commerciales de haut niveau et à l'encadrement d'une équipe commerciale.

Il aura enfin une bonne maîtrise de l'anglais technique.

REMUNERATION : 140 000 F +

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo, à :

CRONOS
58, boulevard Sakakini,
13005 MARSEILLE.

qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

Le Cabinet GATIER, Conseil en recrutement et gestion du personnel à LYON recherche une

PSYCHOLOGUE DIPLOMÉE

pour une mission permanente d'assistance aux problèmes de recrutement à tous niveaux. Une formation universitaire en psychologie clinique est souhaitable. Travail en équipe avec de larges responsabilités.

Ecrire directement à Gérard Gatier, Directeur, 32 rue Barrême, 69006 Lyon. Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

L'ASSOCIATION POUR LA FORMATION DES ADULTES DU COTENTIN recrute son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Conditions exigées : bonne expérience pratique à la conduite de projets éducatifs, si possible liés à des opérations d'aménagement du territoire. Capacités confirmées de négociation, Statut contractuel. Lieu de travail : CHERBOURG. Embarquement très rapide.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : F.A.D.E.P. (Action Côtentine), Tour Franklin, 5921 PARIS - LA DÉFENSE CEDEX 11.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Benduelle

Conserves surgelées
Estrées-Mons
80200 Péronne

recherche

**— ASSISTANT
DU CHEF DE PUBLICITÉ**

Profil : vingt-trois ans minimum. Formation commerciale. Débutant ou expérience de un à deux ans dans un service de publicité-promotion. Il est indispensable d'habiter ou de venir habiter la région de Saint-Quantin ou Péronne.

Adresser C.V. + photo + prétentions à Service Publicité
B. P. 112 80200 — Péronne.

Importante entreprise lyonnaise
recherche pour LYON

**Jeune
Ingénieur**

Centrale LYON, A.M., I.D.N.
ou équivalent

débutant, ou quelques années d'expérience industrielle dans un poste d'encadrement, pour lui confier la responsabilité d'un secteur opérationnel à effectuer important.

Le poste nécessite aptitudes au commandement, à l'organisation et à la gestion.

Merci d'adresser candidature et prétentions sous référence 455 M à notre Conseil.

algoe
Association Lyonnaise
d'Ingénieurs-Conseils
8 bis, route de Champagne
69130 ECULLY

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
D'ASSURANCES
Région Ouest France
recherche

POUR SES DÉPARTEMENTS ASSURANCES

JEUNES DIPLOMÉS
H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P.

- Ils sont destinés à devenir les responsables à part entière de secteurs d'activités, tant sur le plan de l'organisation et du personnel que des coûts et des résultats.
- Ils recevront une formation complémentaire qui comportera une année de stages dans les services du Siège et de missions dans des fonctions différentes.
- De réelles et diverses possibilités d'ouverture dans le Groupe sont offertes à ceux qui désirent réussir.

Adresser Curriculum Vitae sous référence n° 8760 à
COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui trans.

**Maintenance Industrielle
Lyon**

Notre entreprise conçoit, construit et livre dès en main, des ensembles industriels de très grandes dimensions. Le nombre d'unités réalisées, les projets actuels et nos perspectives à court et moyen terme impliquent un considérable développement de la Division Maintenance. C'est pour la renforcer et mettre en place ses futures structures d'encadrement que nous souhaitons recruter un

Responsable d'Intervention

Cet ingénieur coordonne l'ensemble des opérations de maintenance d'une ou plusieurs installations. Il définit les besoins, mobilise les services internes et les sous-traitants, et plus généralement organise et planifie les opérations. Il entretient en outre des contacts avec les clients et différents organismes extérieurs. Intervenant sur des opérations d'ordres très divers, il a une formation et une expérience (5 ans ou moins) polyvalentes (mécanique, tuyauterie, électricité). Il a si possible acquis cette expérience sur des chantiers faisant appel à de nombreux fournisseurs. Prévoir des déplacements fréquents et de courte durée sur les sites.

Merci d'adresser candidature et C.V. sous la réf. 77346 M/LSJ à
HAYAS CONTACT - 156, bd Houssmann - 75008 PARIS.

Black & Decker

N° 1 MONDIAL DE L'OUTILLAGE
ELECTROPORTATIF
recherche

**SPECIALISTE
STOCKAGE DISTRIBUTION
PHYSIQUE**

basé à DARTMOUTH, et sous l'autorité du Directeur de la Distribution, il sera chargé de l'organisation et aura plus particulièrement la responsabilité des relations avec les transporteurs extérieurs.

En outre, il s'efforcera de proposer des solutions modernes de stockage afin d'améliorer la qualité du service. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 28 ans, de format, technique supérieure.

Il devra posséder une connaissance solide des techniques modernes de stockage, une expérience de quelques années dans un magasin distribuant des produits de grande consommation.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Envoyer C.V. et prétentions à M. F. CHANUT,
Directeur du Personnel
B.P. 417 - 69218 LYON CEDEX 1.

Division colles industrielles d'un groupe multinational américain recherche pour sa filiale française, installée à Blois, en forte expansion et réalisant un C.A. de 30 millions de F :

« CONTROLLER »

MAITRISANT CORRECTEMENT L'ANGLAIS, IL AURA POUR TACHES ESSENTIELLES :

- L'établissement et l'analyse critique des résultats mensuels.
- La suivi et l'amélioration de la comptabilité analytique.
- La gestion de la trésorerie.
- La supervision d'une équipe de 6 personnes.
- La prise en charge des problèmes fiscaux et juridiques.
- La mise en place d'un minicalculateur de gestion.
- La préparation de budgets.

LE CANDIDAT RECHERCHÉ AURA :

- Minimum 35 ans.
- B.T.S., D.E.C.S. ou un niveau équivalent.

LA REMUNERATION SERA LIEE A L'EXPERIENCE ET AUX COMPETENCES DU CANDIDAT RETENU

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous référence EA au n° 8.319 « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75007 Paris Cedex 08.

wavin

Nous sommes leader en Europe dans la transformation des matières plastiques.
Nous recherchons

**le chef du service
"logistique"**

Chargé de :

- l'administration commerciale depuis l'enregistrement des commandes jusqu'à la facturation
- le planning et l'ordonnement des fabrications
- la gestion physique et administrative des stocks
- le chargement - les expéditions - le transport
- l'animation d'un service de 10 personnes.

Rémunération : 100.000 +
Lieu de travail : 15 kms de VICHY.

Vous avez 35 ans ou moins, une formation supérieure technique et/ou gestion, une expérience réussie dans une fonction similaire.

Transmettez-nous votre C.V. complet + photo à Société WAVIN
B.P. 5 - 03250 VARENNES SUR ALLIER.

**chef
des ventes**

Un Professionnel
à l'Efficacité Concrète

Spécialités Vétérinaires - la P.D.G. d'un laboratoire de la région Rhône-Alpes veut développer rapidement son implantation nationale à partir d'une nouvelle gamme de médicaments vétérinaires. Le Chef des Ventes qu'il recherchera s'attachera à obtenir un poste d'encadrement en prenant directement en charge la mise en place puis l'animation, sur toute la France d'une équipe performante de techniques commerciales. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans possédant une solide expérience de ce secteur d'activité (visite médicale, vétérinaire), il y a démontré d'indiscutables qualités de vendeur puis s'est affirmé dans une responsabilité d'animation, de formation et de gestion d'équipes commerciales importantes. Homme de terrain, il a le souci constant de l'efficacité de ses actions et sait leur sa réussite personnelle aux succès de sa société. Cette société offre un contexte professionnel très évolutif.

Prière d'adresser un dossier complet de candidature sous référence 781-M à notre Conseil (Discrétion absolue et réponse assurée).

CEP Lyon
55 montée
de chouans
69323 Lyon cedex 01
tel. (78) 28.51.65
annecy - grenoble

Société Industrielle, filiale d'un important groupe français de matériaux de construction, recherche pour renforcer son Direction Régionale des Ventes de :

jeunes diplômés ESC
ou équivalent

Ils auront pour mission, dans un premier temps, sur le secteur qui leur sera confié, de promouvoir les produits auprès d'une clientèle de négociants en matériaux, prescripteurs et utilisateurs qu'ils devront gérer et développer dans le cadre d'une large autonomie.

Dans un deuxième temps, l'évolution vers des postes d'encadrement qui leur sera accordée, justifiant une formation ESC ou équivalent, sera soumise à la mesure des résultats obtenus et des qualités démontrées sur le terrain.

Envoyer C.V. photo et prétentions en précisant la référence choisie au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Armstrong

Dans le cadre de l'extension de notre division
REVETEMENT DE SOL, nous recherchons pour
notre équipe commerciale et recherches pour

**• LE NORD, • LA NORMANDIE
• LE CENTRE, • LA REGION PARISIENNE**

jeunes attachés commerciaux

de formation supérieure (Ecole de Commerce, L.U.T. ou équivalent). Ils auront pour mission d'organiser et d'animer sur place le dispositif marketing ARMSTRONG de distribution de revêtement de sol par grossistes indépendants.

Une préparation identique au training ARMSTRONG pratiqué aux États-Unis est prévue pour les candidats retenus.

Des opportunités de salaire et de carrière sont offertes à ces nouveaux collaborateurs qui devront par ailleurs (condition impérative) parler l'anglais.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 611 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

— Vous avez réussi en entreprise
— Vous souhaitez une direction adaptée à vos motivations
— Vous concevez le service public d'une façon dynamique

NOUS RECHERCHONS :

dans une structure d'accueil souple et évolutive.

1) LE RESPONSABLE DE NOTRE ANTENNE DE MONTBÉLIARD

Votre expérience diversifiée de l'Entreprise, vos qualités de contact vous ont préparé à mener des actions de promotion et d'assurance au faveur des entreprises de la région de MONTBÉLIARD.

Vous serez aidé des services de la Chambre, vous résiderez à Montbéliard, et votre rémunération de départ sera de l'ordre de 70.000 F l'an.

2) LE FORMATEUR CHEF DU DÉPARTEMENT MARKETING DISTRIBUTION - VENTE de son Institut de Formation Permanente

Après une formation commerciale supérieure, une bonne expérience en entreprise des secteurs Marketing Distribution Vente, vous vous sentez la vocation de former des hommes et de conseiller les Dirigeants de P.M.E.

Résidant à Besançon, vous dirigerez un département de l'INPOP, centre important de formation permanente, avec 6.000 m² de locaux et 3.000 stagiaires/an.

Niveau de rémunération : 75.000 F/an.

3) UN ÉLECTRONICIEN - INFORMATICIEN

De niveau supérieur, une bonne expérience du HARD et du SOFT vous sera nécessaire pour vous joindre à l'équipe mise en place pour développer sur la région, la microélectronique, la microinformatique et l'enseignement de l'informatique de gestion.

Résidence : Besançon, niveau de rémunération : 70.000 F/an.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, rémunération actuelle et photo récente à la

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS
7, rue Charles-Nodier,
25042 BESANCON CEDEX.

TOULOUSE - 100.000 F

**CHEF DU SERVICE
CONTROLE QUALITE**

d'une importante PME spécialisée en mécanique et pyrotechnique.

Directement rattaché au P.D.G., il devra faire effectuer tous contrôles des matières premières et des produits finis, faire respecter les procédures, gérer et créer ses moyens de contrôle, présenter les matériels aux Services Officiels.

Il sera en outre chargé de la sécurité dans les ateliers.

Âgé d'environ 35 ans, il aura une formation d'ingénieur, type A et M et une expérience à un poste similaire.

Adresser CV complet sous référence 1922 à

GERCO 281, Route d'Espagne
31076 Toulouse Cedex
Conseil d'entreprises

CNEH

Organisme travaillant dans le domaine de la santé

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
DE GESTION

chargé de la diffusion d'applications au niveau national, recherche pour son agence régionale de

POITIERS

**UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN
analyste**

Formation supérieure souhaitée.
5 années minimum d'expérience en informatique.

Adresser C.V., photo et prétentions à
CNEH, agence de POITIERS
3 rue Georges Servant
86000 POITIERS

L'homme des bois...

C'est dans la France de 1979, un professionnel qui vend en Europe, aux industriels de la plume, de l'habitat, du meuble et des transports, des produits bois à forte valeur ajoutée : panneaux revêtus décoratifs, éléments pour ébénisterie, structures et composites bois et métaux, etc., etc.

Dans notre société vous créerez d'abord la fonction Export, en réalisant du chiffre et de profit en Allemagne, Belgique et Hollande, puis dans d'autres pays. Vous déciderez des actions promotionnelles à entreprendre, des réseaux de vente à développer ou à créer. Vous recruterez vos collaborateurs sur place et à mesure de vos résultats. Vous coopérez avec les chefs de produits et les autres cadres de l'usine pour que toute la société se mobilise pour le succès à l'exportation. Vous êtes attendu et vous serez apprécié en fonction de vos performances.

Pas d'illusion cependant. Vous réussirez dans ce poste, si vous connaissez bien le métier du bois et celui de l'exportation, depuis une dizaine d'années (si plus, ni moins), si dès aujourd'hui vous travaillez en allemand et connaissez un peu l'anglais, enfin si après avoir installé votre famille dans une agréable petite ville de province vous êtes heureux de voyager 50 % de votre temps en gagnant bien votre vie.

Adresser aux conseils en recrutement de SIRCA un curriculum-vitae qui donne l'envie de vous rencontrer. Référence 794 269 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

emploi 159

chef de produit

**INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN**

contrôleur

**ANALYSTE PROGRAMMEURS
RESPONSABLES D'APPLICATION**

2 PUPITREURS

**SOCIÉTÉ NATIONALE
ELF AQUITAINE**

CADRE

الطريق الى النجاح

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES EAUX MINÉRALES DE VITTEL
recherche pour compléter son équipe marketing

jeune chef de produit

Sa formation supérieure et quelques années d'expérience lui permettent de couvrir rapidement toutes les activités d'un responsable de produit.

Au sein d'une structure légère, il agira avec une large autonomie.

Une première expérience est nécessaire dans les produits grande consommation en tant que Assistant Chef de Produit, chargé d'études ou Chef Publicité agence.

Résidence VITTEL.

Adresser C.V., présentations sous réf. 49M147 au

Centre de Psychologie Appliquée
69, rue de Montcau 75008 PARIS
Partenaire pour la France de Consult-Eur

IMPORTANTE SOCIÉTÉ - RECRUTE POUR L'UN DE SES LABORATOIRES DE RECHERCHE situés dans le NORD de la FRANCE

Jeune DOCTEUR D'ÉTAT ou INGÉNIEUR DOCTEUR

SPECIALITÉS :

- Génie Chimique
- Thermo-dynamique
- Électrochimie
- Électrocinétique

Le choix entre les candidats sera fonction des travaux de recherche effectués. Il est donc souhaitable que des précisions soient données sur les sujets de thèse étudiés.

Anglais parlé nécessaire.

Envoyer photo et présentations N° 23.607 Contasse Publiété, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

GRANDS VINS HENRI MAIRE
recherche pour leur Siège Social, ARBOIS, Jura

CADRE COMMERCIAL

Diplômé grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, ESCA), ayant déjà première expérience.

Poste impliquant sans des responsabilités et dynamisme.

Logement disponible.

Rémunération élevée selon compétences.

Adresser lettre manuscrite avec CV et photo, sous référence 1250, à HENRI MAIRE, 39000 ARBOIS. Discretion assurée.

ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE
Etablissement Industriel de Mécanique dépendant du Ministère de la Défense, possédant et développant d'importants moyens DE GESTION DE PRODUCTION

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Responsable des méthodes au sein du Bureau d'Etudes Informatique

- Formation et conseil des analystes;
- Suivi et développement des logiciels;
- Relations avec Sites de Service et Constructeurs.

Poste demandant goût des responsabilités et esprit d'initiative.

POSSIBILITÉS INTERESSANTES DE FORMATION ET D'ÉVOLUTION.

Adresser curriculum vitae et présentations à ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE S.P. 304 - 43333 ROANNE.

« AGDE »
Expériences pilotes pour la promotion de l'emploi en milieu rural

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Responsable du département « PRODUITS NOUVEAUX »

Cet ingénieur très créatif aura les plus larges responsabilités et devra savoir imaginer, réaliser, fabriquer, commercialiser des produits nouveaux en électronique à visée essentiellement professionnelle.

Ce poste très intéressant ne pourra être confié qu'à un ingénieur ayant déjà au moins 3 années d'expérience professionnelle, maîtrisant bien le développement de produits nouveaux en électronique et connaissant parfaitement les techniques les plus récentes (micro-processeurs).

Lieu de travail : 40 KM à l'OUEST DE LYON

Envoyer avec curriculum vitae détaillé et présent. à AGDE SAINT-LAURENT-DE-CHAMOUSSET

TIMKEN FRANCE

appartenant à THE TIMKEN COMPANY, Société internationale premier fabricant mondial de roulements à rouleaux coniques recruté pour son Siège, situé à COLMAR (Haut Rhin)

UN CADRE DÉBUTANT

ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience pour ses services financiers.

Formation : Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP). Anglais indispensable et allemand souhaitable.

Le candidat retenu sera assuré d'une formation pratique aux techniques de gestion d'une Société Américaine.

Ce poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. et photo à TIMKEN FRANCE Service de Personnel - S.P. n° 69 68002 COLMAR CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

CHRONO-ANALYSEURS CONFIRMÉS PRÉPARATEURS CONFIRMÉS AGENTS DE MÉTHODES CONFIRMÉS

Formation D.U.T. mécanique ou équivalent.

- Hommes de contact et dynamiques;
- Bonne pratique du M.T.M.;
- Expérience plusieurs années dans l'industrie de mesure ou grande série pour prendre en charge :
- amélioration des postes de travail;
- réduction des coûts de production;
- élaboration des standards de temps;
- établissement des gammes opératoires.

Lieu de travail : SAINT-AVOUD.

Envoyer avec cur. vitae, photo et présentations à : PERCEVAL, réf. M. 13, 16, rue d'Alsace, 75009 PARIS, qui transmettra.

EST importante Société immobilière appartenant à un groupe national de grande notoriété recherche

UN (E) JURISTE EN IMMOBILIER

- Agé de 30 ans min., possédant une maîtrise de droit ou équivalent et ayant de sérieuses connaissances de droit civil, procédures civiles, droit des assurances et droit immobilier.
- Le candidat aura en charge la résolution de problèmes juridiques divers, qu'il résoudra lui-même ou avec des conseils extérieurs et sera en outre chargé de la documentation.
- Le poste est évolutif avec de réelles perspectives d'avenir pour un candidat possédant des qualités humaines et de commandement.
- LA RÉMUNÉRATION EST FONCTION DE L'EXPÉRIENCE ET DES COMPÉTENCES

Envoyer C.V. + photo s/réf. 57.026 M

Nous avons confié ce recrutement à

EST CONSEIL
30 rue des Clercs
57000 METZ

Important GROUPE BANCAIRE recherche pour REMS, sa

contrôleur

Sa mission principale sera la révision légale des différents établissements à structure très décentralisée, implantés dans la Région Rhône-Alpes.

Ce poste évolutif le conduira à animer rapidement, sous l'autorité du Directeur, l'équipe d'inspection.

Agé de 27 ans minimum, le candidat aura une première expérience réussie de contrôle en d'audit.

Il est prévu, au cours de la première année, une formation complète aux techniques bancaires et de contrôle.

Adresser C.V. + photo + présentations sous référence 24304A à : ORES - 105, bd. Haussmann - 75008 PARIS.

MEMBRE DES INTEC

ORGANISME FINANCIER
associé à un important promoteur immobilier à vocation sociale

pour son antenne régionale basée à ROUEN

UN (E) RESPONSABLE COMMERCIAL
de formation supérieure (licence droit, E.S.C., etc.)

Assisté d'un secrétariat, sa mission consistera à gérer et développer le portefeuille clients des départements de Haute et Basse Normandie et à participer à l'étude et au montage financier d'opérations de construction.

Les candidats devront être familiarisés avec la vente de services et faire preuve d'aptitudes à la négociation et aux contacts de haut niveau.

- Compétences de l'immobilier appréciées.
- Véhicule indispensable.
- Rémunération 70.000 à 80.000 F selon expérience.

Adresser C.V. et photo sous n° T 15200 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

CADRE COMMERCIAL

Une importante société de distribution souhaite confier la direction commerciale de son département QUINCAILLERIE, FOURNITURES INDUSTRIELLES à un cadre expérimenté.

Une bonne connaissance de la distribution, alliée à un tempérament de gestionnaire et un sens commercial dynamique sont indispensables pour réussir à ce poste.

Lieu de travail : ville universitaire du Centre-Ouest.

Votre dossier de candidature (C.V., photo et rémunération souhaitée), qui sera traité confidentiellement, devra être adressé sous référence : GR - 517 à :

ROLAND DERKUM
48, rue de Margneilles
69300 Lyon-Caluire

Groupe immobilier dimension nationale recherche

CHEF COMPTABLE

pour une Société région RHONE-ALPES Placé sous l'autorité du Directeur administratif et financier de l'établissement régional, il est le responsable comptable et fiscal des Sociétés immobilières régionales du groupe.

Il dirige 10 comptables.

- Résidence : LYON.
- Rémunération : 80 000 à 90 000 F selon expérience, référence et formation.
- Possibilité évolution carrière.

Envoyer sous le numéro T 15230 M, Regie-Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

Importante Société Industrielle à vocation internationale recherche

2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS RESPONSABLES D'APPLICATION

- Niveau D.U.T.
- Expérience souhaitable dans les domaines suivants :
 - Cobol
 - Télétraitement
 - Méthodes
- Compétences : comptabilité, gestion des approvisionnements schéma, seraient appréciées.

Lieu de travail : Saint-Avoud.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations à : PERCEVAL, réf. M. 11, 16, rue d'Alsace, 75009 PARIS.

SODECCO
ORGANISME FINANCIER recherche

ingénieurs chargés de missions

La Société de Développement Régional du Centre et du Centre Ouest, chargée d'apporter aux Entreprises de sa région les divers moyens :

- Financements, Conseils, Etudes diverses, nécessaires à leur expansion, propose des postes d'ingénieurs chargés de missions, pour ses Délégations Régionales d'ORLÈANS, de CLERMONT-FERRAND et de POITIERS
- Diplômés d'Enseignement Supérieur (de préférence technique) avec un complément en gestion, les candidats retenus, âgés de 30 ans environ, auront exercé des responsabilités de gestion et posséderont si possible une expérience de diagnostic d'entreprises.

Envoyer C.V., photo et présentations sous référence 2052 M à : Mme Michèle DUBANTON SODECCO 12 rue Lafayette 75009 Paris.

NOUS SOMMES UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS ET NOTRE DÉVELOPPEMENT NOUS CONDUIT À POURVOIR DES POSTES EN Province

INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU

auxquels seront confiés, rapidement après formation sur le terrain, la responsabilité humaine, commerciale et technique d'unités décentralisées de service public « eau et assainissement ».

Ces postes nécessitent un niveau d'études supérieures et une expérience, de quelques années, dans le domaine de l'eau.

Le candidat retenu sera placé en charge d'un service public « eau et assainissement ».

Des informations détaillées sur ces postes seront fournies en écrit, en se référant à : CONTASSE Publ. 20, avenue de l'Opéra, 75009 PARIS ORDEX 01.

SAFT Groupe C.G.E.

La Direction Technique du département Accumulateurs de la SAFT, implantée à BORDEAUX recherche

DEUX JEUNES INGENIEURS

- L'un de formation ECF, AM, ICAM, ADN... sera au sein d'un groupe d'étude produits multi-disciplinaire, chargé d'études mécaniques - résistance des matériaux - calculs thermiques.
- Le second de formation ESE - ISEP - ISEN... aura à conduire des études d'automatisme ou sera d'une équipe d'automatisme.

La SAFT avec ses trois activités Accumulateurs, Piles, Générateurs spéciaux, ses performances techniques, sa politique internationale offre aux jeunes ingénieurs des possibilités de carrière attractives et dynamiques.

Adresser votre C.V., SAFT, Direction des Relations Humaines 119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS-PERRET - sous référence A 11-31.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)
recherche pour PAU

2 PUPITREURS s'ordinateur (très gros système)

Bac scientifique ou niveau équivalent + expérience du système IBM OS-VS2.

Compétences appréciées :

- langue anglaise lue;
- TSO, APL et CICS.

Travail posé en 2x8. Dérogés des obligations militaires. Aptitude à l'expatriation.

Envoyer CV détaillé et présentations sous N° 23754 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 21 bis, avenue des Lilas Bâtiment Moutonnet - 69000 PAU.

CADRE COMPTABLE
GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT recherche pour son établissement de MARSEILLE

UN JEUNE CADRE COMPTABLE

- de formation supérieure B.S.C. - Sciences Économiques + D.E.G.S. (certificat comptable) ou équivalent.
- Il est débutant ou possède une ou deux années d'expérience de la comptabilité.
- Ses connaissances en informatique de gestion sont solides.
- Il est capable de s'intégrer dans une équipe ayant des activités très diversifiées.

Adresser C.V. photo n° T 15008 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

A L'ATTENTION DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES :

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Reims recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ayant 4 à 5 ans de pratique dans les applications industrielles des circuits intégrés et microprocesseurs.

- Compétences en informatique appréciées.
- Ayant des qualités de contact et d'animation.
- Sensibilisé aux problèmes de développement des P.M.E. pour participer à la mise en place d'un organisme de conseil et service en micro-électronique auprès des P.M.E. en Bretagne.
- A partir d'une étude de marché en cours, il aura à analyser les besoins des P.M.E. et P.M.L. susceptibles d'être concernées par l'utilisation de microprocesseurs dans leurs procédés de production ou dans leurs produits.
- Conseil et suivi au niveau de la réalisation, en liaison avec les laboratoires publics et privés.

Adresser candidature, curriculum vitae, photo et présent. à la Chambre de Commerce et d'Industrie, 1, place Honoré-Comte 51002 REIMS Cedex

Recrutement

ANIMATEUR - ÉDUCATEUR
37000 Froid, CAPSE en Sup. demandé. Expérience exigée. Env. C.V. à C.A.S.C. de LAON, 02200 LAON - (03) 23-46-81

INGÉNIEUR N. ou F. OPTION ÉLECTRONIQUE
Tél. 03 23 46 81

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
en expansion - Région NORD recherche

JURISTE ET FISCALITE
expérimentés

Adresser C.V. manuscrit compl. + photo + présentations sous le n° 850, 4 le Marché - Publiété, 5, r. d'Alsace, 75007 Paris Ced. 06. Discretion assurée.

Région AVIGNON
Centre culturel international recherche, URGENT

ASSISTANTE DE DIRECTION
Bilingue anglais, ayant exp. secrétaire de direction. Env. C.V. man. + photo s/réf. n° T 15262 M, Regie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (20)

Organisme de formation recherche pour Centre de BESANCON : **UN ANIMATEUR FORMATEUR**

FONCTION : Encadrer et gérer une ou plusieurs actions de formation. En assurer l'animation générale et certains cours (P.G.). Développer les actions en cours.

PROFIL : recherché : Formation supérieure. Expérience de la formation (dans ou hors entreprises). Intérêt pour les problèmes de l'emploi des différents secteurs économiques.

DATE D'EMBAUCHE : Libre de suite.

Envoyer lettre manuscrite C.V., présentations, photo à : Mme THOMAS 12-14, rue de Pégase 75015 PARIS

El. Public vite moyenne recherche

ASSISTANT EN GESTION INDUSTRIELLE
diplômé E.S.C. ou similaire et minimum 3 ans d'expérience dans l'industrie. Adresser C.V. photo + prêt à : C.R.C.I. (réf. 872), BP. 22 - 37000 BLANZAC, 9, 10

EMPLOIS RÉGIONAUX

GRAND GROUPE FRANÇAIS RECHERCHE

JEUNES DIPLOMÉS

Le grand groupe français recherche pour ses différents services des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une première expérience professionnelle.

Les postes sont variés et offrent de réelles perspectives d'avenir.

Adresser curriculum vitae et photo à :

SAFT Groupe C.G.E.

Direction des Relations Humaines 119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS-PERRET

Jeunes attachés commerciaux

Le grand groupe français recherche pour ses différents services des jeunes attachés commerciaux.

Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une première expérience professionnelle.

Les postes sont variés et offrent de réelles perspectives d'avenir.

Adresser curriculum vitae et photo à :

SAFT Groupe C.G.E.

Direction des Relations Humaines 119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS-PERRET

L'homme des bois...

Le grand groupe français recherche pour ses différents services des hommes des bois.

Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une première expérience professionnelle.

Les postes sont variés et offrent de réelles perspectives d'avenir.

Adresser curriculum vitae et photo à :

SAFT Groupe C.G.E.

Direction des Relations Humaines 119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS-PERRET

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	56,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,31
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	55,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCHEREES	30,00	36,28
OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DU PONT

offre une opportunité de carrière à un analyste (cobol ANS-RPG-DOS-OS)

Sous la responsabilité du Chef de Division Informatique, sa mission sera de :
- maintenir et adapter les systèmes locaux existants ;
- concevoir et mettre en place de nouveaux systèmes ;
- assurer les changements relatifs au futur environnement informatique, installation d'un mini-ordinateur connecté à un réseau européen.

Le candidat que nous souhaitons rencontrer aura une formation supérieure (Ingénieur ou MAGE), environ 5 années d'expérience de l'informatique de gestion et des contacts avec les services utilisateurs ainsi qu'une très bonne connaissance de l'anglais.

Une expérience similaire dans un environnement informatique européen sera un atout supplémentaire.

Les candidatures indiquant la rémunération actuelle sont à adresser, sous réf. 334 M à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. Service du Personnel 9, rue de Vienne 75008 Paris.

L'un des premiers Groupes Français de Bâtiment et Travaux Publics à vocation internationale recherche pour ses

FILIALES FRANCAISES Implantées sur tout le territoire PLUSIEURS CHEFS DE SERVICE COMPTABLE

Réf. A/24058
Dépendant de la direction d'une filiale, ils ont la responsabilité de l'élaboration du bilan, de l'animation de leur équipe et de la mise en place des moyens modernes de gestion.
Age : 28 ans minimum. Une expérience de 5 ans acquise de préférence dans la profession du BTP est indispensable.

PLUSIEURS RESPONSABLES DU CONTROLE DE GESTION

Réf. B/24058
Agents de liaison entre les Services Administratifs et les Services de Production ils sont garants de l'application des systèmes de contrôle en vigueur dans le Groupe et de la fiabilité des résultats.
Age : 25 ans minimum. L'expérience de chantiers Bâtiment et Travaux Publics est nécessaire pour réussir à ces postes.

Une solide capacité d'animation et un esprit ouvert aux techniques nouvelles de gestion, alliés à de fortes compétences professionnelles permettent d'évoluer vers des postes à responsabilité plus globale au sein du Groupe.

Adresser votre candidature à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, en précisant la référence choisie et les noms des entreprises avec qui vous ne souhaitez pas entrer en contact.

MATRA
prend de l'expansion et accroît son potentiel de production en créant notamment un poste

INGENIEUR RESPONSABLE Synthèse Industrielle

Il est chargé de traiter les aspects industriels d'une ou plusieurs affaires, durant les phases Etudes et Développement, en liaison étroite avec les groupes projets.

Sa fonction :
- Participer aux choix industriels.
- Définir les programmes de production et les moyens à mettre en œuvre.
- Prévoir les coûts de production.
- Déterminer les actions d'analyse de la valeur à entreprendre.

Son profil :
Ingénieur de formation Grande Ecole, plutôt généraliste (électronique et / ou mécanique) il dispose d'une expérience industrielle de l'ordre de 5 ans sur des produits complexes utilisant des technologies nouvelles.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 494 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

Jeunes Diplômés de l'Enseignement Supérieur

SOCIETE DE NEGOCE INTERNATIONAL DE CEREALES

Vous êtes débutant, vous avez une formation supérieure, de préférence économique ou commerciale, vous avez un intérêt pour le monde agricole, vous parlez couramment l'anglais.

CARGILL, une des premières Sociétés mondiales dans le négoce des produits agricoles et dans leur transformation, vous offre, après une période de formation, de prendre rapidement des responsabilités commerciales au sein de son organisation française.

Il s'agit de négocier des achats et des ventes de céréales tant sur le plan intérieur qu'à l'exportation, tout en analysant en permanence les marchés céréaliers, monétaires, et du transport ; en assurant le suivi des contrats.

Le travail s'effectue au sein d'une équipe jeune.

Vous devez avoir un esprit vif, une bonne souplesse d'adaptation et de solides qualités de jugement et de décision.

Les postes sont à pourvoir à St Germain en Laye ou en Province.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 909313 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

étudiants de moins de 26 ans à la recherche d'un emploi

L'Institut de Gestion Sociale ouvrira au mois d'octobre 79 un stage spécialisé de formation supérieure préparant aux :

POSTES D'ASSISTANTS DIRECTEURS DE PERSONNEL

orientations :
- techniques de gestion sociale, bilan social
- amélioration des conditions de travail

5 mois 1/2 de préparation professionnelle, alternant travaux d'études, d'application et séminaires d'approfondissement et d'entraînement, corrélation avec les entreprises, en fonction de besoins nouveaux, cette formation est réservée aux étudiants de moins de 26 ans ayant suivi avec succès 3 années d'études supérieures (niveau licence, maîtrise, écoles de gestion et d'ingénieurs).

Les candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle égale à 75 % du SMIC.

Les demandes de candidature doivent être adressées dans les plus brefs délais à :

Madame Hukot
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
11, rue Viète, 75017 Paris
Tél. 766.23.80

Directeur Développement France

La Direction Développement France est la Direction opérationnelle qui regroupe l'ensemble du secteur économique de notre société. Y seront rattachés :
- la Direction Commerciale avec son équipe de vente, ses services d'études et de gestion, de promotion et de publicité,
- les services technico-commerciaux.

Au total plus de 100 personnes.
Le poste qui coordonnera toutes ces fonctions est une création motivée par les perspectives de développement.
Il faut savoir que nous réalisons 250 M de C.A., que notre croissance a été depuis 10 ans forte et continue et que - nouveaux produits, nouveaux créneaux - nous prévoyons sa prolongation sur les 10 ans à venir.

Notre domaine d'activité : le second-œuvre du bâtiment.
C'est pourquoi le DIRECTEUR DEVELOPPEMENT FRANCE que nous recherchons occupera dans notre structure un tout premier rôle. Nous exigeons une formation et une expérience de haut niveau mais aussi et d'abord une dimension humaine exceptionnelle.

SEFOP est notre Conseil et vous remerciera de lui adresser votre dossier sous référence BA 995 M.

SEFOP
11, rue des Pyramides 75001 PARIS.
MEMBRE DE SYNTHEC

VOUS ETES BACHELIER DEGAGE DES O.M.

Vous aimez :
- LES RAPPORTS HUMAINS
- LE TRAVAIL EN EQUIPE
- VOUS VOUS SENTEZ UN TEMPERAMENT DE VENDEUR
débutant ou ayant 1 ou 2 années d'expérience bancaire

LA BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS **BRED-ix**

PREMIERE BANQUE POPULAIRE DE FRANCE
vous propose de rejoindre les équipes de son réseau d'Agences
PARIS - BANLIEUE

Adresser votre C.V. et votre photo à :
Direction Commerciale
Service Gestion du Personnel
BRED-ix
18, Quai de la Rapée
75012 PARIS

ingénieurs débutants

Pour son laboratoire de développement de composants électroniques, notre usine de CORBEIL-ESSONNES propose des postes de

INGENIEUR ELECTRONICIEN H ou F

(spécialisation microcircuits souhaitable)

Formation : ESE, INP Grenoble, ENSEIHT Toulouse, ISEP.

Ces postes de haut niveau requièrent une bonne connaissance de la langue anglaise et peuvent évoluer vers des responsabilités élargies, tant humaines que techniques.

Adresser candidature à : Service du Recrutement
224, bd. John Kennedy - BP 58 - 91102 CORBEIL-ESSONNES.

IBM

L. N. E. (LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS) recherche pour son département ASSISTANCE TECHNIQUE A L'EXPORTATION

JEUNE INGENIEUR CHARGE D'ETUDES

En relation avec l'ensemble des départements techniques du L.N.E., il sera chargé de mener des études comparatives entre les normes industrielles françaises et étrangères.

Il assurera lui-même la rédaction des conclusions de ses travaux à l'usage des Industriels Français.

Formation : MECANIQUE GENERALE (ARTS ET METIERS OU EQUIVALENT)

L'ALLEMAND COURANT facilitant la compréhension de l'allemand technique est nécessaire pour assurer le suivi des relations avec les correspondants germaniques du L.N.E.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à N° 23.634.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75016 PARIS

LES PUBLICATIONS DU MONITEUR

directeur de la promotion

Responsable de la promotion de l'ensemble des revues du groupe auprès des agences, des annonceurs et des lecteurs d'opinion, il conçoit ses activités comme un soutien et une assistance aux éditeurs et aux cadres commerciaux.
Il définit et propose aux éditeurs les opérations nécessaires pour assurer la promotion de chacune des revues.
Il est totalement responsable de leur réalisation ainsi que de l'édition des documents promotionnels.
Agé d'environ 30 ans, de formation commerciale supérieure, il maîtrise toutes les techniques de communication.
Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en matière de promotion-publicité (agences, support ou annonceurs). Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et références à M. VIGIER - Publications du Moniteur - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

Important Groupe Industriel (20.000 personnes environ) en expansion continue crée au sein de la Direction du Personnel un poste de

CADRE PERSONNEL

Il est chargé d'élaborer et de gérer le tableau de bord du groupe à partir d'informations recueillies auprès des Responsables de personnel des différentes sociétés du groupe. Il fait la synthèse de ces données et dégage les données significatives utiles aux orientations sociales des sociétés et du groupe. Ce poste peut intéresser un cadre diplômé de l'enseignement supérieur avec une forte expérience industrielle. Il doit être rigoureux, compétent en matière de statistiques et aimer particulièrement l'analyse des faits sociaux.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° 2315 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Etienne 75008 Paris qui transmettra

COMMERCIAL

SOCIETE D'INGENIERIE
Filiale d'un des premiers groupes industriels français étudiant et réalisant des équipements prototypes de haute technicité Génie Chimique, mécanique...recrute

INGENIEUR DIPLOME

- Niveau III - Commercial confirmé dans ce secteur chargé de la détection, de la négociation et du suivi commercial d'affaires en France et à l'Export. Anglais nécessaire.

Base : PARIS Sud-Ouest (déplacements fréquents)

Contact rapide, en adressant C.V. détaillé, prétentions et délai de disponibilité sous n° 22123 CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGENIERIE

DIRECTEUR D'AGENCE

Le Groupe Publicité Française recherche pour ses agences de publicité des directeurs d'agence expérimentés, capables de gérer une équipe et de développer une clientèle.

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en matière de promotion-publicité (agences, support ou annonceurs). Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et références à M. VIGIER - Publications du Moniteur - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

ETUR DIRECTEUR D'USINE

Le Groupe Publicité Française recherche pour ses usines des directeurs d'usine expérimentés, capables de gérer une équipe et de développer une clientèle.

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en matière de promotion-publicité (agences, support ou annonceurs). Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et références à M. VIGIER - Publications du Moniteur - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

INGENIEUR ELECTRICIEN

Le Groupe Publicité Française recherche pour ses usines des ingénieurs électriciens expérimentés, capables de gérer une équipe et de développer une clientèle.

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en matière de promotion-publicité (agences, support ou annonceurs). Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et références à M. VIGIER - Publications du Moniteur - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

MARKETING INDUSTRIEL

Le Groupe Publicité Française recherche pour ses usines des spécialistes du marketing industriel expérimentés, capables de gérer une équipe et de développer une clientèle.

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en matière de promotion-publicité (agences, support ou annonceurs). Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et références à M. VIGIER - Publications du Moniteur - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

INGENIEUR EN CHEF DEVELOPPEMENT

Le Groupe Publicité Française recherche pour ses usines des ingénieurs en chef développement expérimentés, capables de gérer une équipe et de développer une clientèle.

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en matière de promotion-publicité (agences, support ou annonceurs). Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et références à M. VIGIER - Publications du Moniteur - 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

Le Groupe Publicité Française recherche pour ses usines des ingénieurs en chef développement expérimentés, capables de gérer une équipe et de développer une clientèle.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

BANQUE LILLE

DIRECTEUR D'AGENCE

Cette banque française est la filiale d'un groupe bancaire international. Elle compte 15 agences en France et à l'étranger.

Le Directeur de l'Agence de Lille dirige un effectif de 25 personnes. Il a pour mission de développer les différents services de la banque dont l'implantation est relativement récente. Il bénéficie de l'appui du siège tout en agissant de façon autonome.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 40 ans minimum, de formation universitaire, justifiant d'une expérience bancaire récente à un poste de gestionnaire, responsable du développement commercial. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 8335 C, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

MACHINES AUTOMATIQUES DE CONTRÔLE

DIRECTEUR COMMERCIAL

95 % du C.A. de cette société leader mondial sur son marché est réalisé à l'exportation.

Son développement est spectaculaire : C.A. x 2 en 3 ans. Ses succès sont dus à la qualité de ses matériels (ensembles mécaniques complètes) et à un rigoureux commercialisme (clients satisfaits aux clients).

Pour maîtriser encore mieux son développement, le Président crée le poste de Directeur Commercial. Il élève, met en place et contrôle une organisation commerciale complète. Il anime les différents services (ventes - développement - nouvelles applications - assistance clients - formation - montage - pièces de rechange) qui représentent 25 personnes environ.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste de haut niveau, 35 ans minimum, ayant une expérience commerciale internationale de 5/10 ans environ. Il connaît si possible 3 langues étrangères (anglais, allemand, espagnol); il en maîtrise au moins 2.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4202 M à Christian Laus

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.



WATERMAN

Waterman est un des leaders mondiaux dans son domaine : les instruments à écrire de qualité. La société développe également sa production et sa vente de montres et de bijoux.

Les ventes à l'exportation représentent actuellement un tiers du C.A. L'objectif : 50 % dans 2 ans. Il faut naturellement des moyens : 2 postes sont créés.

UN CHEF DE ZONE

«Amérique»

Il est trilingue anglais-espagnol

(réf. M 423 BN)

UN CHEF DE ZONE

«Europe»

Il est trilingue anglais-allemand

(réf. M 423 BP)

Nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement commercial supérieur. Ils ont une expérience confirmée de la vente, à l'exportation, de produits de grande consommation (de préférence de haut de gamme).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire en précisant la référence choisie à notre conseil.

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

EMPLOI REGIONAL

FUTUR DIRECTEUR D'USINE

Cette entreprise industrielle est leader sur son marché. Actuellement elle dispose d'un certain nombre d'usines réparties sur le territoire et elle crée régulièrement de nouvelles unités de production.

Pour faire face à ce développement, elle désire s'adjoindre un collaborateur capable, après une année de stage dans différents centres de production, de prendre en charge la direction d'une usine du groupe en province.

Ces unités, très automatisées, travaillent en continu et emploient des effectifs de l'ordre de 100 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de fabrication, diplômé ou autodidacte, possédant une solide expérience en production. Il aura la préférence à des qualités d'animateur et de gestionnaire.

Les perspectives de l'entreprise et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité d'avenir.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire à François Sanchez sous référence M 530 AL, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

PARFUMS - COSMETIQUES

INSPECTEUR DES VENTES extrême-orient

Une des plus prestigieuses sociétés françaises désire confier la responsabilité d'un secteur de vente dans la zone Moyen-Extrême Orient.

Cet inspecteur proposera, dans le cadre de la politique commerciale générale, une stratégie adaptée à son secteur. Il la mettra personnellement en œuvre et s'assurera du développement harmonieux de la zone.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 25 ans minimum qui justifie d'une première expérience réussie de vente, à l'exportation, de produits de grande consommation.

La maîtrise parfaite de l'anglais est exigée.

Le poste basé à ORLÈANS inclut 40/50 % du temps en déplacements.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4278 C, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

INGENIEUR ELECTRICIEN

La société, filiale française d'un groupe suisse, emploie 1 600 personnes et réalise un C.A. de 400 M.F.

Elle conçoit, fabrique et commercialise des appareils électriques en moyenne et grande série. Cependant, une part non négligeable du C.A. est réalisée avec des matériels spéciaux dont le développement nécessite la création d'un poste d'ingénieur responsable.

Intégré à la direction commerciale, il prend en charge les produits considérés, de leur définition chez le client jusqu'à S.A.V.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ESE ou INPG, justifiant d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum. Il est basé à Paris et prêt à voyager en France 50 % de son temps pour des déplacements fréquents de courte durée. La connaissance de l'allemand est un atout apprécié.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 408 AL, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Le département époudres fines d'un des premiers producteurs français de matières plastiques fabrique et commercialise ses produits dans le monde entier pour des utilisations anti-corrosion et anti-abrasion.

Il propose le poste d'ingénieur commercial export à un candidat de formation supérieure technique ou commerciale ayant déjà acquis une expérience de vente de produits techniques à l'exportation.

La maîtrise de la langue allemande et une bonne connaissance de l'anglais sont impératives.

Il faut être prêt à voyager 50% de son temps.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire à Henri Philippe sous référence M 5103 BL

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

INDUSTRIE CHIMIQUE

CHEF DU PERSONNEL

Cette entreprise industrielle est un des leaders dans son domaine d'activité. Son effectif dépasse 1000 personnes réparties en plusieurs établissements. Son unité principale, basée en proche banlieue Nord de Paris, emploie 650 personnes, dont les 3/4 en production. C'est pour cet établissement qu'un poste de Chef du Personnel est proposé.

Rattaché au Directeur des Relations Sociales avec lequel il collabore étroitement, il assure la gestion et l'administration complète du personnel de l'établissement. Outre la partie technique de la fonction, il assiste le chef d'établissement dans ses rapports avec les partenaires sociaux et pour les relations humaines dans leur sens large.

Nous souhaitons rencontrer un homme, minimum 30 ans, possédant une formation adaptée et une expérience de 4/5 ans de fonction. Personnel, acquise en milieu industriel.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire à François Sanchez sous référence M 6215 AG

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

LOIRE

RELATIONS HUMAINES

USINE

Dans cette filiale (4 500 personnes - 5 usines) d'un des premiers groupes industriels français, la fonction relations humaines est développée et s'exerce en équipe entre siège et usines.

Le poste proposé, rattaché au Directeur de l'Usine, est à pourvoir dans une unité (à feu continu) de 450 personnes, proche de Saint-Etienne. Le titulaire assure un service de 4 personnes et il traite personnellement les tâches liées à la fonction : conditions de travail, relations avec les partenaires sociaux, gestion du personnel etc...

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis en milieu industriel une première expérience d'environ 5 ans dans la fonction.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4212 M, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

CADRES EXPATRIES

CONSEIL EN RECRUTEMENT

En moins de 10 ans d'existence nous sommes devenus une des premières sociétés françaises de conseil en recherche de cadres.

L'augmentation de notre charge de travail nous conduit à créer un poste de consultant spécialisé dans le recrutement de cadres expatriés. Il prendra également en charge pour la France certaines missions en milieu industriel de production.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant acquis une expérience de 3 ans minimum dans le recrutement et la gestion de cadres expatriés.

Pour un premier contact, nous remercions les personnes intéressées d'adresser une lettre de motivation confidentielle sous référence EG/09 à Henri Philippe,

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

MARKETING INDUSTRIEL SENIOR

Ce groupe industriel (3 500 personnes - C.A. 5 milliards) produit et commercialise des résines thermo-plastiques. Le développement de ses activités dans le domaine des résines de grande diffusion le conduit à rechercher un Marketing Manager.

En collaboration étroite avec le Directeur du Marketing, il a la responsabilité de toutes les études nécessaires à la connaissance et au développement du marché au niveau mondial : statistiques, prévisions de conjoncture à moyen terme, études de marché sectorielles, préparation du plan de marketing, de la politique de prix, des programmes, des actions promotionnelles...

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une expérience de Senior en marketing industriel en France, en minimum, européen et si possible dans un domaine proche des résines thermo-plastiques.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire à Henri Philippe sous référence M 5103 BM, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

INGENIEURS DEVELOPPEMENT APPLICATIONS NOUVELLES

Ce groupe industriel (3 500 personnes, C.A. 5 milliards) propose sur le marché mondial une résine thermoplastique très technique et performante. Ses applications se trouvent dans tous les secteurs de l'industrie, de l'industrie spéciale à celle des sports et loisirs.

De nouveaux produits sont mis au point pour apporter des services plus étendus. Il est donc nécessaire de renforcer l'équipe des ingénieurs développement.

Ceux-ci sont les conseils de tous les utilisateurs potentiels français et étrangers pour les aider à concevoir leurs projets en tirant le meilleur parti technico-économique des qualités offertes par le produit.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs polyvalents (Centrale, AM...) ayant acquis 3 à 4 ans d'expérience professionnelle dans un service développement quel qu'il soit.

La pratique courante de l'anglais est impérative, celle d'une autre langue appréciée.

Lieu de travail : Paris. Déplacements : 40 %.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire à Henri Philippe sous référence M 5103 BK, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

MACHINES AUTOMATIQUES DE CONTRÔLE

INGENIEUR EN CHEF DEVELOPPEMENT

Cette société est la filiale d'un des premiers groupes industriels français. Elle conçoit et réalise des machines automatiques destinées aux contrôles des produits en verre creux : dimensions linéaires et volumétriques, état de surface, etc...

Elle fournit 1/3 du marché mondial de ce type de machine. En constante expansion, elle envisage également d'étendre ses marchés nouveaux.

Son équipe technique d'ingénieurs et de développeurs souhaite rencontrer un ingénieur électromécanicien, 30 ans minimum, de formation AM ou équivalente.

Une expérience approfondie de la mécanique et de pièces en mouvement rapides est indispensable.

Outre son potentiel de conception, ses qualités d'animateur doivent rapidement et naturellement le conduire à une fonction de responsabilité au sein d'une équipe.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 3202 L, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

ROCHE BIOELECTRONIQUE

INGENIEUR DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Roche Bioelectronique est un des leaders mondiaux dans son domaine : l'électronique médicale.

Ce poste est rattaché au Directeur du service Etudes et Développement. Cet ingénieur a pour mission d'intégrer l'électronique complète des appareils qui lui est fournie par le service Etudes dans un ensemble électromécanique dont il coordonne la conception et la réalisation. Il prépare également le dossier complet de fabrication.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électromécanicien ayant acquis des connaissances en électromécanique. Il a une expérience professionnelle de 5 ans minimum. Une partie de celle-ci a été acquise dans un service industrialisation et/ou fabrication.

Localisation du poste : 6 mois Vélizy, puis Montigny-Le Bretonneux.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4209 H, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

	La ligne	La ligne T.E.		La ligne	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	58,98	ANNONCES ENCAISSÉES	90,00	95,28
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11	OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,28
IMMOBILIER	35,00	41,16	DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
AUTOMOBILES	35,00	41,16	IMMOBILIER	23,00	27,05
AGENDA	35,00	41,16	AUTOMOBILES	23,00	27,05
PROF. COMM. CAPITAL	95,00	111,72	AGENDA	23,00	27,05

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Cimsa

Compagnie d'Informatique Militaire
Spatiale et Aéronautique
Filiale THOMSON-CSF

INGENIEURS études logiciel

Formation :
Grandes Ecoles ou Universités
(option informatique).

Fonction :
CONCEPTION et REALISATION de
logiciel de base sur mini-ordinateurs et
micro-ordinateurs.

Une expérience de quelques années serait
appréciée.

Adresser lettre manuscrite et C.V. en indi-
quant la référence LOG/1 à : CIMS -
Service Emploi-Formation - 10/12 avenue
de l'Europe - BP 44 - 78140 VELIZY.

le crédit hotelier commercial et industriel

favorisé par ses concours à moyen et long terme
le développement des petites et moyennes
entreprises.

Les responsables de la délégation régionale
ILE DE FRANCE à PARIS, recherchent pour
renforcer leur équipe

PLUSIEURS

DELEGUES COMMERCIAUX

Chargés sur leur secteur de la prospection des
entreprises industrielles, de la constitution des
dossiers de crédit en relation avec les banques
et autres prescripteurs.

PLUSIEURS

CHARGES (EES) D'ETUDES

Pour études de dossiers de crédit tous secteurs
d'activité, préparation des décisions, relations
avec les clients et les banques.

Il faut pour ces 2 fonctions :
- formation école supérieure de commerce
ou équivalent option finances/comptabilité
- un tempérament dynamique.

La formation de base dure 3 mois, elle commen-
cera en Octobre.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant
la fonction choisie à Chef Service Recrutement
78, rue Olivier de Serres PARIS 15ème.

Telecommunications Manager EUROPE

« Of companies whose sales growth was purely internal, DATA GENERAL, No. 500, was the
standout. Sales of the ten-year-old Massachusetts computer firm, a newcomer to the 500, shot
up 49.2 percent last year. »

(Fortune Magazine, May 7, 1979)

DATA GENERAL is the most profitable and one of the leaders in the microcomputer industry
with more than 70,000 systems installed worldwide, with offices in 13 European countries
and New York stock exchange listed. Our European Headquarters is located in Paris.

Duties :
- Design and implement European wide telecommunications network in coordination with
US Headquarters
- Advise on alternative routing for cost effectiveness and prepare budgetary documentation
- Select, recommend and oversee PBX installations in Europe with a view to interfacing
- Coordinate activities in line with new office locations
- Prepare long term planning, especially in area of data transmissions
- Develop and establish cost control techniques
- Be based in Paris
- Report to the Real Estate Manager-Europe.

Experience/Background :
- At least 5 years in the field of international telecommunications
- Network, data transmission, telephone and telex experience
- Fluent English essential, French and German an advantage.

If you need more information call the European Real Estate Manager, David Arbuckle in Paris
(01) 768.51.78.

Interested?
Send your CV and indicate salary level and contact telephone number to :
Jon Coderend - EUROPEAN EMPLOYMENT MANAGER
DATA GENERAL EUROPE - 61, rue de Constance 75008 PARIS.

with

Data General

juriste de haut niveau

important groupe financier

Vous avez 30 ans minimum et
vous êtes agrégé de DROIT
PRIVE.

Après une première expérience —
universitaire, chez un avocat ou
chez un notaire — vous souhaitez
prendre des responsabilités dans
une entreprise.

Un important Groupe Bancaire
vous propose de devenir dans les
5 ans RESPONSABLE DES
SERVICES JURIDIQUES.

C'est un poste de Direction natu-
rellement étroitement à la Direction
Générale, impliquant une grande

compétence des mécanismes juri-
diques, une aptitude intellectuelle
à les adapter aux décisions du
comité économique et à
rechercher des innovations.
— Il nécessite également la capa-
cité de participer à des négociations
dans ce domaine tant avec les
milieux professionnels qu'avec les
organismes officiels.

— Il s'agit d'une excellente oppor-
tunité pour un candidat ayant une
activité universitaire, qui pourra
d'ailleurs être poursuivie dans le
cadre de cette fonction.

Si vous êtes intéressé, adressez votre C.V. à :
ORGANISATION et PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS,
sous réf. 2894 qui transmettra.
Les candidatures seront traitées avec la plus absolue discrétion

LE NOUVEAU ECONOMISTE UN CHEF DE PUBLICITE

« Annonces classées »
— chargé pour l'essentiel du secteur des offres d'emploi, il assure en
étroite collaboration avec la Direction des annonces classées, à pro-
poser et développer les contacts auprès des agences spécialisées, des
sociétés de recrutement et bien sûr auprès des Directions du Personnel
des sociétés de service et de négoce.

La formation est assurée au sein d'Une Nouvelle, premier hebdomadaire
français d'annonces classées.

La rémunération est celle d'un chef de publicité junior.

L'intéressement aux résultats est un avantage supplémentaire.

Adresser C.V. + photo + prétentions à Chantal TONKOVIC
17, rue d'Uzès, 75002 PARIS

Importante Société Européenne de produits chimiques
recherche

un ASSISTANT au DIRECTEUR de DEPARTEMENT

Ce cadre assurera :
• les fonctions de Chef des Ventes
• la coordination des activités existantes avec celles des Chefs de projets
commerciaux
• la participation à l'élaboration du budget et du plan à long terme
• les contacts internationaux avec les autres départements du Groupe
Le candidat devra être diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent et
POSSEDER UNE REELLE EXPERIENCE DE LA VENTE ET DE LA
DIRECTION D'UNE EQUIPE.
L'anglais courant et de bonnes notions d'allemand sont indispensables.
Des connaissances en marketing seraient appréciées.

un RESPONSABLE COMMERCIAL

qui sera chargé du lancement, du développement et du suivi d'un nouveau
produit auprès d'une clientèle de distributeurs existants.

Le poste est basé à Paris, mais de fréquents déplacements surtout en
France sont à prévoir.
Le candidat devra être âgé de 30 ans min. être diplômé d'une Ecole Sup. de
Co. ou équivalent et posséder QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE
COMMERCIALE EFFECTIVE DANS LA VENTE auprès d'un réseau de
grossistes comme de détaillants
• LA POSSESSION DE LA LANGUE ALLEMANDE EST INDISPEN-
SABLE
• Connaissances en marketing appréciées.
• Le poste est à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 2659 à P.LICHAUS.A. -
B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

INGENIEUR AGRI (AGRO) RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES

Importante Société multinationale spécialisée
dans le marché des pesticides recherche un
agronome français pour diriger ses travaux
de développement de produits en France.

PROFIL DU CANDIDAT IDEAL :

— Une formation universitaire.
— Plusieurs années d'expérience en France dans
le développement de nouveaux produits phy-
tochimiques.
— La possibilité de se fixer dans la région par-
tialienne.
— Le désir de devenir un membre important d'un
petit groupe en expansion rapide dans une
organisation internationale en pleine crois-
sance.
— Connaissance de la langue anglaise souhaitable.

NOUS OFFRONS :

— Un salaire intéressant.
— Une voiture de société.
— Des perspectives d'avenir.
— La possibilité de faire carrière en France et à
l'étranger.

ENTREE EN FONCTIONS : la plus rapidement
possible.

Les candidatures et curriculum vitæ manuscrites,
prétentions et rémunération et photographies doi-
vent être envoyées sous le numéro 6629, « le Monde »
Publ. 5, rue des Italiens - 75437 PARIS Cedex 08.
Tous renseignements seront traités confidentiellement.

Important Groupe de Services en expansion
recherche des

cadres opérationnels

de formation supérieure, ils auront 30 ans
minimum et une expérience commerciale
de 4 à 5 ans.

Leur tempérament d'animateur et de Chef
d'Entreprise pourra leur permettre d'évoluer
au sein du groupe vers des postes de Directeurs
Régionaux.

Une grande mobilité géographique sera deman-
dée aux candidats pendant les 2 premières
années de collaboration.

Adresser lettre manuscrite CV détaillé et
prétentions sous référence 8824 à :
ICM 83 rue de Rennes Paris 6e

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour PARIS

SPÉCIALISTE RÈGLEMENTS DE SINISTRES

30 ans environ.
Le candidat devra :
— être de langue maternelle anglaise ou posséder
partiellement la langue ;
— avoir une expérience de 2 à 3 ans en matière
de règlements de sinistres ;
— avoir éventuellement un diplôme d'études de
droit.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf.
n° 8128 à Publi-Service 113, rue de Beaulieu,
7012 PARIS, qui transmettra.

Pour l'étude et le suivi de chantiers en ARABIE SAOUDITE, nous
recherchons un

COLLABORATEUR

Capable, en fonction de l'étude du cahier des charges, de consulter les
fournisseurs et de rechercher les meilleurs prix en

second oeuvre bâtiment.

De formation métreur,

de préférence, le candidat aura une expérience de dix ans et aura une
connaissance suffisante de l'anglais.

Lieu de travail : NANTERRE LA DEFENSE.

Rémunération envisagée de l'ordre de 100.000 F par an.

Adresser lettre manuscrite en indiquant délai de disponibilité avec C.V.
et photo à no 24162 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LA RADIOTECHNIQUE
GROUPE INDUSTRIEL TELEVISION
1er Constructeur français d'appareils de TV.
Leader dans les domaines de la vidéo grand-public recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS débutants

pour participer au sein de ses laboratoires de développement aux
études concernant :
- les techniques Haute et Moyennes fréquences,
- les techniques de digitalisation.

Si vous êtes diplômés d'une grande école d'Ingenieurs Electroniciens,
nous offrons :
- des travaux passionnants dans des domaines nouveaux et promus à
un développement rapide ;
- de larges possibilités d'évolution au sein d'un groupe important.

CES POSTES SONT A POURVOIR A SURESNES.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V. à
LA RADIOTECHNIQUE à l'attention de M. BERON
B.P. 301 - 92186 SURESNES CEDEX.

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
(340 personnes, C.A. 60 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Notre vocation est la pratique d'une informatique de qualité et de haute tech-
nicité, nous appuyant sur des méthodes rigoureuses et éprouvées depuis 13
ans.

Pour constituer nos équipes, nous avons su nous entourer d'Ingenieurs spé-
cialisés, hautement compétents.

Pour faire face à notre expansion, nous offrons des postes à

des ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maître...
Débutants, 2 à 3 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
ERIA ECA AUTOMATION, Service du Personnel
315 Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex

classé d'emploi

CEVI MOULINELLE
UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

experts
comptables
EXPERIMENTES

DES APPLIQUES
TEACHERS

Chercheur en Organisation

FRANCE

3M

ELECTRONICIEN (s)

Chercheur

CONSEILS

Un DECS jeune et vaillant

Sirca

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

FIRME INDUSTRIELLE D'IMPLANTATION MONDIALE cherche experts comptables EXPÉRIMENTÉS

ayant si possible entre 3 et 10 ans de pratique et de responsabilité de l'Audit en cabinet international ou de services d'organisation comptable de grandes entreprises.
Formation de base : expertise et/ou diplôme de Grande Ecole. Connaissance d'une langue étrangère indispensable. Aptitude aux déplacements.
Adresseur C.V. détaillé sous référence OVIO (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

URGENT CÉGOS ALPHA-LANGUES recrute dynamique TEACHERS

English mother tongue for intensive language course in October in a holiday resort (all expenses included and salary according to qualifications). Preference will be given to qualified teachers send C.V. and recent photo with address and phone number to : Jacqueline FELLERIE
Cégos Alpha-Langues
33, quai Gallieni - 92153 Suresnes (France)

Ingénieur en Organisation

Pour son siège social situé à Cergy (95)

Fonction :

Conception et mise en place de systèmes administratifs amélioration des circuits existants au sein du groupe dans un souci d'efficacité accrue.

Profil :

Formation supérieure scientifique ou commerciale enrichie d'une expérience de quelques années (5 à 10 ans de préférence) de l'organisation ou de la gestion en entreprise, reposant sur des solides connaissances informatiques.
Adresseur C.V. photo et présentations à Monsieur Colombert sous réf. 104C

3M FRANCE
Boulevard de l'Isle
95008 Cergy-Pontoise cedex

3M

SOCIÉTÉ D'OPTIQUE ET D'ÉLECTRONIQUE recherche pour son service A. V.

ÉLECTRONICIEN (s)

Niveau BTS, 5 à 10 ans d'expérience. Langue anglaise et connaissances d'optique appréciées, évolution possible.

Adresseur C.V. détaillé manuscrit photo et présentations à AGA-GÉOTRONICS 12, avenue du 8-Mai-1945, 95200 BARCELLES

Chef de Produits

120 000 F +

Diplômé HEC ou ESSEC, vous êtes parfaitement bilingue français-anglais et pouvez justifier d'une expérience d'au moins 4 ans dans le marketing de produits « grande consommation » au sein de sociétés internationales.
Vous souhaitez diriger et développer votre expérience d'autres secteurs d'activité ; nous vous proposons une carrière évolutive dans une société en pleine expansion, filiale d'un groupe international, et diffusant en France des produits nouveaux sur un marché très porteur.
Dans le cadre d'un budget vous serez responsable de vos plans d'actions (à court et à plus long terme) ainsi que des moyens à mettre en œuvre pour leur réalisation.
Votre réussite assurera votre promotion au poste de Chef de Groupe.
Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSZYC sous réf. 907280 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75283 Paris Cedex 06
MEMBRE DES SYNTÈC

Un DECS jeune et valeureux

Derrière les chiffres de notre comptabilité, il y a le million d'adhérents et les deux millions de bénéficiaires qui attendent nos services et auxquels nous devons la gestion la plus rigoureuse.
Pour faire face à des besoins croissants, nous voulons renforcer notre service de comptabilité ; nous vous proposons de prendre chez nous, à Paris, le poste d'ad-joint (e) de notre chef des services comptables que nous créons.

Le DECS et quatre ans au moins d'expérience vous sont nécessaires ; une spécialisation à l'informatique vous sera utile, car il se passe actuellement chez nous des choses intéressantes dans ce domaine.

Ce jeune collaborateur que nous recherchons, ce peut être vous, surtout si vous êtes intéressé (e) par l'orientation sociale de notre activité.
Les candidats de SIRCA nous présenteront votre candidature ; écrivez-leur sous référence 792 267 M, en précisant vos prétentions.

Sirca

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DES SYNTÈC

Dire "place aux jeunes" ce n'est pas démagogique c'est reconnaître une nécessité.

J. de Fouchier Président du Conseil de Surveillance de la Cie Bancaire le 19 juin 1979 à l'occasion du 20^e anniversaire de la Compagnie Bancaire.

Plusieurs sociétés de notre groupe renouvellent leurs équipes :

CETEM : société leader sur le marché du crédit aux particuliers,
UCB : société spécialisée dans le crédit immobilier,
SIS : société de conseil en informatique de gestion du financement (crédit et leasing) de l'équipement

professionnel : PME, PMI,
UCB : société spécialisée dans le crédit immobilier,
SIS : société de conseil en informatique de gestion.

Collaborateurs Informatique

UFB
LOCABAIL

Ingénieur Système

Vous vous intérez à une équipe dont le rôle est de :
- mettre au point des outils permettant la gestion du télétraitement et de la base des données,
- assurer l'assistance technique à l'ensemble du service.
Une expérience de 3 à 5 ans est nécessaire ainsi qu'une bonne connaissance pratique d'IBM - DOS, de CICS et de VSAM.
- Ce poste est basé à Paris (réf. 100).

UCB
CFEC

Ingénieur Système

Au sein de notre équipe vous contribuerez au développement des logiciels temps réel et à l'évolution du réseau de télétraitement sur un système IBM 3033 - MVS - CICS.
Formation : Supélec, Télécom...
Nous souhaitons une bonne connaissance :
- de l'assembleur IBM 370,
- de CICS et de l'OS et un intérêt certain pour les problèmes de télécommunication.
- Ce poste est basé à Paris (réf. 400).

Ingénieur débutant

Vous vous intérez à l'équipe informatique qui, dans les cinq prochaines années, généralisera l'utilisation du temps réel et des bases de données à l'ensemble de nos applications.
Vous pourrez vous orienter à terme vers les responsabilités pour lesquelles vous vous sentez attiré : études, encadrement...
Formation : Mines, Centrale, ENSIMAG, ENSEPT...
- Ce poste est basé à Paris (réf. 401).

cetlem

Analyste-programmeur

Si vous avez une bonne formation de base et une expérience de 2 à 3 ans en programmation COBOL nous vous proposons de participer au démarrage de notre réseau de télétraitement.
Connaissance de CICS nécessaire pour mettre en place un important réseau de Terminals.
- Ce poste est basé à Paris (réf. 300).

Ingénieurs débutants

Après formation à notre méthodologie, nous vous confierons des responsabilités allant de la conception à la mise en place de projets informatiques : gestion et organisation en contact direct avec la clientèle : grandes entreprises privées, publiques, françaises, étrangères et certaines branches professionnelles (notaires, agents immobiliers...).

Formation : ingénieur grandes écoles (réf. 402).

Collaborateurs Commerciaux

cetlem

Conseiller une clientèle de particuliers

Votre rôle sera de proposer et de gérer en agence, pour une clientèle de particuliers et de revendeurs, des formules originales de crédit et de placement.
L'expérience acquise à ce poste peut vous permettre de devenir à terme directeur d'agence.
Votre formation : un niveau d'études supérieures (bac + 2 à 3 années d'études) ou expérience.
- 20 postes à pourvoir à Paris ou en Province (réf. 301).

UFB
LOCABAIL

Conseiller une clientèle de PME/PMI

Après un stage, assuré par nos soins, nous vous confierons un portefeuille de clientèle constitué de PME, PMI, professions libérales et commerçants.
Votre activité consistera à gérer et développer ce portefeuille en consultant et en vendant les formules de financement (crédit, leasing) correspondant le mieux aux besoins de la clientèle, et à prospecter de nouvelles entreprises.
Votre formation : débutant ou première expérience, bac + 2 à 3 années d'études commerciales ou économiques.
- 5 postes à pourvoir à Paris ou en Province (réf. 101).
- 2 postes sont également à pourvoir dans une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des missions de remplacement ou de renforcement d'une durée de 3 à 9 mois sur toute la France (réf. 102).

UFB
LOCABAIL

Assistants commerciales

Votre rôle sera d'assister le responsable clientèle UFB-LOCABAIL : accueil clientèle, constitution dossiers de financement, suivi commercial, prospection téléphonique, secrétariat.
Votre formation : une bonne expérience du secrétariat commercial.
- 3 postes à pourvoir à Paris ou en Province (réf. 103).

Si vous êtes intéressé par l'une des situations proposées dans cette annonce, envoyez-nous rapidement votre curriculum-vitae + photo en indiquant clairement la référence du poste choisi ainsi que le nom de la ville où vous désirez travailler à :

compagnie bancaire

Service Orientation - Recrutement 5, avenue Kléber - 75116 PARIS

sigma conseil

ORGANISATION - TRAITEMENT DE L'INFORMATION

INGÉNIEUR COMMERCIAL CONFIRMÉ

Mission :
- sous la direction du responsable des relations commerciales, assurer la prospection et élaborer les propositions d'intervention, tant sur le plan technique (en liaison avec les ingénieurs d'encadrement) que commercial.

Domaine d'activité :
- l'organisation et le traitement de l'information auprès des grandes entreprises (secteur public et privé).

Formation :
- enseignement supérieur ;
- pratique de la vente de services de haut niveau menée avec succès pendant plusieurs années.

Lieu de travail :
- base à PARIS, mais déplacements possibles de courte durée dans toute la France.

Rémunération :
- fixe élevée selon l'expérience acquise.

Adresseur C.V. et photo à SIGMA CONSEIL S.A.
28, rue de Naples, 75008 PARIS.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE DE VERSAILLES propose aux jeunes de 18 à 25 ans 3 stages de formation préparant à des emplois de cadre en PME-PMI :

GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE ASSISTANT A L'EXPORTATION INFORMATIQUE ET CONTROLE DE GESTION

Durée : 5 mois
Niveau d'entrée : Bac + 2 années
Rémunération : 75 % du SMIC.

Pour s'inscrire il est nécessaire de se rendre à l'une des réunions d'information et de sélection les 13 et 14 septembre à 10 heures.
C.C.I.I. - Immeuble Honeywell 4, rue Ampère 78390 BOIS D'ARCY (gare de St-Quentin en Yvelines) - Tél. : 043.51.54

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

recherche

1) Pour PARIS :

INFORMATIENS

Jeunes INGENIEURS ou ANALYSTES

Formation électronique, électrique, mini-micros et assemblage.

Pour analyse et synthèse de logiciels temps réel en commandes processus.

Expérience en structuration et documentation de logiciels.

RÉDACTEUR-ÉLECTRONIEN

Jeune INGENIEUR DUT ou BTS

avec expérience en analogique et numérique.

2) Pour région MÉDITERRANÉENNE :

INGÉNIEUR Système

Formation électronique, électrique, mini-micros.

Expérience informatique souhaitée.

Pour étude de systèmes d'armes complexes, conception et réalisation de documents techniques d'ensemble et de synthèse.

3) Pour KOUROU (Guyane) :

Mission 3 ans minimum

INGÉNIEUR ÉLECTRONIEN

avec expérience en informatique temps réel (conduite processus).

Pour responsabilité système traitement (matériel logiciel et interfaces) avec encadrement d'analystes.

Tous ces postes :

- notamment initiales personnelles avec nombreux contacts ;
- offrent possibilité d'évolution pour personnes dynamiques ayant responsabilité ;

Adresser C.V. détaillé et prétentions en précisant LE POSTE SOUHAITÉ sous n° 31200 Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75008 Paris Cedex 01, q. 12.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS LOURDS

synt acquis une place de premier plan sur de nombreux marchés internationaux renforcée sa direction commerciale par un JEUNE

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

- Assistant directement un chef de projet, il sera responsable des opérations à l'exportation depuis la prospection jusqu'au suivi des commandes.
- Le candidat, âgé de 30 ans, diplômé (Centrale, Sup. Elec., A.S.T. ou équivalent), aura une première expérience de la constitution de propositions techniques et commerciales, de groupements industriels et des contacts financiers.
- Ce poste doit rapidement évoluer vers une responsabilité complète de chef de projet.
- La maîtrise de l'anglais est impérative et une autre langue serait appréciée.
- Basé à Paris, ce poste suppose de fréquents déplacements de courte durée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 8.424 à : « le Monde » Publicité, 2, rue des Italiens, PARIS CEDEX 01.

Appartenant à un groupe français important, Société de Distribution de composants électroniques d'instruments de mesure et de péri-informatique en forte croissance

recherche

DEUX A TROIS

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

COMPOSANTS et INSTRUMENTATION

(débutants ou confirmés)

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

PÉRI-INFORMATIQUE

(expérience indispensable)

De formation Ingénieur (B.T.S. ou D.U.T. électronique) les candidats devront faire preuve d'un réel désir de prendre en main la clientèle qui leur sera confiée dans la région parisienne et de le développer très activement.

Le salaire, attractif, sera fonction de l'expérience.

Formation technique et commerciale assurée, voiture de fonction.

Adresser C.V., photo et prétentions n° T 01233 M. REGIE PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, 75008 PARIS.

HOTCHKISS-BRANDT SOGEME.

(C.A. 330 millions)

Usine de PARIS grande banlieue NORD (proximité Immeuble du Métro), leader français de la mécanique postale, crée un poste de

INGÉNIEUR

CHEF DE PROJET

généraliste AM. CENTRALE, ECAM ou identique (BESANCON notamment) pour la conception mécanique et électromécanique fine avec ses assemblages utiles et la réalisation jusqu'au prototype de sous-ensembles ou de prototypes complets. Liaisons fonctionnelles permanentes avec les chargés d'affaires, les services concepteurs électriques et électroniques, la fabrication et les sous-traitants. Autorité sur un pool de techniciens. Confronté à un ingénieur possédant une première expérience industrielle et voulant la conforter par une spécialisation à la fiabilité et à la maintenance. Un savoir-faire dans le domaine des matériels électro-mécaniques ou péri-informatiques serait un atout.

Ecrire CABINET GATIER, Service 91A, 32, rue Barthelemy, 69006 LYON. (Les candidats seront convoqués à PARIS). Réponses assurées et motivées.

Cabinet Gatier

15 DUT

DANS LE CADRE DU PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Le Printemps recrute 15 DUT (techniques de commercialisation) - Schéma (de début) de carrière : 4 mois de formation d'aide-acheteur pour commercialiser, à Paris ou dans la région parisienne, A la SAPAC, notre centre d'achat, ou dans nos magasins. Et suivant vos aptitudes, vous serez confirmé Aide-acheteur, ou Adjoint de Vente.

Dans les deux cas confirmés dans un poste intéressant aux larges perspectives de carrière. Une carrière qui s'élève, à tous les échelons, le double goût du commercial et de l'encadrement. Et du déplacement (nous avons de nombreux magasins en France).

Adresser C.V., photo et prétentions à la Direction des Relations du Travail, le Printemps, 102 rue de Provence 75008 - PARIS.

Printemps

ORDITEC SYSTEMES

Vous propose de suivre sa forte expansion :

recherche

ingénieurs

débutants

Option informatique

Les missions porteront sur les domaines suivants :

- Conseil,
- Conception, réalisation et mise en œuvre de projets de :
- Gestion, aide à la décision, recherche opérationnelle.

Un bon contact avec la clientèle est un atout important.

Envoyer lettre avec C.V. et prétentions à ORDITEC 15, rue Vignon 75008 PARIS

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

recherche pour ses services à PARIS

AGENTS DE GESTION

Traitiers du BTS ou DUT gestion, ou formation technique et expérience dans le domaine de la gestion et du contrôle des Prix de Revient.

Anglais indispensable. Débutants O.M.

Expérience de 2 à 3 ans souhaitée.

Pour être affectés ultérieurement, suivant besoin du groupe, dans une filiale à l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à No 23759 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement 21 bis, av. des Lilas - Bâtiment Massicot - 64000 PAU.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

recherche

UN RESPONSABLE

DE SERVICE INFORMATIQUE

Pour contrôler et diriger une équipe de 7 personnes

Ce poste exige :

- une bonne connaissance des systèmes de traitement commandes - stocks - facturation et au minimum 3 années d'expérience dans leur exploitation par système informatique ;
- la compétence pour mise en place des méthodes et des équipements nécessaires à l'application des programmes définis par la direction européenne ;
- l'utilisation constante de la langue anglaise écrite et parlée.

Ecrire avec C.V. manuscrit à n° 23.866. Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75008 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société de Cosmétique et de Parfums

recherche

son RESPONSABLE

de la GESTION du PERSONNEL

POUR LE SECTEUR SOCIAL

Rattaché au Directeur du Personnel et dans le cadre d'une large délégation de responsabilité, il sera chargé :

- de l'ADMINISTRATION DU PERSONNEL : contrats - prévoyance - régimes de retraite - mouvements de personnel - congés, etc. ;
- du DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION DU PERSONNEL à travers la mise en place :
- d'un ensemble informatisé partant de la paye et devant aboutir à un bilan social ;
- du tableau de bord et des systèmes de rémunération.

Il sera amené à assurer l'animation des structures de dialogue (CR - CRR).

Le candidat de FORMATION SUPÉRIEURE aura :

- d'excellentes connaissances en législation du travail ;
- une expérience min. de 3 ans à un poste similaire incluant une solide pratique d'un système paye - bilan social informatisé.

Cette fonction convient à une personnalité active capable d'établir une bonne relation de contact.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à n° 23.526, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Nous sommes un groupe important (C.A. consolidé : 1 milliard de francs) spécialisé dans l'activité de service aux transports

NOUS RECHERCHONS :

UN AUDITEUR (TRICE)

INTERNE SENIOR

Diplômé d'études supérieures (H.E.C. E.S.S.E.C. - E.S.C. - Sciences Po - D.E.C.S. ou équivalent) et possédant :

- Une expérience d'au moins 2 à 3 ans dans un Cabinet d'audit externe ou dans le service d'audit interne d'une grande entreprise.
- Une bonne connaissance de la langue anglaise.

Ce poste basé à PARIS comporte des déplacements d'une durée totale d'environ 5 mois par an (dont 2 à 3 mois à l'étranger).

La rémunération globale, fonction de la valeur et de l'expérience, ne sera pas inférieure à 100.000 F/an.

Envoyer C.V., photo et prétentions n° 23.902 Contesse Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui tr.

IMPORTANT LABORATOIRE

Banlieue Sud-Est PARIS

recherche

INGÉNIEURS

TRES EXPERIMENTES ET DEBUTANTS

Formation Grandes Ecoles ou Universitaire équivalente.

Pour ses activités de recherche, impliquant des travaux théoriques et expérimentaux en :

HYPERFREQUENCE :

- Conception et élaboration de nouvelle technologie et de circuits pour télécommunications et réception de satellites.

TELEVISION :

- Conception et réalisation de systèmes avancés, traitement de signaux en temps réel (télévision numérique, nouveaux services, projection, etc.).

ULTRA-SONS :

- Pour l'instrumentation médicale, transducteurs et systèmes de traitement des signaux.

Ecrire avec C.V. à n° 21.145 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75008 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Cabinet Calan Ramolino et associés

39, rue du Général Foy 75008 PARIS (COMMISSARIAT AUX COMPTES - EXPERTISE COMPTABLE)

recherche

JEUNES EXPERTS COMPTABLES

STAGIAIRES

NIVEAU : Grande Ecole ou diplôme universitaire équivalent.

Adresser C.V. photo et prétentions ou tél. à M. LEGORJU au 292.00.70 ports 430.

ETABLISSEMENT INDUSTRIEL PUBLIC

PARIS

recherche

pour entrée immédiate :

1) **INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**

Centrale, ESE, ENSI...

Fonctions :

- Étude technique des matériels à acquérir ;
- Développement de l'utilisation de nouveaux moyens dans la production (informatique, automatique, etc.) ;
- Conseil et assistance techniques ;
- Liaisons avec les organismes spécialisés.

Expérience professionnelle d'environ 5 ans, si possible dans l'industrie du papier ou des arts graphiques.

Ces activités requièrent des facilités de contact et une large ouverture d'esprit favorisant l'adaptation à des domaines variés.

2) **INGÉNIEUR INFORMATIEN diplômé**

Fonctions :

- Animation d'un groupe d'études ;
- Conception et développement de logiciels dans le domaine des arts graphiques (connaissance de l'assembleur CIL-88 7700 ou IBM 370 souhaitée).

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prét. à n° 314.452 REGIE PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, 75008 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

STIM-FRANCE

Importateur exclusif des Machines-Outils Tchécoslovaques

recherche

1 INGENIEUR

de VENTE

- Niveau BTS Bureau d'Études
- Expérience de la vente de biens d'équipement industriels indispensables au moins trois ans.
- Secteur SUD DE PARIS
- Flue en rapport + Commissions + Frais
- Poste d'avenir.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé à STIM-FRANCE - DIRECTION B.P. 22 93780 DRANCY

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour le service de Traitement des opérations bancaires

Ingénieur-Analyste n° 23.88

Il participera à des projets relatifs au traitement des instruments de paiement internationaux, à l'École d'ingénieurs ou niveau équivalent et l'expérience de 3 ou 4 ans en informatique et Anglais courant indispensables.

Envoyer C.V., photo, salaire et prétentions sous référence n° 23.88 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, Service Recrutement Carrières, Cedex 26 - 75200 PARIS BRUNO

INITIATIVES MEDIA

Agence spécialisée dans le traitement des Media (Conseil Media et Achat d'Espace) offre poste de

CHARGÉ D'ÉTUDES MEDIA

à candidat formation supérieure, préférence expérience acquise. Complément de formation assuré.

Envoyer lettre manuscrite, photo et C.V. détaillé à INITIATIVES MEDIA, B.P. 574, 122, rue de Rivoli, - 75001 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

RÉGION PARISIENNE

distribuant staminateurs et produits chimiques pour l'industrie des caoutchoucs et plastiques recherche pour assistance technique en clientèle France

TECHNICIEN

DE L'INDUSTRIE

DU CAOUTCHOUC

Expérience atelier fabrication vivement souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 23.818, CONTESSÉ Publ., 20, av. de Opéra, Paris (1^{er}).

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

pour SERVICE BREVETS

INGÉNIEUR

ÉLECTRONIEN

Un ou deux ans d'expérience dans la propriété industrielle.

Bonne connaissance de l'anglais. Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. (ou présentant les domaines techniques où l'expérience a été acquise) et prétentions à L.C.T. B.P. n° 69 78140 - VILLIERS-VILCOUBLAY

Importante banque d'investissement recherche :

CADRES

(HEC, ESSEC, DROIT, Sciences Po...)

30 ans minimum pour renforcer ses équipes

1) **OPÉRATIONS FINANCIÈRES :**

- Montage d'emprunts.
- Augmentations de capital.
- Introductions en Bourse etc...

2) **IMMOBILIER (Filiales) :**

- Recherches et études d'investissements immobiliers.
- Montage financier et juridique.
- GESTION IMMOBILIÈRE : encaissement des loyers, entretien et réparations, contentieux, etc...

Quelques années d'expérience exigées, travail à Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 7305 à P. LICHAU SA - BP 220, 75008 Paris Cedex 02 qui transmettra.

CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF

recherche

ingénieur agronome

stagiaire

diplômé d'une École Supérieure d'Agronomie ayant une bonne connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand, désirant se former à la pratique des problèmes de développement des produits phytosanitaires.

Ce stage peut déboucher sur un poste au sein de notre Société.

Envoyer C.V. à : CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF Service du Personnel 12, rue de Flandre - 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE BANLIÈRE SUD

recherche

(pour sa Division dépollution)

INGÉNIEURS DE PROJETS

Débutants ou confirmés

Anglais ou allemand courant indispensable

Envoyer curriculum vitae et prétentions N° T 013.225 M. 85 bis, rue Beaumour, 75008 Paris.

offres d'emploi



THOMSON-CSF

recherche

**INGÉNIEUR
BUREAU D'ÉTUDES
ÉLECTRONICIEN
DÉBUTANT ou CONFIRMÉ**

(Référence S.E.)
Il sera chargé du suivi des dossiers d'études et d'assurer la liaison avec les ingénieurs de fabrication.
La possibilité de promotion permettra une ouverture sur de plus larges responsabilités techniques et humaines.

**INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN
SUPELEC, ENSEIHT TOULOUSE,
ENSGERG GRENOBLE
DÉBUTANT ou CONFIRMÉ**

(Référence T.)
Il sera chargé de développements sur matériels nouveaux (radars de surveillance, télépointeurs, matériels de maintenance) et devra assurer très rapidement de larges responsabilités techniques et humaines.

**INGÉNIEUR
ARTS ET MÉTIERS ou ÉQUIVALENT
DÉBUTANT ou CONFIRMÉ**

(Référence S.F.)
Ce poste en production mécanique et câblage de matériel électronique utilisant des techniques de pointe (petites séries) doit déboucher très rapidement vers des responsabilités diversifiées, tant sur le plan technique que sur le plan humain.
Pour tous ces postes l'anglais est souhaité mais non exigé.
Les fonctions proposées sont susceptibles d'une évolution éventuelle en province.
Adresser C.V. détaillé + photo au Service du Personnel, 17, quai Pierre-Brumel, 75000 SARTROUVILLE.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE
DIRECTION TECHNIQUE
DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche

INGÉNIEURS

débutants ou ayant quelques années d'expérience (max. 35 ans) libérés des obligations militaires.

- Spécialité électronique : pour organisation et exécution des évolutions des conduites de tir, pour chars et hélicoptères. *Réf. S*
- Branche étude, spécialité optique : responsable études domaine optique pour véhicules blindés et hélicoptères. *Réf. TO*
- Branche production, spécialité mécanique : pour la fabrication de prototypes et de petites séries. *Réf. F*
- Spécialité électromécanique : responsable des problèmes qualité et environnement de la vente. *Réf. ICPR*

Adresser les candidatures avec C.V. au lieu de travail en précisant la Référence.
ETABLISSEMENT D'ARMEMENTS AMX-APX
Route de la Minière SATOY - B.P. 1342
78013 VERSAILLES Cedex

Banque de Crédit à moyen et à long terme appartenant à un groupe privé d'importance Nationale, recherche pour renforcer son équipe

UN CADRE D'EXPLOITATION

(Niveau Classe V)

Âgé de 25 ans minimum, de formation ESC, CERSB ou équivalente et ayant 5 années de pratique bancaire au contact de l'écrit.

La connaissance, même élémentaire, de la technique des crédits à moyen et à long terme, serait appréciée.

Adresser C.V. détaillé, prétentions, photo, à n° 34.227, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{re}, Discretion assurée.

IMPORTANT LABORATOIRE
Banlieue Sud-Est PARIS
recrute

INGÉNIEURS PHYSICIENS

(Sup. Elec., Contrôle, P. chimie Paris...)

Pour recherches expérimentales et théoriques sur la mise en œuvre des semi-conducteurs dans les tubes à vide.
Solides connaissances exigées en physique des semi-conducteurs et physico-chimie des matériaux.

Ecrire avec C.V. à n° 34.146 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75000 Paris cedex 01, qui transmettra.

Important Groupe d'Assurances
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

2 à 3 ans d'expérience

Pour participer à la mise en place et au suivi des applications informatiques au sein de sa Direction des Investissements.

Une expérience bancaire serait appréciée. Poste évolutif.

Adresser C.V. photo et prétention à n° 5.205 PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.



suma

Société S.M.D.
Filiale du groupe DOCKS DE FRANCE
(C.A. : 8 milliards)
recherche

**ASSISTANT CONTROLEUR
INTERNE**

Il sera chargé du Contrôle des procédures et de la formation qui en découle.
Ce poste convient à un candidat de niveau B.T.S. Comptabilité ou D.U.T. gestion.
Des qualités de rigueur et de contact sont indispensables.
Véhicule personnel pour déplacements en région parisienne.

Pour un candidat de valeur, ce poste offre de réelles possibilités d'évolution.
Env. curriculum vitae manuscrit et prétentions à la Société S.M.D. - Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence - 92150 ANTONY.



Pour de grands Groupes Industriels et Financiers nous recherchons plusieurs :

**DUT ou MIAGE
INFORMATIQUE**

(débutants ou ayant une première expérience)

pour travailler dans un contexte de télétravail et sur de nouveaux matériels (formation assurée).

Adresser CV détaillé (sous réf. AP 71) à : GIS, 48 av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Société Nationale de programme France-Régions



UN CONCOURS

DE TECHNICIEN DE RADIO-TELEVISION
Les candidats devront être titulaires du baccalauréat (séries : C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z) et libérés des obligations militaires.

Les dossiers d'inscription sont à adresser avant le 5 octobre 1979 au Service du Personnel de FR 3, 5, av. du Recteur-Poincaré, 75782 PARIS CEDEX 16.

ACCOMPAGNER D'UNE FICHE INDIVIDUELLE D'ETAT CIVIL, DES COPIES CERTIFIÉES CONFORMES DES DIPLOMES, DU CERTIFICAT DE POSITION MILITAIRE.

**IMPORTANT
GROUPE DISTRIBUTION
recherche pour son département
FORMATION**

**ADJOINT
ADMINISTRATIF**

Connaissances comptable DECS ou niveau
Aptitude juridique et qualités rédactionnelles.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et salaire souhaité sous réf. 69406 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 Vincennes

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS
recherche

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour enseignement et recherche industrielle en :
1) Electronique générale et télécommunications.
2) Electronique générale et automatismes numériques.

C.V. et prétentions à : J.-P. DOPCET - E.S.I.E.R., 81, rue Falguère - 75015 PARIS.

Organisme recherche

**INGENIEUR
en ALIMENTATION**

Formation : AGRO - E.N.S.E.A.N.A. - E.N.S.I.A.A. ou équivalent. Expérience professionnelle 3 ou 4 ans souhaitée. Pour assumer responsabilité de façon très autonome en milieu journalistique.

Adresser lettre manuscrite, currie, vitas et photo sous la référence M 907 à :

SOFAC

36, rue du Collège - 75008 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE

PARIS 8^e

recherche

**EXPLOITANTS
CONFIRMÉS**

1) Pour l'exploitation bancaire de son siège, pour développer une clientèle de P.M.I.

2) Pour son agence du QUARTIER CHAMPELÈVE, pour gérer et développer une clientèle de particuliers, commerçants et P.M.I.

Les candidats devront avoir au moins 5 ans d'expérience bancaire et posséder une formation générale et technique d'un niveau supérieur.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 4702 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Heider, 75009 PARIS

COMPTABLE CONFIRMÉ

Groupe Industriel / 120.000 F +

Port-Gentil - Gabon

Notre client, un des premiers groupes industriels du Gabon, recherche un comptable confirmé afin de lui confier la responsabilité des comptabilités auxiliaires ainsi que la supervision du service paie et l'élaboration des déclarations. Il devra animer le travail d'une équipe comptable importante en liaison étroite avec le département informatique. Le candidat retenu doit être titulaire du DECS ou d'un diplôme équivalent et devra justifier d'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans. Quelques années passées à l'étranger seraient appréciées. A la rémunération s'ajoutent les avantages habituels de l'expatriation, tels que le logement, etc. Veuillez envoyer votre curriculum vitae en indiquant votre salaire actuel à Marie-Jo MARTIAL, 6, avenue Marceau, 75008 Paris, sous la référence M 991. La plus grande discrétion dans l'examen de votre candidature vous est assurée.

Groupe industriel français
cherche :

INGÉNIEURS

Grandes Ecoles débutants

pour développer

son INFORMATIQUE DE GESTION

Selon qualités de manager, ils se verront confier par la suite des responsabilités opérationnelles au siège ou dans des établissements ou sociétés du groupe en France ou à l'étranger.

Envoyer C.V. n° 34.228 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{re}, qui transmettra.

Etablissements DESNOYERS

Fabricant de tubes cuivre

recherche

**responsable
commercial**

Cette société est installée de longue date sur son marché, réalise un C.A. de 200 M de F et est reconnue pour la qualité de ses fabrications.

Le Responsable Commercial recherché dépendra du Directeur Commercial et sera responsable du Département de Vente le plus important. Ce collaborateur aura également à intervenir sur l'exportation Marché Commun et devra avoir une solide connaissance de l'anglais (écrit et parlé).

Profil : diplôme d'une grande Ecole de Commerce (HEC, Sup de Co ...) ou d'ingénieur et expérience de plusieurs années dans la distribution de produits industriels comparables.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant rémunération actuelle sous référence S 6501/41 à notre Conseil.

Cabinet Alain H. FREMANT
50, Av. du Général de Gaulle
92130 Issy les Moulineaux.

La plus grande confidentialité sera observée.

IMPORTANT ORGANISME

secteur tertiaire recherche pour son

Service Organisation et Informations, des

ANALYSTES

DE FORMATION SUPÉRIEURE

Pour participer au développement de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune pourvue de moyens modernes : 30/32 réseau télétraitement national.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 34.032,

20, av. de l'Opéra, 75000 PARIS Cedex 01, qui tr.

Vous voulez mettre à profit

vos connaissances en informatique

Vous souhaitez avoir une activité commerciale

Venez exposer vos talents

dans une société en plein développement

Ecrivez à SOSI, 8, rue Juliette-Dodu - 75010 PARIS.



SOSI

CONSEIL EN INFORMATIQUE

NOTRE OBJECTIF DEPUIS 1968 : EXPANSION.



**LA COMPAGNIE
GÉNÉRALE
DE RADIOLOGIE**

recherche pour sa

Division Industrielle (Contrôle non destructif)

à ISSY-LES-MOULINEAUX

**INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
CONFIRMÉ**

Possédant une expérience de plusieurs années en études et développement, la connaissance en micro-processeurs étant souhaitable.

Il sera chargé, au sein d'une équipe de recherche, de projets d'appareils de contrôle industriel.

**DESSINATEUR PROJETEUR 2
ÉLECTRONICIEN**

Il sera chargé :

- de la mise sur plan de données prototypes de fabrication (partie mécanique, électrique, électronique) ;
- de l'étude des techniques de réalisation ;
- de l'étude des coûts et délais d'approvisionnement, composants de sous-ensembles ;
- du lancement et du suivi de la première réalisation.

Le poste doit évoluer vers la responsabilité d'un groupe électronique de Bureau d'Etudes.

**TECHNICIEN -
ÉLECTRONICIEN B.T.S. ou DUT**

Ayant quelques années d'expérience en labo pour assemblage et mise au point d'appareils de contrôle industriel en fabrication.

**TECHNICIEN -
ÉLECTRONICIEN B.T.S. ou DUT**

Ayant quelques années d'expérience pour mise en service et maintenance des appareils de contrôle industriel. Déplacements France et Etranger. Anglais indispensable.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions au Service du Personnel de la C.C.R. S.P. n° 45 - ISSY-LES-MOULINEAUX 92133

Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion.

A.C. NIELSEN Company

Société Internationale

d'études de marchés

recherche

1) INGÉNIEUR

Grandes Ecoles ou équivalent

Débutants ou 1 an d'expérience

Il s'intégrera dans une équipe pour des

travaux faisant appel au sens de l'organi-

sation, à l'informatique et à la statistique.

2) PERSONNE

Niveau BAC H ou C + 2 ans expérience

scientifique, connaissances informa-

tiques appréciées

Pour s'intégrer dans une équipe pro-

grammation d'études statistiques et

dépouillement d'enquêtes.

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE

Envoyer C.V., photo et prétentions

Direction du Personnel sous réf. ES

A.C. NIELSEN COMPANY

Bureau des 3 Fontaines 95000 CERGY

IMPORTANT INSTITUT DE RECHERCHES

Banlieue sud PARIS, recrute un

INGÉNIEUR CHIMISTE

REFER. 79/19

Ayant expérience ou formation complémentaire de

la formulation des polymères caoutchoucs ou

plastiques.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 23811

à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra,

75000 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**CHEVRON CHEMICAL
COMPANY SAF**

recherche

ingénieurs agronomes

RESPONSABLES

SECTEUR GÉOGRAPHIQUE

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie, ayant une expérience d'au moins 5 ans dans le développement et la promotion de spécialités phytosanitaires.

Une bonne connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand écrit et parlé est impérative.

Envoyer C.V. à :

CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF

Service du Personnel

12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS.

Société Industrielle recherche

pour son siège social à PARIS

UN CADRE COMPTABLE

(D.E.C.S. - D.U.T.)

Ayant de préférence quelques années d'expérience. Anglais souhaité. Situation stable et intéressante pour candidats de valeur.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et rémunération souhaitée sous le n° 34.278 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{re}), qui transmettra.

offres d'emploi

IMPTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
INDUSTRIES DE BASE
ET DE TRANSFORMATION
Recrute pour son Centre Informatique de PARIS

PUPITREUR OPÉRATEUR
sur ordinateur IBM 370/148 OS/VS1 + CICS
Expérience OS appréciée
Horaire 40 heures/5 jours (Postes de 8 h.)

PROGRAMMEUR DE GESTION
Formation de base DUT Informatique ou équiv.
Bonne expérience programmation COBOL.
Connaissances ODBC appréciées.
Formation complémentaire assurée : ODBC -
REP 2000. Analyse organique.
Évolution possible vers analyse organique.

POSTES A POURVOIR :
— Développement et maintenance de Programmes COBOL/OS sur 370/148;
— Développement et maintenance de Programmes COBOL sur mini systèmes HP 3000.
Lieu de travail : quartier des Champs-Élysées
Horaires personnels : base 40 heures
Restaurant d'entreprise.
Adresser photo, C.V. et prétentions à N° 22.673.
CONFESSE PUBLI-TECH, 20, avenue de l'Opéra,
75004 PARIS, cedex 01, qui transmettra.

«électricité bâtiment»
nous avons les chantiers
nous cherchons les hommes
Ces postes sont à Paris, où se trouvent les
meilleurs chantiers de notre entreprise (C.A. :
150 MR, chantiers en Proche-Orient).
Ingénieur chef de projet
chargé de mettre au point le projet et de le
suivre en parallèle avec le chef de chantier.
Ce poste implique des déplacements occasion-
nels sur les chantiers.
Une expérience de plusieurs années (environ
4 à 5 ans) est souhaitable. La connaissance
de l'électricité bâtiment est indispensable.
Env. CV et photo à N° de téléphone à
28, rue de Barri 75008 PARIS
ONOMA (confidentialité assurée)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AUTOMOBILE
située au Nord-Est de Paris

recherche
POUR SON LABORATOIRE
D'ÉTUDES ÉCLAIRAGE

JEUNE INGÉNIEUR

• Débutant ou quelques années d'expérience
(Sciences physiques ou chimiques).
• Connaissances d'électronique appréciées.
Recevoir avec curriculum vitae, photo et prétentions à :
CIBIE PROJECTEURS
Service du Personnel (référence INF. 1)
17, rue Henri-Gautier - 93012 BOBIGNY.

Si, entouré d'un Directeur Technique et d'un Direc-
teur Commercial pour chacune des deux divisions,
vous avez les qualités requises pour être

DIRECTEUR GÉNÉRAL

et assurer spécialement, en prise directe, les
services : personnel, administratif et financiers
d'une P.M.E. 300 personnes, fabriquatrice et dis-
tributrice des SURVEILLEURS depuis 25 ans.
ANGLAIS ET EXPÉRIENCE DE LA P.M.E. REQUIS
recherche personnelle, vos points forts et vos
difficultés en quelques lignes l'objectif de votre
candidature pour réussir à un tel poste.
Nous vous enverrons un dossier.

Recevoir au secrétariat du Président :
Mlle Jacqueline GROS
22, rue de Valenciennes,
75015 PARIS

Pour participer à son expansion

EIBIT
Constructeur de miniordinateurs et terminaux

RECHERCHE

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Haut niveau

• Ayant une expérience des logiciels d'application
depuis 2 ans au moins sur miniordinateurs.
• Bonne connaissance des systèmes d'exploitation.
• Une très bonne pratique du COBOL et du
GAP II est indispensable.
• Anglais courant.
• La connaissance des Systèmes 17 et Cyber 18 de
CDC serait appréciée.

Adresser curriculum vitae et la référence 101 à ELBIT,
14/80, rue Roque-de-Fillol, 93000 Puteaux ou télé-
phoner à Christophe GENTAS pr. tel. 75 41-41-71.

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS
D'IMPORTANCE NATIONALE
à PARIS-9 recherche

pour faire face à son expansion rapide

RÉVISEURS-COMPTABLES
DEBUTANTS et CONFIRMÉS

Formation grandes écoles commerciales

Il est offert :
— une expérience professionnelle exceptionnelle ;
— une rémunération continue de qualité ;
— un stage d'expertise comptable ;
— des possibilités de promotion rapide ;
— une ambiance de travail agréable.

Adresser C.V. et photo sous référence 5.533 à
P. LICHIAU S.A., B.P. 220, 75003 PARIS cedex 02,
qui transmettra.

offres d'emploi

Compagnie d'Assurances à vocation internationale
recherche un

SOUSCRIPTEUR TRANSPORT

Le candidat devra :
— être de formation commerciale ou juridique ;
— posséder une expérience solide dans le domaine
de l'assurance, des facultés maritimes (sous-
cription, tarification) ; la gestion.
— maîtriser une langue étrangère (anglais ou
allemand) ;
— accepter les déplacements.

Des responsabilités importantes pourront être
confiées à un candidat d'expérience.

Adresser C.V., photo et prêt. à N° 23.259, Contesse
Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

BANQUE PRIVÉE PARIS
RECHERCHE
pour la Division Financière

CADRE COMPTABLE

— Expérience souhaitée : 2 à 3 ans.
— Formation supérieure BSC, DSCS ou équivalent.
Adresser C.V., prétentions et photo à
N° 23.259, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra,
75004 PARIS, sous réf. 23.259, qui transmettra.

Groupe de Sociétés de matériaux de construction
(C.A. supérieur à 22.34.97)
recherche pour PARIS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

— Formation supérieure (type doctorat droit,
Sc. Po., Grande école commerciale).
— Avoir sous sa responsabilité les domaines admi-
nistratifs, comptables, fiscaux, juridiques, social
ainsi que le contrôle de gestion.
— Large expérience du droit des affaires et des
Sociétés, connaissances en informatique.

Rémunération selon compétence
et expérience du candidat.
Adresser lettre manuscrite détaillée avec C.V.,
photo récente et prêt., à numéro T 15.326 M.
REGIE PRESSES, 85 bis, r. Beaumour, 75002 PARIS
qui transmettra.

Plusieurs années de vente de produits destinés aux
POIDS LOURDS et TRANSPORTS
vous ont permis de bien connaître ce milieu.

Nous sommes leader mondial
dans notre branche

et recherchons un

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour promouvoir la distribution de nos
équipements sur le marché Français.
Salaire intéressant et voiture fournie.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à
OFC CONSEIL - N° 3.023
44, rue de Lille, 75007 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ MÉTROLOGIE
recherche
pour son département
MICRO-INFORMATIQUE INTEL

UN TECHNICIEN
CONFIRMÉ

SERVICE APRES-VENTE

Lieu de travail : Tour d'Asnières

Tél. : 791-44-44, p. 57/21

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(RÉGION VERSAILLES)

recherche

LE JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

qui assurera la responsabilité des PROBLÈMES
LOGISTIQUES relatifs à l'ORGANISATION DES
ÉTUDES.
L'intéressé sera diplômé de l'enseignement supé-
rieur (B.A.C., B.S.C.P., B.S.C.M., etc.) et aura de pré-
férence quelques années d'expérience professionnelle.

L'encadrement de ses collaborateurs ainsi que le
contact permanent avec une nombreuse population
d'étudiants exigent de lui AVOIR DES SENS
DE LA COMMUNICATION.
Une bonne connaissance de l'anglais serait utile.
Rémunération entre 80.000 et 100.000 (selon
expérience).
Les candidats adresseront une lettre manuscrite
+ C.V. + photo à REGIE-PRESSES, N° T 14.874 M.
85 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS.

Organisme de Formation Continue
recherche

CHARGÉ (E) DE MISSION

(minimum environ 30 ans)
Ayant une formation professionnelle (Bac + 3 ou 5)
ou expérience professionnelle de plusieurs années.
Le poste consistera à organiser sur le plan matériel
et pédagogique des stages de formation continue
pour ingénieurs dans le domaine du génie civil.

Envoyer C.V. et : R.N.P.C., Formation Continue,
Mme Bancarel, 24, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

Groupe international de grand standing
recherche

pour sa filiale parisienne

CONTROLEUR

Le candidat devra avoir une expérience préalable
de cette fonction de préférence dans le secteur
édition (livres, disques ou musique).
Sorti d'une Grande École (H.E.C., ESCRS ou
équivalent), il doit parler couramment l'anglais.
Une orientation vers la gestion administrative
(voire juridique) est aussi importante que la
compétence dans le domaine purement financier.

Candidats sont invités à envoyer leur C.V. détaillé
à T.A.S., 77, rue La Boétie, Paris-8, qui transmettra
au conseiller chargé de ce recrutement.

offres d'emploi

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE MELUN

recherche

SON RESPONSABLE DU CENTRE

D'ÉTUDE DE LANGUE

UN GESTIONNAIRE

Il gère, anime et développe une unité axée sur
l'enseignement des langues.
La fonction nécessite une polyvalence et une
première expérience réussie dans ce domaine.
Il aura en plus du fonctionnement des différents
laboratoires d'enseignement à organiser des séjours
linguistiques.
La maîtrise parfaite de l'anglais est impérative.
Envoyer lettre, C.V., photo, prétentions, réf. 1238 à
Monsieur G. CHARLES - Service du Personnel,
42, rue Bancel - 77007 MELUN

PARIS-8°

Nous sommes une société de produits de beauté en
pleine expansion, filiale d'un important groupe
britannique, et notre VICE-PRÉSIDENT FINANCE
pour l'Europe

recherche

SON ASSISTANT

Le candidat devra participer à la préparation et
au contrôle des budgets du groupe ainsi qu'à des
missions d'analyse interne.
Le candidat recherché aura les qualifications
suivantes :
— 35 ans minimum ;
— DSCS ou équivalent ;
— Expérience de contrôle financier ou de gestion
dans une société internationale ;
— Bonne connaissance de la langue anglaise.

Ecr. avec C.V. à T.A.S., réf. GM/AM,
77, rue La Boétie, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour PARIS

TRADUCTEUR JURIDIQUE

FRANÇAIS-ANGLAIS, à plein temps

— langue maternelle anglaise souhaitée ;
— libre rapidement.

Recevoir avec C.V. détaillé et prétentions sous réf.
n° 9.127 à PUBLI-TECH, 113, rue de Beuilly,
75002 PARIS, qui transmettra.

ANALYSES
PROGRAMMEURS
compétent
matériel IBM (OS)
langage PL1, IBM
ou ayant connaissance
système I/10
produit VETAM
SELECT SERVICE - 344-41-57
40, rue de Châteaufort, Paris 10°

CAISSE REGIONALE
D'ASSURANCE MALADIE
D'ILE-DE-FRANCE
recherche

TECHNICIEN
DÉPANNAGE
RADIOLOGIE

Les candidats devront
posséder des références
en électronique, électricité,
électronique et rayonne-
ments X. Permis de
conduire obligatoire.
Adresser C.V. détaillé,
à N° 23.259, Contesse
Publicité, 20, av. de l'Opéra,
75004 Paris Cedex 01

ADMINISTRATION
DE BIENS RECHERCHE
COLLABORATEUR

Pour la réalisation d'opéra-
tions nouvelles et la ma-
intenance de programmes en
exploitation sur IBM 370/158
sous DOS/VSE

ANALYSES
PROGRAMMEURS
minimum 3 ans d'expérience à
ce niveau. Permis de conduire
obligatoire. C.O.B.O.L. impératif.
CSCS vivement souhaité.
Env. C.V. détaillé, Mme Gré,
WABCO-WESTINGHOUSE
B.P. 2, rue de Sevran
93100 SEVRAN

EXPERT COMPTABLE
COLLABORATEUR
ayant 25 ans d'exp. révision.
Tél. 33-52-54

T.I.T.N.
Société d'Engineering
INFORMATIQUE
en pleine expansion sur mini
et micro (MUTRA 800, 9000...) recherche

INGÉNIEURS
DE ANALYSES
(Contrôle, ESC, Grenoble,
Toulouse, DEA, Maitres)
débutants, qu'on
informatique, ou confirmés.
Pour les activités suivantes :
— Gestion transactionnelle
(base de données)
— Micro informatique
Envoyer C.V., photo, prêt. à :
T.I.T.N., 1, rue Gustave-Ernest,
75004 PARIS, sous réf. 64-SOFT

C.G.E.E.
ALSTHOM
recherche
pour direction
châssis étrangers

CHIEF
DE TRAVAUX
LIGNES HT
NIVEAU INGÉNIEUR
Anglais ou espagnol
indispensable
35 ans minimum

Adr. C.V. et prétentions, à
C.G.E.E. ALSTHOM
Groupe TEX
23, rue Tolpina,
92311 LEVALLOIS-PERRET

LA SOUDURE AUTOGENE
FRANÇAISE
Usine de Pont-Saint-Maxence (60)
recherche

INGÉNIEUR
ELECTRONIEN
DEBUTANT

pour études et réalisations
prototypes.

Ecr. S.A.F., Direction du per-
sonnel, 17, rue Tolpina,
92311 SAINT-OUEN-LAUMONIE.

offres d'emploi

GARCHES recherche
COLLABORATEUR

pour cabinet du Maire, chargé des relations
publiques.

Maîtrise de la rédaction exigée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à la
MAIRIE, 2, avenue du Maréchal-Ledier,
92300 GARCHES.

IMPORTANTE ORGANISATION SYNDICALE
PATRONALE
recherche

RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU

35 ans minimum, juriste, fiscaliste, adjoint au
secrétaire général, ayant expérience dans l'organi-
sation professionnelle ou administrative, ou
société importante.
Excellent rédacteur
Anglais parfait et écrit.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à
PUBLI-TECH, 113, rue de Beuilly, 75002 PARIS
sous réf. n° 23.259, qui transmettra.

Proche banlieue Nord-Est
Importante Société en constante expansion
recherche

INGÉNIEUR
ou autodidacte de valeur

pour bureau d'études
— 30 ans minimum ;
— Connaissances mécanique-électrique et ther-
mique ;
— Dynamisme et chercheur pour conception
d'appareils électro-pat.

PERSPECTIVES DE CRISE DE PROJETS
Avantages divers
Envoyer C.V., photo et prêt. à N° 5194
PUBLI-TECH, 113, rue de Beuilly,
75002 PARIS, qui transmettra.

Organisme professionnel assurances
recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

pour fonctions de responsabilité auprès du
Secrétaire Général
FORMATION THEORIQUE ET PRATIQUE
en assurance, étude économique et statistique.
Envoyer curriculum vitae + salaire annuel actuel
ou prétentions à B.P. 104 - 75002 PARIS Cedex 12.

Importante Société de
MONDE MUSICAL
recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

28 ans environ, titulaire Bac,
études littéraires
ou juridiques, commerciales,
pour développer des
activités de communication.
Appliquées à la rédaction,
au contrôle et à l'animation de
documents publicitaires indifférents.
Expérience minimale de la vie
d'entreprise requise.
Rémunération selon compétence.
Adresser C.V. sous n° 1.200, à
GEM Publicité
142, rue Montmartre, 75002 Paris
qui transmettra

Cherche employé de maison
qualifiée, bonne, référen-
ciée, loge, nourrie, déboute-
s'occuper. Tél. 647-59-10.

STÉ CASEPUP
ARGENTUIL
COMPTABLE CLIENTS
QUALIFIÉ

et expérimenté, très dynamique,
pour prise en charge
des clients, conseillers,
recouvrement clients,
assurances, crédit, etc.

Ecrire avec C.V. et prêt. à
CASEPUP - Mme RENARD
22, rue de la Voie-des-Bains,
93100 Argenteuil Cedex

LABORATOIRE
NATIONAL D'ESSAIS
Organisation nationale intervenant
dans la double perspective
d'une information des consom-
mateurs et d'une assistance
technique éditoriale aux indus-
triels.

recherche
pour son département
MÉTÉOROLOGIE

INGÉNIEUR

2 ans d'expérience en thermique
et mesures électriques
précision.
Responsable d'un groupe tech-
nique stationnaire et évalua-
tion d'instruments de mesure
de température.

Envoyer C.V. et prétentions :
1, rue Gaston-Bollée
92015 - Paris
Sous réf. 79/DE/04.

Sté d'Electricité, Banlieue Ouest
recherche

POUR SON EXPANSION
PLUSIEURS
INGÉNIEURS
ELECTRONIQUES

— DEBUTANTS
— CONFIRMÉS

INGÉNIEURS
INFORMATIQUES

— SOIT EXPÉRIENCÉS en temps
réel et en base de données.
Env. C.V., photo et prétentions
à T 14849 M - Régie-Presse,
85 bis, r. Beaumour, 75002 Paris.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
COBOL
ou Fortran et Basic
pour mini-ordinateur
et gros système.

Ecr. S.A.F., Direction du per-
sonnel, 17, rue Tolpina,
92311 SAINT-OUEN-LAUMONIE.

RECHERCHE
COMPTABLE
RECHERCHE
RECHERCHE
RECHERCHE
D.E.C.S. FORMATION SUPER.
Ecr. à WABCO, 23, r. La Boétie,
75002 PARIS

RECHERCHE
COMPTABLE
RECHERCHE
RECHERCHE
RECHERCHE
D.E.C.S. FORMATION SUPER.
Ecr. à WABCO, 23, r. La Boétie,
75002 PARIS

	la ligne	la ligne T.C.		la ligne TC	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	55,00	58,88	ANNONCES ENCAISSÉES	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11	OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	35,00	41,16	DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
AUTOMOBILES	35,00	41,16	IMMOBILIER	23,00	27,05
AGENDA	35,00	41,16	AUTOMOBILES	23,00	27,05
PROF. COMM. CAPITAUX	85,00	111,72	AGENDA	23,00	27,05

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

ST EXPERTISE COMPTABLE
CHIEF DE MISSION
 Diplômé ou mémorialisé
 Pour être appelé ultérieurement à la fonction de directeur.
 Adresser C.V. et références à :
 J.P. 25, rue de l'Inde,
 Paris (75) 112-22-23
 qui transmettra.

JEUNES DIPLOMÉS
 Après une période de formation d'un an sur le terrain, les jeunes affectés dans l'une des agences à un poste d'exploitation.
 N'est exigé la connaissance d'une langue étrangère (allemand souhaité), mais surtout une grande disponibilité et les qualités humaines nécessaires à des fonctions de commandement et d'organisation.
 Envoyer vos candidatures sous réf. 44 M 2 à :
 L.T.M. Consultants
 52, rue Nationale
 92000 Puteaux

ORGANISME DE FORMATION
CADRES REGIONAUX
 RENNES - STRASBOURG
 REGION PARISIENNE
 Copies assurées
 organisation animation
 action de formation.
 Les candidats doivent avoir plus de 30 ans,
 un niv. licence et le B.A.F.D.
 Ecr. n° 101235 M. Régle-Press, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
 Banquière sur Paris
 recherche
JEUNE TITULAIRE
 D'UN DUT
 INFORMATIQUE
 pour surveiller et exploiter 3 mini-ordinateurs, assurer l'administration des applications existantes et optimiser les choix de matériel.
 Adr. C.V. détaillée à n° 24327 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris (17e).
 Société quasi rigide particulière, rech. pour ses SERV. ADMINISTRATIFS

DUT - GEA
 Option finances, comptabilité ou équivalent
 Dégage obligations militaires
 Poste à pourvoir immédiatement
 Adr. C.V., prétentions et photo, n° 24324 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris (17e).
 LLOYD INDUSTRIEL, cherche rapidement

INGÉNIEUR DE VENTE
 département machines-outils
ADJOINT AU CHEF DES VENTES
 Allemand ou anglais souhaité
 Ecr. avec C.V. et photo, 6, rue Roger - Vermeille, 75002 Paris.
 REVUE DE DOCUMENTATION pratique recherche
ADJOINT
 au RÉDACTEUR EN CHEF
 — Maîtrise ou doctorat de droit ;
 — Expérience rédactionnelle ;
 — Age minimum 35 ans ;
 Env. C.V., photo et références à :
 Mlle LAFOND
 112, rue de Richelieu Paris-2.
 BANQUE PRIVEE REGIONALE (filiale d'un groupe important) recrute
ATTACHE (E) CIAL (E)
 pour clientèle particulière et PME
 Excellente présentation et bonne connaissance bancaire indispensables.
 Adr. C.V. manuscrite et photo, à n° 15232 M. Régle-Press, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.
 Important journal médical recherche
CADRE COMMERCIAL
 30 ans minimum
 pour respons. promotion vente.
 Fortes expériences commerciales indispensables. Bonne connaissance de la clientèle médicale souhaitée.
 Adr. C.V., références à n° 214.736 M. Régle-Press, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.
 LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRES ORSAY demande
MÉCANICIEN
 (CAP micro-mécanique et/ou trépan)
 Pour fabrication appareillage scientifique
 Quelques années d'expérience souhaitées
 Dégage O.M. - Déplacements à l'étranger nécessaires.
 Ecrire avec C.V. : M. SIX
 44, rue de la République, 91400 ORSAY
STE DE DISTRIBUTION
 recherche pour Paris

DIRECTEUR DE MAGASIN
 PRESSE - LIBRAIRIE
 PAPIETERIE - DISQUES
 250 m² - 9 personnes
 Expérience gestion d'un magasin similaire nécessaire - (3 ans)
 Connaissance obligatoire presse et librairie, et souhaitable pour papeterie et disques.
 Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 24.078 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris (17e).
 C.I.R.C.E.
 Centre de Calcul du C.N.R.S. (2 x 37016 - 1818 MVS, 7501) recrute
INGÉNIEURS SYSTEME
 — pr maintenance logiciels d'exploitation IBM-4045, adaptation d'usages de performances
 — pour démarrage de logiciels de TP, SNA, étude, test et migration du réseau actuel vers VTAM/NCP, Diplôme min. Maitrise ou équival. Connaiss. anglaise. Dég. O.M. Nat. franc.
 Adresser C.V. et prétentions au Secrétaire du C.I.R.C.E., Bât. 306 - 91403 Orsay Cedex.

STE INDUSTRIELLE rech.
CHIEF DE PRODUIT JUNIOR
 SITUATION ÉVOLUTIVE
 ANGLAIS-ALÉMAN souhaité
 Ecr. avec C.V. et prétentions à :
 M. K. 14, bd Richard-Lenoir-16

MOUVEMENT
 d'Éducation Familiale
 agréé par le minist. de la Santé (10.000 recrutés en France)
 Public de jeunes adultes
 Nous recherchons notre SECRÉTAIRE GENERAL
 Il étudie et prépare les dossiers d'orientation du Bureau national sont est technicien en France de la documentation : revues, supports pédagogiques, etc. (projets de vie, etc.) de la société, etc.)
 Il prend en charge le suivi du plan de formation et la gestion de Secrétariat National.
 C'est un homme marié, d'au moins 30 ans, de formation supérieure complète et fortement motivé par le poste.
 Adress. candidature manuscrite complète à :
 M. le Secrétaire Général
 Fédération des C.F.M.
 4, avenue Vavin, 75006 PARIS.

Conservatoire Municipal de GARCHES (Haut-de-Seine)
 ● UN PROFESSEUR DE DANSE MODERNE JAZZ
 ● UN PROFESSEUR DE TROMPETTE
 (Postes à temps partiel)
 Adresser candidatures avec C.V. et photo à : M. le Directeur du Conservatoire, 60 bis, rue de la République, 92000 GARCHES.
 Pour connaître les emplois statutaires, rémunérés par l'État à toutes et tous, avec ou sans diplôme, lisez la revue FRANCE N° 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

KANTERBRAU
 Pour applications de gestion sur 30/150 (CICS, 6100) recherche
PROGRAMMEUR-ANALYSTE
 minimum 5 ans d'expérience
 Poste à SEVRES (92).
 Statut cadre et rémunération.
 Fonction de l'expérience : 40.000 et +
 Adr. C.V. et prétentions à :
 P. DAUBERT, 7, rue de Tevern, 75008-PARIS, sous réf. P. 22 M

Société d'expertise comptable
 recherche
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
 également responsable des relations extérieures, diplômé expert comptable, sciences PO
POUR NANTES : JEUNE DIPLOMÉ
EXPERT COMPTABLE
 Pour diriger et développer un cabinet.
 Adresser C.V. et références à :
 J.P. 25, rue de l'Inde, Paris (75) 112-22-23
 qui transmettra.

Pour région PONTOISE
 ANALYSTE PROGRAMMEUR de bon niveau, connaissance CAP 2 sur IBM 3715
 Libre de suite. Haut salaire et compétence. Se présenter :
 E. T. T.
 Paris 8° - 27-71-71
ECOLE FRANÇAISE ISTANBUL
 cherche
 Professeurs licenciés mathématiques, physique
 Ecr. F. Frenet, 20, r. Goe-Fontaine, 92100 St-Germain-en-Laye
 Site de courtoisie recherche
VENDEURS
 pour contacts haut niveau formation assurée. Haute rémunération sur commission.
 Tél. 72-76-67 poste 267

représent. offre représent. offre

TRES IMPORTANT
FABRICANT TISSU
 pour confection prêt-à-porter
OFFRE
STATUT V.R.P.
A
JEUNES DYNAMIQUES
 pour secteurs vente Paris.
 Adresser C.V., réf. n° 2507 L.P. 31, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris (2), qui transmettra.

proposit.com. capitaux
 SOCIÉTÉ D'ÉDITION sérieuse recherche
POUR PROSPECTION PUBLICITAIRE
 entrepreneurs Paris et environs avec fiches fournies, courriers publicitaires et séries de lettres. Se présenter : J.S.I. Admoparc de Suresne, zone Nord, bldm. 85 mercredi 12 septembre, entre 10 h et 12 heures.
 Vous devez faire une reconstruction financière. Vous cherchez un partenaire ou un successeur. Vous cherchez à innover et à exporter. Contactez par tél. SOC. conseils P.A.E. 624-52 et 64

CONFECTIONS STOCKS
 Shirts, chemises, T-shirts, sweats-shirts, etc.
 Espoirs-Paris-Portugal
 Tél. : 50777225
ASSOCIÉ
 avec apport, gestionnaire ou commercial pr prendre en charge le dév. Formation et recrutement de notre Groupement. Tél. av. 64-52-64-6 ou adr. C.V. à M. JONCOUR, 14 allée du Bois-Saint-Pierre Brunoy

COTE D'AZUR - Affaire importante
 2-voies, P.D.C. cédant actions à collaborateur capital, succès capital important exigés. Modalités à discuter. Ecrire : HAVAS TOULON 54534

CONFECTIONS STOCKS
 Shirts, chemises, T-shirts, sweats-shirts, etc.
 Espoirs-Paris-Portugal
 Porto - Portugal
 Tél. : 50777225

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit d'un "Mondé Publicité" ou d'une agence.

ANGLAIS INTENSIF
 par professeurs anglophones
 Cours de jour et du soir
 Inscription immédiate
 ORSAY FORMATION
 97, rue Saint-Lazare, 75009 Paris
 Tél. 280-61-23

travaux à façon
Demande
 ENTREPRISE PEINTURE pour bureaux, appartements, etc.
 Dev. sérieux. 28-14-38
LA SECRÉTAIRIE
 efficace, frappe tous documents dans ses bureaux.
 Travail rapide et soigné.
 Tél. : 623-05-85

ENTREPRISE, Services
 références, efficacité rapidement les travaux de peinture, décoration et coordonnées, tous corps d'état. Devs. sérieux. 28-14-38, 82-26-26

travail à domicile
Demande
 Vos fiches, manuscrites, mémor. vos CORRIGES ET RETAPES
 Tél. 500-61-10

occasions
 GRAND CHOIX de mousses de voitures, toutes marques, toutes années, toutes puissances, toutes couleurs, toutes finitions, toutes options.
 1977 F. 16 m2. 340-72-72

automobiles
vente
5 à 7 C.V.
 Partic. vend. Comptex-Car 1976 RENAULT Estafette - 24.000 km
 1999 SURELEVÉE
 Etat général impeccable. Equipement Star + frigo, chauff. catalyse et isolation, disponible fin octobre. - Prix : 36.000 F. Tél. de 10 h à 18 h au 728-43-44.
 Part. vend. 5 PEUGEOT 605, verres triple, sièges simili cuir, marron, toit ouvrant, 92.000 km. Prix Argus. Tél. H.S. 775-31-32, poste 4196 ; dom. : 775-05-10
12 à 16 C.V.
 Vend LAND-CRUISER TOYOTA Diesel, type BJ, 40, 30.000 km, part. état, Px à débat. Tous les jours à partir de 10 h. 07-68-85
 PART. vend. CINE 605 emploi, PEUGEOT 604 - Année 1976 75.000 km. Pneu 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

B.M.W. OCCASIONS
 216 - 217 - 218 - 219 - 220 - 221 - 222 - 223 - 224 - 225 - 226 - 227 - 228 - 229 - 230 - 231 - 232 - 233 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 240 - 241 - 242 - 243 - 244 - 245 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 251 - 252 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260 - 261 - 262 - 263 - 264 - 265 - 266 - 267 - 268 - 269 - 270 - 271 - 272 - 273 - 274 - 275 - 276 - 277 - 278 - 279 - 280 - 281 - 282 - 283 - 284 - 285 - 286 - 287 - 288 - 289 - 290 - 291 - 292 - 293 - 294 - 295 - 296 - 297 - 298 - 299 - 300 - 301 - 302 - 303 - 304 - 305 - 306 - 307 - 308 - 309 - 310 - 311 - 312 - 313 - 314 - 315 - 316 - 317 - 318 - 319 - 320 - 321 - 322 - 323 - 324 - 325 - 326 - 327 - 328 - 329 - 330 - 331 - 332 - 333 - 334 - 335 - 336 - 337 - 338 - 339 - 340 - 341 - 342 - 343 - 344 - 345 - 346 - 347 - 348 - 349 - 350 - 351 - 352 - 353 - 354 - 355 - 356 - 357 - 358 - 359 - 360 - 361 - 362 - 363 - 364 - 365 - 366 - 367 - 368 - 369 - 370 - 371 - 372 - 373 - 374 - 375 - 376 - 377 - 378 - 379 - 380 - 381 - 382 - 383 - 384 - 385 - 386 - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 400 - 401 - 402 - 403 - 404 - 405 - 406 - 407 - 408 - 409 - 410 - 411 - 412 - 413 - 414 - 415 - 416 - 417 - 418 - 419 - 420 - 421 - 422 - 423 - 424 - 425 - 426 - 427 - 428 - 429 - 430 - 431 - 432 - 433 - 434 - 435 - 436 - 437 - 438 - 439 - 440 - 441 - 442 - 443 - 444 - 445 - 446 - 447 - 448 - 449 - 450 - 451 - 452 - 453 - 454 - 455 - 456 - 457 - 458 - 459 - 460 - 461 - 462 - 463 - 464 - 465 - 466 - 467 - 468 - 469 - 470 - 471 - 472 - 473 - 474 - 475 - 476 - 477 - 478 - 479 - 480 - 481 - 482 - 483 - 484 - 485 - 486 - 487 - 488 - 489 - 490 - 491 - 492 - 493 - 494 - 495 - 496 - 497 - 498 - 499 - 500 - 501 - 502 - 503 - 504 - 505 - 506 - 507 - 508 - 509 - 510 - 511 - 512 - 513 - 514 - 515 - 516 - 517 - 518 - 519 - 520 - 521 - 522 - 523 - 524 - 525 - 526 - 527 - 528 - 529 - 530 - 531 - 532 - 533 - 534 - 535 - 536 - 537 - 538 - 539 - 540 - 541 - 542 - 543 - 544 - 545 - 546 - 547 - 548 - 549 - 550 - 551 - 552 - 553 - 554 - 555 - 556 - 557 - 558 - 559 - 560 - 561 - 562 - 563 - 564 - 565 - 566 - 567 - 568 - 569 - 570 - 571 - 572 - 573 - 574 - 575 - 576 - 577 - 578 - 579 - 580 - 581 - 582 - 583 - 584 - 585 - 586 - 587 - 588 - 589 - 590 - 591 - 592 - 593 - 594 - 595 - 596 - 597 - 598 - 599 - 600 - 601 - 602 - 603 - 604 - 605 - 606 - 607 - 608 - 609 - 610 - 611 - 612 - 613 - 614 - 615 - 616 - 617 - 618 - 619 - 620 - 621 - 622 - 623 - 624 - 625 - 626 - 627 - 628 - 629 - 630 - 631 - 632 - 633 - 634 - 635 - 636 - 637 - 638 - 639 - 640 - 641 - 642 - 643 - 644 - 645 - 646 - 647 - 648 - 649 - 650 - 651 - 652 - 653 - 654 - 655 - 656 - 657 - 658 - 659 - 660 - 661 - 662 - 663 - 664 - 665 - 66

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,71
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	85,00	111,72

ANNONCES ENCAISSÉES	44 m/m vol.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi

SE, 32 ans
en Algérie,
2. des chan-
travail et de
des M.F., ch-
de à l'étrang-
monde » Pub
Paris ced. 09

FAIRES
rive, anglais
CS, 8 ans
ans chef de
P.A.E., ch-
ses entreprise
on.
monde » Pub

des ventes
niveaux,
Marketing,
gestion,
ANDE
ATIONALE
information,
l'équipement,
proposition
illies.
esse Publi
5040 PARIS
nsmetra.

Secrétariat
Inspection
opérations
évaluation
aire ou
ariat généra
nancière
es.
TESSE Pub.
75040 Paris
nsmettra.

nt et
docu-

1

1

1

COTE D'AZUR - Cabinets de
M^{rs} Robert CARYL, avoué
au Palais de Justice, 121, rue de la Harpe, PARIS 5^e arr.
VENTE sur SAISIE IMMOBILIERE.
au Pal. de Just. d'Evry, sur des Ma-
sons, 10, rue de la Harpe, PARIS 5^e arr.
VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
Le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1970, à 14 h.

VENTE

A MENEGNY (ESSONNE)

RUDE DE LA FONTAINE
cadastre n° A. 239 p. 79, 38, 42 et
n° A. 239 p. 79, 38, 42, 43 et
n° A. 239 p. 79, 38, 42, 43 et 44

Mise à Prix : 150.000 F

S'adresser à S. C. P. Michel LAMOTTE et J. BEAUX-LAMOTTE, avocats
à Paris, 15007, 100, rue Saint-Dominique. Pour visiter, sur place, le

MISE A P.X. : 300.000 F

Consignation préalable et Ministère
d'un avocat exerçant près la T.G.I.
d'Evry, obligatoires pour enchérir.

UN IMMEUBLE A BOISSY-SOUS-SAINT-YON (Essonne)

Chemin du Procès. Construction récente (1973) de plain-pied, comp-
res-de-ch.: porche, hall d'entrée, w.-c., s.d'eau, cuis., séjour, salon,

VENTE d'liquide de bleas et s/marché
enchère du 1/10, Pal. de Just. à Paris,
le 27 SEPT. 1979, à 14 h. EN UN LOT
(ne des COIRAIRES (Dordogne))

Vente au Pal. de Just. à Paris, le JEUDI 4 OCTOBRE 1979 à 14 heures
EN UN SEUL LOT DE

SSE A. PRIN - 1^{er} lot : 10.000 F ;
lot : 16.000 F ; 3^e lot : 18.000 F
TERRAIN en friche, cad. sect. A.
n° 19 et 20, quartier Haut, pour
lot : 10.000 F ; 7^e lot : 7.000 F
lot : 7.000 F ; 8^e lot : 10.000 F.

Idt Antisac Bas, pr 23 à 60 ca terr.
- **TERRAIN** en friche, cad. sect. A.
n° 19 et 20, quartier Haut, pour
lot 1 ha 19 à 30 ca terr.
- **TERRAIN** cad. sect. A. n° 15, lieu-dit

à APPIETTO, lieudit « AJADATA » (Corse-du-Sud)

Dans le hameau « D » de l'Ensemble Immobilier dénommé
« RÉSIDENCES DU GOLFE DE LAVA »

VENTE sur table des Immeubles
N° 364, lieud. Lepaspar sit pr 1 à
40 ca terre, et sect. D, n° 365 même
lieud. 50 ca terre, et sect. 2, 2.
N° 366, m. jdt pr 1 à 70 ca lande.
MISE A PRIX : 44.000 FRANCES

Crédits du Tribunal de Grande Instance de Paris et sur les lieux
pour visiter. Prêt possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de
la Banque GRINDLAY OTTOMANE.

**D'UNE PROPRIÉTÉ RURALE COMPRENANT
UN CHÂTEAU DU XVII^e SIÈCLE**

ET UN GRAND JARDIN
Allée José-Roland - L'ÉTANG-LA-VILLE (78)

Paroisses, Lés. : 950-4215 Maitres MARTIN et IFFENECKER. Avocats Als. :
à MANTES-LES-BOIS (78) : 3 rue Gambetta, Tél. : 471-54-34. Maître LO-
RANCE, Avocat à PARIS (87) : 2, Avenue Marceau, Tous Avocats près le
Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES et sur les lieux par visiter

Pour plus amples renseignements, s'adresser :
Maître SALVIAAT, Avocat pourpoursuivant, lequel pourra être chargé
d'ancher ainsi que les autres avocats du Barreau de VERSAILLES
- Et pour visiter : SUR LES LIEUX.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.

ILE-DE-FRANCE

ESPACES VERTS

Les riches et les pauvres

L'Ile-de-France n'est pas une région pauvre en espaces verts (pour 21 % sa superficie est constituée de forêts), mais ceux-ci sont mal répartis : 83 % des zones

vertes sont situées à plus de 35 kilomètres de Paris, alors que 9 millions d'habitants, justement, vivent à moins de 35 kilomètres de la capitale. L'Agence

pour les espaces verts, organisme régional, même depuis 1976, en Ile-de-France, une véritable politique d'acquisition et d'équipement de la zone urbaine.

C'est une action tous azimuts qu'a entreprise l'Agence pour les espaces verts : acquisition de forêts, création d'une « trame » d'espaces verts de proximité en zone urbaine, ouverture au public de grands parcs régionaux, multiplication des pistes cyclables, sentiers de grande randonnée, sentiers équestres.

Depuis 1966 la région a fait un effort important d'acquisition de forêts : 18 000 hectares ont été achetés, portant à 72 000 hectares la surface boisée ouverte au public en Ile-de-France. Mais on est encore loin des 75 mètres carrés de forêt par habitant, considérés comme le seuil minimum par les responsables de l'Agence. Aussi, au cours des dix prochaines années, 10 000 nouveaux hectares seront achetés, notamment en zone péri-urbaine : forêt de Bondy, plaine de France, bois de Montigny (Seine-et-Marne).

Rares sont les citadins de l'Ile-de-France qui disposent des 10 mètres carrés d'espaces verts

urbains reconnus comme nécessaires aux habitants des cités. Une carte des carences a été dessinée par l'Agence, elle permet de constater qu'à Paris, par exemple, le 20^e, le 15^e et le 18^e arrondissement manquent d'espaces verts. En petite couronne, c'est la totalité de la Seine-Saint-Denis qui souffre de carence, de même que le nord des Hauts-de-Seine, et certaines parties du Val-de-Marne. En grande couronne, où le béton a gagné du terrain, les communes les plus urbanisées sont aussi les plus mal équipées. Plusieurs centaines d'hectares ont aussi été acquis avec l'aide de l'Agence depuis 1976, notamment 500 hectares dans le « croissant vert » du Val-d'Oise, qui intéresse trente-quatre communes et compte 3 360 hectares.

Un certain nombre de projets régionaux, ponctuels, devaient également permettre la création d'une « trame » d'espaces verts autour de Paris : le parc de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le parc nord de

Gennevilliers (Hauts-de-Seine). D'autre part, une étude sur le réaménagement des berges de la Seine (500 kilomètres) a été réalisée par l'Agence. Les Yvelines et les Hauts-de-Seine ont déposé un projet de contrat régional afin de mener à bien ces opérations.

Les pistes cyclables, quant à elles, font l'objet d'efforts particuliers, notamment dans la région de Rambouillet, le long du canal de l'Oureq, sur les plateaux de Saclay, dans le Hurepoix. La région est d'ores et déjà bien équipée en sentiers de grande randonnée balisés, et une politique de « pistes cavalières » commence à s'élaborer.

L'Agence des espaces verts disposera, en 1979, de 60 millions de francs pour mener à bien ces projets. Elle intervient de plusieurs façons : en acquérant directement les grandes forêts dont elle confie les frais de fonctionnement aux collectivités locales, en aidant d'autre part les municipalités pour l'achat des espaces verts. Quant aux pistes cyclables ou équestres, qui

intéressent plusieurs communes, elles sont financées à 75 % par l'organisme régional.

Restait à « apprendre la nature » aux habitants de l'Ile-de-France. Ainsi naquit le Musée de l'arbre à Châtou, le centre audio-visuel de la forêt de Starn, le centre d'information de la forêt de Sevran et les relais nature.

L'espace vert sacrifié par l'urbanisation est souvent apparu comme un luxe aux yeux des maires de l'Ile-de-France. Il est aujourd'hui devenu un équipement nécessaire mais coûteux, et le « coup de ponce » financier de l'Agence est bien nécessaire aux collectivités locales de l'Ile-de-France.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Essor

PROJET DE CONTRAT REGIONAL

La chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne vient de soumettre un projet de « contrat régional » au conseil régional d'Ile-de-France, qui a mis au point cette formule originale. Il s'agit d'installer deux pôles d'activités réunissant les petites entreprises dans le quartier dénommé Les Epinettes, dans la ville nouvelle d'Evry et à Montgeron. Cette opération permettrait de créer cent cinquante à deux cents emplois. Les locaux seraient loués par unités de 150 à 200 mètres carrés, l'aménagement intérieur étant laissé aux soins des entreprises. On attend avec intérêt la réponse des élus régionaux. En effet, de tels « contrats » ont jusqu'alors profité exclusivement à des collectivités locales (communes et départements) pour la réalisation d'aménagements d'infrastructures, mais pas à des organismes consulaires. — S.B.

SIMON BOLIVAR CHANGE D'ARRONDISSEMENT

La statue équestre de l'homme d'état sud-américain, Simon Bolivar, érigée à Paris, sur le Champ-de-Mars, dans le dix-septième arrondissement, va être réinstallée, à l'automne prochain, à l'angle du cours Albert-I^{er} et du Petit Palais, dans le huitième arrondissement. Son déplacement sera effectué à la demande de l'ambassadeur du Venezuela en France. Celui-ci souhaitait pour le « Libertador » un emplacement plus prestigieux que le square — maintenant trop proche du boulevard périphérique — où elle avait été élevée en 1933.

UN PLAT, UN VIN, MARIAGE DE RAISON OU UNION LIBRE ?

Mariage ou plat, un mariage ou un plat, c'est la question qui se pose à des milliers de couples et de couples. Comment faire pour que l'un soit parfait et que l'autre soit avec un fond gras un poisson, une viande ou une volaille ? Gault et Millau vous proposent un « mariage » pour réussir vos mariages. Spécial Vin, Gault-Millau de septembre chez tous les marchands de journaux.

STÉPHANE BUGAT.

UNE MANIE DES AMÉNAGEURS

Artistes « encités »

On les voit peu en ville. Nul doute que pense-t-on qu'ils fuient aussi bien les bavardages des réunions de quartier que les mémos du centre commercial. Leur présence n'est pourtant pas passée inaperçue, comme si on attendait d'eux quelques singularités et éclatantes manifestations. Simplement, avant de les solliciter pour telle ou telle « animation », on leur laisse tout le temps de s'acclimater.

« Eux », ce sont les peintres et les sculpteurs installés depuis quelques jours dans cette toute nouvelle « cité des artistes » flanquée à l'extrémité d'un quartier en cours d'achèvement à Evry (Essonne).

C'est devenu presque une manie ici comme dans toutes les villes nouvelles. Les aménageurs, fidèles à un principe louable, veulent absolument obtenir un certain équilibre sociologique. Pourtant on persiste à regrouper les jeunes dans les foyers de jeunes travailleurs, les personnes âgées dans les foyers du troisième âge, les handicapés dans des établissements spécialisés, etc. Même les « artistes », aussi fa-

vementement attachés à leur individualité soient-ils, se retrouvent avec d'autres « artistes ». Force est alors de constater que cette catégorisation ne favorise rien des brassages de population, la fibre collective faisant toujours figure de douce illusion.

« Ici il n'y a pas de « nous » ! » Moreno Robledo, sculpteur de son état, lance l'affirmation comme un défi. Elle résume assez fidèlement l'état d'esprit partagé avec ses six voisins actuels de la « cité des artistes » (à terme ils seront seize) dont la devise pourrait être : « Un par un et tous contents. » Leur souci, ils ne l'ont pas un secret, n'est pas de vivre avec fermeté l'histoire de cette ville encore naissante. En revanche, ils ont quitté sans hésiter les minuscules gorbis qui étaient leur lot jusqu'aux et découvert les avantages d'un certain confort domestique. Ces appartements disposés en rond autour d'un patio assez vaste ne sont pas parfaits. Les logements (studios ou deux pièces) sont trop petits pour une éventuelle vie de famille et les ateliers manquent de finitions (on y a

notamment oublié la couche de peinture antipoussière, le four indispensable pour les sculpteurs en terre cuite, etc.). Mais ils s'en accommodent et s'emploient à les améliorer. L'architecte M. Josie, ainsi qu'il l'a expliqué de vive voix, a dû s'en tenir aux normes et aux coûts H.L.M., ce qui limitait ses possibilités d'innovation, mais permet aux locataires d'osciller entre 900 francs et 1 200 francs par mois.

Reste leur préoccupation majeure : quel seront les aléas de cette vie collective avec laquelle ils ne sont pas familiarisés et, surtout, qu'attendent-ils à Evry ? Moreno Robledo affirme : « Nous nous engageons dans une véritable aventure psychologique avec bien des imprévisibles. » Le peintre Manuel Mora, déjà animateur d'un cours dans une M.J.C. de la ville, se veut plus optimiste. « Nous qui sommes arrivés les premiers, raconte-t-il, formons une petite bande. On s'est aidés tout de suite pour les démarches, le bricolage. » Les gens d'Evry que l'on rencontre, poursuit-il, comptent apparemment beaucoup sur nous pour l'animation. Surtout, je ne suis pas ce qu'ils m'ont dit derrière ce mot... »

Or c'est bien la question. Cette communauté constituée arbitrairement a été imaginée comme un pôle d'attraction, ce qui peut très vite porter préjudice à l'indispensable sérénité créative de ses membres. Ceux-ci vont donc tout faire pour préserver un certain isolement sans pour autant négliger leur présence dans la ville nouvelle et les possibilités multiples qui en découlent.

Dans quelques semaines on va peindre la crémallière à la « cité des artistes ». Cette première rencontre officielle avec le reste de la ville (élu, responsables d'associations ou simples habitants) sera peut-être l'occasion d'une mise au point réciproque. Quant à la cérémonie de « baptême », tous les résidents y sont décidés. « Appeler cela cité des artistes, c'est vraiment trop ridicule », concluent-ils.

MEDECINE. PHARMACIE

PSLP 015 50 00 00, RUE DU CLOTRE NOTRE-DAME, 75004 325.63.30

parlez donc JAPONAIS !
Cours de tous niveaux - Après-midi et soir
Professeurs japonais - Audio-visuel - Formation profess. continue
« agréés » - Début des cours octobre - Inscription immédiate
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
enseignement privé
S. rue Victor-Considérant, Paris 14^e, T. 633.11.85

vous êtes BACHELIER
vous souhaitez vous orienter vers la
GESTION D'ENTREPRISE
ipag Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion
Etablissement privé d'enseignement technologique
supérieur reconnu par l'Etat (association loi 1901).
recrute sa nouvelle promotion
FORMATION EN 3 ANS alternant
Stages en Entreprise et à l'Etranger - Etudes à l'Institut
avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps
enseignant issu de l'entreprise et à un matériel pédagogique adapté.
DERNIERE SESSION D'ADMISSION :
19 Septembre 1979
Information à l'IPAG - Mme PRIEUR
184, Boulevard Saint Germain 75006 Paris
Téléphone 222.08.55

Privilege d'une situation idéale
GENEVE Joie des vacances :
charme d'une petite ville, détente,
qualité d'accueil, verdure
GENEVE Joie de vivre : excursions,
croisières, gastronomie, shopping
GENEVE
Renseignements : OFFICE DU TOURISME, Tour-de-l'île
Case postale 440 / CH-1211 GENEVE 11 / Tel. 28.72.33 / Telex 22.795
OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME, Porte de la Suisse,
11 bis, rue de Scribe, 75009 PARIS

Beaubourg et sa bibliothèque à tout lire et à tout faire

11 h. 45. La foule stagne devant Beaubourg. Un joueur de flûte et l'« homme qui fait chanter l'acier » se partagent l'attention et les applaudissements des jeunes et jeunes qui attendent l'ouverture du Centre.

12 heures. Les portes du long bâtiment se débloquent, aspirant la flot de Parisiens qui patientaient sur le parvis. La journée de Beaubourg commence.

Les clients de la bibliothèque sont à peine moins nombreux en cette fin d'été (douze mille chaque jour durant l'année, dix mille pendant l'été), mais ce ne sont pas les mêmes et leurs habitudes ont changé. Les étudiants, qui profitent de l'heure du déjeuner durant l'hiver, arrivent aujourd'hui plus tard, mais les travailleurs immigrés restés à Paris viennent toujours lire Al Akram et El Moudjahid ou regarder le film sur Boumediène.

« Les provinciaux et étrangers de passage sont aujourd'hui plus nombreux, remarque une bibliothécaire. Je reconnais nos « clients » à leur démarche. Les touristes ne savent pas vers quel rayon aller, ils flânent sans but. Les habitués se dirigent d'un pas décidé vers les sections qui les intéressent. »

La bibliothèque de Beaubourg n'est pas une bibliothèque comme les autres, et les lecteurs se sont organisés depuis longtemps. Ce n'est pas dans son coin préféré, on l'installe au pied d'un rayon pour recroquer sa veste, on apporte sa miche de pain et sa bouteille d'eau à l'heure du déjeuner, et des clochards viennent comme d'habitude assister aux projections de films vidéo.

À la médiathèque (où des enregistrements permettent d'apprendre des langues), les clients du centre travaillent dur durant l'été. « L'étudiant américain, la bonne espagnole, l'hôtesse de l'air qui va passer un examen et tous ceux qui vont passer des concours en septembre viennent ici travailler d'arrache-pied, aiguisant une responsabilité de la section. Nous enregistrons une grande majorité d'étrangers et le français est la langue qui nous est la plus demandée. Nous avons également constaté une évolution de la clientèle : nous voyons aujourd'hui arriver des Vietnamiens, des Iraniens, mais également des Parisiens qui désirent « retourner aux sources » : des jeunes juifs viennent apprendre l'hébreu, des enfants d'immigrés demandent à se familiariser avec leur langue d'origine. »

Du côté des petits, l'activité s'est également ralentie : on retrouve toujours les gamins « oubliés » jusqu'à 22 heures par leurs parents, et qui en profitent pour essayer tous les escaliers mécaniques ou apprendre par cœur les bandes dessinées et ceux qui entrent dans la bibliothèque pour enfants en affirmant : « Aujourd'hui, maman m'a dit de dire que j'avais quatre ans » (âge minimum requis). Mais les provinciaux et les étrangers ont, là aussi, pour quelques semaines, remplacé les enfants parisiens.

22 heures. Le Centre ferme ses portes. À la bibliothèque, on fait les comptes du matériel audiovisuel mis hors d'usage par les clients malhonnêtes. « Cette maison, dit quelqu'un, sera usée avant d'être terminée. »

M.-C. R.

TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

invitation
BOSCH

un des leaders européens du radiotéléphone présente du 24 au 26 Septembre 79 ses nouveaux produits et sa gamme complète.

■ Installations destinées à la clientèle privée, aux Administrations et aux Grands Corps d'État

■ Systèmes à usages particuliers (sécurité, protection, recherche, etc.)

Pour obtenir des invitations, téléphoner à :
ROBERT BOSCH (France) s.a.
255.66.00 poste 729

Le Monde

économie

ÉTRANGER

La Bretagne à Alger

M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur, préside le 11 septembre la journée française de la XVI^e Foire Internationale d'Alger.

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie, ce n'est pas un nouvel Eldorado. Nous savons bien qu'on n'y trouve pas un pachtou. Mais nous ne venons pas ici pour faire des super-profits. A la vérité, c'est que les intérêts de la Bretagne et de l'Algérie sont complémentaires. Nous pouvons aider les Algériens en leur livrant nos produits, en les initiant aux technologies que nous maîtrisons. Ils nous permettent, quant à eux, par les marchés qu'ils nous accordent, de mieux pouvoir gérer et maintenir l'emploi, voire d'en créer de nouveaux. Grâce à eux, nous pouvons utiliser à plein le potentiel de matière grise dont nos entreprises sont en général suréquipées... Ils sont une vingtaine de Bretons à avoir fait le voyage d'Alger pour mieux faire connaître leur production et leurs entreprises. Le marché algérien, ils y croient et ils ne veulent pas pour cela se réserver aux seules grandes sociétés. Certains d'entre eux, comme M. Laot, fabricant de menuiserie métallique à Guipavas, sont déjà bien informés.

« Nous faisons ici 10 % de notre chiffre d'affaires après deux ans de prospection, nous dit-il. Nous espérons doubler facilement. Contrairement à ce qui se passe en France, les contrats avec l'étranger ne sont pas rapides. Nous pouvons ainsi avoir un carnet de commandes à deux ou trois ans. Cela permet de mieux organiser la production et d'assurer une meilleure sécurité de l'emploi. »

Le cas de M. Laot n'est pas isolé. Industriels et agriculteurs se retrouvent au stand de la Bretagne, modeste mais plein d'animation, mis en place par la chambre de commerce et d'industrie et la chambre d'agriculture de la région, sous le patronage de l'AFPEBA (Association pour les échanges Bretagne-pays arabes) créée en février 1977 à Rennes. La Bretagne a noué en effet, ces dernières années, de fructueuses relations avec de nombreux pays du Maghreb ou du Proche-Orient. Elle fournit ainsi des plants de pommes de terre au Maroc et à l'Irak, et deux techniciens agricoles bretons sont à l'œuvre dans ce dernier pays dans le

A l'écoute du marché, les industriels bretons ont promptement réagi aux décisions algériennes de mettre l'accent, dans les prochaines années, sur la construction de logements. Ils ont constitué, en juin 1978, sous l'égide de l'AFPEBA, un groupe intitulé Albreco (Alger-Bretagne construction). Celui-ci comporte dix-sept entreprises dont le chef de file est la société Dumez. Un protocole a été signé avec le ministre algérien de l'habitat. Il porte sur la construction de 440 logements et leur infrastructure. Le contrat définitif ne pourra être signé que lorsque Paris et Alger auront conclu un accord sur le financement de ce type d'opération.

La Bretagne est bien décidée à jouer ses propres cartes et à mettre son particularisme au service d'une politique dynamique d'exportation et de coopération avec l'étranger. Elle n'est pas la seule. Quatre autres chambres de commerce régionales, Lot, Provence, Alsace, Auvergne, sont présentes à Alger, de même que la Chambre de commerce franco-arabe de Lyon.

DANIEL JUNQUA.

(1) AFPEBA, 20, rue du Général-Nicolas - 35033 Rennes Cedex.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1964

Le gouvernement brésilien réforme sa politique salariale

Rio-de-Janeiro. — Attendue depuis plusieurs mois comme confirmation de l'ouverture politique en cours, la nouvelle politique salariale annoncée il y a quelques jours par le gouvernement de Brasília se révèle finalement moins novatrice que prévu. Si un progrès est enregistré dans ce domaine éminemment délicat, il est des plus timides.

Depuis le coup d'Etat militaire de 1964, la politique salariale, qui est l'une des causes principales de la concentration du revenu au Brésil,

Le nouveau système, mis en vigueur par le gouvernement, prévoit que, désormais, les réajustements interviendront automatiquement chaque semestre en fonction de l'indice des prix. Les travailleurs qui gagnent moins de trois fois le salaire minimum bénéficieront d'augmentations plus fortes tandis que ceux qui perçoivent plus de dix fois le salaire minimum ne recevront qu'un pourcentage inférieur à l'indice (1), c'est-à-dire verront leur pouvoir d'achat réel baisser.

Selon le gouvernement, cette réforme est une première tentative destinée à redistribuer les revenus par une réduction de l'éventail des salaires. Il est vrai que, d'après des données officielles du ministère du travail, les travailleurs brésiliens qui ont un revenu inférieur ou égal à trois fois le salaire minimum constituent 75 % de la population active, mais ne perçoivent que 38 % de la masse salariale. A l'opposé, les 1 % qui gagnent plus de 30 fois le salaire minimum reçoivent à eux seuls 11 % des revenus salariaux.

La nouvelle politique vise évidemment à conduire les salariés disposant de hauts revenus à collaborer à la lutte contre l'inflation, puisque l'érosion de leur pouvoir d'achat sera dorénavant fonction de la hausse des prix. Cela a déjà soulevé de vives critiques dans certains organes de la grande presse qui s'en prennent aux « sacrifices » imposés aux classes moyennes, et rappellent que ces dernières assurent l'essentiel de l'épargne interne du pays.

Il est probablement trop tôt pour dénoncer, comme le fait l'« Estado » de São Paulo, le porte-parole de la bourgeoisie pauliste, le populisme qui caractériserait la nouvelle politique du gouvernement. Dans la pratique, les résultats risquent de n'être pas à la hauteur des espérances, fait-on remarquer dans les milieux syndicaux. En effet, d'une part, les entreprises, peu soucieuses de perdre leur personnel hautement qualifié, seront sensibles aux pressions législatives ; d'autre part, pour éviter des augmentations importantes des bas salaires, elles seront

n'auraient pratiquement pas changé : la négociation directe était supprimée et la grève pratiquement interdite. Les réajustements avaient donc lieu annuellement, sur la base d'un indice fixé autoritairement par le gouvernement, et invariablement contesté dans les milieux syndicaux. En fait, compte tenu de l'accélération constante de l'inflation et des rares révisions salariales, les rémunérations suivant l'expression d'un dirigeant syndical, poursuivaient le coût de la vie sans jamais le rattraper.

De notre correspondant

sans doute tentées de procéder à des licenciements qu'elles à enbaucher ensuite sur la base du salaire minimum. Les chefs d'entreprise seront d'autant plus enclins à agir ainsi que les demandes d'emploi dans cette catégorie restent nettement supérieures aux offres. La seule manière pour le gouvernement de contrôler de telles pratiques serait de relever fortement le salaire minimum, comme le demandent tous les secteurs de l'opposition. Mais il ne l'a pas fait.

Des pressions contradictoires

Dans ces conditions on peut penser que la nouvelle politique salariale ne contribuera pas à résoudre le grand problème des salaires, qui reste la très rapide rotation de la main-d'œuvre.

La législation brésilienne, inspirée de l'exemple musolinien, est dans ce domaine l'une des plus permissives qui soient : elle donne à toute latitude à l'employeur pour licencier ses ouvriers, moyennant le simple versement d'une somme régulièrement déposée sur un fonds spécial, le F.G.T.S. (Fonds de garantie pour temps de service).

En vérité, le gouvernement est soumis des pressions contradictoires. D'une part, l'importante accélération de l'inflation (près de 60 %, cette année) n'incite pas au libéralisme en matière de salaires ; d'autre part, la vieille théorie attribuant l'inflation à la seule augmentation de la demande apparaît bien simpliste au Brésil. D'autre part, les conflits sociaux se multiplient. Ainsi, le Journal do Brasil dénonçait, à la mi-août, quatre-vingt-trois arrêts de travail depuis l'accession à la présidence du général Figueiredo, le 15 mars.

Le gouvernement se trouve contraint de lâcher du lest pour poursuivre son ouverture politique.

THIERRY MALINIAK.

(1) Les méthodes de calcul de l'indice des prix seront par ailleurs révisées. C'est là un thème délicat : en 1978, époque où il était ministre des finances, M. Delfim Neto, actuel titulaire du portefeuille du Plan, fut accusé d'avoir manipulé l'indice, en le diminuant de moitié par le choix de bases théoriques en lieu et place des prix du marché.

(2) Selon le principal institut d'études inter-syndicales, le CUBES de São Paulo, sur la base d'un indice 100 pour 1960, le salaire minimum était tombé à 60 en 1970 et à 60,5 en 1978.

L'AMÉRIQUE AVEC LE "GALILEI" UN VOYAGE EXCEPTIONNEL

GÈNES : départ le 4 octobre 1979.

LA GUAIARA : arrivée le 15 oct. 79

(à partir de 3978 F. ttc).

PORT EVERGLADES : arrivée le 18 oct. 79

(à partir de 4830 F. ttc).

Via NAPLES et BARCELONE.

Franchise bagages 200 kgs/personne.

Réduction Air-Mer - 10 % - Aller/Retour.

Italian Line Cruises International

Documentation et Réservation auprès de votre agence ou à : AMG - PARIS 75008 - 11 rue Tronchet - 266.10.55

AMG - MARSEILLE 13002 - 102 rue de la République - (91) 91.91.15

TOKYO REFUSE DE PRÊTER PLUS DE 2,8 MILLIARDS DE DOLLARS À PÉKIN

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Le Japon a décidé d'envoyer une mission en Chine avant la fin du mois pour examiner la possibilité d'accorder un prêt important à Pékin, destiné à financer huit projets de modernisation. M. Gu Mu, vice-premier ministre chinois, au cours d'une visite à Tokyo, qui s'est achevée jeudi 6 septembre, a, en effet, demandé aux Japonais un prêt destiné à la réalisation de ces projets (Le Monde du 4 septembre).

Le coût des investissements s'élève à 5,5 milliards de dollars. Les Chinois auraient voulu que le Japon finance la totalité, c'est-à-dire non seulement les achats d'équipements, mais encore les travaux d'infrastructure et le paiement de la main-d'œuvre, ce qui semble pour l'instant hors de question. Estimant que les coûts d'infrastructure représentent en gros 40 % du montant total des dépenses, les Japonais ne veulent négocier qu'un emprunt d'environ 2,8 milliards de dollars, c'est-à-dire le montant en devises nécessaires à l'achat des équipements. Pour l'instant, ni le montant de l'emprunt ni sa durée n'ont été arrêtés. Les Japonais, dit-on au ministère des affaires étrangères, pourraient demander une participation des autres partenaires industrialisés de la Chine. La décision de Tokyo sera annoncée à la fin de l'année au moment de la visite du premier ministre japonais à Pékin.

Au cours de ses entretiens avec M. Gu Mu, M. Ohira a réaffirmé les trois principes de la coopération sino-japonaise :

● Nécessité d'une coordination avec les autres pays industrialisés ;

● Harmonisation, en ce qui concerne l'assistance, avec les besoins des pays en voie de développement, en particulier ceux de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) ;

● Exclusion d'une coopération dans le domaine militaire.

Un nouveau projet de coopération a été évoqué : la production en commun de pétrole à partir du charbon. Une technologie que le Japon développe en particulier avec les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest. — Ph. P.

Voix et Expression DIRIGEANTS - CADRES VENDEDREURS, vous devez

Parler avec aisance Maîtriser votre élocution Convaincre Décider

desel VOTRE FORMATION

24, rue H. Barbusse, 75005 PARIS Tél. : 323-18-10 - 323-15-43

chefs d'entreprise, artisans, commerçants, agriculteurs,



le 3^e PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI met à votre disposition 5 mesures spéciales pour vous permettre d'embaucher ou de former des jeunes ou certaines catégories de femmes

1-embauche

Vous bénéficiez d'une réduction de 50 % de vos cotisations patronales de Sécurité Sociale pendant un an du jour où :

— les jeunes de moins de 25 ans sortent depuis moins d'un an de l'école, de l'université, d'un stage de formation ou du service national.

Cette exonération est accordée pour un nombre d'embauche au plus égal à l'accroissement de vos effectifs en 1978.

Si vous franchissez le seuil des 9 salariés en 1979 ou en 1980 vous bénéficiez d'un abattement pendant 3 ans sur vos cotisations financières concernant la formation professionnelle, le logement et le transport.

2-embauche

L'Etat vous verse une prime de 8.000 F si vous embauchez une personne âgée de plus de 45 ans, au chômage depuis plus d'un an, bénéficiant ou ayant bénéficié d'une allocation de chômage.

Si vous êtes artisan, vous bénéficiez d'une prime de l'Etat de 5.000 F si vous embauchez votre premier salarié avant le 31 décembre 1981.

3-contrat emploi formation

Si vous avez besoin de donner une formation (120 à 1200 heures) à un jeune de moins de 26 ans ou à une femme seule que vous embauchez, l'Etat vous accorde une aide financière de 26 F par heure de formation. Cet avantage peut se cumuler avec les mesures concernant l'embauche.

4-contrat d'apprentissage

Si vous embauchez comme apprenti un jeune de 16 à 20 ans et si vous êtes artisan ou chef d'entreprise de moins de 11 salariés, vous bénéficiez d'une exonération de toutes les cotisations sociales, patronales et salariales pendant toute la durée du contrat.

5-le stage pratique en entreprise

Si vous prenez en stage pratique un jeune de moins de 26 ans ou une femme seule, pendant 4 mois, vous bénéficiez d'une prise en charge par l'Etat des 3/4 de la rémunération et des cotisations de sécurité sociale sous condition d'assurer une formation de 120 heures.

le 3^e PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI

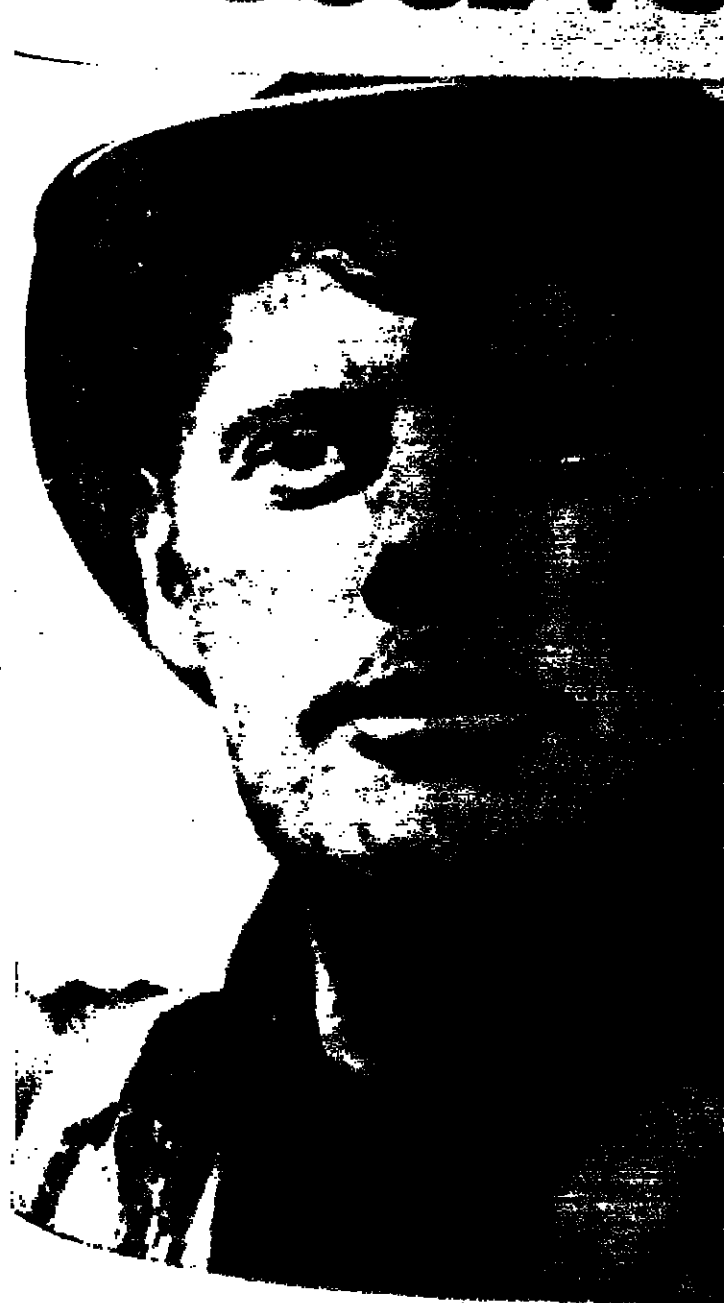


vous aide à aider les jeunes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PARTICIPATION

الجمعية الوطنية

L'homme Réserve



AFFAIRES

L'Agence pour les applications de l'informatique va enfin voir le jour

Le conseil des ministres de mercredi 12 septembre doit, en principe, entendre une communication de M. André Giraud, ministre de l'Industrie, sur la politique en matière d'applications de l'informatique.

Décidées il y a neuf mois, lors de la présentation des grandes lignes du plan d'informatisation de la société, la création de l'Agence pour les applications de l'informatique devrait être officiellement annoncée le même jour.

Sa naissance aura été difficile. Pendant des mois, hauts fonctionnaires de la Direction générale des télécommunications (D.G.T.) et du ministère de l'Industrie se sont livrés une dure bataille, dont les échos sont remontés jusqu'au plus haut niveau. Chacune des deux administrations voulait avoir la tutelle de la future agence, du moins ne pas la voir émettre sur son territoire : la D.G.T., car elle estime que la télématique est de son ressort, compte tenu de l'importance grandissante des réseaux ; la Direction des industries électroniques et de l'informatique (D.I.E.I.), parce que la politique informatique relève depuis des années de sa compétence.

Un compromis a finalement été trouvé. L'agence sera placée de facto sous la double tutelle de la D.G.T. et de la D.I.E.I. Animée par un président, elle sera « orientée » par un comité de cinq membres, dont la composition est soigneusement dosée. Outre le patron de l'agence (on souhaite qu'il vienne d'un grand organisme utilisateur de l'informatique, public ou parapublic), on y trouverait les responsables de la D.G.T. de la Direction des affaires industrielles et internationales (D.A.I.I.), des P.T.T. et ceux de la Direction générale de l'Industrie (1) et de la D.I.E.I.

L'agence sera chargée du développement des applications nouvelles de l'informatique dans les secteurs privé et public, à l'exception des administrations proprement dites, dont les « applications pilotes » continueront de relever de la D.I.E.I. L'agence gèrera une partie de l'enveloppe quinquennale de 2,5 milliards de

francs prévue dans le plan d'informatisation de la société. Elle attribuera ses aides en fonction de l'intérêt des projets qui lui seront présentés.

La D.I.E.I. continuera de gérer les crédits destinés au développement des entreprises (contrats de croissance) ou à la promotion de matériels. Pour simplifier, on peut dire que l'agence s'occupera des logiciels et la D.I.E.I. des matériels. A ce titre, elle continuera d'animer la politique d'achats préférentiels qui a fait tant de remous depuis quatre ans. Avec cependant une nuance : jusqu'à présent, la mission pour la promotion de l'informatique, qui dépendait directement de la D.I.E.I., était chargée de promouvoir les matériels de C.I.L.-Honeywell Bull dans les administrations et les entreprises publiques et parapubliques. Elle disposait de moyens de pression dans la mesure où elle avait la haute main sur les crédits pour les opérations de développement d'applications informatiques de ces établissements. Apparemment, dira-t-on, il n'y a rien de changé puisque la politique d'achats préférentiels dépendra toujours de la D.I.E.I. Il y a pourtant une modification, car c'est l'agence qui distribuera dorénavant les crédits pour les « opérations pilotes » des entreprises publiques et parapubliques. La D.I.E.I. sera ainsi privée d'un argument de poids dans ses discussions pour orienter leurs achats de matériels.

Au-delà de ces questions de « frontières », on peut se demander si la création de cette agence n'a pas mobilisé pendant — trop — longtemps bien des énergies pour déboucher sur ce qui risque de n'être qu'une enlène réforme de structures.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Les finances des Neuf

(Suite de la première page.)

Le rapport souligne aussi que le développement des politiques communes se trouverait hypothéqué si la Communauté faisait appel, à la notion de « juste retour ». Enfin, moins systématiquement critiqué à l'égard du Marché commun agricole, ce document note certains avantages de celui-ci (sécurité des approvisionnements, maintien de l'emploi) et ajoute que certaines des difficultés de l'Europe verte ont été amplifiées par l'adhésion du Royaume-Uni (obligation d'achat de sucre aux producteurs du Commonwealth et de beurre à la Nouvelle-Zélande).

Ces retouches ne sont pas négligeables. Le rapport fait néanmoins ressortir que, si rien n'est fait pour empêcher une telle évolution, le Royaume-Uni tout en comptant parmi les pays les moins prospères de la C.E.E. est en passe de devenir un débiteur net important du budget européen. Son déficit atteindrait 227 millions d'unités de compte (15 milliards de francs) en 1979 et 1 550 millions (9 milliards de francs) en 1980. Les gouvernements membres sont ainsi implicitement invités à mettre un point au profit du Royaume-Uni — car ce serait le seul Etat membre à en bénéficier, l'Italie, qui a cru habile dans cette affaire, de jouer la carte britannique, pouvant faire figure de dupe de l'opération — un mécanisme de correction budgétaire.

Déjà en 1975, à Dublin, lors de la renégociation du traité d'adhésion par le gouvernement Wilson, le conseil européen avait adopté un mécanisme d'ajustement pour que la contribution britannique au budget de la C.E.E. ne dépasse pas de manière trop importante sa part relative dans le produit national brut de la Communauté. Toutefois, il avait été entendu alors, parmi d'autres limites, que le mécanisme ne jouerait pas ou ne jouerait que très partiellement en cas d'excédent de la balance des paiements britannique, situation qui, grâce au pétrole de la mer du Nord, est en train de se produire. Aujourd'hui, les Britanniques récusent de telles conditions — tout à fait

justifiées au plan des principes — et entendent que la correction du déficit budgétaire soit de plein droit. Ce qui se prépare ainsi, c'est la remise en cause, sans trop de conditions ni de limites, des conséquences budgétaires des politiques communes.

« Compte tenu du mandat donné par le conseil européen, le rapport ne pouvait être que peu satisfaisant, comme un haut fonctionnaire bruxellois. Ce que les chefs de gouvernement ont demandé à la commission d'analyser, c'est bien en effet la position nette sur le plus budgétaire de chacun des Etats membres. » Il est vrai que, sous l'influence de Mme Thatcher, dont le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt ont ainsi sans doute voulu saluer l'avènement, c'est bien au conseil européen que revient la responsabilité de s'être engagé dans cette voie.

Qu'en adviendra-t-il ? Français, Allemands et Beneluxiens, commente-t-on à Bruxelles, pensent s'en tirer à bon compte par un « chèque » d'un montant si possible pas trop élevé. Bref, les uns et les autres, au départ en tout cas, ont traité l'affaire comme étant relativement mineure. Pourquoi ? Rien ne dit que Mme Thatcher ait l'intention de se satisfaire d'une compensation temporaire et limitée. Il faut se souvenir qu'à la fin de 1978 la presse et la classe politique britannique criaient déjà au scandale lorsque les experts évoquaient la possibilité d'un solde négatif de 1 milliard d'unités de compte.

Dans le cas où la compensation à verser aux Anglais se situerait autour de 600-700 millions d'unités de compte pour 1980, cela signifierait pour la France une « carotide » d'environ 200-250 millions d'unités de compte, soit entre 1,2 et 1,4 milliard de francs. On peut se demander si, dans les circonstances actuelles, l'Assemblée nationale accepterait sans rechigner qu'un transfert aussi considérable — et que finalement aucun pays ne bénéficie — soit opéré au profit des Britanniques.

Il resterait bien sûr pour Paris la tentation de demander à

l'Allemagne fédérale, sous prétexte qu'elle est moins atteinte par la crise, de prendre à sa charge l'essentiel de la note. « Politiquement, la France se désolidariserait complètement en agissant de la sorte », répond un dirigeant bruxellois.

Un accord des Neuf sur la correction budgétaire à opérer, en admettant qu'ils y parviennent, ne résoudra pas tout. Tant s'en faut. Le rapport de la Commission, même dans sa dernière version, indique quelle doit être, dans l'esprit de Londres, l'étape suivante : la remise en cause de la politique agricole commune. Tout en mettant plus de formes que dans son texte initial, la Commission souligne, avec plus de brutalité que jamais, la nécessité de réduire puis de supprimer les excédents structurels agricoles, dont l'existence, explique-t-elle, pèse plus particulière-

ment sur les économies des Etats membres les plus faibles, à savoir l'Italie et le Royaume-Uni.

Cette volonté d'attaquer la politique agricole commune n'est pas nouvelle chez les Britanniques, mais leur offensive s'inscrit aujourd'hui dans un contexte budgétaire particulièrement dangereux. Compte tenu de l'augmentation régulière du budget européen, le plafond établi par le conseil des ministres des Neuf pour les « ressources propres » (1) de la Communauté (autrefois dit pour les recettes budgétaires) sera bientôt atteint, probablement en 1981. La Commission devrait, dans un avenir proche, proposer aux gouvernements membres d'autoriser l'augmentation de ces ressources en portant à 1,5 % ou à 2 % la part maximale des recettes de T.V.A. pouvant être affectées au budget européen.

Le Marché commun agricole

On peut imaginer cependant que certains Etats membres s'opposent à cette progression des recettes — et par voie de conséquence, des dépenses — du budget européen. Le « gel » provisoire, par exemple jusqu'à l'élargissement, des « ressources propres » pourrait être souhaité par les Allemands qui ont facilité l'impulsion d'être les principaux pourvoyeurs d'un budget européen à leurs yeux trop mal maîtrisé. Mais il pourrait aussi être demandé par les Britanniques, surtout s'ils ont obtenu auparavant, lors du conseil européen de Dublin ou d'un conseil européen suivant, une correction à leurs yeux suffisante, de leur déficit actuel.

Le « gel » provisoire — hypothèse plausible, on s'en rend compte — exigerait une compression du budget européen. La pression sur les dépenses agricoles deviendrait alors particulièrement vive. Il est assurément exact que certaines d'entre elles — en particulier le soutien du marché laitier — atteignent des niveaux trop élevés et doivent donc être progressivement réduites. Mais, si, en raison du plafonnement des « ressources

propres », il faut agir vite et brutalement, il deviendra difficile d'opérer cette réduction sans toucher aux mécanismes, c'est-à-dire à l'essence même de la politique agricole commune.

Que faire pour écarter une telle menace ? Certains, à Bruxelles, estiment qu'il serait hautement prudent que les pays les plus directement concernés, au premier rang desquels la France, fissent le problème du 1 %, c'est-à-dire du déplaçonnement, à celui du mécanisme correcteur, au lieu d'entreprendre pour atténuer, sans toucher à l'essentiel, les défauts du marché commun agricole.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Les « ressources propres » se composent des droits de douane et des prélèvements agricoles perçus aux frontières du Marché commun, ainsi que d'une fraction — plafonnée pour le moment à 1 % — des recettes de la T.V.A. perçues dans chacun des Etats membres.

L'homme des Ardennes. Réserve mais efficace.



Certains se plaisent à dire : « Dans les Ardennes il n'y a que des bûcherons... » et, bien évidemment, ceux qui se régalaient de tels clichés sont aussi ceux qui ignorent tout des Ardennes.

Ignorer tout des Ardennes, c'est encore prendre la réserve de l'Ardennais pour de la morosité. En fait, si l'homme des Ardennes est réputé parler peu, c'est parce qu'avant tout il écoute, il agit. Et cette attitude l'a tout naturellement porté vers l'activité industrielle.

Depuis toujours les Ardennais se sont spécialisés dans le travail des métaux. Aujourd'hui et mieux que tout autre, l'Ardennais s'est adapté aux techniques nouvelles. La forge et l'estampage, la fonderie, l'usinage et la construction soudée font des Ardennes de 1979 l'un des départements français les plus performants, dans ces types d'activités. Près de 300 entreprises ardennaises s'y consacrent.

Pour une P.M.I. ou un Grand Groupe, s'implanter en Ardennes, c'est bénéficier d'une tradition et d'un savoir-faire industriels.

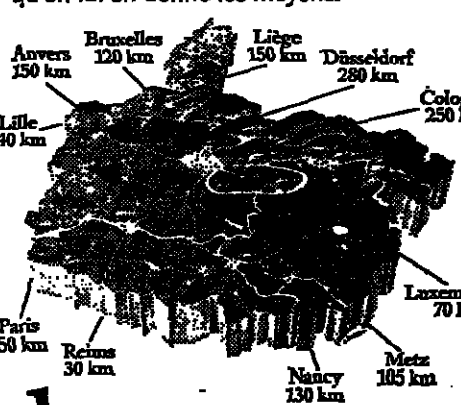
C'est profiter d'un appareil de formation professionnelle de qualité qui fonctionne en concertation étroite avec les entreprises pour former les personnels dont elles ont besoin à court et à long terme.



Ainsi les entreprises, récemment implantées en Ardennes, disposant d'une main-d'œuvre jeune comme en témoigne la moyenne d'âge de l'usine Citroën près de Charleville-Mézières : moins de 25 ans.

Ce sont des atouts essentiels mais rares, ce sont les atouts qu'offrent les Ardennes aux industriels qui entreprennent.

En Ardennes, une entreprise peut être performante et compétitive parce qu'on lui en donne les moyens.



Les Ardennes.
Pour en connaître toutes les possibilités et les avantages, appelez le (24) 57.12.12

AVEC LE "GALILEI" L'EXCEPTIONNEL

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

10-6 octobre 1979

SOCIAL

NOUVEAU MALAISE CHEZ LES CADRES

La C.G.C. recherche des actions originales pour manifester son mécontentement

« Nous venons encore d'être bernés... ». Dans les semaines qui viennent, nous montrerons que la patience a des limites », a déclaré à « l'Aurore » (numéro du 10 septembre) M. Jean Menu, président de la C.G.C. L'organisation des cadres, qui prépare des actions originales, entend démontrer que le gouvernement, dans son projet de budget pour 1980, va trop loin dans la taxation des salariés et qu'il manque d'audace ou de volonté à l'égard des « vrais privilégiés ». Afin de ne pas rester isolée, la C.G.C. entend rencontrer les autres syndicats, y compris la C.G.T. Avec les partis, des rendez-vous sont déjà pris : après une première réunion avec les radicaux de gauche, des rencontres sont prévues le 12 septembre avec le R.P.R., le 18 avec le P.S. et le 2 octobre avec le P.R.

« Pourquoi se casser la tête ? Il n'y a plus qu'à baisser les bras... ». « Il faut agir et ne plus se battre, seul ! » Ces réactions contradictoires de cadres adhérents à la C.G.C. confirment que le malaise de l'encadrement s'aggrave à nouveau. Agacés, voire franchement mécontents, les salariés de « haut niveau » protestent de plus en plus et réclament à leurs dirigeants syndicaux, sans cacher toujours leur embarras, de nouvelles méthodes d'action.

Depuis décembre 1978, époque des premières mesures de redressement financier de la Sécurité sociale, les malaises nouvelles se sont accumulées pour eux : de l'agent de maîtrise en blouse bleue ou blanche au cadre supérieur, la grogne n'a cessé de monter : défilamment des cotisations en décembre, freinage des hausses de salaires, majoration exceptionnelle des cotisations d'assurance-maladie cet été, nouveau défilamment décidé pour janvier 1980, et puis la double inflation, celle, accablante, des prix et celle, annoncée, des impôts pour les revenus les plus élevés.

Les cadres font leurs calculs. De soustraction en soustraction, après avoir déduit les cotisations qui ont été relevées (celles du régime général, mais aussi celles de leur retraite complémentaire) et les impôts directs et locaux, ils constatent amèrement que leurs revenus disponibles stagnent et même régressent en pouvoir

Rapprochement avec les syndicats ouvriers

voire la « méchanceté », selon un dirigeant syndicaliste, prend le dessus.

Ces sentiments contradictoires expliquent la tactique prudente du nouveau état-major de la C.G.C. M. Jean Menu, secrétaire général, a toujours été favorable à un rapprochement mesuré avec les centrales ouvrières, mais on pouvait s'attendre à une telle démarche. Il y a peu de temps encore, la majorité des adhérents de la C.G.C. étaient opposés à tout glissement vers un syndicalisme plus radical. Aujourd'hui, il existe toujours une forte opposition aux essais de rapprochement, notamment avec la C.G.T. : pas question, dit-on, de devenir une « cinquième » organisation syndicale, à l'image des confédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. Mais « il y a quelques semaines encore », note M. Menu, vice-président de l'Union des cadres dirigeants, « il y avait certains cadres qui se désolent de ne pas faire d'efforts pour s'approcher des syndicats ouvriers, y compris de la

C.G.T. C'est un phénomène tout à fait nouveau ».

Au niveau confédéral, mais aussi dans les fédérations professionnelles, la tendance consiste de plus en plus (ce qui n'est pas nouveau dans la métallurgie) à vouloir aboutir à une action commune. Pas de problème avec F.O. et la C.F.T.C. : des contacts ont toujours eu lieu et les rapports officiels se sont multipliés ces dernières semaines. Mais ces relations sans tapage se sont étendues récemment à la C.G.T. et épisodiquement à la C.F.D.T. « Nous ne sommes pas contre les augmentations uniformes de salaires proposées par la C.G.T. », nous a déclaré un responsable C.G.C. Nos revendications prioritaires portent sur le pouvoir d'achat et l'emploi. Et d'ajouter aussi une « opération vérité » sur la fiscalité. « Il y a des possibilités d'entente avec la C.G.T. Avec la C.F.D.T., ce sera plus difficile, surtout après les fâcheuses nous a lancées M. Edmond Maïre dans son discours de rentrée.

Si un front commun peut s'esquisser pour défendre des revendications, cette entente peut-elle déboucher sur une action syndicale élargie ? Comme les autres syndicats, les cadres de la C.G.C. affirment qu'il faut passer à l'action. Mais quelle action ? « Il faut faire plier le gouvernement », dit-il, « mais comment ? Par la grève ? Si le mot ne fait pas peur aux agents de maîtrise et à certains cadres moyens, en revanche, cette méthode n'est guère appréciée des cadres supérieurs.

La C.G.C. a, un moment, fondé des espoirs sur la C.F.D.T. et l'analyse de M. Edmond Maïre concernant un nouveau syndicalisme. On espérait des dirigeants cégétistes des propositions originales ; mais aujourd'hui on s'étonne : en parlant de « grande grève », M. Maïre a-t-il dit que c'est-il ? A quel jeu joue-t-il ?

Tout le monde parle d'action unitaire dans le milieu syndical, mais personne ne semble en vouloir. La C.G.C. n'échappe pas à cette critique. « Les cadres, dans leur ensemble, n'aiment pas la grève », reconnaît-on au siège de la rue de Gramont. Pourtant les adhérents demandent à la confédération d'envisager une riposte : « Il faut agir ; mais proposons autre chose que des manifestations traditionnelles et des grèves ».

La semaine dernière, au bureau de la C.G.C. a travaillé toute une journée pour trouver une riposte originale, au cas où la concertation intersyndicale serait un échec. De nouvelles réunions auront lieu cette semaine et des décisions seront prises. « Les idées mûrissent », déclare-t-on à la C.G.C., tant à Paris qu'en province. L'objectif serait de démontrer que les cadres sont indispensables, d'un projet plus ou moins utopique de lancer la grève de la passivité dans les entreprises, la grève de l'impôt ou la grève de l'épargne en retirant les fonds déposés dans les banques nationalisées.

« D'autres actions sont à l'étude contre les fédérations patronales et les administrations régionales de l'Etat », dit-on dans l'entourage de M. Menu. Mais il ne sera guère facile de vouloir à la fois mobiliser les cadres, syndiqués ou non, et obtenir une action commune avec les centrales ouvrières. Des évolutions se dessinent, mais les dirigeants de la C.G.C., qui entendent diriger leur mouvement, doivent tenir compte des sentiments dominants qui régissent les cadres : la lassitude et parfois l'écoeurement, mais aussi une sorte de sagesse et un pragmatisme quelque peu égoïste. « Nous sentons bien que nous sommes des salariés comme les autres », nous confie M. Le Hir, mais nous n'oublions pas que nous ne sommes pas tout à fait comme les autres ».

JEAN-PIERRE DUMONT.

Les grèves à la S.N.C.F.

LA DIRECTION SOULIGNE QU'ELLE EMBAUCHERA QUARANTE MILLE JEUNES EN QUATRE ANS

Des perturbations sont à craindre dans le trafic voyageurs de la S.N.C.F. après le dépôt du préavis de grève des cheminots C.G.T. et C.F.D.T. pour la période du mercredi 12 septembre à 20 heures, au samedi 15 septembre à 6 heures (le Monde du 28 août). Elles devraient être toutefois moins importantes que lors du mouvement de débrayages similaires déclenché en août du 22 au 24. La Fédération autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.) n'y participera pas. Ce syndicat indépendant, qui s'était associé au mouvement précédent et qui représente, aux élections professionnelles, environ 23 % des seuls conducteurs de train, a refusé de participer à cette nouvelle grève parce qu'il l'estime trop proche de la première, considérée comme un succès par la F.G.A.A.C. D'autre part, le champ des revendications dépasse à présent largement le

problème de la suppression de l'aide-conducteur à bord des trains de marchandises.

Selon la direction de la S.N.C.F., « les motifs invoqués sont essentiellement les conditions de travail, le contrat d'entreprise et les salaires ». Après avoir rappelé les « améliorations » apportées par un arrêté ministériel récent, relatif aux conditions de travail, la direction précise que les nouvelles dispositions concernant la conduite à un seul agent n'intéressent « que les trains de marchandises, et seulement sur les lignes équipées de Nations radio sol-train », et qu'elles n'entraîneront « en aucun cas » la suppression de dix mille emplois — chiffre avancé par la C.G.T. et la C.F.D.T. La S.N.C.F. souligne qu'elle embauchera quelque quarante mille jeunes agents en quatre ans, « aucun licenciement n'affectant le personnel qui bénéficie de la garantie de l'emploi ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + un 50p -	Rep. + un 50p -	Rep. + un 50p -
\$ E.-U. ...	4,2280 4,2240	- 75 - 55	- 95 - 55	- 175 - 115
\$ can. ...	3,6145 3,6125	- 50 - 38	- 55 - 28	- 188 - 35
Yen (100) ...	1,5109 1,5109	+ 45 + 76	+ 125 + 160	+ 425 + 475
Dm ...	2,3380 2,3415	+ 78 + 98	+ 135 + 180	+ 480 + 520
Florin ...	1,2325 1,2325	- 25 - 48	- 69 - 88	- 225 - 278
F.S. (100) ...	14,4640 14,4635	- 225 - 135	- 228 - 70	- 190 + 125
F.S. (100) ...	2,8980 2,8985	+ 165 + 185	+ 440 + 425	+ 1130 + 1190
L. (1 000) ...	5,2890 5,2875	- 140 - 85	- 228 - 190	- 890 - 950
£ ...	9,4530 9,4560	- 245 - 135	- 455 - 360	- 950 - 890

TAUX DES EURO-MONNAIES

	61/76	67/76	71/76	71/76	71/76	71/76	71/76	71/76
\$ E.-U. ...	11 1/2	11 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Florin ...	9 3/8	9 3/8	9 1/4	9 1/4	9 3/8	9 3/8	9 1/2	10
F.S. (100) ...	11 1/2	11 1/2	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
F.S. (100) ...	4 3/8	4 3/8	2 1/8	2 1/8	2 1/4	2 1/4	2 1/8	3 1/4
L. (1 000) ...	11	11	13	13	13 5/8	13 5/8	14 5/8	15 5/8
£ ...	12 1/2	12 1/2	13 1/8	13 1/8	14 1/2	14 1/2	14 5/8	15 1/8
Fr. franc. ...	12 1/2	12 1/2	11 1/2	11 1/2	11 3/4	11 3/4	12 1/4	12 1/4

Notes données ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises, les cours étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

elf aquitaine

La situation financière des comptes 1978 de la société, arrêtés au 30 juin 1979, fait apparaître un résultat net de 1 milliard de francs après impôts, amortissements et provisions (contre 540 millions de francs pour la même période 1978).

Dans la constitution de ce résultat, la contribution des filiales de production (versement de dividendes et intérêts) est du même ordre qu'en 1978.

La situation des filiales de raffinage et de distribution permet, grâce à l'amélioration des conditions du marché et plus encore à la valorisation comptable des stocks, une réévaluation à hauteur de 972 millions, des provisions antérieurement constituées.

Le compte de provision pour risques généraux a reçu une dotation nouvelle de 1 milliard de francs en compensation tant de l'aggravation des risques de nos entreprises, à l'égard de l'indisponibilité des réserves comptabilisées sur les stocks.

Au niveau des résultats consolidés du groupe, non disponibles actuellement, la marge brute d'auto-financement s'est élevée, au 30 juin 1979, peut être estimée à 8 milliards de francs après élimination des dépenses d'exploration et de déduction de la valorisation des stocks, la marge serait de l'ordre de 4,4 milliards de francs.

Une telle acquisition, si elle se réalisait, s'accompagnerait de la cession, à certains des principaux actionnaires actuels de L.T.C.I., de sa filiale FICAL, laquelle regroupe les activités « acier ».

Dans ces conditions, la société Les câbles de Lyon s'assure la maîtrise de ses approvisionnements en cuivre et en aluminium, appuyées sur le train de laminoirs continus très moderne dont dispose L.T.C.I. Première entreprise française du secteur, elle succéderait à l'important marché des fils et câbles nus, seul d'ailleurs restant en dehors de ses productions, se plaçant ainsi comme fournisseur des câbles mondiaux couvrant toute la gamme des produits de la profession.

ROCHEFORTAISE S.A.

Le dividende de l'exercice 1978, qui s'élève à 10 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 5 F, est mis en paiement le lundi 10 septembre 1979 contre une remise du coupon n° 30.

CE QUE NOUS AVONS FAIT EN 1978 POUR 10.540 ENTREPRISES,

En 1978, comme les années précédentes, l'action du Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel s'est orientée selon deux grands axes :

- le soutien aux entreprises petites et moyennes,
- l'aide au développement régional.

Les chiffres sont éloquentes. Sur 10.540 entreprises ayant reçu un prêt du Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, 80% emploient moins de 50 salariés. Plus de 70% des investissements ont été réalisés dans des agglomérations de moins de 50.000 habitants, et 9 prêts sur 10 ont été étudiés et décidés dans les régions. 3784 millions ont ainsi été accordés à des entreprises de tous les secteurs : industrie, commerce, tourisme. 21.300 emplois ont été créés grâce à cette action.

NOUS POUVONS LE FAIRE EN 1979 POUR LA VOTRE.

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
plus proche pour mieux vous aider.

78, rue Olivier-de-Serres - 75739 Paris Cedex 15 - Tél. 828.40.00

PARIS COPENHAGUE
NON STOP SUR DC9
3 FOIS CHAQUE JOUR
AVEC SAS 7420614

SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

PARIS-CHARLES DE GAULLE 9h30-13h25-18h55

LES MARCHÉS

NOUVELLE

BOURSE DE PARIS - 7 SEPTEMBRE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
RELIGION : « L'enfer c'est-il fait long feu ? », par Henri Fesquet ; « Dieu n'est pas mort en politique », par Thierry Bafay.

3. AFRIQUE
L'ouverture de la conférence de Londres sur le problème rhodésien.

4. ASIE
CORÉE DU SUD : le président Park confirme son intention de museler l'opposition au régime.

5. AMÉRIQUES
NICARAGUA : Tomas Borge, chef historique du sandinisme et ministre de l'Intérieur.

6. PROCHE-ORIENT
En visite en République fédérale d'Allemagne, M. Doyen tente de dissiper le malaise entre Jérusalem et Bonn.

7. DIPLOMATIE
La fin du sommet des non-alignés.

8. EUROPE
U.R.S.S. : la revue théorique du comité central insiste sur l'importance de la collégialité.

9. POLITIQUE
La Fête de l'Humanité : M. Claude Foppen met en garde les communistes contre toute illusion.

10. SOCIÉTÉ
Un colloque à Tabarka sur « la femme maghrébine ».

11. JUSTICE
Huit cent millions d'analphabètes dans le monde.

12. ÉDUCATION
Les journées d'études du P.S. sur la « désertification » scolaire.

13. LA RENTRÉE SCOLAIRE
tableaux noirs sur fonds gris.

14. SUPPLÉMENT ÉDUCATION

15. MÉDECINE

16. SCIENCES HUMAINES

17. SCIENCES

18. CULTURE

19. ÉCARTS : l'enfance ? la vieillesse ?

20. MUSIQUE : Cynthia Rain, couronnée à Vercy.

21. HISTOIRE

22. POINT DE VUE : le souvenir universel du trépas de Saint-Germain.

23. RÉFLEXIONS sur la fin d'un empire, par Yves de Duver.

24. SPORTS

25. AUTOMOBILISME : Schecter et Ferrari champions du monde.

26. VOILE : la Miro Cup.

27. AVIRON : supériorité de la R.D.A. aux championnats du monde.

28. LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

29. PAGES 28 à 29

30. ALERTE à la France.

31. Une rentrée froide, par Patrick A. Messerlin.

32. Retour au fil romain, par Charles Bonnet.

33. En marge du troisième anniversaire du plan Barre.

34. Un débat faussé par les paris pris, par Henri Bourguignat.

35. 43. RÉGIONS

44. 46. ÉCONOMIE

45. ÉTRANGER : la Bretagne à Alger : le gouvernement brésilien réforme sa politique scolaire.

46. SOCIAL : la C.G.C. recherche des actions originales pour manifester son mécontentement.

47. LIRE ÉGALEMENT

48. RADIO-TELEVISION (19)

49. Annonce classées (27 à 42) ; Carnet (20) ; Aujourd'hui (42) ; Journal officiel (42) ; Météorologie (42) ; Mots croisés (42) ; Bourse (47).

50. A B C D E F G I

Le troisième anniversaire de la mort de Mao Tse-toung

La presse publie un texte de l'ancien président contre l'engouement à l'égard de l'occidentalisation

Une manifestation de deux cents personnes — paysans et soldats démobilisés sans emploi — qui étaient venues rendre hommage sur la place Tiananmen de Pékin à Mao Tse-toung, mort il y a trois ans, a été dispersée par la police, dimanche 9 septembre. D'autre part, la revue dissidente « Expositions » a été interdite à nouveau dimanche dans la capitale ; elle contient un appel en faveur de deux de ses animateurs, en prison.

Enfin, une grande campagne de « rectification » a été lancée au sein de la police, a annoncé dimanche « le Quotidien du peuple » ; celle-ci a été fermement priée de ne plus s'occuper de politique et de se contenter de faire appliquer la loi. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Pékin. — On ne peut pas dire que le souvenir de Mao Tse-toung s'estompe ; la presse consacre des articles au troisième anniversaire de sa mort, le 9 septembre 1976. Cet anniversaire a toutefois été célébré avec plus de discrétion encore que l'an dernier. Contrairement à ce qui s'était passé en 1975, aucun des dirigeants du régime n'a jugé opportun de prendre la plume pour évoquer la mémoire du président défunt. Ce n'est pas pour autant le silence, car tous les quotidiens ont publié en première page un texte assez étonnant, daté de 1956, et rédigé d'après des notes prises au cours d'un entretien entre Mao et « les camarades responsables de l'Association des musiciens de Chine ». Il y est bien entendu question de musique, de folklore, mais aussi de médecine, de politique et même de cuisine. Tout cela pour dire que si la Chine doit apprendre de l'étranger, et en particulier de l'Occident, elle ne saurait perdre pour autant son caractère national. Au demeurant, disait Mao, « il serait utopique de prétendre que l'utilisation de coutures et de fourchettes constitue une pratique supérieure et plus scientifique, que l'usage de baguettes est un signe de retard culturel ».

MM. SÉGUY ET MAIRE SE RENCONTRENT LE 14 SEPTEMBRE

M. Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., rencontrera son homologue de la C.F.D.T., M. Edmond Maire, le vendredi 14 septembre, à 10 h. 30, au 213, rue La Fayette, à Paris. Les deux dirigeants, adhérents à la C.F.D.T., ont été élus à la commission exécutive mardi 11 et la C.F.D.T. a son bureau national mercredi 12 et jeudi 13 septembre.

LA BAISSÉ DU DOLLAR SE POURSUIT REMONTÉE DE L'OR

La baisse du dollar sur les marchés des changes, amorcée la semaine dernière, s'est poursuivie lundi matin 10 septembre, au début des interventions des banques centrales : l'annonce d'une forte hausse des prix de gros aux États-Unis, en août, a pratiquement annulé le bénéfice de la nouvelle hausse des taux d'intérêt. L'interbancaire vendredi 7 septembre à New-York.

Le dollar a fléchi à 1,9000 de Deutschmark à Francfort, contre 1,81 de Deutschmark, et à 2,38 francs suisses, contre 2,650 francs suisses à Zurich. A Paris, sa baisse a été moins sensible (4,215 francs contre 4,225 francs), ce qui traduit un léger recul du franc par rapport aux monnaies européennes (2,358 francs pour un Deutschmark, contre 2,338 francs).

Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,1 grammes s'est vigoureusement relevé aux environs de 337 dollars contre 331,5 dollars, puis 329,15 dollars, vendredi 7 septembre. Rappelons que le record de l'once a été établi le jeudi 6 septembre 1978 à 340,85 dollars.

TRÉCA

CAD le sommier à commande électrique ne demande aucun effort pour faire monter ou descendre les deux extrémités du lit ensemble, ou séparément.

EXPOSITION ET VENTE 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE à PARIS 20^e Métro : Flandre - Parking assuré

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35.

CDP

ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Préparation, simultanée ou non, aux diplômes d'état : • D.E.C.S. • B.T.S. de distribution

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes. Adresse : 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 252.27.27

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

SELON LE RAPPORT ANNUEL DU GATT

Le renchérissement du pétrole doit surtout se traduire par des besoins accrus de capital

« S'il y a lieu d'être quelque peu inquiet de l'effet que l'augmentation du prix du pétrole peut avoir sur les paiements courants de certains groupes de pays, son impact probable sur l'inflation et sur la croissance dépendra pourtant dans une grande mesure des politiques qu'adopteront les pays importateurs pour y faire face. Si ces politiques sont judicieuses, les répercussions du dernier relèvement des prix du pétrole sur le niveau des prix et sur la croissance économique peuvent être relativement limitées à la fois dans leur ampleur et pour l'essentiel dans le temps. » C'est ce qu'écrivent les experts du GATT dans leur rapport annuel rendu public ce lundi 10 septembre à Genève.

Et le GATT de mettre les points sur les « i » : « D'emblée, il importe de bien souligner que la montée des prix du pétrole, qui s'est faite en plusieurs paliers entre décembre 1973 et juin 1979, n'a pas été la cause du regain d'inflation dans les pays industrialisés ni de la récession qui commence à se faire sentir aux États-Unis. Les faits réfutent l'idée d'un renchérissement faussé selon laquelle le renchérissement du pétrole aurait été l'une des causes principales du regain d'inflation et de l'aggravation attendue du chômage. »

D'ailleurs, pense-t-on, la hausse du pétrole va avoir maintenant des conséquences inflationnistes ? Les experts du GATT écrivent : « Il est de fait que les publications récentes regroupent de théoriciens et de praticiens d'inflation font état d'un « enracinement » ou « naturel », auquel il faut ajouter les pulsions inflationnistes « exogènes ». En d'autres termes, la théorie bien connue selon laquelle les prix et les salaires réels se refusent à baisser a été étendue aux taux d'inflation, chez qui elle présume l'existence d'une résistance opposée à l'inflation naturelle, la hausse d'origine de fondement, car, fait-elle exacte, elle rendrait à affirmer que les pouvoirs publics reconnaissent leur impuissance devant l'inflation. En République fédérale d'Allemagne, la Bundesbank a explicitement réitéré l'opposition selon laquelle l'augmentation du prix du pétrole ne peut pas être compensée par une croissance ultérieure, mais qui est inévitable. Toute tentative faite par tel ou tel groupe social pour

se prémunir contre cette perte et en faire supporter le poids par d'autres groupes est nécessairement vouée à l'échec. » Il est tout aussi injustifié, ajoute le GATT, de penser que le transfert de revenu à quoi aboutit le renchérissement du pétrole doit globalement avoir un effet inflationniste. « À moyen et à long terme, l'augmentation du prix du pétrole ne manquera pas de peser sur la croissance économique, et surtout en accroissant les besoins en capital. Le capital réel existant dans l'économie mondiale se compose encore, dans une large mesure, d'équipements correspondant à des technologies mises au point durant une ère où l'énergie était abondante et peu coûteuse. Ainsi, pour maintenir une production globale donnée, il faudra limiter la consommation et accroître l'épargne. En même temps, il faudra transformer la structure économique de façon à alléger le secteur des industries de consommation et développer les industries d'équipement. Disons, plus simplement, que les économies d'énergie supposent un surcroît d'apport de travail. »

Progression de 16 % en valeur du commerce mondial en 1978

Le GATT estime à 1 300 milliards de dollars le montant du commerce mondial l'année dernière. L'augmentation aura été en 1978 de 16 % en valeur, soit en moyenne de 3 % les hausses en volume (contre respectivement 14 et 4,5 % en 1977). L'accroissement a été de 8 % en volume pour les produits agricoles, de 8 % pour les produits manufacturés et de 1 % pour les produits minéraux.

Les prix des produits de base (autres que le pétrole) ont baissé en moyenne de 3 %, les hausses étant spectaculaires pour le café (moins 35 %), le thé (moins 20 %) et le cacao (moins 10 %), alors que ces trois produits avaient augmenté l'année précédente de respectivement 75 %, 80 % et 100 %.

La valeur des exportations des pays de l'Océan Indien a augmenté de 14 % et leur part du commerce mondial est restée de 10 %. Les importations se sont accrues de 19 %, notamment en raison de la spectaculaire hausse des importations chinoises, près des deux tiers.

L'excédent des pays de l'OPEP avait beaucoup diminué en 1978, si bien que les pays exportateurs de pétrole les moins riches ont connu en 1978 une « dégradation de leur balance des paiements », et que les plus riches ont ralenti la croissance de leurs importations. Globalement l'OPEP a représenté 11 % des importations mondiales, contre 16 % en 1976. Cette évolution s'explique surtout par la chute brutale des achats de l'Iran et du Nigeria.

« L'augmentation du coût de la vie en Allemagne fédérale pourrait être supérieure à 5 % dans les trois à quatre prochains mois », a indiqué le ministre fédéral de l'économie, dans une interview à l'hebdomadaire Welt am Sonntag, « D'ici fin août 1979, la hausse du coût de la vie en R.F.A. a été de 4,9 %, et on ne peut exclure que ce pourcentage soit en hausse au cours des prochains mois », a précisé le ministre.

Le numéro du « Monde » daté 9-10 septembre 1979 a été tiré à 533 812 exemplaires.

LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER

LES SOIES D'APPROPRIÉ LES CACHEMIRES DE KIPUNG LES ROBES DE FRANÇOIS-JOSEPH LES ÉTOFFES DE WALTER SCOTT LES RÉVERSIBLES DE DON GIOVANNI LES CARRES ET BASSES DE PYTHAGORE LES DENTELLES DE CÉLÈME LES LAMES DE SCHÉRAZADE LES POILS DE CHAMEAU DE MARCO POLO LES ÉCOSSAIS DE MARIE STUART

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

L'anglais d'urgence ? C'est facile et il est encore temps

Notre cours « intensif » débute lundi 17 septembre

Téléphonez à nos hôtes : 325.41.37

ILC International Language Centre 20, passage Dauphine 75006 Paris

LE SÉNATEUR KENNEDY PRÉCISERAIT DANS QUELQUES SEMAINES SES INTENTIONS POUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Quels ont été les propos échangés entre M. Carter et le sénateur Kennedy lors d'un déjeuner à la Maison Blanche, vendredi 7 septembre ? L'addition dominicale commune de l'Atlanta Journal et de l'Atlanta Constitution indique que M. Kennedy aurait demandé à M. Carter de ne pas se présenter à l'élection présidentielle en 1980. Le sénateur aurait fait valoir qu'une compétition entre eux deux pour obtenir l'investiture démocrate aurait pour effet de favoriser les républicains. La porte-parole de la Maison Blanche, M. Powell, a démenti dimanche cette version. Il a été cependant assez nuancé. « Nous n'avons pas compris de cette façon ce qui s'est passé pendant la rencontre. Ce que nous avons compris n'était pas aussi spécifique », a-t-il déclaré.

Le Boston Globe avait de son côté écrit samedi que M. Kennedy ferait savoir avant le 22 novembre quelles étaient ses intentions pour 1980. Cette date coïncide avec la fête de Thanksgiving et avec l'anniversaire de l'assassinat de John Kennedy, le 22 novembre 1963. Le sénateur Kennedy, d'autre part, a fait savoir que sa mère et sa femme ne s'opposaient plus désormais à ce qu'il soit candidat. Elles lui avaient fait promettre, après l'assassinat de son père, de ne pas se lancer sans leur consentement dans la course à la Maison Blanche.

Selon un sondage Gallup, publié dimanche, 76 % des Américains choisissent le sénateur Kennedy et 27 % le président Carter comme l'homme possédant les plus grandes qualités de « chef ». En revanche, 76 % d'entre eux estiment que M. Carter est l'homme politique qui est guidé par les plus hautes principes, contre 45 % pour le sénateur Kennedy.

Formation permanente
LECTURE RAPIDE
prochaines dates

15 - 19 - 20 septembre
6 - 7 - 8 novembre
20 - 21 - 22 novembre

Stages
CEFAP
261.66.79/89

Sans abuser de la carotte et du bâton, même psychologiques, voici la possibilité d'améliorer encore votre capacité à conduire les hommes.

Vous êtes dirigeant ou cadre responsable, Vous avez une bonne expérience de la conduite des hommes, Vous savez que tous les problèmes importants sont des problèmes d'homme, Mais évaluez-vous de savoir systématiquement et efficacement les résoudre, d'obtenir d'eux ce qu'ils sont capables de faire, en un mot qu'ils soient réellement efficaces ?

Compétence = Motivation = Efficacité

Ex: 7/10 x 7/10 = 49% Le rendement est le « double multiplicateur » de la compétence. La formule est simple ; encore faut-il savoir l'appliquer sur le tas les conditions de son application.

C'est pour vous aider à atteindre plus facilement et plus complètement cet objectif dans votre entreprise que vient d'être mis au point un stage très réussi intitulé : L'EFFICACITÉ DANS L'ENTREPRISE OU L'ART DE MOTIVER LES HOMMES.

3 jours au royaume du concret

Faiblesse des notions psychologiques indigestes mais sans y accorder trop de temps, ce stage est avant tout concret, l'accent étant mis sur toutes les applications pratiques possibles.

Devenir ce qui se cache sous la formule « tout simplement efficace » ? C'est tout simple, très efficace, mais vous n'avez pas encore appris à l'appliquer !

100 bonnes idées peut-être... 50 sûrement

Un stage moyen lui-même passer 4 ou 5 idées intéressantes immédiatement applicables. Jacques Lurey, psychologue, est intervenu sur ces mêmes problèmes qui vous ont fait passer 100, de l'avis même des participants, sous 50 idées.

Testez vous-même ce stage ou faites-le tester par un collaborateur adéquat.

Programme détaillé et renseignements : Jacques Lurey Conseil de Direction 100, Elysees 2 75170 La Celle St-Cloud 01.69.63.65.

M. Bangui proclame la République d'Obangui et constitue un gouvernement provisoire

Washington 11 des explications sur la présence de...

Chilien à Paris

Le me...

Le me...

Le me...

Le me...

Le me...

Le me...

Le me...

Le me...

Le me...